Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Article R. 122-3 du code de l'environnement

cerfa
N° 14734*02

Ce formulaire n'est pas applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement

Ce formulaire complété sera publié sur le site internet de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'administration

Date de réception	Dossier complet le	N° d'enregistrement
28/08/2013	28/08/2013	F-054-13-C-0073

1. Intitulé du projet

Création d'une ligne ferroviaire nouvelle entre Tours et Bordeaux - LGV SEA Tours Bordeaux

2. Identification du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire

2.1 Personne physique

Nom : Prénom :

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale : Direction de Projet Réalisation COSEA

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale : GODINOT Bernard

RCS / SIRET : 5 2 7 9 1 3 7 5 0 0 0 0 1 6 Forme juridique : SAS

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Rubrique(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de rubrique et sous rubrique	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la rubrique
5° a) a)	Création d'une infrastructure ferroviaire pour le trafic à grande vitesse de plus de 500 m

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet

Création d'une ligne ferroviaire de Tours à Bordeaux.
Défrichement complémentaire à réaliser sur la commune de Brossac, impactée par la LGV dans le département de la Charente (16)
La surface concernée par la présente demande est égale à 7 569 m².
Les parcelles à défricher sont contiguës à des boisements déjà identifiés, pour lesquelles nous avons déjà obtenu l'autorisation de défrichement.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire

4.2 Objectifs du projet

La construction de la ligne à grande vitesse entre Tours et Bordeaux - LGV SEA, nécessite des opérations de défrichements complémentaires rendus nécessaires par des adaptations techniques liées à la concertation.
Ces besoins complémentaires concernent en partie des boisements faisant actuellement l'objet d'une procédure de déclassement.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase de réalisation

Construction d'une ligne ferroviaire nouvelle entre Tours et Bordeaux, de 340 km linéaire d'un seul tenant selon le calendrier suivant :
- Fin 2011 à fin 2015 : travaux d'infrastructure et de génie civil (terrassements, ouvrages d'art, plateforme). C'est à cette étape qu'interviennent les opérations de défrichements. Elles sont menées selon les modalités et dispositions arrêtées dans l'arrêté de défrichement du 18 décembre 2012, ainsi que dans l'arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées (dit arrêté CNPN) en date du 24 février 2012, complété par l'arrêté du 21 décembre 2012 ;
- Mi 2014 à mi 2016 : travaux d'équipements ferroviaires (voie, caténaires, énergie, signalisation, télécommunications)
- Mi 2016 à début 2017 : essais, marches à blanc et homologation
- 2017 : mise en service de la LGV

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Transport de voyageurs sur un réseau ferré à une vitesse d'exploitation de 320 km/h afin de relier Tours à Bordeaux pour un temps de transport d'environ 2h.

4.4.1 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?
La décision de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

DUP du 20/07/2006 pour la section Angoulême-Bordeaux, DUP du 10/06/2009 pour la section Tours-Angoulême.
Arrêté préfectoral autorisant le défrichement en Charente, du 18 décembre 2012.
Arrêté interpréfectoral et ministériel portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées (dit arrêté CNPN) en date du 24/02/2012, complété par l'arrêté du 21/12/2012.
Arrêtés interpréfectoraux au titre de la Police de l'eau, du bassin-versant de la Charente du 28/02/2012 et du 28/12/2012.
Les parcelles objet de la présente demande complémentaire de défrichement feront l'objet de procédures complémentaires conformément aux articles 10 et 28 des arrêtés précédemment cités.

4.4.2 Précisez ici pour quelle procédure d'autorisation ce formulaire est rempli

Autorisation complémentaire de défrichement

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale (assiette) de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur
Superficie à défricher sur la commune de Brossac (16)	Superficie de la demande complémentaire = 7 569 m² (à titre indicatif, à ce jour, un peu plus de 190 ha sont autorisés de défrichement pour le projet LGV SEA sur la commune de Brossac)

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

Commune de Brossac, département de la Charente (16)
Cf annexe n°2 - Plan de localisation

Coordonnées géographiques[1] **Long.** ___ ° ___ ' ___ " ___ **Lat.** ___ ° ___ ' ___ " ___

Pour les rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32° ; 41° et 42° :

Point de départ : **Long.** ___ ° ___ ' ___ " ___ **Lat.** ___ ° ___ ' ___ " ___

Point d'arrivée : **Long.** ___ ° ___ ' ___ " ___ **Lat.** ___ ° ___ ' ___ " ___

Communes *traversées* :

xxx

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ? **Oui** [X] **Non** [ ]

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une étude d'impact ? **Oui** [X] **Non** [ ]

4.7.2 Si oui, à quelle date a-t-il été autorisé ? DUP du 20/07/2006 pour la section Angoulême-Bordeaux concernée

4.8 Le projet s'inscrit-il dans un programme de travaux ? **Oui** [X] **Non** [ ]

Si oui, de quels projets se compose le programme ?

La construction de la ligne ferroviaire nouvelle entre Tours et Bordeaux, se compose de travaux d'infrastructure et de génie civil (terrassements, ouvrages d'art, plateforme) et de travaux d'équipements ferroviaires (voie, caténaires, énergie, signalisation, télécommunications).
Préalablement aux terrassements, des opérations d'archéologie et de défrichement sont réalisées.

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

5.1 Occupation des sols

Quel est l'usage actuel des sols sur le lieu de votre projet ?

Zones boisées, en partie classées en EBC (Espaces Boisés Classés) avec une procédure de déclassement en cours
Cf annexes 5 et 6

Existe-t-il un ou plusieurs documents d'urbanisme (ensemble des documents d'urbanisme concernés) réglementant l'occupation des sols sur le lieu/tracé de votre projet ? **Oui** [X] **Non** [ ]

Si oui, intitulé et date d'approbation :
Précisez le ou les règlements applicables à la zone du projet

La commune de Brossac possède un Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé le 8 février 2008, il tient compte du projet LGV SEA.

Pour les rubriques 33° à 37°, le ou les documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ? **Oui** [X] **Non** [ ]

5.2 Enjeux environnementaux dans la zone d'implantation envisagée :

Complétez le tableau suivant, par tous moyens utiles, notamment à partir des informations disponibles sur le site internet http://www.developpement-durable.gouv.fr/etude-impact

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ou couverte par un arrêté de protection de biotope ?	[ ]	[X]	Cf annexe 13
en zone de montagne ?	[ ]	[X]	
sur le territoire d'une commune littorale ?	[ ]	[X]	
dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (régionale ou nationale) ou un parc naturel régional ?	[ ]	[X]	
sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	[ ]	[X]	

dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ?	☐	☒	Cf annexe 12
dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☒	
dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou par un plan de prévention des risques technologiques ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☐	☒	
dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☒	
dans une zone de répartition des eaux ?	☒	☐	La commune de Brossac est concerné par la ZRE du bassin de la Dronne (arrêté préfectoral du 29/04/1994)
dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	☐	☒	
dans un site inscrit ou classé ?	☐	☒	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	**Oui**	**Non**	**Lequel et à quelle distance ?**
d'un site Natura 2000 ?	☒	☐	Cf annexe 13 Le site le plus proche est le site de "Vallée du Lary et du Palais" à 1,8 km du projet.
d'un monument historique ou d'un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ?	☐	☒	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences suivantes ?
Veuillez compléter le tableau suivant :

Domaines de l'environnement :		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? *Appréciez sommairement l'impact potentiel*
Ressources	engendre-t-il des prélèvements d'eau ?	☐	☒	
	impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☒	
	est-il excédentaire en matériaux ?	☐	☒	
	est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☐	☒	
Milieu naturel	est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☒	☐	Cf annexe 11
	est-il susceptible d'avoir des incidences sur les zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	☒	☐	

	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	X	☐	Des espaces forestiers, sur une surface de 7 569 m²
Risques et nuisances	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	X	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☐	X	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	☐	X	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐	X	
Commodités de voisinage	Est-il source de bruit ?	X	☐	Travaux de déboisage
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	X	☐	
	Engendre-t-il des odeurs ?	☐	X	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐	X	
	Engendre-t-il des vibrations ?	☐	X	
	Est-il concerné par des vibrations ?	☐	X	

	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	☐	☒	
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☐	☒	
Pollutions	Engendre-t-il des rejets polluants dans l'air ?	☐	☒	
	Engendre-t-il des rejets hydrauliques ? Si oui, dans quel milieu ?	☐	☒	
	Engendre-t-il la production d'effluents ou de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☐	☒	
Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☐	☐	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme / aménagements) ?	☒	☐	Suppression de 7 569 m² de surfaces boisées

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets connus ?

Oui [X] **Non** [ ] Si oui, décrivez lesquelles :

La présente demande d'examen au cas par cas est la conséquence de la réalisation du projet LGV SEA Tours Bordeaux qui a fait l'objet d'une étude d'impact, d'une autorisation de dérogation au régime des espèces protégées, d'une autorisation au titre de la Police de l'eau.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui [ ] **Non** [X] Si oui, décrivez lesquels :

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une étude d'impact ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet LGV SEA a fait l'objet d'une étude d'impact globale sur un périmètre dépassant largement celui concerné par la présente demande.
Les arrêtés d'autorisation de défrichement précédents ont été pris sur la base de dossiers comprenant une notice d'impact. Ce sont les mêmes unités boisées qui sont concernées.
Par ailleurs, les mêmes mesures de protection vis à vis de l'environnement seront appliquées, avec notamment le passage d'un écologue avant l'intervention des entreprises de défrichement, donnant lieu à une fiche de levée de contraintes.
Selon COSEA, l'étude d'impact déjà réalisée permet de répondre aux obligations d'évaluation environnementale du projet de défrichement complémentaire objet de la présente demande.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	L'annexe n°1 intitulée « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publiée** ;	X
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	X
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	X
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques *5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42°* un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	X
5	**Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques *5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42°* :** plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 1 - CERFA nominatif
Annexe 2 - Plan de situation
Annexe 3 - Photographies
Annexe 4 - Plan du projet, orthophotographie, unités boisées, parcelles
Annexe 5 - Dossier DECPRO
Annexe 6 - Dossier de déclaration de projet, et dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme
Annexe 7 - Arrêté de défrichement
Annexe 8 - Arrêtés CNPN
Annexe 9 - Arrêtés Police de l'eau
Annexe 10 - Cartographie des risques naturels
Annexe 11 - Cartographies des enjeux faune-flore
Annexe 12 - Cartographie des boisements
Annexe 13 - Cartographie du patrimoine naturel

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus X

Fait à Poitiers le, 07 août 2013

Signature





LGV SEA :

Espaces Boisés Classés à déclasser

Commune de BROSSAC

PASSIRAC

BROSSAC

BROSSAC

0 35 70 140 210 280

Mètres



LGV SEA :

Espaces Boisés Classés à déclasser

Commune de BROSSAC

PASSIRAC

BROSSAC

SAINT-VALLIER

BROSSAC

0 35 70 140 210 280

Mètres

SC 242+000

SC 243+000

Vue 1

Vue 2

Vue 3

Vue 4

Vue 5

BROSSAC



Autorisation complémentaire de défrichement

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- UB objet de la présente demande
- Unités Boisées
- Limites de commune
- Prise de vue photo

Cosea
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
07/08/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m



Vue 1



Vue 2



Vue 3

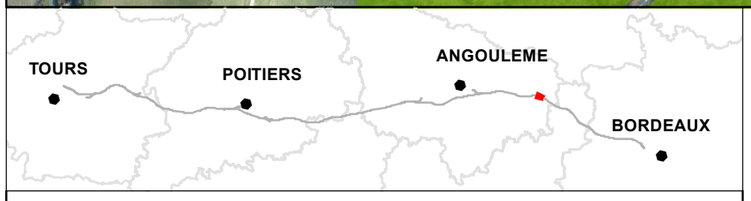


Vue 4



Vue 5





Autorisation complémentaire de défrichement

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- Unités Boisées
- UB objet de la présente demande

Cosea

CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

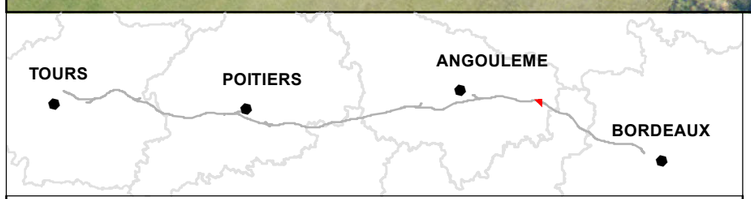
Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

3186m²

BROSSAC

839m²

1423m²



Autorisation complémentaire de défrichement

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- Unités Boisées
- UB objet de la présente demande

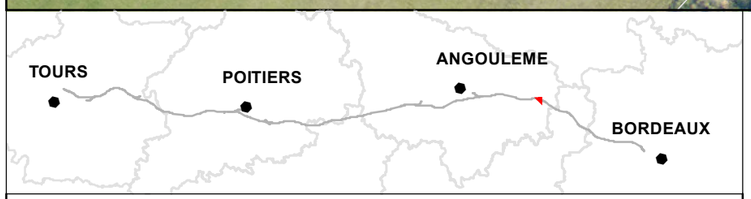
Cosea
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/1 500 0 60 m





Autorisation complémentaire de défrichement

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- Unités Boisées
- UB objet de la présente demande

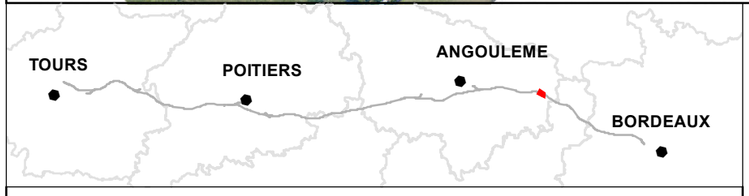
Cosea
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/1 500 0 60 m





Autorisation complémentaire de défrichement

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- Unités Boisées
- UB objet de la présente demande

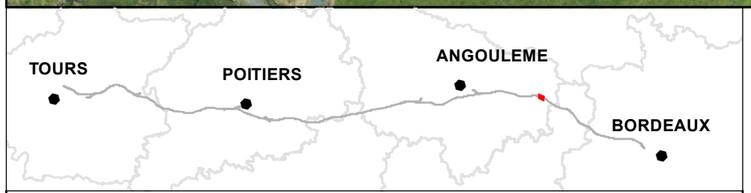
Cosea
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 0 100 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- Unités Boisées
- UB objet de la présente demande

Cosea

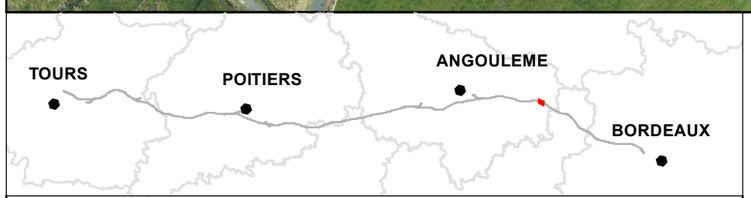
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/2 000 0 80 m





Autorisation complémentaire de défrichement

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- Unités Boisées
- UB objet de la présente demande

Cosea
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/2 000 0 80 m

Concessionnaire

DIF

Objet: 00000-00000

2013-06-06

LGV SEA TOURS - BORDEAUX

GENERAL/GENERAL

ENSEMBLE DU PROJET

MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME

COMMUNE DE BROSSAC

DECLARATION DE PROJET

Concepteur-Constructeur	Sous-Groupement	Sous-Traitant
Cosea CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX	N/A	*erea-conseil*

INDICE	DATE	Etabli par	Vérifié par	Approuvé par	MODIFICATION Commentaire et document de référence
A0	2013-05-16	PPAR	JGEN	CLOR	

Format :	A3	Echelle :	N/A	Nom fichier source:	CODDT_U0006_A0.doc

Phase	Métier	Zone	Item	PK	Type Doc.	Emetteur	N° Chrono ou N° de Série	Indice
G	GEN	101	000	000000	MDU	CODDT	U0006	A0

TABLE DES MATIERES

1. PREAMBULE 5

2. GENERALITES SUR LA MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME DANS LE CADRE D'UNE DECLARATION DE PROJET 6

2.1. LA MISE EN COMPATIBILITE 6
2.1.1. Définition 6
2.1.2. Champ d'application 6
2.1.3. Objet 6
2.2. DEFINITIONS DES ESPACES BOISES CLASSES 6
2.3. LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE 6
2.4. LE CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE DANS LE CADRE D'UNE DECLARATION DE PROJET 7
2.4.1. Le dossier relatif à l'intérêt général du projet 7
2.4.2. Le dossier relatif à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme 7
2.5. TEXTES REGISSANT LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE 7
2.5.1. Article L123-14 du code de l'urbanisme 7
2.5.2. Article L123-14-2 du code de l'urbanisme 7
2.5.3. Article L300-6 du code de l'urbanisme 7
2.5.4. Article R123-23-4 du code de l'urbanisme 8
2.5.5. Article R 121-14 du code de l'urbanisme 8
2.5.6. Article R 121-16 du code de l'urbanisme 8
2.5.7. Article R 121-18 du code de l'urbanisme 9

3. PRESENTATION GENERALE DU PROJET AYANT ETE DECLARE D'UTILITE PUBLIQUE 9

3.1. LE CONTEXTE ET LES OBJECTIFS DU PROJET 9
3.1.1. Le projet 9
3.1.2. Les finalités du projet 9
3.1.3. Les étapes ayant conduit au choix du projet 10
3.1.4. La consistance du projet déclaré d'Utilité Publique et ses adaptations récentes 10
3.1.5. Le cadre géographique et administratif 10
3.2. LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET 10

4. PRESENTATION DU PROJET SUR LA COMMUNE DE BROSSAC ET DE SES EVOLUTIONS RECENTES 11

4.1. LES ADAPTATIONS DE LA CONSISTANCE DU PROJET DE LGV 11
4.2. LES BESOINS EN DEFRICHEMENTS NOUVEAUX RESULTANT D'UNE ADAPTATION DU PROJET 11

5. LES INCIDENCES DU PROJET SUR LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE 13

5.1. LE DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR 13
5.2. LES REMANIEMENTS APPORTES AU DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR DANS LE CADRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE 13
5.2.1. Les évolutions du plan de zonage 13
5.2.2. Les autres pièces du document d'urbanisme en vigueur 13
5.3. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES INCIDENCES POTENTIELLES DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU P.L.U. SUR LE MILIEU NATUREL ET LES PAYSAGES. 13
5.3.1. Eléménts de contexte 13
5.3.2. Articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte 14
5.3.3. Analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution 15
5.3.4. Motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement et raisons justifiant le choix opéré au regard des solutions de substitution 20
5.3.5. Incidences notables probables de la mise en œuvre de la MECDU sur l'environnement 20
5.3.6. Incidences sur les sites Natura 2000 20
5.3.7. Mesures envisagées pour éviter, réduire voire compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement 22
5.3.8. Critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets de la MECDU sur l'environnement 22
5.3.9. Résumé non technique 22
5.3.10. Méthodologie 23

6. REPRESENTATION GRAPHIQUE DE L'EVOLUTION DES PLANS DE ZONAGE 23

1. PRÉAMBULE

Le présent dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de BROSSAC s'inscrit dans la procédure de Déclaration de Projet rendue nécessaire pour répondre aux besoins de déclassements d'Espaces Boisés Classés (EBC). Celle-ci a pour objet d'autoriser leur défrichement à la suite des adaptations de la consistance, depuis l'acquisition de l'utilité publique, du projet de ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique dont une section traverse le territoire communal.

Le Maître d'Ouvrage du projet est LISEA, société concessionnaire à qui Réseau ferré de France (RFF), établissement public industriel et commercial, a confié la réalisation et la gestion de la ligne par le contrat de concession du 16 juin 2011.

Le P.L.U. approuvé de **BROSSAC** s'applique à la totalité de son territoire communal.

La commune de **BROSSAC** ne fait pas partie d'un périmètre de Schéma Directeur, ni de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) en vigueur.

Ce P.L.U. a été approuvé par le Conseil Municipal le 8 février 2008, alors que n'existait auparavant aucun document d'urbanisme sur la commune. Cette approbation est donc intervenue après la Déclaration Publique du projet du projet de LGV le 18 juillet 2006. Quoi qu'il en soit, conformément à la réglementation en vigueur, le P.L.U. a pris en compte le projet de construction de la section Angoulême – Bordeaux de la ligne à grande vitesse Sud-Europe Atlantique, tel qu'il a été déclaré d'Utilité Publique.

Toutefois, comme le précisaient les documents mis à l'enquête à cette occasion, cette déclaration publique portait sur un dossier d'Avant Projet Sommaire qui pouvait être appelé à évoluer, sans que son *« économie générale »* en soit affectée, aussi bien à la suite de l'approfondissement des études techniques et de la préparation du chantier, que résultant de la poursuite de la concertation avec les collectivités sur des mesures d'accompagnement ou le rétablissement de franchissements de voirie.

Dans ce cadre, une première Déclaration de Projet, approuvée par arrêté préfectoral du 6 novembre 2012, avait entraîné le déclassement de 59 a 84 ca d'Espaces Boisés Classés sur la commune.

Aujourd'hui, après avoir exploré toutes les hypothèses possibles, il est apparu qu'une nouvelle adaptation résultant d'une concertation avec les propriétaires privés, des membres du Conseil Municipal, COSEA et le Sous-Préfet de l'arrondissement de Cognac en date du 4 avril 2013, entrainait le défrichement partiel d'un boisement protégé au titre des Espaces Boisés Classés (EBC) dans le document d'urbanisme en vigueur de la commune de **BROSSAC**.

Le présent dossier de Déclaration de Projet a donc pour objet l'actualisation du dossier de P.L.U. en application de l'Utilité Publique acquise le 18 juillet 2006 pour permettre le déclassement de ces Espaces Boisés Classés.

2. GÉNÉRALITÉS SUR LA MISE EN COMPATIBILITÉ DES DOCUMENTS D'URBANISME DANS LE CADRE D'UNE DÉCLARATION DE PROJET

2.1. LA MISE EN COMPATIBILITE

2.1.1. DEFINITION

Conformément aux articles L. 123-14 et L. 300-6 du Code de l'Urbanisme, lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.

L'article L. 300-6 du Code de l'Urbanisme ouvre la possibilité à l'État et ses établissements publics, aux collectivités territoriales et leurs groupements, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme. Ce dispositif constitue une procédure simple et accélérée de mise en compatibilité des documents d'urbanisme pour les actions et opérations d'aménagement.

Les cartes communales ne sont pas soumises à cette obligation réglementaire.

2.1.2. CHAMP D'APPLICATION

L'obligation d'inscrire la faisabilité réglementaire d'une opération faisant l'objet d'une Déclaration de Projet dans leur document d'urbanisme s'impose à toutes les communes ou EPCI concernés dès lors qu'ils sont dotés d'un tel document.

Au vu des textes, compte tenu de la nature du projet, **cette procédure de mise en compatibilité relève de la compétence de l'Etat**.

Conformément aux textes, le Préfet conduira la procédure après saisine de la société concessionnaire LISEA.

2.1.3. OBJET

La procédure de mise en compatibilité doit permettre des adaptations de la consistance de l'infrastructure projetée et de ses aménagements connexes entraînant le déclassement d'Espaces Boisés Classés afin d'autoriser leur défrichement.

On notera également que, sur la base des articles R121-14 II 1°, et R121-16 4° a) du code de l'urbanisme, une évaluation environnementale des effets du dossier sera réalisée puisque cette déclaration de projet conduit à une réduction d'EBC, dans une commune disposant d'un PLU dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, ce qui est le cas à BROSSAC.

2.2. DEFINITIONS DES ESPACES BOISES CLASSES

Soumis aux dispositions de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme, le régime des Espaces Boisés Classés (EBC) vise à pérenniser l'affectation boisée du sol. Il s'applique aux bois, forêts et parcs, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, qu'ils soient enclos ou non et attenants ou non à des habitations. Il peut également concerner des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Le classement en Espace Boisé Classé empêche les changements d'affectation ou les modes d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Il interdit les défrichements.

Le déclassement ou la réduction d'un EBC n'est pas possible par modification du P.LU.. Il ne peut intervenir que dans le cadre d'une procédure de révision ou d'une mise en compatibilité au titre de l'intérêt général.

2.3. LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Cinq grandes étapes jalonnent cette procédure.

1 – L'engagement de la procédure

L'initiative de la procédure de déclaration de projet appartient à l'État ou ses établissements publics, les collectivités territoriales ou leurs groupements. Le préfet conduit donc la procédure.

2 – L'examen conjoint et les consultations

2a - L'examen conjoint par les Personnes Publiques Associées avant l'ouverture de l'enquête publique par le Préfet

Un **examen conjoint** des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité des plans sera organisé avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative du préfet. Sont conviés à participer à l'examen conjoint, outre le préfet :

- Le maire.
- Le Syndicat Mixte, Établissement Public de Coopération Intercommunal chargé du suivi du Schéma de COhérence Territoriale (SCoT).
- L'Établissement Publique de Coopération Intercommunal compétent en matière de Programme Local de l'Habitat.
- L'Autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains, dans les Périmètres de Transports Urbains.
- La Région.
- Le Département.
- Les Chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, Chambre d'Agriculture).

Cet examen conjoint peut se traduire par **l'organisation d'une réunion *ad hoc* à l'initiative de l'État**.

2b – Les autres consultations

Le dossier faisant l'objet d'une évaluation environnementale, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement doit être saisie. Son avis doit être produit dans les trois mois suivant la date de sa saisine.

Avis de la chambre d'agriculture et du centre national de la propriété forestière : en application de l'article R.123-17 du code de l'urbanisme, obligation de consulter la chambre d'agriculture, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité et le centre national de la propriété forestière. Le délai de réponse maximum est de 2 mois

Sont également consultés à leur demande, les associations locales d'usagers agréées et les associations agréées de protection de l'environnement.

Par ailleurs, le préfet consultera les organes délibérants des collectivités territoriales concernées sur la déclaration de projet. La consultation sera réalisée sur la base du dossier relatif à l'intérêt général du projet soumis à l'enquête publique.

3 - L'enquête publique

L'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune concernée.

4 - L'approbation du Conseil Municipal

À l'issue de l'enquête publique, le dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune, complété notamment par le Procès Verbal de la réunion d'examen conjoint et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, est soumis pour avis au Conseil Municipal. L'avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans un délai de deux mois.

5 - La Déclaration de Projet

Dès lors, le préfet adopte par arrêté préfectoral la déclaration de projet au vu de l'ensemble des pièces du dossier. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU.

2.4. LE CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE DANS LE CADRE D'UNE DECLARATION DE PROJET

2.4.1. LE DOSSIER RELATIF A L'INTERET GENERAL DU PROJET

Le présent dossier relatif à l'intérêt général du projet est établi au niveau départemental.

Il prend la forme d'une **notice explicative** indiquant l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête, d'un plan de situation, ainsi que les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître d'ouvrage, le projet soumis à enquête a été retenu.

2.4.2. LE DOSSIER RELATIF A LA MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME

Il comprend les pièces suivantes :

- Une **notice explicative de présentation**, définissant sur le territoire communal les caractéristiques essentielles du projet soumis à enquête et précisant ses incidences sur le document d'urbanisme en vigueur. Cette pièce complète le Rapport de Présentation du document d'urbanisme mis en compatibilité et lui sera annexée. Elle aborde trois sujets principaux :
  - La présentation du projet soumis à enquête (présentation générale et présentation des caractéristiques sur la commune).
  - Les incidences du projet sur le document d'urbanisme et la justification des évolutions apportées à ce document.
  - L'évaluation environnementale des effets du dossier.
- Deux extraits du **document graphique du règlement** (plan de zonage) concerné par le projet : dans la version initiale du document en vigueur et dans la version revue pour être mise en compatibilité avec le projet. Compte tenu de la nature des évolutions apportées, l'évolution ne portera que sur le dessin des Espaces Boisés Classés impactés par les évolutions du projet.

Les autres pièces du document d'urbanisme ne nécessitent pas d'évolution.

2.5. TEXTES REGISSANT LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE

S'agissant des P.LU., la procédure de mise en compatibilité est élaborée conformément aux **articles L. 123-14, L. 123-14-2, L.123-15, L. 300-6 et R. 123-23-4 du Code de l'Urbanisme**. L'évaluation environnementale du dossier respecte les **articles R. 121-14, R. 121-16 et R. 121-18.**

2.5.1. ARTICLE L123-14 DU CODE DE L'URBANISME

(Modifié par l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 - art. 3)

Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.

Dans ce cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La déclaration d'utilité publique ou la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue par l'article L. 123-14-2.

2.5.2. ARTICLE L123-14-2 DU CODE DE L'URBANISME

(Modifié par l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 - art. 3)

Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan font l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L. 121-4.

Lorsque la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal est nécessaire pour permettre la réalisation d'un projet, le maire de la ou des communes intéressées par ce projet est invité à participer à cet examen conjoint.

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par le préfet lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la mise en compatibilité est nécessaire pour permettre la réalisation d'un projet d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ainsi que dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article L. 123-14-1 ;

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, le maire, dans les autres cas.

Lorsque le projet nécessitant la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et l'adoption de la déclaration d'utilité publique.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, la commune :

1° Emet un avis lorsque la décision est de la compétence de l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan, lorsque la décision relève d'une personne publique autre que l'Etat.

La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier et du résultat de l'enquête, est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par arrêté préfectoral dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article L. 123-14-1, lorsque la déclaration de projet est de la compétence d'une autre personne publique que l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, de la commune et que la décision de mise en compatibilité prévue au onzième alinéa du présent article n'est pas intervenue dans le délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

3° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est prise par l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, par la commune, dans les autres cas.

Les procédures nécessaires à une ou plusieurs mises en compatibilité peuvent être menées conjointement.

2.5.3. ARTICLE L300-6 DU CODE DE L'URBANISME

(Modifié par l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 - art. 6)

L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. Les articles L. 122-15, L. 122-16-1, L. 123-14 et L. 123-14-2 sont applicables sauf si la déclaration de projet adoptée par l'Etat, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme.

Lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat, elle peut procéder aux adaptations nécessaires du schéma directeur de la région d'Ile-de-France, d'un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer, du plan d'aménagement et de développement durables de Corse, d'une charte de parc naturel régional ou de parc national, du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, du schéma régional de cohérence écologique ou du plan climat-énergie territorial. Ces adaptations sont effectuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au contenu de ces règlements ou de ces servitudes.

Les adaptations proposées sont présentées dans le cadre des procédures prévues par les articles L. 122-15, L. 122-16-1, L. 123-14 et L. 123-14-2, auxquelles les autorités ou services compétents pour élaborer les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont invités à participer.

Lorsque les adaptations proposées portent sur le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer ou le plan d'aménagement et de développement durables de Corse, elles sont soumises pour avis, avant l'enquête publique, au conseil régional ou à l'Assemblée de Corse. Leur avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de trois mois. Cet avis est joint au dossier soumis à enquête publique. En cas d'avis défavorable, la déclaration de projet ne peut être prise que par décret en Conseil d'Etat.

Une déclaration de projet peut être prise par décision conjointe d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales et de l'Etat.

Lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au deuxième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale, au sens de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article.

2.5.4. ARTICLE R123-23-4 DU CODE DE L'URBANISME

(Modifié par le décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art. 4)

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

a) Soit lorsque cette opération est réalisée par l'Etat ou un établissement public de l'Etat et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

b) Soit lorsque l'Etat ou un établissement public de l'Etat a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

L'examen conjoint prévu à l'article L. 123-14-2 a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique à l'initiative du préfet. Lorsqu'une association mentionnée à l'article L. 121-5 demande à être consultée, son président adresse la demande au préfet.

L'enquête publique est organisée dans les formes prévues par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

Le préfet adopte par arrêté préfectoral la déclaration de projet au vu de l'ensemble des pièces du dossier. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

2.5.5. ARTICLE R 121-14 DU CODE DE L'URBANISME

I.- Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la présente section, les documents d'urbanisme suivants, à l'occasion de leur élaboration :

1° Les directives territoriales d'aménagement et de développement durables ;

2° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

3° Les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;

4° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;

5° Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteur et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux comprenant les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale dans les conditions prévues à l'article L. 123-1-7 ;

6° Les plans locaux d'urbanisme intercommunaux qui tiennent lieu de plans de déplacements urbains mentionnés à l'article L. 1214-1 du code des transports ;

7° Les prescriptions particulières de massif prévues à l'article L. 145-7 ;

8° Les schémas d'aménagement prévus à l'article L. 146-6-1 ;

9° Les cartes communales dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000.

II.- Font également l'objet d'une évaluation environnementale les documents d'urbanisme suivants, à l'occasion de leur élaboration :

1° Les plans locaux d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;

2° Les plans locaux d'urbanisme couvrant le territoire d'au moins une commune littorale au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement ;

3° Les plans locaux d'urbanisme situés en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'une unité touristique nouvelle soumise à autorisation en application de l'article L. 145-11.

III.- Font l'objet d'une évaluation environnementale, après un examen au cas par cas défini à l'article R. 121-14-1, à l'occasion de leur élaboration :

1° Les plans locaux d'urbanisme ne relevant ni du I ni du II du présent article, s'il est établi qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

2° Les cartes communales de communes limitrophes d'une commune dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, s'il est établi qu'elles sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés.

2.5.6. ARTICLE R 121-16 DU CODE DE L'URBANISME

Une évaluation environnementale est réalisée à l'occasion des procédures d'évolution suivantes :

1° Les procédures d'évolution des documents d'urbanisme mentionnés à l'article R. 121-14 qui permettent la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

2° Les modifications, révisions et déclarations de projet relatives aux documents d'urbanisme mentionnés au 1° de l'article L. 121-10 et aux 2° à 4° du I de l'article R. 121-14 qui portent atteinte à l'économie générale du document ainsi que, pour les modifications, révisions et déclarations de projet relatives aux documents d'urbanisme mentionnés au 1° de l'article L. 121-10 et au 2° du I de l'article R. 121-14, celles dont il est établi après examen au cas par cas qu'elles sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

3° En ce qui concerne les schémas de cohérence territoriale :

a) Les révisions ;

b) Les déclarations de projet lorsqu'elles portent atteinte aux orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables du schéma ou changent les dispositions du document d'orientation et d'objectifs prises en application du II de l'article L. 122-1-5 ;

4° En ce qui concerne les plans locaux d'urbanisme :

a) Pour les plans locaux d'urbanisme mentionnés aux 5° et 6° du I et aux 1° et 2° du II, d'une part, les révisions et, d'autre part, les déclarations de projet qui soit changent les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, soit réduisent un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, soit réduisent une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

b) Les révisions et modifications d'un plan local d'urbanisme autorisant des opérations ou travaux mentionnés au 3° du II de l'article R. 121-14 ;

c) Les révisions et les déclarations de projet des plans locaux d'urbanisme mentionnés au III de l'article R. 121-14, s'il est établi après examen au cas par cas, qu'elles sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

5° En ce qui concerne les cartes communales :

a) Les révisions de celles des communes dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;

b) Les révisions de celles des communes limitrophes d'une commune dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, s'il est établi, après examen au cas par cas, qu'elles sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés.

L'évaluation environnementale prend la forme soit d'une nouvelle évaluation environnementale, soit d'une actualisation de l'évaluation environnementale qui a déjà été réalisée.

2.5.7. ARTICLE R 121-18 DU CODE DE L'URBANISME

Les documents d'urbanisme mentionnés à l'article R. 121-14 qui ne comportent pas de rapport en application d'autres dispositions sont accompagnés d'un rapport environnemental comprenant :

1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;

3° Une analyse exposant :

a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport est proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En cas de modification ou de révision du document, le rapport est complété, le cas échéant, par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le rapport peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

3. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET AYANT ÉTÉ DÉCLARÉ D'UTILITÉ PUBLIQUE

3.1. LE CONTEXTE ET LES OBJECTIFS DU PROJET

3.1.1. LE PROJET

Le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LGV SEA) consiste en la réalisation d'une nouvelle infrastructure entre Saint-Avertin (au Sud de Tours) et Ambarès-et-Lagrave (au Nord de Bordeaux). Il comprend deux sections :

- La **section Angoulême – Bordeaux** qui a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) par décret en Conseil d'État le 18 juillet 2006. Elle consiste en la construction de la ligne nouvelle à grande vitesse, pour un linéaire de 121 km environ (hors raccordements), entre le Nord d'Angoulême (Villognon) et Bordeaux (Ambarès-et-Lagrave). Outre les raccordements à la ligne existante, elle voit aussi la réalisation d'aménagements d'accompagnement (la 1ère phase d'aménagements en gare de Paris Montparnasse et sur la LGV Atlantique entre Massy-Palaiseau et Courtalain, ainsi que la deuxième phase de désaturation du bouchon ferroviaire de Bordeaux).

- La **section Tours – Angoulême**, qui a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) par décret en Conseil d'État le 10 juin 2009, qui vise à la construction d'une ligne nouvelle d'un linéaire de 182 km environ (hors raccordements), entre le Sud-Est de Tours (Saint-Avertin) et le Nord d'Angoulême (Villognon). Grâce aux raccordements au réseau ferroviaire existant, elle permet la desserte de Saint-Pierre-des-Corps, Châtellerault, Futuroscope, Poitiers, Niort, La Rochelle et Angoulême. Elle s'accompagnera également de la deuxième phase d'aménagements en gare de Paris Montparnasse et d'aménagement en ligne sur la LGV Atlantique, de l'opération d'aménagement de la bifurcation de Saint-Benoît et, à terme, de la désaturation du complexe ferroviaire de Poitiers.

3.1.2. LES FINALITES DU PROJET

Ce projet, répondra au cahier des charges de l'infrastructure approuvé par décision ministérielle du 24 octobre 1996, qui soulignait son rôle dans *« la recherche d'un nouvel équilibre entre les différents modes de transport notamment pour lutter contre la prédominance de la voiture »* et *« le développement du fret ferroviaire sur la ligne classique »*. Au-delà du secteur des transports, le projet s'inscrit dans une logique de développement durable.

Il permet en particulier :

- De renforcer la solidarité entre les territoires grâce au développement du *« maillage ferroviaire »*, ouvrant ainsi les régions Centre, Poitou-Charentes et Aquitaine sur les principales métropoles européennes.

- De contribuer à la préservation de l'environnement notamment grâce aux trafics détournés de la route et de l'aérien.

- D'ouvrir un axe à grande vitesse vers la péninsule ibérique.

- D'accroître la capacité de transport ferroviaire au profit du fret et des transports régionaux sur la ligne actuelle qui bénéficiera elle-même d'investissements de capacité.

La réalisation de la section entre Angoulême et Bordeaux permettra de réduire le temps de parcours des voyageurs de 25 minutes entre Paris et Bordeaux et au-delà (Midi-Pyrénées et Sud de l'Aquitaine).

La section entre Tours et Angoulême permettra de diminuer le temps de parcours de 25 minutes supplémentaires pour les voyageurs entre Paris et Bordeaux. À l'horizon de la mise en service globale de la ligne nouvelle entre Tours et Bordeaux, le gain de temps atteindra donc 50 minutes, réduisant le trajet Paris - Bordeaux à presque 2 heures. Il profitera également aux autres liaisons entre l'Ile-de-France et le Sud-Ouest et aux liaisons intercités concernant les villes de l'axe (desserte locale).

3.1.3. LES ETAPES AYANT CONDUIT AU CHOIX DU PROJET

Les études de la LGV Sud Europe Atlantique ont été lancées en 1994.

Les différentes étapes ont eu pour objet d'affiner progressivement le projet. Il a ainsi pu être précisé, en l'inscrivant dans les territoires à des échelles de plus en plus précises :

- Grandes aires géographiques au stade du débat public.
- Fuseau de 1000 mètres à l'issue des études préliminaires.
- Bande réduite à 500 mètres après l'avant-projet sommaire.

L'objectif a été, à chaque stade d'avancement, de minimiser les impacts du projet, notamment sur son environnement humain, par des compromis adaptés. A ce titre, le dossier d'étude d'impact a couvert de façon détaillée l'ensemble des impacts et des mesures du projet.

À chaque étape, après d'importantes concertations, les propositions sont vérifiées et soumises à la décision du Ministre.

À l'issue des études préliminaires, le Ministre a choisi un fuseau de 1000 mètres pour la recherche d'un tracé entre Poitiers et Angoulême le 29 décembre 1999, puis entre Tours et Poitiers le 21 février 2002.

L'Avant-Projet Sommaire de la section Angoulême – Bordeaux de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique a été approuvé par décision ministérielle en date du 18 décembre 2003. Celui de la section Tours – Angoulême a été approuvé par décision ministérielle en date du 16 avril 2007.

S'appuyant sur ces Avant-Projets Sommaires, les études nécessaires ont été conduites pour produire les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et les dossiers de mise en compatibilité, soumis conjointement à enquête publique.

Venant clore ces procédures, le Conseil d'État a décidé de l'Utilité Publique de chacune des deux sections.

3.1.4. LA CONSISTANCE DU PROJET DECLARE D'UTILITE PUBLIQUE ET SES ADAPTATIONS RECENTES

Rappelons que le projet déclaré d'Utilité Publique était basé sur un Avant-Projet Sommaire.

Par la suite, conformément aux textes réglementaires en vigueur, des études de détails ont été entreprises pour aboutir à un tracé définitif (Avant-Projet Définitif - APD) en précisant la solution d'ensemble et ses choix techniques, les caractéristiques et dimensions des différents ouvrages de l'infrastructure et leur implantation topographique, pour arrêter les caractéristiques des dispositifs de limitation ou de réduction des impacts, puis pour définir les conditions de réalisation des travaux.

D'autre part, comme le précisait le dossier présenté à l'enquête publique, un certain nombre d'options concernant des mesures d'accompagnement (notamment pour les rétablissements de voiries) n'avaient pas été tranchées et demandaient à l'être en poursuivant la concertation avec les collectivités territoriales concernées, mais aussi, plus largement, avec les associations, les chambres consulaires et les organisations socioprofessionnelles.

Au final, **tout en respectant au plus près les caractéristiques du projet présenté à l'enquête (son *« économie générale »*) et ayant été déclaré d'Utilité Publique, tout un ensemble d'adaptations lui a été apporté pour améliorer son insertion dans les territoires et rendre possible techniquement sa réalisation**.

Si la plupart d'entre elles n'ont pas d'incidences directes sur les documents d'urbanisme des communes traversées, quelques unes, après avoir examiné toutes les hypothèses, imposent de défricher des boisements protégés par des Espaces Boisés Classés définis par ces documents.

3.1.5. LE CADRE GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF

Entre le Bassin Parisien au Nord et le Bassin Aquitain au Sud, le projet intéresse des territoires aux reliefs variés, généralement peu accentués, à l'exception notable des abords des grandes vallées alluviales de la Charente et de la Dordogne notamment. Les coteaux et les petites vallées plus ou moins marquées (coteaux entre Marigny-Marmande et Antogny-le-Tillac, Horst de Montalembert sur Sauzé-Vaussais, vallée de la Charente…) vallonnent le paysage traversé.

Ces territoires, très majoritairement ruraux (habitat isolé, petits bourgs, zone bocagère), sont caractérisés par une activité agricole prépondérante. La mise en valeur céréalière est dominante.

L'habitat dispersé domine sous forme de hameaux. Il devient plus dense autour des agglomérations de Tours et Poitiers, d'Angoulême et de Bordeaux.

Du Sud de l'agglomération tourangelle jusqu'au Nord de l'agglomération bordelaise, le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse Sud Europe Atlantique traverse, sur 303 km, trois régions administratives et six départements :

- Région Centre, avec le département de l'Indre-et-Loire.
- Région Poitou-Charentes, avec les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres, de la Charente et de la Charente-Maritime.
- Région Aquitaine, avec le département de la Gironde.

3.2. LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET

À la mise en service de la LGV-SEA, la vitesse commerciale des trains sera de 320 km/h. Toutefois, la vitesse maximale des rames TGV Atlantique, qui constitueront l'essentiel du parc des rames circulant sur l'axe, sera de 300km/h.

La ligne nouvelle entre Saint-Avertin (Sud de Tours) et Ambarès-et-Lagrave (Nord de l'agglomération bordelaise) présente un linéaire global de projet de 303 km. 10 raccordements au réseau existant, représentant 39 km de voies, permettent la desserte des gares actuelles.

Les contraintes géométriques, liées à la grande vitesse, aux normes de sécurité et au confort des voyageurs, sont particulièrement drastiques pour les projets de LGV. Les rayons de courbure respectent un minimum recommandé pour un meilleur confort des voyageurs de l'ordre de 7 000 m et la déclivité maximale admissible est de 25 mm/m (25 ‰).

4. PRÉSENTATION DU PROJET SUR LA COMMUNE DE BROSSAC ET DE SES ÉVOLUTIONS RÉCENTES

Le tracé futur de la ligne à grande vitesse traverse à l'Ouest le territoire communal de BROSSAC sur **2 600 mètres**.

Les deux chapitres qui suivent décrivent l'adaptation apportée aux principales composantes de l'infrastructure et à ses aménagements connexes et qui imposent aujourd'hui de recourir à la présente Déclaration de Projet.

Cette adaptation résulte d'une concertation avec les propriétaires privés, des membres du Conseil Municipal, COSEA et le Sous-Préfet de l'arrondissement de Cognac en date du 4 avril 2013.

4.1. LES ADAPTATIONS DE LA CONSISTANCE DU PROJET DE LGV

L'adaptation du projet initial qui motive la procédure de déclaration de projet concerne une adaptation du tracé du rétablissement routier de l'ancienne voirie communale VC 229 au lieu-dit *« Maine Robine »*, pour répondre aux exigences de sécurité, aux référentiels techniques et aux attentes exprimées lors de la concertation évoquée ci-dessus. Elle apparaît en rouge sur la cartographie de la page suivante.

4.2. LES BESOINS EN DEFRICHEMENTS NOUVEAUX RESULTANT D'UNE ADAPTATION DU PROJET

Au total, l'évolution apportée au projet déclaré d'Utilité Publique qui impose de recourir à la Déclaration de Projet sur la commune de **BROSSAC** touche **une surface boisée pour une emprise totale de défrichement supplémentaire de 3 080 m^2**.

Par rapport à l'importance du projet sur la commune et à la part du massif boisé sur son territoire, cette adaptation impliquant des besoins nouveaux en défrichement reste marginale et ne remet pas en cause son *« économie générale »* sur la commune.





Espace Boisé Classé à déclasser

- Points kilométriques
- Limites de commune
- Emprise du projet SEA
- Espaces Boisés Classés
- Besoin de déclassement

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
18/04/2013	NTON	JGEN	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

5. LES INCIDENCES DU PROJET SUR LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE

5.1. LE DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

Rappelons que ce P.L.U. a été approuvé par le Conseil Municipal le 8 février 2008, alors que n'existait auparavant aucun document d'urbanisme sur la commune. Cette approbation est donc intervenue après la Déclaration Publique du projet du projet de LGV le 18 juillet 2006. **Quoi qu'il en soit, conformément à la réglementation en vigueur, ce document ce document a bien pris en compte le projet de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique**.

A ce titre, des dispositions ont été introduites dans la pièce écrite du règlement d'urbanisme, pour chaque zone traversée, autorisant la réalisation de l'infrastructure et ses éléments connexes en permettant l'insertion dans son environnement.

De même, la pièce graphique du règlement comporte un emplacement réservé dédié au projet, intitulé : *« Ligne Train à Grande Vitesse »*. Enfin, les Espaces Boisés Classés retenus tenaient compte de cette emprise.

L'attention du lecteur est attirée sur le fait que **la présente Déclaration de Projet est la seconde procédure de ce type**. La première Déclaration de Projet a fait l'objet d'une délibération du conseil municipal le 4 septembre 2012 approuvant la mise en compatibilité du document d'urbanisme et approuvée par arrêté préfectoral en date du 6 novembre 2012. Elle prévoyait le déclassement de 59 a 84 ca d'Espaces Boisés Classés sur la commune.

Avec les nouveaux besoins en défrichements décrits précédemment, c'est une autre partie d'EBC qu'il convient aujourd'hui de déclasser.

Concernant les incidences potentielles, l'évaluation environnementale qui suit est établie, dans le respect des textes en vigueur, sur la base des études environnementales qui ont été réalisées dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique de la LGV (cf. dossier d'étude d'impact initial et les procédures *« lois sur l'eau »* et *« espèces protégées »* qui ont traité des incidences).

5.2. LES REMANIEMENTS APPORTES AU DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR DANS LE CADRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

Ce chapitre définit la seule mesure qui va permettre d'adapter les dispositions du P.L.U. en vigueur de BROSSAC aux nouveaux besoins en défrichements suscités par l'adaptation du projet de LGV.

Plus précisément, pour rendre possible la réalisation du projet, compte tenu du contexte décrit ci-dessus, cette évolution passera uniquement par la reprise du plan de zonage afin de redessiner les Espaces Boisés Classés situés au droit du futur raccordement routier entre les lieux-dits *« Lavergne »* et *« Les Quatre Vents »* par une voirie contournant le hameau de *« Maine Robine »*.

5.2.1. LES EVOLUTIONS DU PLAN DE ZONAGE

Il s'agira de redessiner les Espaces Boisés Classés situés sur les adaptations de l'emprise du projet.

Les besoins en défrichements nouveaux entraînent la reprise d'un seul Espace Boisé Classé du PLU en vigueur de BROSSAC. Cet EBC, situé au Nord du hameau de *« Maine Robine »* a une superficie estimée à 1,45 ha.

Au total, la superficie d'EBC déclassée pour les besoins de défrichements nouveaux est de 3 080 m^2, soit 21% de la surface de l'EBC considéré, mais seulement 0,07 % des 450 hectares d'Espaces Boisés Classés décidés par le PLU.

En tout état de cause, cette évolution reste très limitée et ne remet pas en cause l'*« économie générale »* du document dans ce domaine.

5.2.2. LES AUTRES PIECES DU DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

5.2.2.1. LA COMPATIBILITE DU PADD ET DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT AVEC LES EVOLUTIONS DU PROJET

Le P.A.D.D. de la commune de BROSSAC tient compte du projet de ligne à grande vitesse.

Ainsi, dans les *« principes de fonctionnement »* proposés en début de P.A.D.D., il est notamment indiqué comme objectif à remplir :

« La réduction de l'effet de coupure de la ligne TGV entre le centre-bourg et les principaux hameaux : rétablissement de la RD 191 au lieu-dit "Maine Joyeux", rétablissement de la VC n° 2 au lieu-dit "Cosse", franchissement de la RD 70 au lieu-dit "Chez Robinier", mais aussi au niveau des voies el chemins à usage des engins agricoles ».

De même, dans les *« principes de développement et de renouvellement urbains »*, il est prévu de *« limiter l'urbanisation des autres hameaux compte tenu de leur localisation, de la présence d'une activité agricole et/ou des impacts de la ligne TGV (coupure, nuisances) et de leur faible équipement en réseaux »*.

Par ailleurs, si le boisement concerné et qui sera réduit se situe en front de cote, et protégés par le P.A.D.D. au titre de la *« protection des boisements qui marquent le front de cote de la lande vallonnée... »*, la taille limité de l'emprise défrichée, ainsi que son implantation non visible en arrière du front de cote ne remettent pas en cause cette protection.

Ce document est donc compatible avec le projet.

Pour ce qui est des **Orientations d'Aménagement**, aucun des quatre sites qui en sont dotés n'est localisé à proximité du tracé de la LGV. **Aucune interaction n'est donc à envisager avec eux**.

5.2.2.2. L'EVOLUTION DES AUTRES PIECES DU DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

Aucune autre pièce du P.L.U. en vigueur de **BROSSAC** ne nécessite d'adaptation dans le cadre de cette mise en compatibilité.

5.3. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES INCIDENCES POTENTIELLES DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU P.L.U. SUR LE MILIEU NATUREL ET LES PAYSAGES

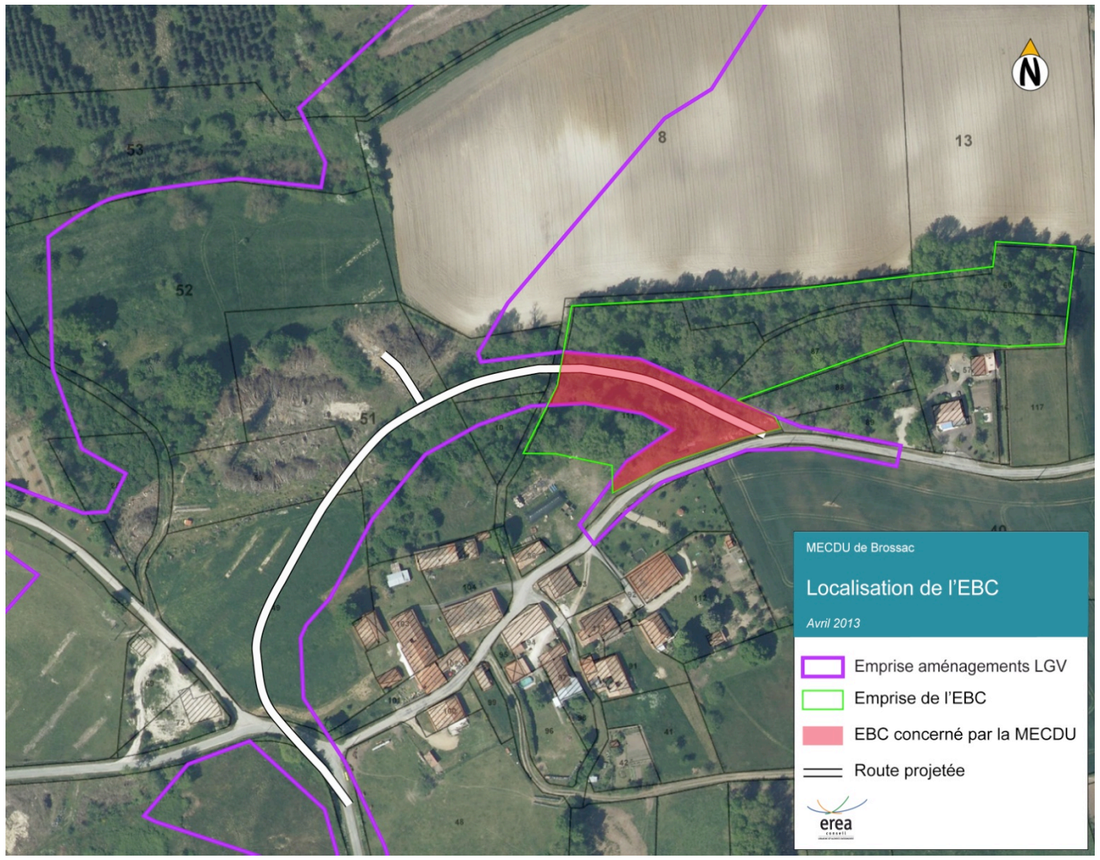
5.3.1. ELEMENTS DE CONTEXTE

5.3.1.1. PERIMETRE D'ETUDE

Le périmètre d'étude se situe sur la commune de Brossac (d'une superficie de 21,8 km^2, dont prés du tiers constitué de bois et forêts), localisée au Sud du département de la Charente, à moins de 10 km à l'Est de la Route Nationale 10.

Le territoire de Brossac est constitué à l'Ouest d'ensembles boisés importants et à l'Est de vastes espaces cultivés. Les coteaux se développent sur l'ensemble de la commune, lui donnant ainsi un caractère vallonné prononcé.

Les investigations réalisées dans le cadre de l'évaluation environnementale portent sur le périmètre d'un **Espace Boisé à déclasser**, **au sein du hameau de *« Maine Robine »*,** mais aussi sur un **périmètre plus large pour les thématiques *« Eau », « Paysage »* et *« Ecologie »***.



Localisation de l'Espace Boisé Classé à déclasser, au sein du hameau de Maine Robine

5.3.1.2. CADRAGE

L'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de BROSSAC dans le cadre de la procédure de Déclaration de Projet s'inscrit dans le contexte plus large de la prise en compte de l'environnement dans la définition du projet de Ligne à Grande Vitesse SEA Tours – Bordeaux. En effet,

- Le projet a fait l'objet d'une étude d'impact, en application de l'article L. 122-1 du Code de l'Environnement, comportant une appréciation des effets du programme, dans le cadre du dossier de Déclaration d'Utilité Publique obtenue le 18 juillet 2006. Ses effets sont toujours en vigueur.
- Les incidences du projet sur les sites ont été examinées dans le cadre général du dossier d'incidence Natura 2000 du projet joint au présent document (cf. Dossier Natura 2000 – Ligne à Grande Vitesse SEA Tours – Bordeaux – Lisea octobre 2012). L'instruction de ce dossier a été intégrée à la procédure engagée au titre de Loi sur l'eau ayant abouti à l'arrêté inter préfectoral n°2012059-0013 en date du 28 février 2012 autorisant la réalisation et l'exploitation au profit de la société Lisea au titre des articles l. 214-1 et suivants du code de l'environnement de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (SEA) entre Tours et Bordeaux - bassin versant Charente, abrogé et complété par l'arrêté n°2012363-0002 du 28 décembre 2012.

D'autre part, lors de l'élaboration du PLU de BROSSAC, le rapport de présentation contenait un état initial de l'environnement en application de la loi du 13 décembre 2000 *« relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain »* (SRU), qui dispose que les PLU *« exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services »*.

5.3.1.3. CONTENU DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET THEMATIQUES EXAMINEES

Conformément à l'article R.121-18 du code de l'urbanisme, le dossier d'évaluation environnementale s'organise comme mentionné au paragraphe 2.5.7.

L'évaluation environnementale aborde les thématiques suivantes :

- **la qualité du cadre et des conditions de vie,** au travers de la **qualité de l'air,** de **l'exposition au bruit,** de la **consommation de l'espace ;**
- **l'eau : gestion qualitative et quantitative de la ressource ;**
- **les risques majeurs naturels ;**
- **la protection des milieux naturels et des continuités écologiques ;**
- **le paysage et le patrimoine culturel.**

5.3.2. ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES MENTIONNES A L'ARTICLE L. 122-4 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT AVEC LESQUELS IL DOIT ETRE COMPATIBLE OU QU'IL DOIT PRENDRE EN COMPTE

Le présent dossier doit être compatible, ou doit prendre en considération, différents documents d'urbanisme, plans ou programmes. Il s'agit ici de synthétiser les principales orientations de ces documents, de préciser dans quelle mesure la MECDU les prend en compte, et comment les actions proposées contribuent à atteindre les objectifs fixés.

On identifie sur le territoire d'étude : le projet de Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de Poitou-Charentes, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour Garonne 2010-2015, les SAGE *« Isle - Dronne »* et *« Charente »* en cours d'élaboration.

Projet de SRCAE de Poitou-Charentes

Le SRCAE est un document stratégique sur le moyen et long terme. Il contient des objectifs régionaux qui peuvent, le cas échéant, être déclinés à une échelle infra-régionale. Il s'inscrit dans la ligne des objectifs européens et français en matière de lutte contre le changement climatique et d'efficacité énergique (3 fois 20 du paquet énergie climat, puis facteur 4).

Le SRCAE fixe, à l'échelon du territoire régional et à l'horizon 2020 et 2050, les orientations concernant l'atténuation des effets du changement climatique : Efficacité énergétique et maîtrise de la consommation énergétique, Réduction des émissions de gaz à effet de serre, Développement des énergies renouvelables, Prévention et réduction de la pollution atmosphérique, Adaptation au changement climatique, Recommandations en matière d'information et de sensibilisation.

Compatibilité : La déclaration de projet n'aura pas d'incidence significative sur l'air et le climat, s'agissant de la suppression partielle d'un boisement en EBC permettant la réalisation d'une voie périphérique assurant le report du trafic local (contournement du hameau par une voie nouvelle).

5.3.2.1. SDAGE ADOUR GARONNE 2010 - 2015

Le bassin Adour Garonne s'étend sur 116 000 km² (20 % du territoire national métropolitain, regroupant les bassins versants hydrographiques de l'Adour, de la Garonne, de la Dordogne et de la Charente, ainsi que les cours d'eau côtiers charentais et aquitains.). Il compte près de 7 millions d'habitants et concerne six régions, 26 départements, 6 900 communes.

Arrêté le 1er décembre 2009, le SDAGE Adour Garonne définit 6 orientations fondamentales de la politique de l'eau du bassin :

- Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance.
- Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques.
- Gérer durablement les eaux souterraines et préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides.
- Assurer une eau de qualité pour des activités et usages respectueux des milieux aquatiques.
- Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique.
- Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

5.3.2.2. SAGE « ISLE - DRONNE » ET « CHARENTE »

Le périmètre du **SAGE Charente** a été approuvé par arrêté préfectoral le 18 avril 2011. Il s'étend sur les départements de Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne et Dordogne. La Commission locale de l'eau a été constituée par l'arrêté préfectoral du 07 juin 2011.

Les enjeux identifiés par le SAGE sont les suivants :

- Réduire les pollutions d'origine agricole.
- Restaurer et préserver la fonctionnalité et la biodiversité des milieux aquatiques.
- Retrouver un équilibre quantitatif de la ressource en période d'étiage.
- Réduire durablement les risques d'inondation.

Le périmètre du **SAGE Isle - Dronne** a été approuvé par arrêté préfectoral le 17 mai 2011. Il s'étend sur les départements de Haute-Vienne, Corrèze, Dordogne, Charente, Charente-Maritime et Gironde. La Commission locale de l'eau a été constituée par l'arrêté préfectoral du 01 juillet 2011.

Les enjeux identifiés par le SAGE sont les suivants :

- Réduction du risque d'inondations.
- Amélioration de la gestion des étiages.
- Amélioration de la qualité des eaux.
- Préservation du patrimoine naturel et des milieux aquatiques.
- Valorisation touristique des vallées de l'Isle et de la Dronne.

Compatibilité : La déclaration de projet ne présente pas d'incidence sur les documents de gestion des eaux. L'évolution de la consistance du projet qu'elle permet les prendra en compte.

5.3.3. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PERSPECTIVES DE SON EVOLUTION

L'état initial donne une vision globale du territoire d'étude, et met en évidence des particularités plus locales. Il aborde l'ensemble des problématiques environnementales et est proportionné à l'importance des enjeux et à la taille de la commune de Brossac.

La réalisation de ce chapitre s'appuie sur le rapport de présentation du PLU de Brossac réalisé en 2008, ainsi que sur l'étude d'impact réalisée en 2006, dans le cadre du projet d'insertion de la LGV Sud Europe Atlantique sur le territoire compris entre les communes de Sainte-Souline et Saint-Vallier. Des investigations de terrain ont permis de compléter l'analyse.

5.3.3.1. QUALITE DE L'AIR

L'association de surveillance de la qualité de l'air en Poitou-Charentes, ATMO Poitou-Charentes, dispose de deux stations de mesure (urbaine et périurbaine) de la qualité de l'air sur la commune d'Angoulême, à moins d'une soixantaine de kilomètres de Brossac. En 2012, l'indice de qualité de l'air (indice ATMO) est qualifié de *« bon »*, à *« très bon »* la majorité de l'année.

5.3.3.2. BRUIT

Rappelons que les campagnes de mesures réalisées pour l'étude d'impact du dossier de Déclaration d'Utilité Publique ont montré que l'ensemble du territoire de Brossac est situé en zone d'ambiance sonore actuelle modérée.

5.3.3.3. CONSOMMATION DE L'ESPACE

Les particularités du sous-sol brossacais ont conduit à une importante mise en culture des terres de champagne à haute valeur agricole (céréaliculture, principalement, et viticulture) à l'Est de la RD 731.

Les différentes occupations du sol du territoire communal se décomposent comme suit :

- Des **espaces à vocation agricole** (47 % du territoire) : espaces cultivés et superficies fourragères.
- Des **espaces naturels,** principalement composés de bois (30 %).
- Des **espaces occupés au titre de gravière-sablière**.
- Des **espaces urbanisés** sur le reste du territoire.

5.3.3.4. GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

5.3.3.4.1. *EAUX SUPERFICIELLES*

La commune de Brossac se situe pour près de 60 % sur le bassin versant du **Palais** (limite Ouest du territoire), pour près de 40 % sur le bassin versant de **La Viveronne** (à l'Est du bourg), et pour une très faible part sur le bassin versant de **La Maury** (limite Nord). Le réseau hydrologique s'articule principalement autour de ces **trois cours d'eau**.

Le principal émissaire, le ruisseau *« Le Palais »*, d'une longueur de 30 km, s'écoule selon un axe Nord-Sud, pour rejoindre le **Lary à Cercoux**. Il draine le Nord-Ouest de la commune, mais demeure en limite du territoire communal, bien qu'il prenne sa source à Brossac. Ses affluents sont peu nombreux et très courts.

Dans la partie Est de la commune, on relève l'existence d'un *« chevelu »* cohérent de ruisseaux plus ou moins pérennes, drainant le bassin versant du **ruisseau de La Viveronne**, d'une longueur de 7 km, orienté Ouest-Est. Ce second émissaire se jette dans l'Auzance à Curac. **L'EBC concerné par la MECDU prend place dans le bassin versant de La Viveronne.**

Par ailleurs, l'activité agricole devenant de plus en plus pesante pour l'environnement (modernisation des pratiques agricoles, développement de la céréaliculture, …) et la gestion individuelle majoritaire des eaux usées (assainissement autonome sur des sols parfois peu aptes), les **trois principaux cours d'eau présentent une eau de qualité *« moyenne »* à *« médiocre »*** (source : SIE Adour Garonne).

5.3.3.4.2. *EAUX SOUTERRAINES*

Plusieurs niveaux susceptibles de renfermer une nappe d'eau potentiellement aquifères sont identifiables :

- **Nappes superficielles** :
  - **Formations sableuses du Lutétien**, comportant des galets, des sables grossiers ou feldspathiques. Elles constituent un aquifère assez généralisé, mais à productivité faible à médiocre. **Les ressources de cet aquifère sont très fluctuantes et sensibles aux variations saisonnières**. **L'eau de qualité médiocre** présente un pH acide et contient parfois des acides humides et du fer à une teneur élevée.
  - **Milieux graveleux du Campanien terminal**, possédant une porosité plus importante que celle des autres niveaux géologiques du même étage. La percolation des eaux du tertiaire a pour effet de favoriser l'alimentation de cet aquifère en le maintenant en charge et d'accroître la dissolution des calcaires par l'action corrosive des eaux acides. **L'eau de ces nappes est peu minéralisée, mais mieux équilibrée en carbonates que celle des nappes des sables tertiaires. Les prélèvements et les productivités sont très variables, mais parfois élevés.**
- **Nappes profondes** :
  - **Nappe du Coniacien sableux**, prospectée par quelques forages profonds, dans la région de Saujon et de Royan. Sous une épaisse série de Crétacé, la fissuration est inexistante et la perméabilité liée à la porosité peu importante.
  - **Nappe du Cénomanien** : alternance d'argiles, de sables et de calcaires sur une épaisseur de 50 à 60 mètres. La nappe peut se poursuivre dans les calcaires de la base du Turonien plus fissurés que les calcaires crayeux du sommet de la série. **L'eau est douce et de bonne qualité chimique pour la distribution en eau potable**.

5.3.3.4.3. *CAPTAGES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET PÉRIMÈTRES DE PROTECTION*

La commune de Brossac possède **un captage d'alimentation eau potable** en exploitation. Le puits de captage d'une profondeur de 7,3 mètres se situe au lieu-dit *« Bousseuil »* sur les parcelles 261, 264, 275 et 276 – section D2 du plan cadastral –, à une distance d'environ 16 km de l'EBC à déclasser.

Trois périmètres de protection ont été définis, dans le cadre de l'arrêté de DUP du 21 juillet 1982 : périmètre de protection immédiate (3 840 m^2), périmètre de protection rapprochée (70 ha), périmètre de protection éloignée (PPE) (300 ha environ et correspond au bassin versant topographique). **L'EBC à déclasser est au-delà du périmètre de protection éloigné.**

D'autres ouvrages identifiés comme *« points d'eau »* sont référencés par le BRGM sur Brossac. L'utilisation de la majorité de ces points d'eau n'est pas renseignée.

5.3.3.5. RISQUES MAJEURS NATURELS

5.3.3.5.1. *LE RISQUE FEU DE FORÊT*

Le **Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies** (PDPFCI) s'applique en Charente depuis son approbation le 22 Février 2007 pour une durée de 7 ans.

La commune de Brossac est concernée par un massif à risque et des mesures prévues par le code forestier doivent y être mises en œuvre, comme l'obligation de débroussaillement dans une bande de 50 m en périphérie du massif boisé. **L'EBC à déclasser est localisé dans ce massif à risque** sans qu'il soit en connexion directe avec les boisements les plus exposés.

5.3.3.5.2. *LE RISQUE MOUVEMENTS DE TERRAIN*

Selon le BRGM, la commune de Brossac est **très peu exposée au risque d'effondrement de terrain**.

En revanche, l'aléa *« retrait – gonflement des argiles »* est plutôt *« moyen »* à *« fort »* en partie Nord-Est du territoire communal. **L'EBC à déclasser est identifié en zone d'aléa *« faible »* à *« nul »***.

5.3.3.5.3. *LE RISQUE INONDATION ET REMONTÉE DE NAPPE*

- **Le risque d'inondation**

Ce risque est lié aux cours d'eau du Palais, du Maury et de la Viveronne. Trois **Atlas des Zones Inondables,** relatifs à ces cours d'eau, ont été diffusés par les services de l'Etat en juillet et septembre 2008. **L'EBC à déclasser est localisé en dehors de ces zones inondables.**

- **Le risque remontée de nappes phréatiques**

Ce risque est relativement présent sur la commune : en effet, selon le BRGM, la nappe est subaffleurante au droit des vallées formées par les trois cours d'eau communaux. Au sein du hameau de *« Maine Robine »*, **l'EBC à déclasser est localisé en sensibilités *« forte »* à *« très forte »***.

5.3.3.6. MILIEU NATUREL

5.3.3.6.1. *CONTEXTE NATUREL LOCAL*

- **Les zones d'intérêt écologiques à portée règlementaire**

La Directive européenne *« Habitats »*, du 22 mai 1992, détermine la constitution d'un réseau écologique européen de **sites Natura 2000,** afin de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales.

La procédure de désignation d'un site identifié, au titre de la Directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, suit plusieurs étapes (cf. schéma ci-après) à l'issue desquelles deux types de zones sont recensés :

- **Les Sites d'Intérêt Communautaire (SIC),** lorsqu'elles sont classées au titre de la Directive européenne *« Habitats, Faune, Flore »*. Ces SIC concernent les habitats d'intérêt communautaire ou les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire.
- **Les Zones de Protection Spéciale (ZPS),** lorsqu'elles sont classées au titre de la Directive européenne *« Oiseaux »*, du 23 avril 1979. Ces ZSP constituent des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux protégées.

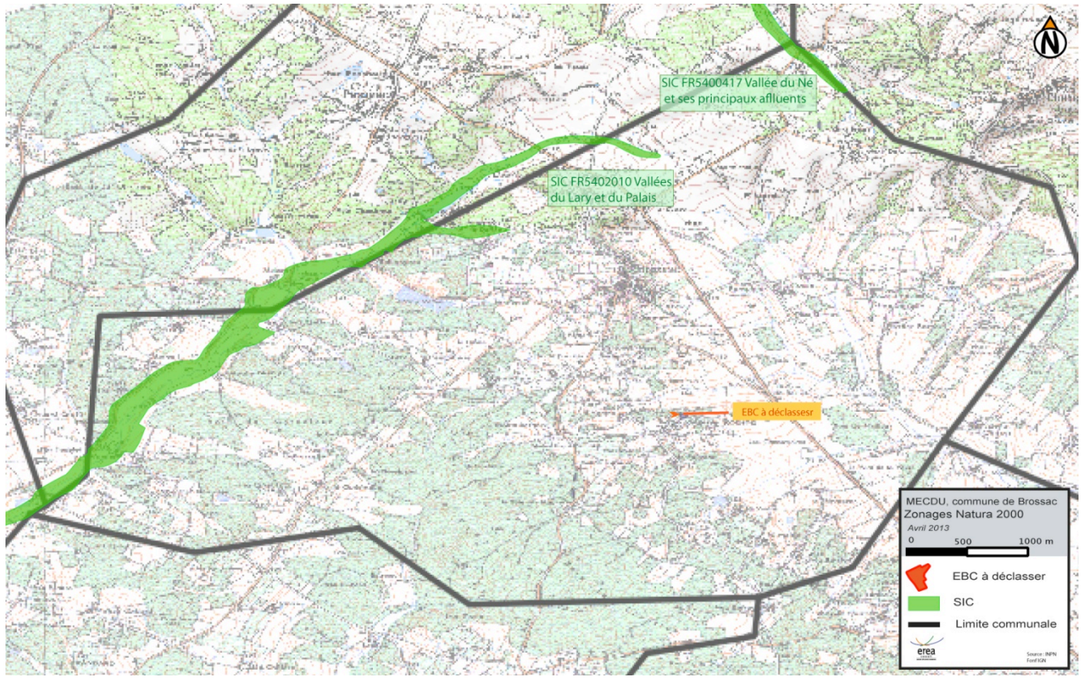
Deux SIC sont présents sur la commune de Brossac :

SIC FR5402010 « Vallées du Lary et du Palais »

Ce complexe de vallées alluviales de 1 844 ha, traverse des sables tertiaires de la Haute Saintonge boisée. Il est situé au Nord-Ouest de la commune. On note la présence de nombreuses espèces de la Directive *« Habitats, Faune, Flore »* notamment des invertébrés, des mammifères et plusieurs espèces d'oiseaux nicheurs inscrits à l'annexe 1 de la Directive européenne *« Oiseaux »*.

SIC FR5400417 « Vallée du Né et ses principaux affluents »

C'est un grand ensemble alluvial de 4 630 ha comprenant le réseau formé par la vallée du Né, ainsi que plusieurs petits affluents secondaires. Elle abrite, depuis plus de 50 ans, un mammifère en voie d'extinction : le Vison d'Europe. Le ruisseau *« La Maury »* et ses ripisylves, inclus dans le site Natura 2000, recouvrent une faible superficie sur la commune de Brossac, en limite Nord.



Cartographie des sites Natura 2000

- **Les zones d'intérêt écologiques sans portée règlementaire**

Les ZNIEFF (Zone d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) sont des secteurs du territoire national, pour lesquels les experts scientifiques ont établi **une description exhaustive du patrimoine naturel** (espèces végétales et animales, état de conservation, menaces, suggestions pour la conservation) accompagnée d'une cartographie.

Ce dispositif distingue deux types de zonages :

- **Les ZNIEFF de type 1**, de superficie limitée, caractérisée par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel local.
- **Les ZNIEFF de type 2,** grands ensembles naturels, riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

La commune inclus trois ZNIEFF : une de type 1 et deux de type 2 :

ZNIEFF type 1 n°540120093 « Mares de Bonneteau »

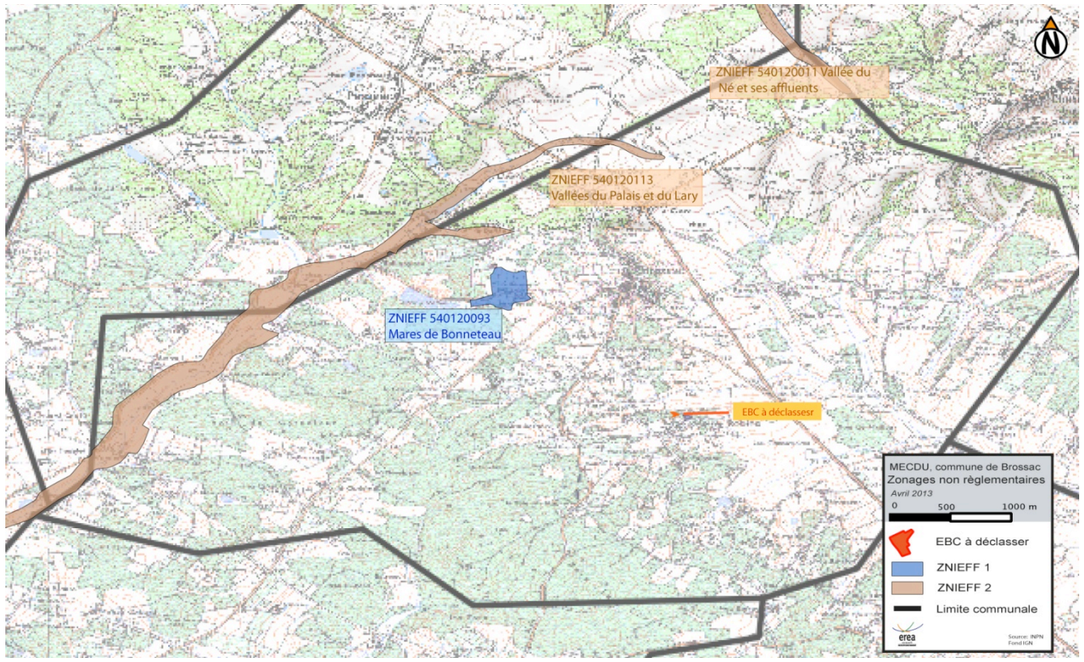
Ce complexe de mares, prairies humides et mégaphorbiaies possède une superficie de 8 ha. Ces milieux protégés offrent des biotopes favorables pour la reproduction d'amphibiens et reptiles.

ZNIEFF type 2 n°540120113 « Vallées du Palais et du Lary »

Cette ZNIEFF, de 1 821 ha, est un complexe de vallées oligo-mésotrophes se jetant dans la Dronne. Elle se situe, principalement, sur la partie Ouest de la commune. Son intérêt se porte particulièrement sur l'avifaune et la flore. On note aussi la présence de nombreuses espèces de chiroptères.

ZNIEFF type 2 n°540120011 « Vallée du Né et ses affluents »

D'une superficie de 4 606 ha, cette zone est un vaste ensemble alluvial avec des forêts et fourrés très humides. Située au Nord, elle représente un faible recouvrement du territoire communal. Son intérêt réside principalement sur l'avifaune et les mammifères.



Cartographie des zonages d'inventaire

Comme le montrent les cartes ci-dessus, le boisement, classé en EBC, de *« Maine Robine »* se situe à 1,5 km de la ZIEFF la plus proche (*« Mares de Bonneteau »*) et 2,4 km du site Natura 2000 des *« Vallées du Lary et du Palais »*.

5.3.3.6.2. *L'ESPACE BOISÉ CLASSÉ DU HAMEAU « MAINE ROBINE »*

Le boisement, classé en EBC, de *« Maine Robine »* est constitué d'un taillis sous futaie de chênes pédonculés, et châtaigniers. On est en présence d'un boisement qui se développe sur des sols relativement bien drainés. Ce boisement clair présente une strate arbustive, de noisetiers, frênes, aubépines. Le sous-bois est dominé par le fragon, le chèvrefeuille, les fougères aigles, témoignant d'un sol à tendance acidophile.

Sur l'espace boisé à déclasser aux abords du hameau de *« Maine Robine »*, présentant une surface totale de 3080 m^2 d'un seul tenant, les inventaires réalisés dans le cadre des procédures d'autorisation conduites par LISEA au regard du Code de l'environnement (articles relatifs à la Loi sur l'eau et aux espèces protégées et à leurs habitats) ont permis d'en caractériser son enjeu écologique : **un habitat dont l'enjeu peut être qualifié de fort pour les chiroptères**. Les espèces identifiées étant : le Grand Rhinolophe, la Noctule commune, la Noctule de Leisler, l'Oreillard, le Petit Rhinolophe, la Pipistrelle commune, la Pipistrelle de Kuhl, la Sérotine commune, le Vespertillon de Natterer.





5.3.3.7. PAYSAGE ET PATRIMOINE CULTUREL

5.3.3.7.1. *TOPOGRAPHIE*

Le territoire brossacais se caractérise par un **relief assez marqué**, découpé par **trois vallées** : la Viveronne à l'Est, le Palais à l'Ouest et la Maury à l'extrême Nord de la commune. Par ailleurs, la topographie est marquée par un **front de côte orienté grossièrement Sud-Est / Nord-Ouest**.

L'EBC à déclasser, au sein du hameau de *« Maine Robine »*, est localisé sur un secteur d'altitude variant entre 125 à 150 mètres, un peu en retrait du front de côte.

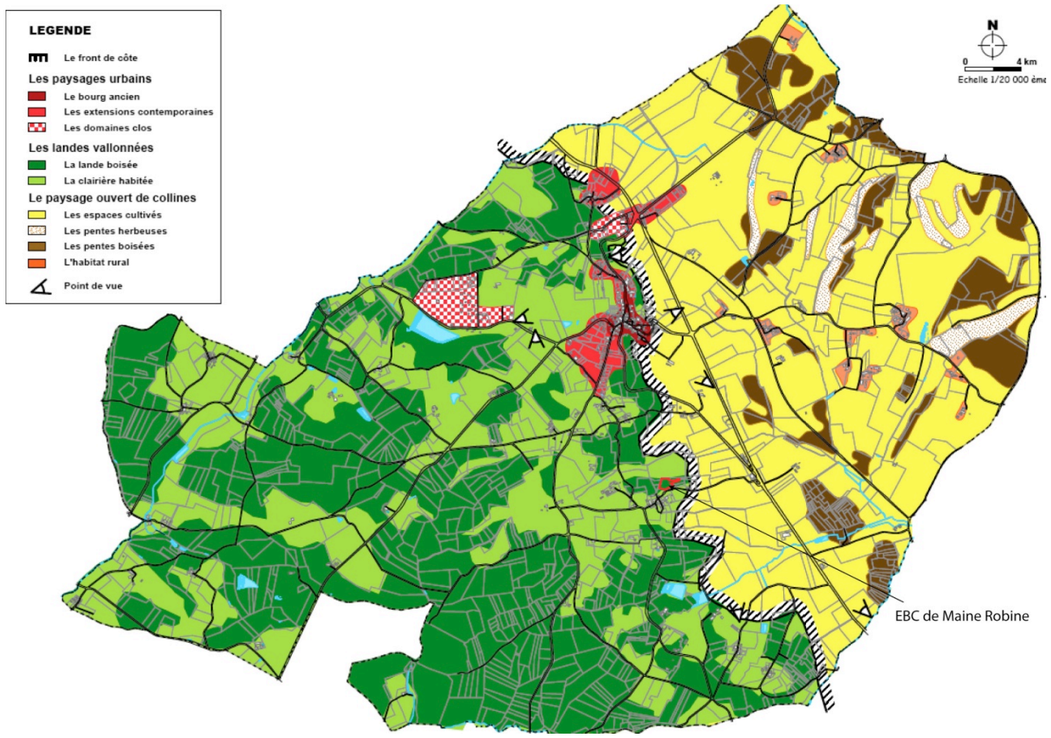
5.3.3.7.2. *ENTITÉS PAYSAGÈRES*

D'après le rapport de présentation du PLU de Brossac, le territoire communal se partage en trois grandes entités paysagères : le paysage urbain, le paysage des landes vallonnées et le paysage des collines du Montmorelien.

Le périmètre d'étude prend place sur l'entité paysagère des **landes vallonnées**, occupant la moitié Ouest de la commune et délimitées à l'Est par le front de côte, en surplomb des collines du Montmorelien et de la vallée de la Viveronne. Cette entité est caractérisée par une alternance de boisements denses et de clairières cultivées et habitées, organisés en fonction de la géomorphologie.

L'interrelation relief / végétation est très forte et organise l'espace. Les boisements y sont hétérogènes, partagés entre des pinèdes (pin maritime) et des forêts de feuillus (chêne, frêne, châtaignier, aulne, bouleau,…).

Ils constituent des écrans visuels qui cloisonnent et structurent le paysage.



Carte des entités paysagères de la commune de Brossac (Source : Rapport de présentation du PLU de Brossac)

5.3.3.7.3. *ANALYSE PAYSAGÈRE DE L'EBC CONCERNÉ PAR LA MECDU*

Le boisement examiné prend place **sur les landes vallonnées, au rebord du front de côte** surplombant le vallon d'un affluent à la Viveronne. Cette situation en fait un **paysage d'interface, *a priori* visuellement sensible.**

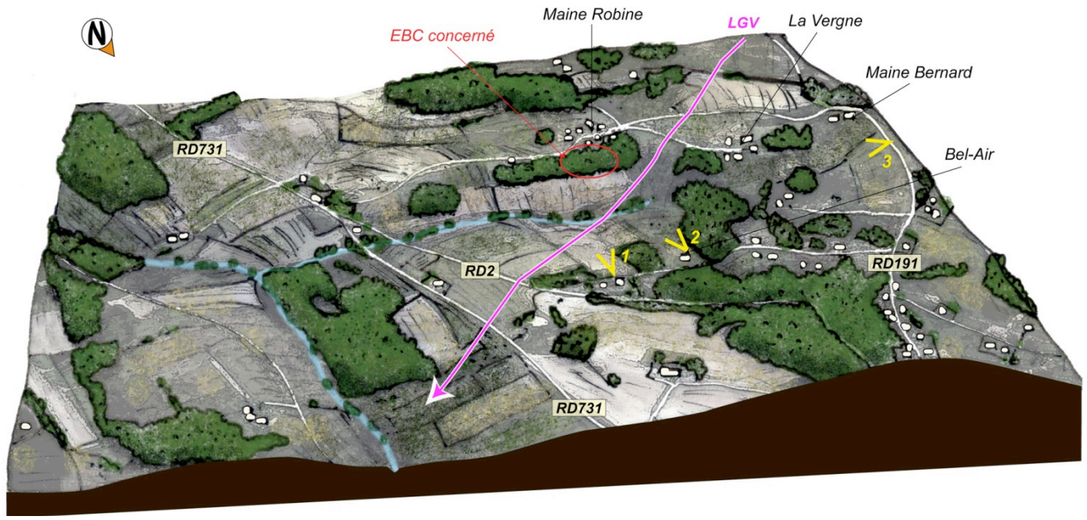
En effet, le boisement est visible depuis la RD 191 au sommet du coteau, la RD 731 en contrebas du coteau, ainsi que le hameau de *« Bel-Air »* sur le versant opposé. Depuis ces points de vue, le boisement **souligne le relief et forme un écrin végétal autour du hameau de *« Maine Robine »*.**

Ainsi, la valeur paysagère de l'EBC repose davantage sur son rôle dans la composition paysagère globale que sur la qualité de ses sujets arborés. En effet, les chênes et les frênes de la strate arborée ne présentent pas de caractère remarquable.

D'autre part, le rapport de présentation du PLU de Brossac identifie ce boisement au Nord du hameau de *« Maine Robine »*, dans son chapitre sur les incidences paysagères. Il y est défini comme une composante paysagère à protéger, en raison de sa relation directe avec le hameau, qui lui confère une grande qualité de cadre bâti. Ce qui a justifié son classement en EBC.

Dans la perspective du projet de LGV, ce boisement ne joue toutefois qu'un rôle très secondaire dans la protection visuelle de *« Maine Robine »* vis-à-vis des aménagements de la voie ferrée puisque ceux-ci se situent à l'Est du hameau. Il permet surtout une meilleure insertion du projet dans le paysage, en constituant à la fois un écran visuel et un fond de plan sombre.

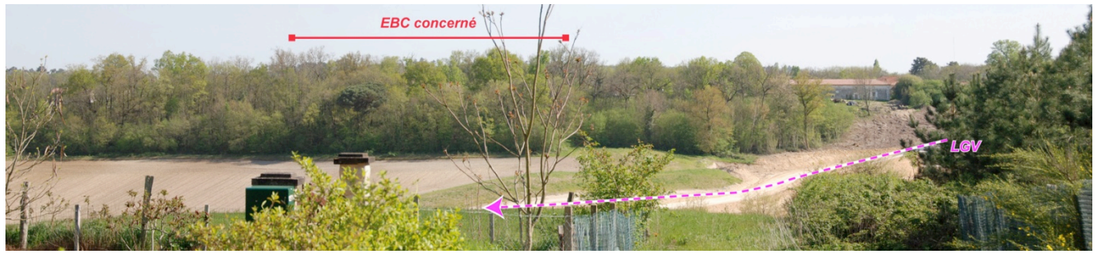
Le déclassement partiel du bois s'emploiera à préserver cette vocation et ne remet pas en cause son rôle aux différentes échelles du paysage.



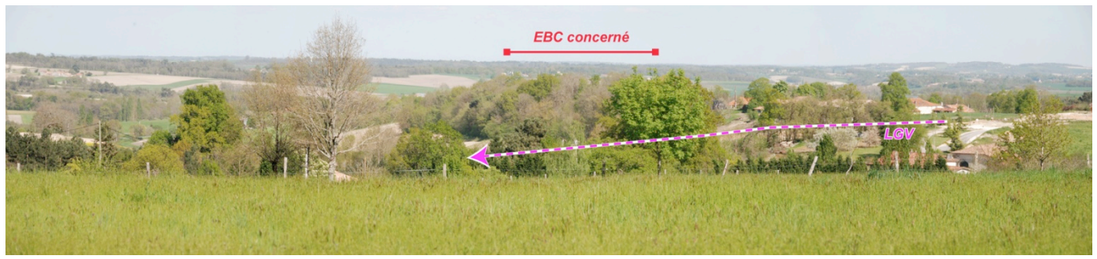
Bloc-diagramme de la situation de l'aire d'étude



Vue n°1 depuis le hameau de Bel-Air, sur le versant opposé à l'EBC



Vue n°2 depuis une habitation de la route de Bel-Air sur le versant opposé à l'EBC



Vue n°3 depuis la RD 191 en haut de coteau

5.3.3.7.4. PATRIMOINE PROTÉGÉ DE BROSSAC

5.3.3.7.4.1. ÉDIFICES PROTÉGÉS AU TITRE DE LA LOI SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

Les **monuments historiques, inscrit ou classés à l'inventaire**, sont dotés d'un périmètre de protection d'un rayon de 500m. Dans ce périmètre, les travaux sont soumis à autorisation s'ils sont en co-visibilité ou en inter-visibilité avec le monument protégé (article L621-31 du code du patrimoine). *« Est considéré […] comme étant situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit tout autre immeuble, nu ou bâti, visible du premier ou visible en même temps que lui et situé dans un périmètre de 500 mètres. »* (Article L.621-30 du Code du Patrimoine).

Plusieurs édifices protégés au titre des monuments historiques sont recensés sur la commune de Brossac :

- Vestiges de la villa gallo-romaine de la *« Coue d'Auzenat »* (classement en 1875).
- Vestiges de l'aqueduc alimentant la villa (classement en 1889).
- Eglise Notre-Dame de Brossac (inscription en 1985).

Cependant, aucun de ces monuments protégés ni aucun périmètre de protection (500 m) ne se trouve sur le périmètre d'étude ou en co-visibilité avec celui-ci.

5.3.3.7.4.2. ZONES DE PROTECTION ARCHÉOLOGIQUE

Le Code du Patrimoine, dans ses articles L.114-1 à L.114-6, protège les vestiges archéologiques de toute dégradation ou destruction intentionnelle. Par son article L.531-14, il impose également la déclaration de toute découverte archéologique fortuite auprès du Maire de la commune, qui avertit le préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Les demandes de permis de construire, portant sur des terrains concernés par les sites archéologiques, font l'objet d'une consultation de la DRAC (service de l'archéologie). Ce permis peut être refusé ou assorti de prescriptions spéciales, si le projet est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques (Article R.111-4 du Code de l'Urbanisme).

Treize sites archéologiques sensibles sont répertoriés par la DRAC. Cependant, aucune de ces zones ne recoupe ou ne se trouve en co-visibilité avec le périmètre d'étude.

D'autre part, la loi n°2001-44 du 17 Janvier 2001 (articles L.521-1 et suivants du Code du Patrimoine) relative à l'archéologie préventive confie au préfet de région le rôle de prescripteur des opérations d'archéologie préventive. Considérant l'intérêt historique et archéologique de la commune de Brossac, un arrêté de zonage a été pris par le préfet de région, définissant trois types de zones géographiques selon leur sensibilité.

Le périmètre d'étude ne se situe dans aucune des trois zones géographiques de sensibilité archéologique définies.

5.3.4. MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A ETE RETENU AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET RAISONS JUSTIFIANT LE CHOIX OPERE AU REGARD DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION

Le tracé du raccordement entre les lieux dits *« Lavergne »* et *« Les Quatre Vents »* par une voie contournant le hameau de *« Maine Robine »* résulte d'une concertation menée en présence de l'Etat, de COSEA, de membres du Conseil municipal et des propriétaires privés concernés.

Par ailleurs, la concertation menée pour permettre l'adaptation a démontre **l'absence d'autre solution**.

5.3.5. INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MECDU SUR L'ENVIRONNEMENT

Note : Rappelons ici qu'il ne s'agit pas de déterminer les incidences directes ou indirectes liés aux adaptations de la consistance du projet de LGV lui-même et/ou des aménagements d'accompagnement, mais seulement ceux résultant de la mise en compatibilité du document d'urbanisme avec le projet. Il s'agit donc d'examiner les conséquences du déclassement de l'Espace Boisé Classé au sein du hameau de « Maine Robine », et du déboisement qu'il autorise, en termes d'impacts sur le milieu physique, naturel et le paysage.

Conformément à l'article R 123-2 du Code de l'Urbanisme, la présente notice, en tant que complément au rapport de Présentation du document d'urbanisme, doit évaluer les incidences sur l'environnement des dispositions arrêtées par la mise en compatibilité et l'environnement et exposer la manière dont le dossier prend sa préservation. Concernant les incidences potentielles, leur évaluation est établie sur la base des études environnementales qui ont été réalisées dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique de la LGV (cf. dossier d'étude d'impact initial et les procédures « lois sur l'eau » et « espèces protégées » qui ont traité des incidences).

5.3.5.1. INCIDENCES SUR LE MILIEU PHYSIQUE

- Les évolutions engendrées par le dossier de Déclaration de Projet ne présentent pas d'effets négatifs sur l'air et le climat, s'agissant d'un report d'un trafic de desserte locale sur une voie nouvelle partie prenante du projet de la LGV SEA.
- Il est à noter que cette adaptation du projet initial de la LGV et de ses aménagements connexes pourrait se traduire par une évolution de l'ambiance acoustique, en exposant une nouvelle zone, sans que cette évolution apparaisse significative au vu du trafic escompté. Par ailleurs, elle soulagera significativement le cœur du hameau dévié. Les dispositions qui pourront être prises s'insèreront dans le traitement global de cette section de la LGV.
- Les incidences potentielles sur la ressource en eau seront localisées et directement liés à l'augmentation des surfaces imperméabilisées. Une attention particulière devra être portée à l'aménagement routier, afin qu'il intègre un système de collecte et de traitement des eaux pluviales satisfaisant pour garantir la qualité des eaux. Ici aussi, les dispositions qui pourront être prises s'insèreront dans le traitement global de cette section de la LGV (les prescriptions des arrêtés *« loi sur l'eau »* en vigueur obtenues par LISEA seront respectées).

5.3.5.2. INCIDENCES SUR LE MILIEU NATUREL

Le déclassement d'une partie de l'Espace Boisé Classé au sein du Hameau de *« Maine Robine »* aura des incidences de portée limitée sur le milieu naturel. Au vu du projet envisagé sur cette zone, l'incidence directe du déclassement est le changement de vocation de la zone, c'est-à-dire la perte de 3 080 m^2 de biotope boisé, pour la faune et la flore présente sur le secteur. Le défrichement d'une partie de l'EBC entrainera également une coupure du boisement, qui ne constitue toutefois qu'une perte très localisée d'un continuum écologique forestier inséré entre des cultures au Nord et la voie communale de *« Maine Robine »*.

Au titre du statut de protection des espèces ayant fait l'objet d'une demande de dérogation dans le cadre du projet, LISEA se conformera aux prescriptions de l'arrêté inter-préfectoral du 24 février 2012 et son arrêté complémentaire du 21 décembre 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et habitats d'espaces animales protégés et de destruction d'espèces végétales protégées.

Le déclassement sollicité qui fait suite au processus de concertation locale ayant abouti à la mise au point du rétablissement routier desservant le hameau de *« Maine Robine »*, se traduit par un ajustement géographique mineur au regard de l'acte administratif sus-cité.

En prenant en référence à l'emprise bénéficiant de la dérogation, l'impact du déclassement, sur le boisement hébergeant les chiroptères protégés, est réduit de 16% en étant ramené de 3 678m^2 à 3 080m^2).

5.3.5.3. INCIDENCES SUR LE PAYSAGE

5.3.5.3.1. *INCIDENCES SUR LE PATRIMOINE*

Le dossier de Déclaration de Projet n'intéresse aucun site ou monument patrimonial protégé, le plus proche se situant à un peu plus d'un kilomètre au Nord (Eglise Notre-Dame de Brossac, inscrite au Patrimoine Historique), hors de portée visuelle des futurs aménagements. Aucun élément de patrimoine vernaculaire (non protégé) n'a également été répertorié à proximité du périmètre d'étude.

Par conséquent, **l'incidence du MECDU sur le patrimoine culturel et historique doit être considéré comme nul**. Pour ce qui est des éventuels sites archéologiques non inventoriés, leur prose en compte s'insérera dans le traitement global de cette section de la LGV.

5.3.5.3.2. *INCIDENCES SUR LE PAYSAGE*

Le déclassement de l'EBC engendré par le dossier de Déclaration de Projet aura pour incidence la possibilité de défricher une partie du boisement. Dans cette perspective, les impacts paysagers sont permanents.

Toutefois, cette ouverture dans le boisement aura un impact visuel très limité quelle que soit l'échelle d'analyse :

- Pour ce qui est de **la perception depuis le hameau de *« Maine Robine »***, l'ouverture dans cet *« écrin boisé »* ne sera perceptible que depuis la construction à l'entrée Est du hameau sans pour autant modifier significativement la vue puisque un arrière-plan boisé subsistera. Pour les autres constructions du hameau, le cadre visuel ne sera pas modifié.
- En ce qui concerne **les points de vue lointains**, dans la mesure où le front boisé Nord ne sera pas touché, aucune modification visuelle ne sera perceptible en plus de celles occasionnées par l'aménagement de la LGV.

En tout état de cause, les incidences sur le paysage seront extrêmement faibles.

5.3.6. INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

La règlementation prévoit que tout programme, projet de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement (non prévu dans un contrat Natura 2000), soumis à un régime d'autorisation ou d'approbation administrative et de nature à affecter notablement un site Natura 2000, doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences.

La modification du document d'urbanisme de la commune de Brossac nécessite, donc la réalisation de l'évaluation des incidences au titre des sites Natura 2000.

Note : Rappelons que les incidences du projet sur les sites ont été examinées dans le cadre général du dossier d'incidence Natura 2000 du projet joint au présent document (cf. Dossier Natura 2000 – Ligne à Grande Vitesse SEA Tours – Bordeaux - Lisea.octobre 2012). L'instruction de ce dossier a été intégrée à la procédure engagée au titre de Loi sur l'eau ayant abouti à l'arrêté inter préfectoral n°2012059-0013 en date du 28 février 2012 autorisant la réalisation et l'exploitation au profit de la société Lisea au titre des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (SEA) entre Tours et Bordeaux - bassin versant Charente, abrogé et complété par l'arrêté n°2012363-0002 du 28 décembre 2012.

5.3.6.1. PRESENTATION DU PROJET

Dans le cadre de la mise en compatibilité du document d'urbanisme, le déclassement partiel de l'Espace Boisé Classé, localisé au Hameau de *« Maine Robine »*, concerne une superficie de 3 080 m^2.

La vocation future de l'EBC déclassé est la réalisation d'un contournement routier, conséquence et partie intégrante du projet LGV SEA, en périphérie Nord du hameau de *« Maine Robine »*.

5.3.6.2. LOCALISATION DE L'EBC PAR RAPPORT AU ZONAGES NATURA 2000

On rappellera que deux sites Natura 2000 sont localisés, en partie, sur le territoire de la commune de Brossac :

- **Le SIC FR5402010 *« Vallées du Lary et du Palais »*, distant d'environ 2 km de l'EBC**

La vallée du *« Lary »* est composée d'espaces forestiers (plus de 70 % du site) et ouverts avec des secteurs préservés favorables à la faune aquatique et aux habitats humides : forêts alluviales, prairies naturelles humides, bas marais, de grande qualité.

L'intérêt écologique du site repose, au titre de la Directive européenne *« Habitat »* (habitats et espèces d'intérêt communautaire), sur :

- 6 habitats de l'annexe I.
- 23 espèces animales de l'annexe II : 2 mammifères terrestres, 6 chiroptères, 1 reptile, 3 espèces piscicoles et 11 insectes.

La quasi-totalité de ces habitats et espèces est liée aux zones humides et milieux d'eau douce (rivières, eaux stagnantes) du site Natura 2000.

Enfin, la mosaïque de milieux naturels accueillent une flore et une faune très diversifiée, parfois patrimoniale (protection européenne, protection nationale, listes rouges nationale et régionale ,etc.).

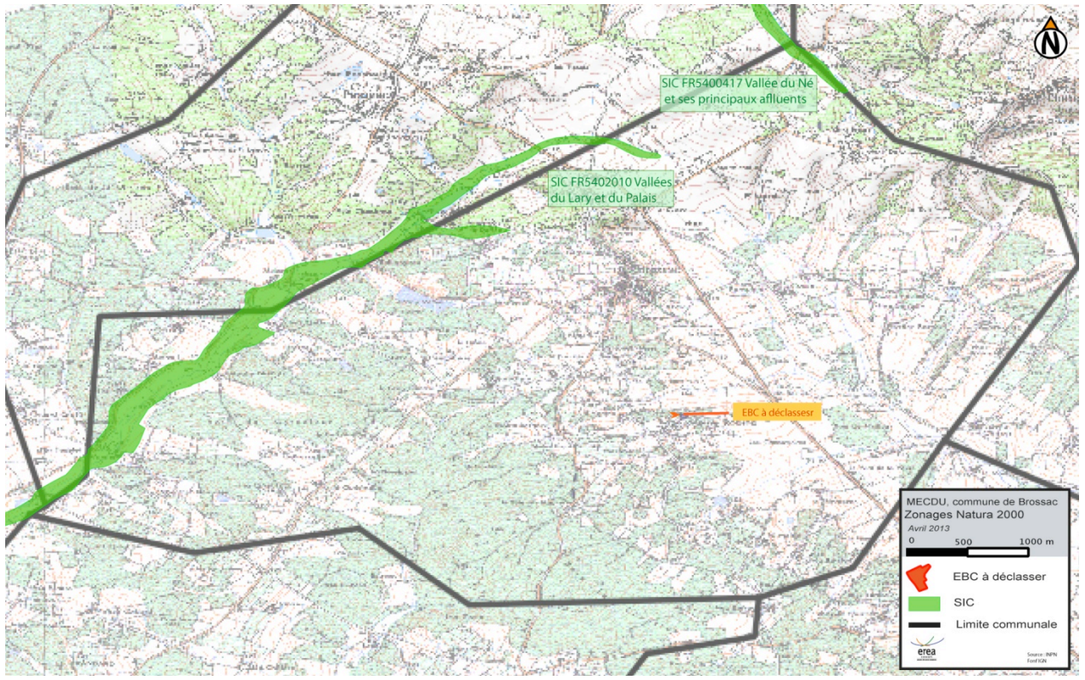
- **Le SIC FR5400417 *« Vallée du Né et ses principaux affluents »*, distant d'environ 3,2 km de l'EBC**

Ce réseau hydrographique s'étend sur 50 km, le *« Né »* étant le cours d'eau principal, dans lequel se jettent plusieurs affluents secondaires. Le site Natura 2000 est composée à 42 % de terres arables et cultures céréalières, 35 % de milieux anthropisés (zones urbanisées, routes, décharges, etc.), et de moins de 20 % de prairies humides, boisements et de milieux d'eaux douces. Les milieux les plus riches écologiquement sont les berges des cours d'eau : prairies humides, boisements frais.

L'intérêt écologique du site repose, au titre de la Directive européenne *« Habitat »* (habitats et espèces d'intérêt communautaire), sur :

- 3 habitats de l'annexe I.
- 7 espèces animales de l'annexe II : 2 mammifères terrestres, 1 espèce d'amphibien, 1 espèce piscicole et 3 espèces d'insectes.

L'ensemble des habitats et espèces d'intérêt communautaire, répertorié sur la vallée du *« Né »* et ses principaux affluents, cohabitent dans les milieux aquatiques et humides.



Localisation des zones Natura 2000 de Brossac, vis-à-vis de l'EBC

5.3.6.3. EVALUATION DES INCIDENCES DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU DOCUMENT D'URBANISME SUR LES SITES NATURA 2000

La désignation des sites Natura 2000 *« Vallées du Lary et du Palais »*, et *« Vallée du Né et ses principaux affluents »* permet de protéger deux vallées alluviales, présentes, pour partie, sur la commune de Brossac. Les incidences du dossier de Déclaration de Projet sur ces sites sont développées dans le cadre général du dossier d'incidence Natura 2000 du projet, joint au présent document.

D'après la cartographie des zones hydrographiques, issue du SIEAG[1], on observe que les deux vallées alluviales concernées **ne se situent pas sur la même zone hydrographique que le lieu-dit *« Maine Robine »*** :

- Le SIC *« Vallées du Lary et du Palais »* est situé sur la zone hydrographique *« Le Palais de sa source au confluent des Lorettes »*.
- Le SIC *« Vallée du Né et ses principaux affluents »* est localisé sur la zone hydrographique *« La Maury »*.

Or l'EBC, au lieu-dit *« Maine Robine »*, est localisé sur la zone hydrographique *« La Viveronne »*.

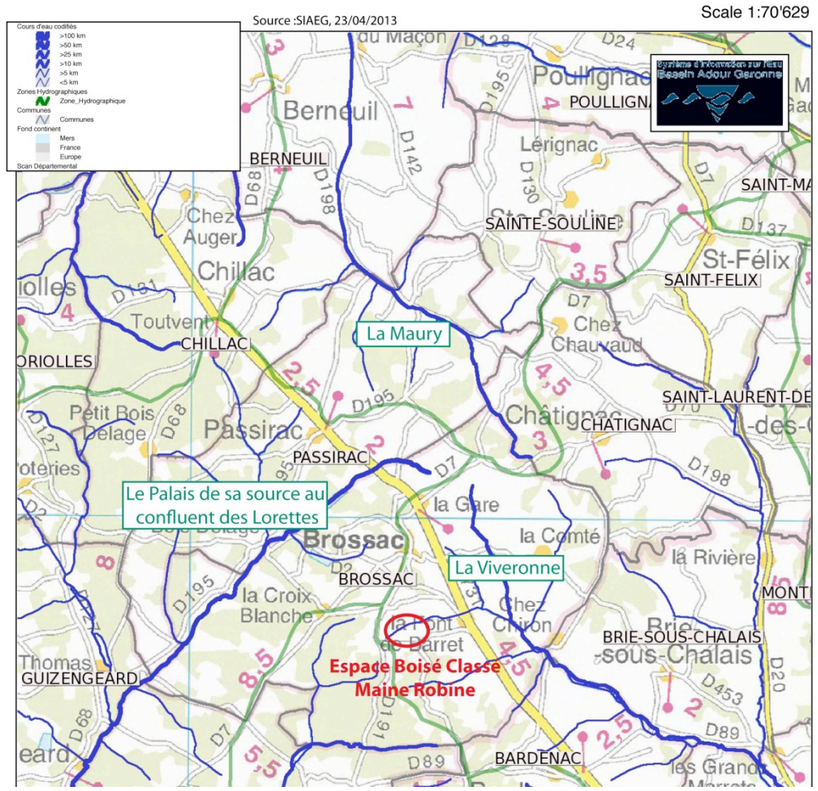
Par conséquent, le déclassement de l'EBC ne présente aucune incidence sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire, localisés sur les deux sites Natura 2000, répertoriés sur la commune de Brossac, en raison de :

- **L'absence de connexion aux réseaux hydrographiques** *« La Palais de sa source au confluent des Lorettes »* et *« La Maury »* évite tout risque de pollution des cours d'eau des sites Natura 2000, et n'affecte donc pas les habitats et populations d'espèces d'intérêt communautaire.

[1] SIEAG : Système d'Information sur l'Eau du Bassin Adour Garonne

- **La distance séparant les sites Natura 2000 du boisement déclassé est trop importante** pour que les impacts, liés au défrichement permettant l'adaptation du projet initial de la LGV, aient une incidence sur les habitats et les populations d'espèces d'intérêt communautaire évoluant sur les deux sites Natura 2000

Cet ajustement mineur de l'EBC n'est pas de nature à modifier les conclusions du dossier d'incidence Natura 2000 du projet joint au présent dossier.



Zones hydrographiques

5.3.7. MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE VOIRE COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT SUR L'ENVIRONNEMENT

Le processus de concertation locale, conduit sous l'égide de l'autorité préfectorale, a abouti à la mise au point du rétablissement routier desservant le hameau de *« Maine Robine »* retenu. **Celui-ci implique le déclassement sollicité, qui se traduit par un ajustement géographique mineur au regard des actes administratifs établis**.

Ainsi, au titre du statut de protection de ces espèces ayant fait l'objet d'une demande de dérogation dans le cadre du projet, LISEA se conformera aux prescriptions de l'arrêté inter-préfectoral du 24 février 2012 et son arrêté complémentaire du 21 décembre 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et habitats d'espaces animales protégés et de destruction d'espèces végétales protégées ainsi que de l'arrêté inter préfectoral n°2012059-0013 en date du 28 février 2012 autorisant la réalisation et l'exploitation au profit de la société Lisea au titre des articles l. 214-1 et suivants du code de l'environnement de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (SEA) entre Tours et Bordeaux - bassin versant Charente, abrogé et complété par l'arrêté n°2012363-0002 du 28 décembre 2012..

Prenant en référence l'emprise bénéficiant de la dérogation, l'impact du projet *« concerté »* sur le boisement classé hébergeant les chiroptères protégés se traduit par une réduction, en termes de surface, de 16% (de 3 678m^2 à 3 080m^2).

Les plantations paysagères accompagnant le projet routier, de même que les boisements compensateurs retenus en Charente, au titre de la procédure de défrichement, participeront à la réduction de l'impact résiduel de cette opération.

Plus précisément, **les plantations paysagères envisagées auront la consistance suivante** :

- **Coté Nord par rapport au PRA 2426**

La haie haute de 182 m linéaires sera remplacée par une bande boisée afin d'améliorer l'insertion paysagère de la ligne par rapport aux habitations de *« Maine Robine »*, du fait de la disparition d'une partie du boisement existant.

A l'Est de la nouvelle voirie routière, le déboisement est minimal afin de conserver un effet de masque vis-à-vis des riverains

- **Coté Sud par rapport au PRA 2426**

Toutes les dispositions paysagères initiales mêlant des lisières, des arbres isolés, une bande boisée... sont conservées et seront ajustées en fonction des emprises finales.

Rappelons, enfin, que Le projet n'a aucune conséquence dommageable sur les zones Natura 2000 de la commune de Brossac.

5.3.8. CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR SUIVRE LES EFFETS DE LA MECDU SUR L'ENVIRONNEMENT

Le dossier de Déclaration de Projet ayant un effet immédiat, il n'y a pas lieu d'établir d'indicateurs pour suivre ses effets.

5.3.9. RESUME NON TECHNIQUE

La mise en compatibilité du PLU de la commune de BROSSAC s'inscrit dans la procédure de Déclaration de Projet, rendue nécessaire pour répondre aux besoins de déclassements d'Espaces Boisés Classés, afin d'autoriser leur défrichement à la suite des adaptations de la consistance, depuis l'acquisition de l'utilité publique, du projet de ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique, dont une section traverse le territoire communal.

Le dossier de Déclaration de Projet n'aura pas d'incidence significative sur l'air et le climat, s'agissant de la suppression partielle d'un boisement en EBC permettant la réalisation d'une voie périphérique assurant le report du trafic local (contournement du hameau par une voie nouvelle). De même, il ne présente pas d'incidence sur les documents de gestion des eaux. Le projet de voie qu'il permet de réaliser les prendra en compte.

L'état initial met en évidence des particularités locales : une *« bonne »* qualité de l'air, l'absence de nuisances sonores, un espace à vocation essentiellement agricole et naturel, une qualité des eaux *« moyenne »* à *« médiocre »* pour les cours d'eau de la commune : Le Palais, La Viveronne, La Maury. Pour les risques majeurs on relève : inondation par remontée de nappes phréatiques et feux de forêts, l'EBC étant dans un massif « à risque ».

L'incidence directe du déclassement est la perte de 3 080 m^2 de biotope boisé pour la faune et la flore présente sur le secteur, ainsi qu'une coupure du boisement, qui ne constitue toutefois qu'une perte très localisée d'un continuum écologique forestier inséré entre des cultures au Nord et la voie communale de *« Maine Robine »*. Celui-ci se traduit également par un ajustement géographique mineur au regard des emprises autorisées par l'arrêté inter-préfectoral du 24 février 2012 et son arrêté complémentaire du 21 décembre 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et habitats d'espaces animales protégés et de destruction d'espèces végétales protégées.

Deux sites Natura 2000 sont identifiés sur le territoire communal : *« Vallées du Lary et du Palais »* et *« Vallée du Né et ses principaux affluents »,* ainsi que trois autres zonages d'intérêt écologiques. L'EBC à déclasser, constitué d'un taillis sous futaie de chênes pédonculés, est en dehors de ces périmètres.

La valeur paysagère de l'EBC repose davantage sur son rôle dans la composition paysagère globale que sur la qualité de ses sujets arborés Dans la perspective du projet de LGV, ce boisement ne joue toutefois qu'un rôle très secondaire dans la protection visuelle de *« Maine Robine »* vis-à-vis des aménagements de la voie ferrée puisque ceux-ci se situent à l'Est du hameau. Il permet surtout une meilleure insertion du projet dans le paysage, en constituant à la fois un écran visuel et un fond de plan sombre. Aucun monument protégé ou périmètre de protection (500 m) et aucune zone archéologique, ne se trouve sur le périmètre d'étude ou en co-visibilité avec celui-ci.

La mise en œuvre du dossier de Déclaration de Projet ne présente aucune incidence sur le milieu physique, cette adaptation du projet initial de la LGV et de ses aménagements connexes qu'elle permet étant réalisé conformément à la réglementation.

Le déclassement d'une partie de l'Espace Boisé Classé au sein du Hameau de *« Maine Robine »* aura des incidences de portée limitée sur le milieu naturel, avec la perte localisée d'une portion d'un biotope boisé et coupure d'un continuum écologique forestier. Cependant, le déclassement de l'EBC ne présente aucune incidence sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire, des deux sites Natura 2000 les plus proches, par l'absence de connexion aux réseaux hydrographiques « Le Palais de sa source au confluent des Lorettes » et « La Maury », et la distance importante séparant les sites Natura 2000 du boisement à déclasser.

L'incidence sur le patrimoine culturel et historique doit être, en revanche, considéré comme nulle. Le déclassement de l'EBC par le dossier de Déclaration de Projet aura pour effet de défricher un couloir dans le boisement entraînant des impacts paysagers permanents extrêmement faibles ne remettant pas en cause l'*« écrin boisé »* du hameau. Toutefois, des mesures d'accompagnement paysager seront incluses dans le traitement de la section de la LGV au droit du hameau.

Au titre des **mesures de suppression**, on soulignera que vis-à-vis de la demande de dérogation au titre du statut de protection des espèces évoquées plus haut, prenant en référence l'emprise bénéficiant de la dérogation, l'impact du projet *« concerté »* sur le boisement classé hébergeant les chiroptères protégés se traduit par **une réduction**, en termes de surface, de 16% (de 3 678m^2 à 3 080m^2).

Les plantations paysagères accompagnant le projet routier, de même que les boisements compensateurs retenus en Charente, au titre de la procédure de défrichement, participeront à la réduction de l'impact résiduel de cette opération.

5.3.10. METHODOLOGIE

Les données d'entrée, nécessaires à la réalisation de l'évaluation environnementale du dossier de Déclaration de Projet, ont été recueillies auprès des organismes ou des services de l'État compétents, dont notamment : DREAL Poitou-Charentes, DDT de la Charente, Conseil Général de la Charente, BRGM.

Les études suivantes ont également permis d'alimenter l'évaluation environnementale :

- Rapport de présentation du PLU de Brossac réalisé en 2008.
- Etude d'impact réalisée en 2006 dans le cadre du projet d'insertion de la LGV Sud Europe Atlantique sur le territoire compris entre les communes de Sainte-Souline et Saint-Vallier.
- Dossier de demande d'autorisation de défrichement réalisée en 2004 dans le cadre du projet d'insertion de la LGV Sud Europe Atlantique (fuseau Angoulême – Bordeaux).
- Arrêté inter-préfectoral du 24 février 2012 et son arrêté complémentaire du 21 décembre 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et habitats d'espaces animales protégés et de destruction d'espèces végétales protégées.
- Arrêtés inter-préfectoraux *« loi sur l'eau »* :
  - Bassin versant de la Charente : arrêté 2012363-0002 du 28 décembre 2012.
  - Bassin versant de la Dordogne : arrêtés du 28 février 2012 et son arrêté complémentaire du 16 janvier 2013.

Une investigation de terrain (le 24 avril 2013), par la paysagiste et l'ingénieur écologue, a permis d'affiner l'analyse du territoire au périmètre du projet.

Les moyens mis en œuvre ont permis de dresser au mieux l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLU de Brossac.

6. REPRESENTATION GRAPHIQUE DE L'EVOLUTION DES PLANS DE ZONAGE

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de BROSSAC

PIÈCE N° 2.0

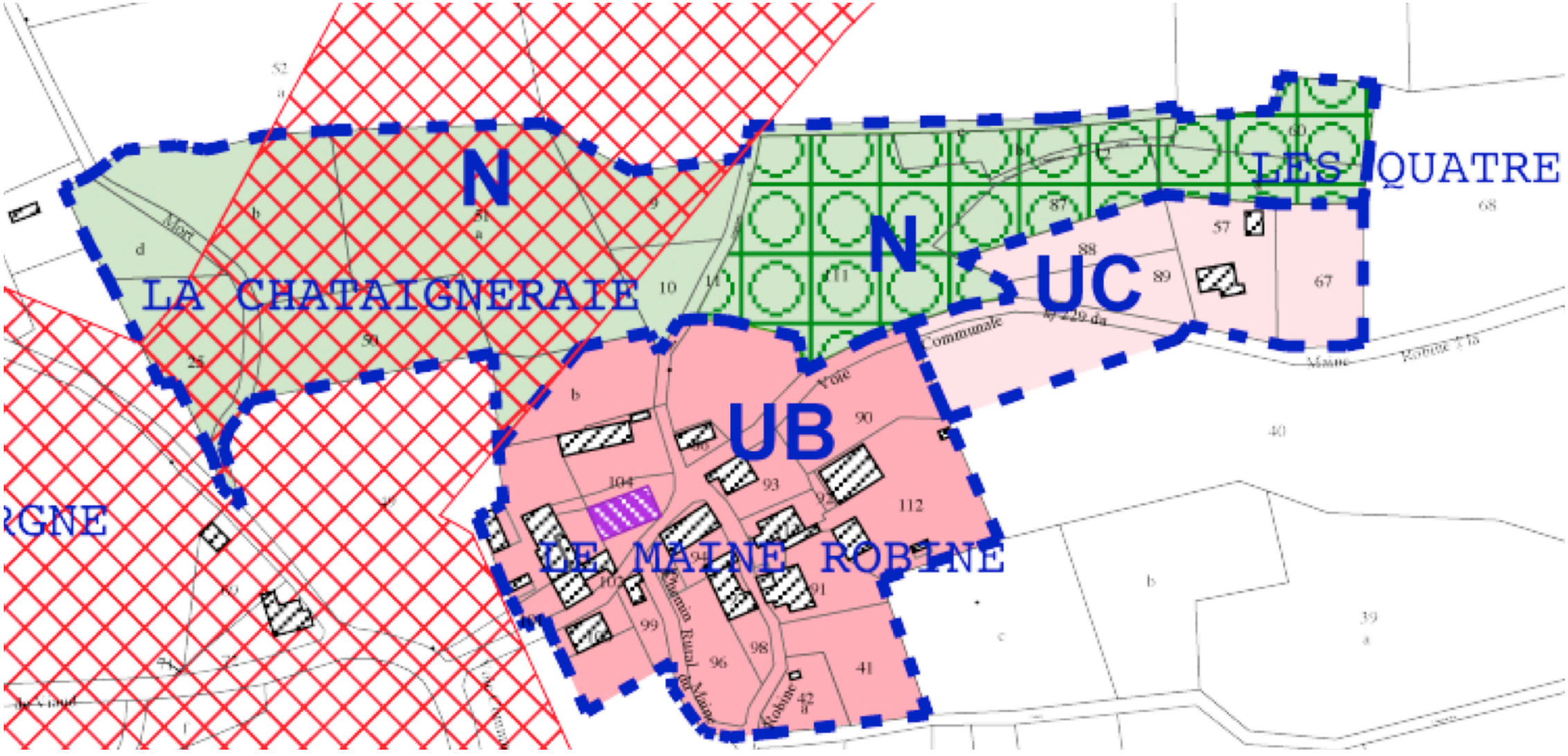
ZONAGE ET RÉSERVATIONS

Échelle 1/5 000

DOCUMENT EN VIGUEUR

EXTRAIT

P.LU. APPROUVÉ par délibération du Conseil Municipal le 8 février 2008
MIS EN COMPATIBILITÉ par arrêté préfectoral du 6 novembre 2012


N
N
UC
UB
LA CHATAIGNERAIE
LES QUATRE
LE MAINE ROBINE
RGNE
Mont
Voie Communale
Chemin Rural de Maine
Maine
Robine
52
51
50
25
10
11
87
88
89
57
67
68
90
93
112
94
91
99
98
96
41
42
40
39
104

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de BROSSAC

PIÈCE N° 2.0

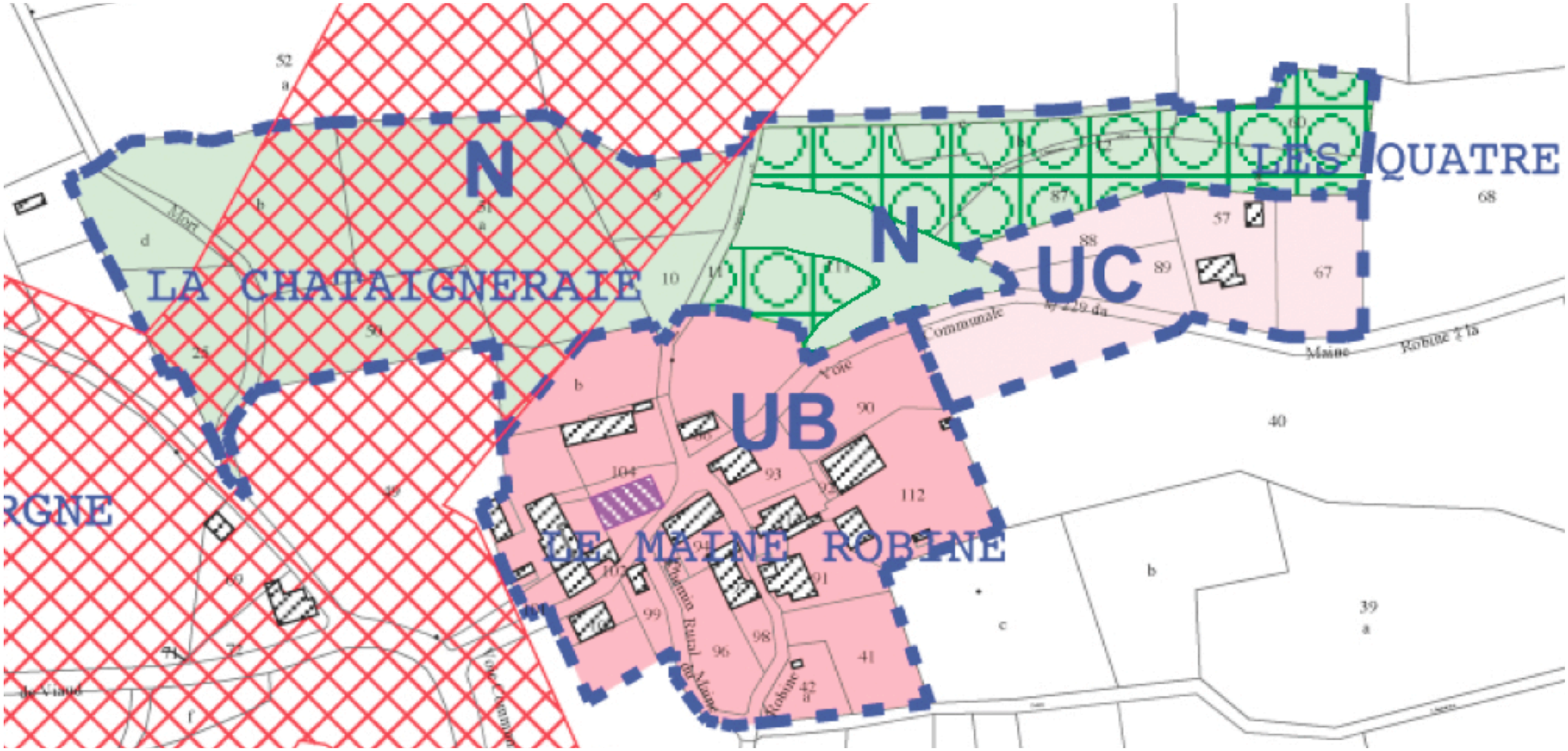
ZONAGE ET RÉSERVATIONS

Échelle 1/5 000

DOCUMENT MIS EN COMPATIBLITE

EXTRAIT

P.LU. APPROUVÉ par délibération du Conseil Municipal le 8 février 2008
MIS EN COMPATIBILITÉ par arrêté préfectoral du 6 novembre 2012


N
LA CHATAIGNERAIE
N
UC
LES QUATRE
UB
LE MAINE ROBINE
RGNE
Mare
Robine à la
Chemin Rural de Maine
Robine
Voie Communale
52
8
b
d
10
11
87
88
89
57
67
68
40
90
93
112
94
91
99
98
96
41
42
104
39
a
b
c
f

Concessionnaire

LISEA
LIGNE SEA TOURS - BORDEAUX

DIF
Objet: 00000-00000
2013-06-06

LGV SEA TOURS - BORDEAUX

GENERAL/GENERAL

ENSEMBLE DU PROJET

MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME

DOSSIER DE DECLARATION DE PROJET

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE

Concepteur-Constructeur	Sous-Groupement	Sous-Traitant
Cosea CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX	N/A	erea-conseil

INDICE	DATE	Etabli par	Vérifié par	Approuvé par	MODIFICATION Commentaire et document de référence
A0	2013-05-16	PPAR	JGEN	CLOR	

Format :	A3	Echelle :	N/A	Nom fichier source:	CODDT_U0005_A0.doc

Phase	Métier	Zone	Item	PK	Type Doc.	Emetteur	N° Chrono ou N° de Série	Indice
G	GEN	101	000	000000	MDU	CODDT	U0005	A0

TABLE DES MATIERES

1. PREAMBULE 5

2. GENERALITES SUR LA DECLARATION DE PROJET 6

2.1. LA MISE EN COMPATIBILITE 6
2.1.1. Définition 6
2.1.2. Champ d'application 6
2.1.3. Objet 6
2.2. LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE 6
2.3. LE CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE DANS LE CADRE D'UNE DECLARATION DE PROJET 7
2.3.1. Le dossier relatif à l'intérêt général du projet 7
2.3.2. Le dossier relatif à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme 7
2.4. TEXTES REGISSANT LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE 7
2.4.1. Article L123-14 du code de l'urbanisme 7
2.4.2. Article L123-14-2 du code de l'urbanisme 7
2.4.3. Article L300-6 du code de l'urbanisme 7
2.4.4. Article R123-23-4 du code de l'urbanisme 8
2.4.5. Article R 121-14 du code de l'urbanisme 8
2.4.6. Article R 121-16 du code de l'urbanisme 8
2.4.7. Article R 121-18 du code de l'urbanisme 9

3. PRESENTATION GENERALE DU PROJET AYANT ETE DECLARE D'UTILITE PUBLIQUE 10

3.1. LE CONTEXTE ET LES OBJECTIFS DU PROJET 10
3.1.1. Le projet 10
3.1.2. Les finalités du projet 10
3.1.3. Les étapes ayant conduit au choix du projet 10
3.1.4. La consistance du projet déclaré d'Utilité Publique et ses adaptations récentes 10
3.1.5. Le cadre géographique et administratif 11
3.2. LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET 11

4. LE CONTEXTE DU PROJET DANS LE DEPARTEMENT 12

4.1. LE CONTEXTE ADMINISTRATIF 12
4.2. ÉTAT DES LIEUX ACTUALISE DU DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BROSSAC 12

5. PRESENTATION DES ADAPTATIONS RECENTES DU PROJET SUR LE DEPARTEMENT QUI ONT MOTIVE LES PROCEDURES DE DECLARATION DE PROJET 13

5.1. L'UNIQUE ADAPTATION DE LA CONSISTANCE DU PROJET 13
5.2. LES BESOINS EN DEFRICHEMENTS NOUVEAUX RESULTANT DE L'ADAPTATION DU PROJET 13

6. LES EVOLUTIONS AUTORISEES PAR LES DECLARATIONS DE PROJET DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME 14

1. PRÉAMBULE

Réseau ferré de France a attribué à LISEA la concession de service public du projet de ligne nouvelle à grande vitesse, dite Sud Europe Atlantique (SEA), entre Tours et Bordeaux, par contrat de concession en date du 16 juin 2011 ayant pris effet le 30 juin 2011.

Les travaux nécessaires à la réalisation de ce projet ont été déclarés d'utilité publique et urgents par décrets du Conseil d'Etat en date du 10 juin 2009 et du 18 juillet 2006.

Les documents d'urbanisme des collectivités traversées par le projet ont été mis en compatibilité à la suite de la Déclaration d'Utilité Publique de ce dernier pour en permettre réglementairement la réalisation.

Toutefois, comme le précisaient les documents mis à l'enquête à cette occasion, cette déclaration publique portait sur un dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) appelé à évoluer, sans toutefois que son *« économie générale »* en soit affectée, aussi bien à la suite de l'approfondissement des études techniques et de la préparation du chantier, que du fait de la poursuite de la concertation avec les collectivités sur des mesures d'accompagnement ou sur le rétablissement de franchissements de voiries.

Dans un seul cas marginal, après avoir exploré toutes les hypothèses possibles, il est apparu qu'une adaptation entrainait le défrichement partiel d'un boisement protégé au titre des Espaces Boisés Classés (EBC) dans le document d'urbanisme en vigueur de la commune de **BROSSAC**.

Le présent document constitue le dossier de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de BROSSAC dans le département de la Charente où celle-ci est apparue nécessaire. Cette Déclaration de Projet a pour objet d'autoriser l'adaptation de la consistance de l'infrastructure projetée et de ses aménagements connexes qui imposent de réaliser le déclassement d'Espaces Boisés Classés. Ce déclassement permettra *in fine* le défrichement de ces derniers.

Rappelons que le document d'urbanisme de cette commune a pris en compte le projet de construction de la section Sud-Est de Tours - Nord d'Angoulême de la ligne à grande vitesse Sud-Europe Atlantique, au moment de son élaboration, ce P.L.U. ayant été approuvé postérieurement à la D.U.P..

Le présent dossier propose, d'une part, la présentation des principales adaptations du projet justifiant l'évolution des EBC dans la commune de BROSSAC et, d'autre part, l'évolution elle-même afin de permettre au lecteur de bien appréhender l'importance de celle-ci au niveau départemental. On rappellera que ce document est indissociable du dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune.

2. GÉNÉRALITÉS SUR LA DÉCLARATION DE PROJET

2.1. LA MISE EN COMPATIBILITE

2.1.1. DEFINITION

Conformément aux articles L. 123-14 et L. 300-6 du Code de l'Urbanisme, lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.

L'article L. 300-6 du Code de l'Urbanisme ouvre la possibilité à l'État et ses établissements publics, aux collectivités territoriales et leurs groupements, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme. Ce dispositif constitue une procédure simple et accélérée de mise en compatibilité des documents d'urbanisme pour les actions et opérations d'aménagement.

Les cartes communales ne sont pas soumises à cette obligation réglementaire.

2.1.2. CHAMP D'APPLICATION

L'obligation d'inscrire la faisabilité réglementaire d'une opération faisant l'objet d'une Déclaration de Projet dans leur document d'urbanisme s'impose à toutes les communes ou EPCI concernés dès lors qu'ils sont dotés d'un tel document.

Au vu des textes, compte tenu de la nature du projet, **cette procédure de mise en compatibilité relève de la compétence de l'Etat**.

Conformément aux textes, le Préfet conduira la procédure après saisine de la société concessionnaire LISEA.

2.1.3. OBJET

La Déclaration de Projet a pour objet d'autoriser des adaptations de la consistance de l'infrastructure projetée et de ses aménagements connexes en procédant au déclassement d'Espaces Boisés Classés. Ce déclassement permettra *in fine* le défrichement de ces derniers.

On notera également que, sur la base des articles R121-14 II 1°, et R121-16 4° a) du code de l'urbanisme, une évaluation environnementale des effets du dossier sera réalisée puisque cette déclaration de projet conduit à une réduction d'EBC, dans une commune disposant d'un PLU dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, ce qui est le cas à BROSSAC.

2.2. LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Cinq grandes étapes jalonnent cette procédure.

1 – L'engagement de la procédure

L'initiative de la procédure de déclaration de projet appartient à l'État ou ses établissements publics, les collectivités territoriales ou leurs groupements. Le préfet conduit donc la procédure.

2 – L'examen conjoint et les consultations

2a - L'examen conjoint par les Personnes Publiques Associées avant l'ouverture de l'enquête publique par le Préfet

Un **examen conjoint** des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité des plans sera organisé avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative du préfet. Sont conviés à participer à l'examen conjoint, outre le préfet :

- Le maire.
- Le Syndicat Mixte, Établissement Public de Coopération Intercommunal chargé du suivi du Schéma de COhérence Territoriale (SCoT).
- L'Établissement Publique de Coopération Intercommunal compétent en matière de Programme Local de l'Habitat.
- L'Autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains, dans les Périmètres de Transports Urbains.
- La Région.
- Le Département.
- Les Chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, Chambre d'Agriculture).

Cet examen conjoint peut se traduire par **l'organisation d'une réunion *ad hoc* à l'initiative de l'État**.

2b – Les autres consultations

Le dossier faisant l'objet d'une évaluation environnementale, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement doit être saisie. Son avis doit être produit dans les trois mois suivant la date de sa saisine.

Avis de la chambre d'agriculture et du centre national de la propriété forestière : en application de l'article R.123-17 du code de l'urbanisme, obligation de consulter la chambre d'agriculture, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité et le centre national de la propriété forestière. Le délai de réponse maximum est de 2 mois

Sont également consultés à leur demande, les associations locales d'usagers agréées et les associations agréées de protection de l'environnement.

Par ailleurs, le préfet consultera les organes délibérants des collectivités territoriales concernées sur la déclaration de projet. La consultation sera réalisée sur la base du dossier relatif à l'intérêt général du projet soumis à l'enquête publique.

3 - L'enquête publique

L'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune concernée.

4 - L'approbation du Conseil Municipal

À l'issue de l'enquête publique, le dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune, complété notamment par le Procès Verbal de la réunion d'examen conjoint et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, est soumis pour avis au Conseil Municipal. L'avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans un délai de deux mois.

5 - La Déclaration de Projet

Dès lors, le préfet adopte par arrêté préfectoral la déclaration de projet au vu de l'ensemble des pièces du dossier. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU.

2.3. LE CONTENU DU DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE DANS LE CADRE D'UNE DECLARATION DE PROJET

2.3.1. LE DOSSIER RELATIF A L'INTERET GENERAL DU PROJET

Le présent dossier relatif à l'intérêt général du projet est établi au niveau départemental.

Il prend la forme d'une **notice explicative** indiquant l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête, d'un plan de situation, ainsi que les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître d'ouvrage, le projet soumis à enquête a été retenu.

2.3.2. LE DOSSIER RELATIF A LA MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME

Il comprend les pièces suivantes :

- Une **notice explicative de présentation**, définissant sur le territoire communal les caractéristiques essentielles du projet soumis à enquête et précisant ses incidences sur le document d'urbanisme en vigueur. Cette pièce complète le Rapport de Présentation du document d'urbanisme mis en compatibilité et lui sera annexée. Elle aborde trois sujets principaux :
  - La présentation du projet soumis à enquête (présentation générale et présentation des caractéristiques sur la commune).
  - Les incidences du projet sur le document d'urbanisme et la justification des évolutions apportées à ce document.
  - L'évaluation environnementale des effets du dossier.
- Deux extraits du **document graphique du règlement** (plan de zonage) concerné par le projet : dans la version initiale du document en vigueur et dans la version revue pour être mise en compatibilité avec le projet. Compte tenu de la nature des évolutions apportées, l'évolution ne portera que sur le dessin des Espaces Boisés Classés impactés par les évolutions du projet.

Les autres pièces du document d'urbanisme ne nécessitent pas d'évolution.

2.4. TEXTES REGISSANT LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE

S'agissant des P.LU., la procédure de mise en compatibilité est élaborée conformément aux **articles L. 123-14, L. 123-14-2, L.123-15, L. 300-6 et R. 123-23-4 du Code de l'Urbanisme**. L'évaluation environnementale du dossier respecte les **articles R. 121-14, R. 121-16 et R. 121-18.**

2.4.1. ARTICLE L123-14 DU CODE DE L'URBANISME

(Modifié par l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 - art. 3)

Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.

Dans ce cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La déclaration d'utilité publique ou la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue par l'article L. 123-14-2.

2.4.2. ARTICLE L123-14-2 DU CODE DE L'URBANISME

(Modifié par l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 - art. 3)

Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan font l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L. 121-4.

Lorsque la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal est nécessaire pour permettre la réalisation d'un projet, le maire de la ou des communes intéressées par ce projet est invité à participer à cet examen conjoint.

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par le préfet lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la mise en compatibilité est nécessaire pour permettre la réalisation d'un projet d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ainsi que dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article L. 123-14-1 ;

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, le maire, dans les autres cas.

Lorsque le projet nécessitant la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et l'adoption de la déclaration d'utilité publique.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, la commune :

1° Emet un avis lorsque la décision est de la compétence de l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan, lorsque la décision relève d'une personne publique autre que l'Etat.

La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier et du résultat de l'enquête, est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par arrêté préfectoral dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article L. 123-14-1, lorsque la déclaration de projet est de la compétence d'une autre personne publique que l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, de la commune et que la décision de mise en compatibilité prévue au onzième alinéa du présent article n'est pas intervenue dans le délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

3° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est prise par l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, par la commune, dans les autres cas.

Les procédures nécessaires à une ou plusieurs mises en compatibilité peuvent être menées conjointement.

2.4.3. ARTICLE L300-6 DU CODE DE L'URBANISME

(Modifié par l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 - art. 6)

L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. Les articles L. 122-15, L. 122-16-1, L. 123-14 et L. 123-14-2 sont applicables sauf si la déclaration de projet adoptée par l'Etat, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme.

Lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat, elle peut procéder aux adaptations nécessaires du schéma directeur de la région d'Ile-de-France, d'un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer, du plan d'aménagement et de développement durables de Corse, d'une charte de parc naturel régional ou de parc national, du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, du schéma régional de cohérence écologique ou du plan climat-énergie territorial. Ces adaptations sont effectuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au contenu de ces règlements ou de ces servitudes.

Les adaptations proposées sont présentées dans le cadre des procédures prévues par les articles L. 122-15, L. 122-16-1, L. 123-14 et L. 123-14-2, auxquelles les autorités ou services compétents pour élaborer les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont invités à participer.

Lorsque les adaptations proposées portent sur le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer ou le plan d'aménagement et de développement durables de Corse, elles sont soumises pour avis, avant l'enquête publique, au conseil régional ou à l'Assemblée de Corse. Leur avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de trois mois. Cet avis est joint au dossier soumis à enquête publique. En cas d'avis défavorable, la déclaration de projet ne peut être prise que par décret en Conseil d'Etat.

Une déclaration de projet peut être prise par décision conjointe d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales et de l'Etat.

Lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au deuxième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale, au sens de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article.

2.4.4. ARTICLE R123-23-4 DU CODE DE L'URBANISME

(Modifié par le décret n°2013-142 du 14 février 2013 - art. 4)

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

a) Soit lorsque cette opération est réalisée par l'Etat ou un établissement public de l'Etat et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

b) Soit lorsque l'Etat ou un établissement public de l'Etat a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

L'examen conjoint prévu à l'article L. 123-14-2 a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique à l'initiative du préfet. Lorsqu'une association mentionnée à l'article L. 121-5 demande à être consultée, son président adresse la demande au préfet.

L'enquête publique est organisée dans les formes prévues par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

Le préfet adopte par arrêté préfectoral la déclaration de projet au vu de l'ensemble des pièces du dossier. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

2.4.5. ARTICLE R 121-14 DU CODE DE L'URBANISME

I.- Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la présente section, les documents d'urbanisme suivants, à l'occasion de leur élaboration :

1° Les directives territoriales d'aménagement et de développement durables ;

2° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

3° Les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;

4° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;

5° Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteur et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux comprenant les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale dans les conditions prévues à l'article L. 123-1-7 ;

6° Les plans locaux d'urbanisme intercommunaux qui tiennent lieu de plans de déplacements urbains mentionnés à l'article L. 1214-1 du code des transports ;

7° Les prescriptions particulières de massif prévues à l'article L. 145-7 ;

8° Les schémas d'aménagement prévus à l'article L. 146-6-1 ;

9° Les cartes communales dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000.

II.- Font également l'objet d'une évaluation environnementale les documents d'urbanisme suivants, à l'occasion de leur élaboration :

1° Les plans locaux d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;

2° Les plans locaux d'urbanisme couvrant le territoire d'au moins une commune littorale au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement ;

3° Les plans locaux d'urbanisme situés en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'une unité touristique nouvelle soumise à autorisation en application de l'article L. 145-11.

III.- Font l'objet d'une évaluation environnementale, après un examen au cas par cas défini à l'article R. 121-14-1, à l'occasion de leur élaboration :

1° Les plans locaux d'urbanisme ne relevant ni du I ni du II du présent article, s'il est établi qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

2° Les cartes communales de communes limitrophes d'une commune dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, s'il est établi qu'elles sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés.

2.4.6. ARTICLE R 121-16 DU CODE DE L'URBANISME

Une évaluation environnementale est réalisée à l'occasion des procédures d'évolution suivantes :

1° Les procédures d'évolution des documents d'urbanisme mentionnés à l'article R. 121-14 qui permettent la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

2° Les modifications, révisions et déclarations de projet relatives aux documents d'urbanisme mentionnés au 1° de l'article L. 121-10 et aux 2° à 4° du I de l'article R. 121-14 qui portent atteinte à l'économie générale du document ainsi que, pour les modifications, révisions et déclarations de projet relatives aux documents d'urbanisme mentionnés au 1° de l'article L. 121-10 et au 2° du I de l'article R. 121-14, celles dont il est établi après examen au cas par cas qu'elles sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

3° En ce qui concerne les schémas de cohérence territoriale :

a) Les révisions ;

b) Les déclarations de projet lorsqu'elles portent atteinte aux orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables du schéma ou changent les dispositions du document d'orientation et d'objectifs prises en application du II de l'article L. 122-1-5 ;

4° En ce qui concerne les plans locaux d'urbanisme :

a) Pour les plans locaux d'urbanisme mentionnés aux 5° et 6° du I et aux 1° et 2° du II, d'une part, les révisions et, d'autre part, les déclarations de projet qui soit changent les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, soit réduisent un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, soit réduisent une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

b) Les révisions et modifications d'un plan local d'urbanisme autorisant des opérations ou travaux mentionnés au 3° du II de l'article R. 121-14 ;

c) Les révisions et les déclarations de projet des plans locaux d'urbanisme mentionnés au III de l'article R. 121-14, s'il est établi après examen au cas par cas, qu'elles sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

5° En ce qui concerne les cartes communales :

a) Les révisions de celles des communes dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;

b) Les révisions de celles des communes limitrophes d'une commune dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, s'il est établi, après examen au cas par cas, qu'elles sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés.

L'évaluation environnementale prend la forme soit d'une nouvelle évaluation environnementale, soit d'une actualisation de l'évaluation environnementale qui a déjà été réalisée.

2.4.7. ARTICLE R 121-18 DU CODE DE L'URBANISME

Les documents d'urbanisme mentionnés à l'article R. 121-14 qui ne comportent pas de rapport en application d'autres dispositions sont accompagnés d'un rapport environnemental comprenant :

1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;

3° Une analyse exposant :

a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport est proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En cas de modification ou de révision du document, le rapport est complété, le cas échéant, par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le rapport peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

3. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET AYANT ÉTÉ DÉCLARÉ D'UTILITÉ PUBLIQUE

3.1. LE CONTEXTE ET LES OBJECTIFS DU PROJET

3.1.1. LE PROJET

Le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LGV SEA) consiste en la réalisation d'une nouvelle infrastructure entre Saint-Avertin (au Sud de Tours) et Ambarès-et-Lagrave (au Nord de Bordeaux). Il comprend deux sections :

- La **section Angoulême – Bordeaux** qui a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) par décret en Conseil d'État le 18 juillet 2006. Elle consiste en la construction de la ligne nouvelle à grande vitesse, pour un linéaire de 121 km environ (hors raccordements), entre le Nord d'Angoulême (Villognon) et Bordeaux (Ambarès-et-Lagrave). Outre les raccordements à la ligne existante, elle voit aussi la réalisation d'aménagements d'accompagnement (la 1ère phase d'aménagements en gare de Paris Montparnasse et sur la LGV Atlantique entre Massy-Palaiseau et Courtalain, ainsi que la deuxième phase de désaturation du bouchon ferroviaire de Bordeaux).

- La **section Tours – Angoulême**, qui a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) par décret en Conseil d'État le 10 juin 2009, qui vise à la construction d'une ligne nouvelle d'un linéaire de 182 km environ (hors raccordements), entre le Sud-Est de Tours (Saint-Avertin) et le Nord d'Angoulême (Villognon). Grâce aux raccordements au réseau ferroviaire existant, elle permet la desserte de Saint-Pierre-des-Corps, Châtellerault, Futuroscope, Poitiers, Niort, La Rochelle et Angoulême. Elle s'accompagnera également de la deuxième phase d'aménagements en gare de Paris Montparnasse et d'aménagement en ligne sur la LGV Atlantique, de l'opération d'aménagement de la bifurcation de Saint-Benoît et, à terme, de la désaturation du complexe ferroviaire de Poitiers.

3.1.2. LES FINALITES DU PROJET

Ce projet, répondra au cahier des charges de l'infrastructure approuvé par décision ministérielle du 24 octobre 1996, qui soulignait son rôle dans *« la recherche d'un nouvel équilibre entre les différents modes de transport notamment pour lutter contre la prédominance de la voiture »* et *« le développement du fret ferroviaire sur la ligne classique »*. Au-delà du secteur des transports, le projet s'inscrit dans une logique de développement durable.

Il permet en particulier :

- De renforcer la solidarité entre les territoires grâce au développement du *« maillage ferroviaire »*, ouvrant ainsi les régions Centre, Poitou-Charentes et Aquitaine sur les principales métropoles européennes.

- De contribuer à la préservation de l'environnement notamment grâce aux trafics détournés de la route et de l'aérien.

- D'ouvrir un axe à grande vitesse vers la péninsule ibérique.

- D'accroître la capacité de transport ferroviaire au profit du fret et des transports régionaux sur la ligne actuelle qui bénéficiera elle-même d'investissements de capacité.

La réalisation de la section entre Angoulême et Bordeaux permettra de réduire le temps de parcours des voyageurs de 25 minutes entre Paris et Bordeaux et au-delà (Midi-Pyrénées et Sud de l'Aquitaine).

La section entre Tours et Angoulême permettra de diminuer le temps de parcours de 25 minutes supplémentaires pour les voyageurs entre Paris et Bordeaux. À l'horizon de la mise en service globale de la ligne nouvelle entre Tours et Bordeaux, le gain de temps atteindra donc 50 minutes, réduisant le trajet Paris - Bordeaux à presque 2 heures. Il profitera également aux autres liaisons entre l'Ile-de-France et le Sud-Ouest et aux liaisons intercités concernant les villes de l'axe (desserte locale).

3.1.3. LES ETAPES AYANT CONDUIT AU CHOIX DU PROJET

Les études de la LGV Sud Europe Atlantique ont été lancées en 1994.

Les différentes étapes ont eu pour objet d'affiner progressivement le projet. Il a ainsi pu être précisé, en l'inscrivant dans les territoires à des échelles de plus en plus précises :

- Grandes aires géographiques au stade du débat public.

- Fuseau de 1000 mètres à l'issue des études préliminaires.

- Bande réduite à 500 mètres après l'avant-projet sommaire.

L'objectif a été, à chaque stade d'avancement, de minimiser les impacts du projet, notamment sur son environnement humain, par des compromis adaptés. A ce titre, le dossier d'étude d'impact a couvert de façon détaillée l'ensemble des impacts et des mesures du projet.

À chaque étape, après d'importantes concertations, les propositions sont vérifiées et soumises à la décision du Ministre.

À l'issue des études préliminaires, le Ministre a choisi un fuseau de 1000 mètres pour la recherche d'un tracé entre Poitiers et Angoulême le 29 décembre 1999, puis entre Tours et Poitiers le 21 février 2002.

L'Avant-Projet Sommaire de la section Angoulême – Bordeaux de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique a été approuvé par décision ministérielle en date du 18 décembre 2003. Celui de la section Tours – Angoulême a été approuvé par décision ministérielle en date du 16 avril 2007.

S'appuyant sur ces Avant-Projets Sommaires, les études nécessaires ont été conduites pour produire les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et les dossiers de mise en compatibilité, soumis conjointement à enquête publique.

Venant clore ces procédures, le Conseil d'État a décidé de l'Utilité Publique de chacune des deux sections.

3.1.4. LA CONSISTANCE DU PROJET DECLARE D'UTILITE PUBLIQUE ET SES ADAPTATIONS RECENTES

Rappelons que le projet déclaré d'Utilité Publique était basé sur un Avant-Projet Sommaire.

Par la suite, conformément aux textes réglementaires en vigueur, des études de détails ont été entreprises pour aboutir à un tracé définitif (Avant-Projet Définitif - APD) en précisant la solution d'ensemble et ses choix techniques, les caractéristiques et dimensions des différents ouvrages de l'infrastructure et leur implantation topographique, pour arrêter les caractéristiques des dispositifs de limitation ou de réduction des impacts, puis pour définir les conditions de réalisation des travaux.

D'autre part, comme le précisait le dossier présenté à l'enquête publique, un certain nombre d'options concernant des mesures d'accompagnement (notamment pour les rétablissements de voiries) n'avaient pas été tranchées et demandaient à l'être en poursuivant la concertation avec les collectivités territoriales concernées, mais aussi, plus largement, avec les associations, les chambres consulaires et les organisations socioprofessionnelles.

Au final, **tout en respectant au plus près les caractéristiques du projet présenté à l'enquête (son *« économie générale »*) et ayant été déclaré d'Utilité Publique, tout un ensemble d'adaptations lui a été apporté pour améliorer son insertion dans les territoires et rendre possible techniquement sa réalisation**.

Si la plupart d'entre elles n'ont pas d'incidences directes sur les documents d'urbanisme des communes traversées, quelques unes, après avoir examiné toutes les hypothèses, imposent de défricher des boisements protégés par des Espaces Boisés Classés définis par ces documents.

3.1.5. LE CADRE GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF

Entre le Bassin Parisien au Nord et le Bassin Aquitain au Sud, le projet intéresse des territoires aux reliefs variés, généralement peu accentués, à l'exception notable des abords des grandes vallées alluviales de la Charente et de la Dordogne notamment. Les coteaux et les petites vallées plus ou moins marquées (coteaux entre Marigny-Marmande et Antogny-le-Tillac, Horst de Montalembert sur Sauzé-Vaussais, vallée de la Charente…) vallonnent le paysage traversé.

Ces territoires, très majoritairement ruraux (habitat isolé, petits bourgs, zone bocagère), sont caractérisés par une activité agricole prépondérante. La mise en valeur céréalière est dominante.

L'habitat dispersé domine sous forme de hameaux. Il devient plus dense autour des agglomérations de Tours et Poitiers, d'Angoulême et de Bordeaux.

Du Sud de l'agglomération tourangelle jusqu'au Nord de l'agglomération bordelaise, le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse Sud Europe Atlantique traverse, sur 303 km, trois régions administratives et six départements :

- Région Centre, avec le département de l'Indre-et-Loire.
- Région Poitou-Charentes, avec les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres, de la Charente et de la Charente-Maritime.
- Région Aquitaine, avec le département de la Gironde.

Le tracé déclaré d'Utilité Publique traverse 117 communes dont 59 disposent d'un POS ou PLU qui a fait l'objet d'une mise en compatibilité dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique du projet :

DEPARTEMENT	COMMUNES TRAVERSEES	DONT COMMUNES DISPOSANT D'UN P.O.S. OU P.L.U. MIS EN COMPATIBILITE	DONT COMMUNES NECESSITANT AUJOURD'HUI UNE DECLARATION DE PROJET
Charente	45 communes	11 communes	1 commune

Tableau 1 – Communes concernées par la Déclaration de Projet dans le département de la Charente

3.2. LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET

À la mise en service de la LGV-SEA, la vitesse commerciale des trains sera de 320 km/h. Toutefois, la vitesse maximale des rames TGV Atlantique, qui constitueront l'essentiel du parc des rames circulant sur l'axe, sera de 300km/h.

La ligne nouvelle entre Saint-Avertin (Sud de Tours) et Ambarès-et-Lagrave (Nord de l'agglomération bordelaise) présente un linéaire global de projet de 303 km. 10 raccordements au réseau existant, représentant 39 km de voies, permettent la desserte des gares actuelles.

Les contraintes géométriques, liées à la grande vitesse, aux normes de sécurité et au confort des voyageurs, sont particulièrement drastiques pour les projets de LGV. Les rayons de courbure respectent un minimum recommandé pour un meilleur confort des voyageurs de l'ordre de 7 000 m et la déclivité maximale admissible est de 25 mm/m (25 ‰).

4. LE CONTEXTE DU PROJET DANS LE DÉPARTEMENT

4.1. LE CONTEXTE ADMINISTRATIF

Dans le département, **45 communes sont concernées par le projet** : **11 d'entre-elles disposent d'un P.O.S. ou d'un P.L.U.**. Bien que la plus grande partie du tracé concerne des communes rurales peu concernées par le développement urbain, la répartition des communes dotées d'un document d'urbanisme manifeste l'influence de l'agglomération d'Angoulême qui induit une pression foncière sur les communes limitrophes les incitant à planifier l'aménagement de leur territoire.

On rappellera également que le **Schéma de Cohérence Territoriale de l'Angoumois**, arrêté le 12 février 2013 par le *« Syndicat mixte de l'Angoumois »*, couvre 37 communes, dont 8 (Marsac, Asnières-sur-Nouère, Fléac, Linars, Nersac, La Couronne, Roullet-Saint-Estèphe et Claix) sont traversées par le projet de L.G.V..

4.2. ETAT DES LIEUX ACTUALISE DU DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BROSSAC

Le tableau ci-dessous propose un état des lieux des dernières évolutions du document d'urbanisme de la commune de **BROSSAC** concerné par la déclaration de projet ainsi que son évolution prévisible à court ou moyen termes :

COMMUNE	DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR	DATE D'APPROBATION DU DOCUMENT	DATE DE DERNIERE EVOLUTION	ÉVOLUTION ATTENDUE DU DOCUMENT
BROSSAC	PLU	08/02/08	06/11/2012	/

Tableau 2 – État des lieux actualisé du document d'urbanisme de BROSSAC

5. PRÉSENTATION DES ADAPTATIONS RÉCENTES DU PROJET SUR LE DÉPARTEMENT QUI ONT MOTIVÉ LES PROCÉDURES DE DÉCLARATION DE PROJET

La ligne nouvelle, hors raccordement, traverse le département de la Charente sur 98 km, soit 32 % de la future infrastructure entre Saint-Avertin (Sud de Tours) et Ambarès-et-Lagrave (au Nord de Bordeaux).

Dans cette partie, on rappellera la seule évolution de la consistance du projet qui impose les défrichements dans la commune de **BROSSAC**.

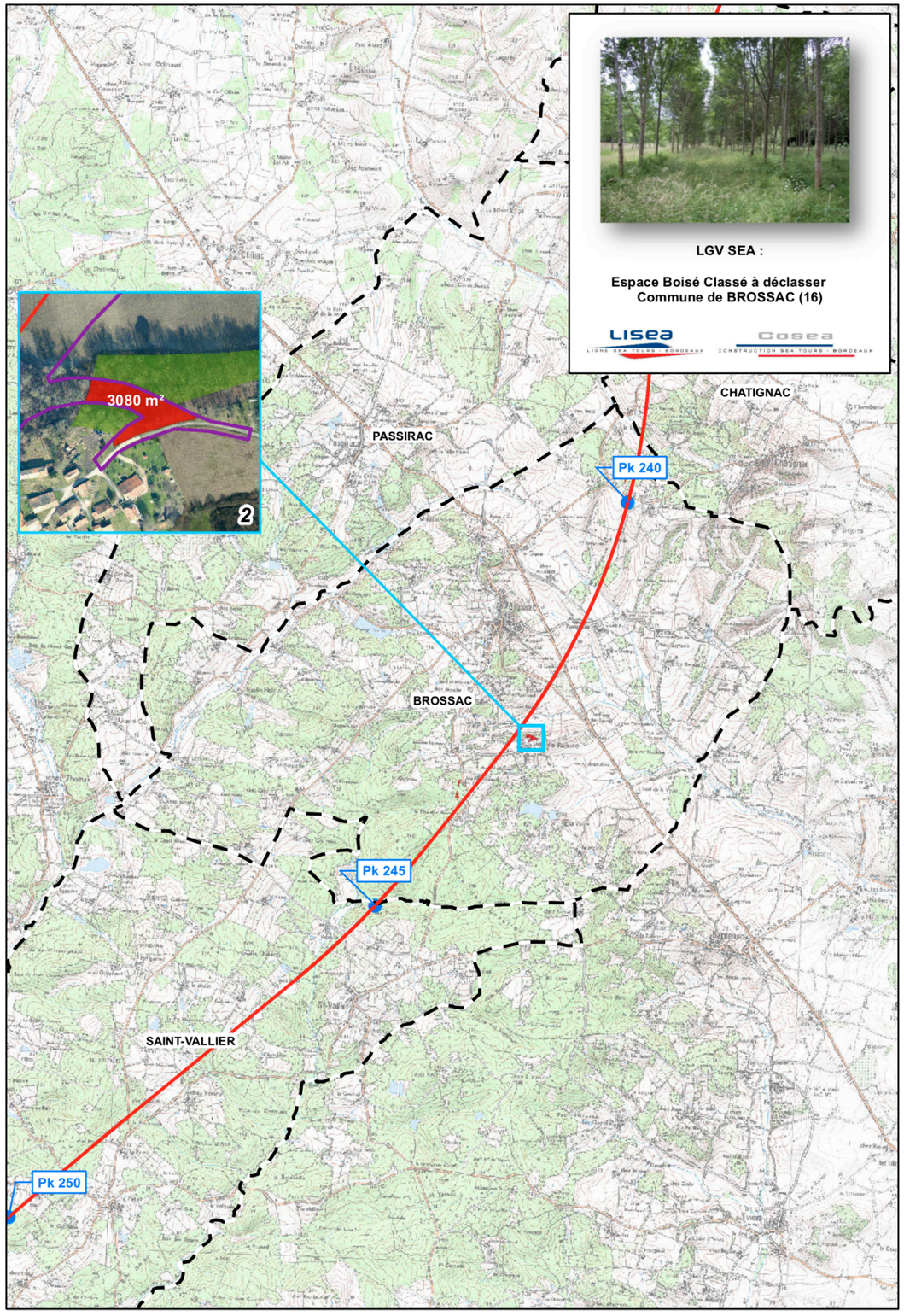
5.1. L'UNIQUE ADAPTATION DE LA CONSISTANCE DU PROJET

À **BROSSAC**, la seule adaptation du projet entraînant des besoins nouveaux de défrichement résulte avant tout de la réalisation d'une voie de désenclavement pour une exploitation agricole impactée au lieu-dit *« Maine Robine »*.

5.2. LES BESOINS EN DEFRICHEMENTS NOUVEAUX RESULTANT DE L'ADAPTATION DU PROJET

Au total, l'évolution apportée au projet déclaré d'Utilité Publique qui impose de recourir à la Déclaration de Projet sur la commune de **BROSSAC** touche **une surface boisée pour une emprise totale de défrichement supplémentaire de 3 080 m²**.

Par rapport à l'importance du projet sur la commune, cette adaptation suscitant les besoins nouveaux en défrichement reste marginale et ne remet pas en cause son *« économie générale »* sur la commune.



6. LES ÉVOLUTIONS AUTORISÉES PAR LES DÉCLARATIONS DE PROJET DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME

Les besoins en défrichements nouveaux entraînent la reprise d'un seul Espace Boisé Classé du document d'urbanisme en vigueur de la commune de BROSSAC concerné par la Déclaration de Projet.

Au total, la superficie d'EBC déclassée pour les besoins de défrichements nouveaux est de **3 080 m^2** au niveau du département.

Cette évolution ne remet pas en cause l'*« économie générale »* du document d'urbanisme de la commune de **BROSSAC** dans ce domaine.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COSEA DOP
Courrier reçu le
20 DEC. 2012
N° dymadoc :
Diffusion :

Direction départementale des territoires

Service Eau - Environnement - Risques
Unité Environnement et Milieux Naturels

Affaire suivie par : Jean Paul DERVIN
Tél. : 05 17 17 38 53
jean-paul.dervin@charente.gouv.fr

Angoulême, le 18 décembre 2012

Recommandé avec AR

Monsieur,

Je vous prie de trouver, ci-joint, copie de la décision vous autorisant à défricher 14,7138 ha de bois situés sur le territoire de plusieurs communes du département de la Charente.

Cette autorisation doit faire l'objet d'une double publication débutant quinze jours au moins avant le début des travaux de défrichement :

- sur le terrain, par vos soins; cet affichage, qui devra être visible de l'extérieur, devra être maintenu jusqu'à la fin des travaux ;

- à la mairie, il vous appartiendra d'avertir le maire, en temps voulu, de la date de commencement des travaux afin qu'il puisse maintenir cet affichage pendant deux mois à compter du début des travaux ; le plan cadastral des parcelles à défricher devra y être déposé.

En cas de contestation de la présente décision, il est possible d'effectuer :

- soit un recours gracieux auprès de Madame la Préfète de la Charente dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision ;

- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision.

Ces recours n'ont pas d'effet suspensif sur l'exécution de la présente décision.

Pour toute précision ou renseignement complémentaire, vous pourrez utilement joindre mon collaborateur, M. Jean-Paul DERVIN, chargé de l'instruction des dossiers forestiers au 05 17 17 38 53.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/le directeur et par délégation,
Le chef de service,

Thomas LOURY

Monsieur Bernard GODINOT
Représentant la Direction de Projet Réalisation de COSEA
Rue Caroline Aigle
BP 90 505
86012 POITIERS Cedex

Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

Direction départementale des territoires
Service eau environnement risques
Unité environnement et milieux naturels

Arrêté n° 2012353-0002
portant autorisation de défrichement

La Préfète de la Charente

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Forestier, notamment ses articles L 311-1 et R 311-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les Régions et les Départements ;

Vu le dossier de demande d'autorisation de défrichement n° 21/2012, enregistré à la direction départementale des territoires de la Charente le 29 mai 2012, présenté par Monsieur Bernard GODINOT, représentant la Direction de Projet Réalisation de COSEA, dont l'adresse est : Rue Caroline Aigle – BP 90 505 86012 POITIERS Cedex , et tendant à obtenir l'autorisation de défricher 14,7138 ha de bois situés sur le territoire de plusieurs communes du département de la Charente ;

Vu les modifications et les compléments apportés par COSEA au dossier de demande d'autorisation de défrichement transmis à la DDT de la Charente le 14 novembre 2012 ;

Vu l'accusé de réception, émis le 29 novembre 2012 par le directeur départemental des territoires de la charente, déclarant le dossier complet le 14 novembre 2012 ;

Vu les arrêtés interpréfectoral et ministériel du 24 février 2012 portant dérogations à la législation sur les espèces protégées ;

Vu la notice d'impact jointe à la demande ;

Vu l'évaluation des incidences NATURA 2000

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L311-3 du Code Forestier dans la mesure où le demandeur a obtenu les dérogations relatives à la législation sur les espèces protégées;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Le défrichement de 14,7138 ha de parcelles de bois situées sur les communes de ASNIERES SUR NOUERE, BECHERESSE, BESSAC, BIGNAC, BLANZAC PORCHERESSE, BROSSAC, CHAMPAGNE VIGNY, CHARMÉ, CLAIX, COURCOME, CRESSAC-SAINT-GENIS, DEVIAT, FLÉAC, JUILLÉ, LA CHEVRERIE, LA COURONNE, LINARS, LONDIGNY, LUXÉ, MARSAC, MONTJEAN, PLASSAC-ROUFFIAC, POULLIGNAC, RAIX, ROULLET-SAINT-ESTEPHE, SAINTE-SOULINE, SAINT-GENIS-D'HIERSAC, SAINT-LÉGER, SAINT-MARTIN-DU-CLOCHER, SAINT-VALLIER, VILLIERS-LE-ROUX, VILLOGNON est autorisé. Les références cadastrales des parcelles concernées figurent en annexe 1.

Article 2 : Le défrichement a pour but : construction de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique.

Article 5 – L'autorisation est accordée pour une durée de cinq ans.

Article 4 : La présente autorisation est subordonnée à la réalisation de boisements compensateurs conformément aux dispositions de la « Convention pour la mise en œuvre des compensations au défrichement dans le département de la Charente » signée entre COSEA et Madame la Préfète de la Charente, et jointe en annexe 2 au présent arrêté.

Article 6 : L'autorisation de défrichement et son annexe 1 est publiée par affichage à la mairie de ASNIERES SUR NOUERE, BECHERESSE, BESSAC, BIGNAC, BLANZAC PORCHERESSE, BROSSAC, CHAMPAGNE VIGNY, CHARMÉ, CLAIX, COURCOME, CRESSAC-SAINT-GENIS, DEVIAT, FLÉAC, JUILLÉ, LA CHEVRERIE, LA COURONNE, LINARS, LONDIGNY, LUXÉ, MARSAC, MONTJEAN, PLASSAC-ROUFFIAC, POULLIGNAC, RAIX, ROULLET-SAINT-ESTEPHE, SAINTE-SOULINE, SAINT-GENIS-D'HIERSAC, SAINT-LÉGER, SAINT-MARTIN-DU-CLOCHER, SAINT-VALLIER, VILLIERS-LE-ROUX, ainsi que sur le terrain par les soins du bénéficiaire. L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début du défrichement. Il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, pendant la durée de l'exécution du défrichement.

Article 7 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous préfet de COGNAC, le sous préfet de CONFOLENS, les maires de ASNIERES SUR NOUERE, BECHERESSE, BESSAC, BIGNAC, BLANZAC PORCHERESSE, BROSSAC, CHAMPAGNE VIGNY, CHARMÉ, CLAIX, COURCOME, CRESSAC-SAINT-GENIS, DEVIAT, FLÉAC, JUILLÉ, LA CHEVRERIE, LA COURONNE, LINARS, LONDIGNY, LUXÉ, MARSAC, MONTJEAN, PLASSAC-ROUFFIAC, POULLIGNAC, RAIX, ROULLET-SAINT-ESTEPHE, SAINTE-SOULINE, SAINT-GENIS-D'HIERSAC, SAINT-LÉGER, SAINT-MARTIN-DU-CLOCHER, SAINT-VALLIER, VILLIERS-LE-ROUX, VILLOGNON, le directeur départemental des territoires de la Charente, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 18 DEC. 2012
La Préfète ,

Danièle POLVE-MONTMASSON

En cas de contestation de la présente décision, il est possible d'effectuer :

- Soit un recours gracieux auprès de Madame la Préfète de la Charente dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision ;
- Soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision.

Ces recours n'ont pas d'effet suspensif sur l'exécution de la présente décision.

Annexes :

Annexe 1 : Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande de défrichement,

Annexe 2 : convention pour la mise en œuvre des boisements compensateurs

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

ANNEXE 1
Liste des parcelles autorisées

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
ASNIERES-SUR-NOUERE	C	402	0,3580	0,0192
		404	0,1460	0,0033
	E	147	0,5860	0,0212
		148	0,2300	0,0216
	ZD	16	0,6020	0,0099
		17	0,1280	0,0003
		19	0,2940	0,0007
BECHERESSE	A	360	0,2220	0,0013
		370	0,1970	0,0009
		397	0,0490	0,0069
		400	2,8720	0,0397
		719	0,6185	0,0013
		917	4,7532	0,0045
BESSAC	B	1094	0,4366	0,1549
		1096	0,1802	0,0186
		1117	0,1845	0,0487
		1122	0,2286	0,0034
		1131	0,5044	0,0309
		1146	0,3193	0,0244
BIGNAC	A	583	0,1078	0,0036
		593	0,1860	0,0002
		617	0,2267	0,0060
		618	0,0660	0,0026
		619	0,0660	0,0003
	C	302	0,5450	0,0003
		304	0,0292	0,0103
		305	0,0315	0,0281
		306	0,0075	0,0046
	ZB	105	0,5340	0,0053
BLANZAC-PORCHERESSE	B	215	0,1531	0,0054
		217	0,2648	0,2502
		231	0,6200	0,2801
		234	0,7502	0,1716
		468	0,0078	0,0005
		472	3,8337	0,1891
		634	0,0453	0,0194
		638	0,1994	0,0089
BROSSAC	D	119	0,5980	0,2507

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
BROSSAC	D	120	0,3400	0,1041
		256	1,9020	0,0843
		257	1,9280	0,1593
		383	0,1815	0,0001
		392	1,5073	0,1211
		394	0,6557	0,2049
		396	1,0956	0,1865
		400	0,0911	0,0104
		405	9,1944	0,0002
		409	0,2622	0,0870
	ZH	41	2,4890	0,0073
	ZN	43	0,3190	0,0008
		86	0,6106	0,0006
CHAMPAGNE-VIGNY	B	161	0,8620	0,0038
		301	0,2830	0,0315
		302	0,6100	0,0268
		303	0,1760	0,0192
		305	0,3150	0,0022
		306	0,2178	0,0007
		713	0,1734	0,0001
		714	0,6801	0,0031
	C	11	1,4578	0,0046
		330	2,7880	0,0020
		352	3,1985	0,0064
CHARMÉ	ZN	9	4,9782	0,0001
		100	1,2601	0,0206
	ZS	20	0,4284	0,0097
		174	0,0675	0,0053
LA CHÈVRERIE	C	385	0,0057	0,0010
		387	0,1828	0,0008
		400	0,3228	0,0003
		406	0,0670	0,0002
		409	0,0240	0,0014
CLAIX	B	875	0,2377	0,0021
	D	204	0,1370	0,0455
		205	0,1270	0,0283
		348	1,1470	0,0006
		564	0,8000	0,0006
		672	0,2981	0,0078
		674	0,1928	0,0468
		676	0,0173	0,0011
		694	1,7064	0,1084
		699	0,1313	0,0350
		711	1,1384	0,0236
		733	0,0709	0,0017
COURCÔME	AN	363	0,0535	0,0166

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
COURCÔME	AN	401	0,0317	0,0062
		403	0,0213	0,0189
		405	0,0027	0,0026
		414	0,1006	0,0003
		443	0,0220	0,0220
		452	0,0100	0,0004
	YO	6	5,3800	0,0003
		8	1,5960	0,0060
		55	0,6420	0,0020
	YT	23	0,6930	0,0027
		77	0,0616	0,0157
LA COURONNE	BK	117	2,3272	0,0921
		250	0,6342	0,1432
CRESSAC-SAINT-GENIS	A	358	1,2186	0,0159
		589	1,2089	0,0021
	B	8	0,0924	0,0079
		11	6,0442	0,0146
		34	0,1770	0,0270
		35	0,4020	0,0023
DEVIAT	C	575	0,3450	0,0079
		599	0,3460	0,0030
		603	0,1920	0,0214
		604	0,1540	0,0257
		607	0,0670	0,0060
		608	0,0800	0,0007
		618	0,5120	0,0040
		649	0,4560	0,0127
		651	0,0922	0,0074
		659	0,1780	0,0090
		660	0,2205	0,0140
		984	0,2628	0,0043
		990	0,0442	0,0020
		995	0,0113	0,0086
FLEAC	BL	29	0,2474	0,2474
		42	0,0255	0,0255
		43	0,0308	0,0308
		44	0,1027	0,1027
		45	0,0170	0,0170
		46	0,0218	0,0218
		47	0,0472	0,0472
		60	0,2016	0,2016
		71	0,1958	0,0690
		72	0,2947	0,0125
		82	0,2072	0,0261
		83	0,3408	0,2777
		85	0,2498	0,2498

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
FLÉAC	BL	86	0,7350	0,7299
		87	0,0998	0,0998
		88	0,2114	0,2114
		89	0,5806	0,1352
		130	0,1952	0,0005
		133	0,0644	0,0006
		134	0,1694	0,0009
		351	0,0623	0,0619
		353	0,0188	0,0186
		355	0,0178	0,0165
		357	0,1272	0,1192
		359	0,0235	0,0233
		361	0,0168	0,0168
		379	0,0594	0,0585
		381	0,2075	0,1628
		382	0,0075	0,0020
		393	0,1191	0,1159
		395	0,0122	0,0122
		397	0,0622	0,0589
		399	0,0163	0,0161
		401	0,1497	0,1488
		403	0,0097	0,0096
		405	0,0087	0,0087
		408	0,1761	0,1597
		412	0,1352	0,0369
		414	0,5993	0,0082
		416	0,0861	0,0861
	BM	56	0,0863	0,0371
		67	0,1164	0,0211
		73	0,1380	0,0119
		74	0,1508	0,0026
		90	0,0124	0,0071
		91	0,0465	0,0097
		92	0,1502	0,0270
		98	0,0132	0,0006
		99	0,0192	0,0022
		100	0,0280	0,0065
		102	0,1005	0,0016
		103	0,0333	0,0049
		104	0,0252	0,0036
		105	0,3798	0,0769
		231	0,4415	0,0569
		245	0,0734	0,0002
		247	0,5071	0,0553
		252	0,7708	0,0014
	ZC	1	0,6140	0,0189

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
FLÉAC	ZC	121	2,6941	0,1575
	ZD	40	0,3650	0,0455
		73	0,6901	0,0665
		79	1,3312	0,1975
		81	1,5699	0,0344
		83	2,1880	0,0069
JUILLÉ	ZB	87	0,2840	0,0077
		205	1,6060	0,0071
		212	1,2800	0,0002
		213	0,1600	0,0013
		238	0,1772	0,0019
		367	0,3095	0,0506
		368	0,0282	0,0025
		369	0,0438	0,0042
		371	0,0356	0,0034
		376	0,1028	0,0013
		393	0,0327	0,0072
		395	0,0127	0,0032
	ZE	366	0,1075	0,0158
		367	0,0510	0,0510
		368	0,0428	0,0426
		369	0,0420	0,0415
		370	0,0582	0,0573
		371	0,0594	0,0394
		372	0,1432	0,1432
		373	0,0458	0,0458
		374	0,0472	0,0193
		375	0,0578	0,0282
		413	0,0530	0,0110
	ZH	154	0,0530	0,0079
		166	0,0842	0,0459
		333	0,9825	0,0468
		352	0,0796	0,0015
		372	0,5155	0,0015
		407	2,6280	0,0710
		429	0,0254	0,0083
		433	0,0911	0,0161
		435	0,1142	0,0080
LINARS	AB	99	0,6561	0,0043
		102	0,1304	0,0225
	AC	50	0,0466	0,0059
		52	0,0348	0,0005
	AD	121	1,4037	0,0072
		150	0,0019	0,0007
	AE	69	0,0550	0,0010
		71	0,0107	0,0079

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
			e	
LINARS	AH	157	0,1679	0,0761
LONDIGNY	B	771	13,4560	0,0001
		1275	0,0216	0,0001
		1277	0,0297	0,0001
	C	890	0,0340	0,0148
		955	0,4280	0,0065
		958	0,0700	0,0485
		1032	4,3710	0,0251
		1251	0,0686	0,0178
		1255	0,0431	0,0416
		1265	0,0058	0,0058
		1266	0,3741	0,0272
	ZA	23	1,8320	0,0178
		30	1,8460	0,0008
	ZH	8	1,4080	0,0003
LUXÉ	AE	371	0,1313	0,0040
	AK	91	0,1018	0,0549
		92	0,8050	0,0363
		93	0,3722	0,1252
		190	0,2205	0,0089
		192	0,3153	0,0002
		193	0,0958	0,0250
		194	0,0800	0,0399
	ZC	234	2,3610	0,0032
		273	0,1205	0,0392
		274	0,0631	0,0001
		300	0,0474	0,0036
	ZI	12	0,2930	0,0007
		17	1,1140	0,0007
		154	0,6260	0,0011
		162	0,2210	0,0131
		202	0,8385	0,0003
		203	1,1525	0,0152
		229	0,6580	0,0090
	ZK	87	0,0820	0,0138
		89	0,3270	0,0088
		90	3,0020	0,0691
		91	1,8730	0,0030
		146	0,0887	0,0223
		147	0,0388	0,0335
		148	0,0161	0,0146
		149	0,0158	0,0152
		150	0,0157	0,0150
		151	0,0159	0,0159
		152	0,0354	0,0354
		153	0,0362	0,0362

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
			e	
LUXÉ	ZK	154	0,0442	0,0352
		155	0,2242	0,2180
		156	0,0736	0,0704
		157	0,1964	0,1342
		158	0,0664	0,0081
	ZM	39	0,0390	0,0004
		40	0,4150	0,0001
		41	0,1640	0,0033
		42	0,3720	0,0095
		111	0,2940	0,0001
		177	0,8175	0,0039
		183	0,0369	0,0009
		187	0,1126	0,0288
		189	0,3907	0,0344
MARSAC	ZC	15	2,7740	0,0036
	ZD	62	0,3060	0,0768
		63	0,3520	0,0776
		64	5,0750	0,0700
		66	0,4800	0,1294
		97	0,6600	0,0239
		145	0,0065	0,0043
		147	0,0476	0,0223
MONTJEAN	C	1535	0,0236	0,0003
		1551	0,0140	0,0007
		1558	0,0986	0,0046
		1559	6,2100	0,0657
		1560	0,1210	0,0321
		1585	0,0011	0,0011
		1587	0,0516	0,0025
		1594	0,3412	0,0006
		1596	0,0143	0,0021
		1600	0,3954	0,0020
		1610	0,0066	0,0035
		1620	0,0042	0,0042
		1622	0,3102	0,0050
		1627	0,0319	0,0003
		1629	0,0049	0,0018
PLASSAC-ROUFFIAC	ZA	13	0,1156	0,0077
		93	7,0446	0,0375
		95	0,7391	0,0003
	ZB	152	2,8040	0,0427
POULLIGNAC	B	384	0,2600	0,0069
		407	0,1520	0,0002
		412	0,4150	0,0206
		413	0,3000	0,0132
		414	2,0088	0,0088

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
POULLIGNAC	B	475	0,2400	0,0050
		630	0,2972	0,0051
		691	1,0367	0,1245
		720	0,5639	0,1584
		736	0,1217	0,0180
		738	0,0293	0,0007
		752	1,2709	0,0027
		767	0,7914	0,0057
RAIX	A	970	0,0860	0,0041
		1564	0,1846	0,0044
		1566	0,0150	0,0033
		1568	0,0114	0,0057
		1570	0,0019	0,0019
		1572	0,0041	0,0015
		1574	0,0035	0,0035
		1576	0,0148	0,0146
		1578	0,0249	0,0106
		1580	0,0245	0,0128
		1586	0,1966	0,0107
		1591	0,0049	0,0049
		1593	0,0506	0,0506
		1595	0,0140	0,0129
		1597	0,0127	0,0125
		1599	0,0047	0,0047
		1601	0,0404	0,0404
		1616	0,0630	0,0617
	ZA	1	1,5310	0,0023
	ZB	1	1,6200	0,0013
		9	0,1480	0,0002
		52	2,7030	0,0001
		111	0,3183	0,0016
	ZC	83	4,4170	0,0007
		128	0,2980	0,0328
		232	0,0259	0,0009
		301	0,1032	0,0009
		305	0,0389	0,0007
		309	0,1712	0,0022
		311	0,2083	0,0745
		316	1,2062	0,0310
ROULLET-SAINT-ESTEPHE	H	314	0,1580	0,0002
		1480	0,0499	0,0034
		1481	0,1045	0,0055
		1482	0,1619	0,0019
		1483	0,0751	0,0232
SAINT-GENIS-D'HIERSAC	C	664	0,1020	0,0011
		665	0,0250	0,0025

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
SAINT-GENIS-D'HIERSAC	C	666	0,0310	0,0008
	D	171	0,0630	0,0206
	ZH	29	0,0980	0,0148
		107	0,6030	0,0011
SAINT-LEGER	A	374	0,4870	0,0055
		838	0,9548	0,0294
SAINT-MARTIN-DU-CLOCHER	C	687	0,0580	0,0014
SAINTE-SOULINE	A	487	0,5275	0,0001
		731	0,2460	0,0013
	B	56	0,2920	0,0074
		57	0,3200	0,0155
		58	0,2470	0,0136
		59	0,3320	0,0298
		60	0,3740	0,0053
		61	0,1350	0,0012
SAINT-VALLIER	B	23	0,7500	0,0003
		25	0,8510	0,0110
		221	0,6540	0,1128
		385	2,3760	0,0029
		387	0,0930	0,0019
		425	5,1720	0,0639
		686	0,0660	0,0178
		691	0,1563	0,0035
		707	0,1229	0,0065
		719	1,2685	0,0364
		760	1,3758	0,0994
		771	1,0304	0,0407
	C	304	0,1632	0,0130
		305	0,0844	0,0375
		306	0,2672	0,0067
		1156	0,0485	0,0032
		1172	2,6320	0,0061
		1229	0,7362	0,0024
		1325	0,5709	0,0006
		1327	0,1053	0,0224
		1329	0,3155	0,0101
		1354	0,5067	0,0282
	D	215	0,1705	0,0036
		217	0,1255	0,0440
		247	0,3512	0,0042
		248	0,0664	0,0010
		249	0,2570	0,0333
		250	0,6900	0,0259
		268	1,3498	0,0019
		278	0,0484	0,0001
		404	0,9450	0,0101

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

COMMUNE	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
SAINT-VALLIER	D	406	0,7830	0,0362
		407	0,2388	0,0822
		408	0,1312	0,0736
		409	0,2800	0,1801
		731	0,0070	0,0024
		746	0,0180	0,0169
		748	0,0040	0,0025
		765	2,2434	0,9002
		766	2,7851	0,0017
		776	0,2375	0,0187
		778	0,0372	0,0018
		824	0,2448	0,0109
		833	0,5694	0,0138
		835	1,6510	0,0542
		856	0,1878	0,0065
		872	4,8828	0,3240
VILLIERS-LE-ROUX	B	419	0,1040	0,0076
		446	0,1230	0,0145
		973	0,0796	0,0256
		975	0,0023	0,0018
		982	0,6387	0,0025
		983	0,2813	0,0085
		1003	0,0579	0,0098
		1005	0,0255	0,0138
		1018	0,0061	0,0001
VILLOGNON	ZD	131	0,5175	0,0642
		132	0,0995	0,0627
	ZH	251	0,0254	0,0001
	ZI	78	1,8696	0,0159
		86	0,8494	0,0981
		107	0,0674	0,0017
		111	0,4905	0,0008
		116	0,0768	0,0008

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DE LA CHARENTE

Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique
Section Tours - Bordeaux

CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES BOISEMENTS COMPENSATEURS AU DEFRICHEMENT DANS LE DEPARTEMENT DE LA CHARENTE

Entre, d'une part,

La société DIRECTION DE PROJET REALISATION COSEA – DPR COSEA,
Société par Actions Simplifiée au capital de 10.000 euros, dont le siège social est au 61, Avenue Jules Quentin, 92000 NANTERRE, immatriculée sous le numéro 527 913 750 au RCS de NANTERRE, élisant domicile pour les besoins des présentes rue Caroline Aigle BP 90 505 à POITIERS (86 012)
Représentée par Monsieur Bernard GODINOT, agissant en qualité de directeur adjoint du projet en charge des opérations

Et, d'autre part,

***L'État**, représenté par Mme la Préfète de la Charente, en préfecture de la Charente, 7 Rue Préfecture 16000 Angoulême*

Préambule

Les préfets de la Gironde, d'Indre-et-Loire, de la Vienne, des Deux-Sèvres, de la Charente et de la Charente Maritime ont été saisis le ***29mai 2012*** *de la demande d'autorisation de défrichement pour la section Tours-Angoulême de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique.*

Des compléments ont été apportés au dossier de demande, dont les derniers le 13 novembre 2012.

L'arrêté d'autorisation doit présenter les compensations prévues au défrichement. En regard de l'ampleur du projet et de son planning, il n'est pas apparu possible de localiser à ce stade de la procédure les sites compensatoires et de les inscrire dans l'arrêté. C'est pourquoi il a été convenu avec le service instructeur de joindre à l'autorisation une convention entre le maître d'ouvrage de l'infrastructure et l'Etat fixant les principes et modalités de la mise en œuvre des compensations forestières.

Par ailleurs, le Comité Interministériel à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires a décidé que le projet de LGV Sud Europe Atlantique entre Tours et Bordeaux sera réalisé selon les modalités d'une délégation de service public. Ainsi, la maîtrise d'ouvrage du projet sera transférée à un concessionnaire.

Le concessionnaire assurera la conception finale du projet, sur la base du projet déclaré d'utilité publique, sa construction, son exploitation et son entretien sur la durée de la concession. Parmi ses différentes obligations, le concessionnaire aura notamment en charge la mise en œuvre des engagements pris en amont de la signature de son contrat.

Appréciation de la surface totale concernée par l'autorisation de défrichement

La demande d'autorisation de défrichement a été élaborée sur la base des emprises d'acquisition du projet, tel que défini dans la déclaration d'utilité publique. La superficie de bois incluse dans ce périmètre de demande d'autorisation a ainsi été évaluée à :

- ***15 ha pour le département de la Charente,***

Il a été convenu avec les services que la compensation portera sur ces surfaces maximales selon les principes suivants :

- ***un hectare compensé pour un hectare défriché en Indre-et-Loire, en Charente-Maritime, en Gironde et en Charente ;***
- *deux hectares compensés pour un hectare défriché en Vienne et Deux-Sèvres pour le cas général, et un hectare compensé pour un hectare défriché si le boisement compensatoire revêt des fonctionnalités d'intérêt général.*

Titre 1 – Objet de la convention

La présente convention s'inscrit dans le cadre du projet de construction de la Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique entre Tours et Bordeaux, ci-après dénommé LGV SEA2.

Elle définit les principes généraux de mise en œuvre des boisements compensateurs au défrichement du fait de la réalisation du projet Tours - Bordeaux sur le territoire du département de la Charente, ainsi que les modalités de mise en œuvre.

Titre 2 – Principes généraux des boisements compensateurs au défrichement

Principe du boisement compensateur :

Le principe du boisement compensateur s'applique pour l'ensemble des défrichements touchant les massifs boisés de plus de 1 hectare d'un seul tenant.

Ces boisements doivent compenser les différentes fonctions assurées par les boisements en place : fonction de production, fonction sociale (récréation, paysage), fonctions de protection des milieux, des espèces et de la ressource en eau.

La surface totale boisée à implanter en compensation sera au moins égale à la surface totale autorisée en défrichement (taux de compensation de 1 pour 1).

Les terrains à boiser pourront appartenir à :
- des propriétaires privés;
ou
- des collectivités ou personnes morales mentionnées au premier alinéa de l'article L. 141-1 du Code Forestier (région, département, communes ou sections de communes, établissements publics, établissements d'utilité publique, sociétés mutualistes et caisses d'épargne).

Caractéristiques des boisements compensateurs :

Sont privilégiées les essences forestières feuillues locales : les boisements à base de chênes autochtones devront constituer l'essentiel des surfaces de compensation ; les boisements en résineux purs seront réservés aux stations inaptes aux chênes ; ils devront faire l'objet d'une diversification feuillue sur 20% de la surface minimum. Les peupliers de culture ou les autres essences à croissance rapide (robinier, taillis à courte rotation) sont exclues du dispositif de compensation.

Selon la nature des essences feuillues retenues, la densité de plantation pourra varier entre 1100 et 2000 tiges/ha.

Les projets de boisements doivent renforcer ou constituer des massifs de plus de 4 hectare d'un seul tenant avec une largeur minimale de 25 mètres. En concertation avec la DDT, des projets de superficie inférieure à 4 ha pourront être mise en place, notamment dans le cadre de reconstitution ou création de bosquets ou boqueteaux. Chaque unité de boisement doit avoir une surface unitaire minimale de 1 hectare avec une largeur minimale de 25 mètres.

Pour faciliter la mise en œuvre du chantier et renforcer l'effet des boisements créés, il est recommandé de privilégier les opérations de boisement de taille significative ; la taille maximale d'une unité de boisement est limitée à 25 hectares pour éviter que les mesures compensatoires ne se concentrent sur un seul point du territoire.

La prise en compte de boisements linéaires d'une largeur minimale de 4 mètres est possible (haies, ripisylves, ...) pour autant que ces boisements ne correspondent pas à une autre mesure compensatoire imposée à COSEA. L'équivalence est alors de 1 km de boisement linéaire pour 1 ha de plantation en plein.

Ne peuvent pas être pris en compte au titre des boisements compensateurs :

- les plantations sur merlons de protection phonique ou visuelle ;
- les aménagements paysagers ne répondant pas aux objectifs « fonctionnels » d'un boisement.

Localisation des boisements compensateurs :

Les boisements doivent se faire dans le département de la Charente.
Ils sont réalisés de manière prioritaire en périphérie des massifs forestiers impactés ou sur le territoire de communes à faible taux de boisement (inférieur à 15%).

En cas de projet de boisement compensateur au sein d'un périmètre d'aménagement foncier, COSEA devra obtenir l'accord de la commission communale compétente.

Le choix d'implantation des boisements compensateurs est validé par la Préfète (Direction Départementale des Territoires ci-après dénommé DDT).

Entretiens des plantations :

COSEA devra prendre en charge les premiers entretiens et les regarnis éventuels pendant 3 années après la plantation.

Protection des boisements contre la faune sauvage :

Le cas échéant, COSEA devra mettre en place des protections contre les dégâts causés par les cervidés ou par les rongeurs. Ces protections devront être enlevées lorsque les plantations seront hors d'atteinte.

Prise en compte de la biodiversité :

Une diversification environnementale sur 20% maximum des surfaces de chaque projet est possible après accord de la DDT ; ces espaces pourront permettre la conservation ou la restauration de zones humides ou de zones ouvertes permettant l'expression d'une dynamique végétale locale.

Titre 3 - Maîtrise foncière pour la mise en œuvre des compensations au défrichement

Dans les emprises de la LGV Sud Europe Atlantique, COSEA aura la maîtrise foncière des terrains pour la mise en œuvre des compensations au défrichement.

Lorsque les compensations porteront sur des terrains en dehors des emprises, le maître d'ouvrage de l'infrastructure pourra recourir à d'autres moyens (convention avec le propriétaire), conformément au modèle joint en annexe 1 de la présente convention.

Ces conventions devront être fournies, avant plantation, à la Préfète (DDT).

Titre 4 – Planning de mise en œuvre des compensations au défrichement

Le calendrier suivant devra être respecté **au plus tard :**

- fin de l'hiver 2013/2014 : plantation effective d'au moins 25 % des surfaces à planter ;
- fin de l'hiver 2014/2015 : plantation effective d'au moins 50 % des surfaces à planter ;
- fin de l'hiver 2015/2016 : plantation effective d'au moins 75 % des surfaces à planter ;
- fin de l'hiver 2016/2017 : achèvement des plantations ;
- fin de l'année 2019 : achèvement des travaux d'entretiens.

En application des articles L.311-4 et L.313-2 du code forestier, les boisements compensateurs devront être implantés dans leur intégralité **au plus tard 3 ans après la date de réalisation des opérations de défrichement** (= fin des travaux de dessouchage au niveau de chacune des unités boisées impactées).

La saison de plantation s'étend de novembre à mars.

Titre 5 –Plan de mise en œuvre des compensations au défrichement

Les terrains retenus pour la mise en œuvre d'un boisement compensateur au défrichement devront faire l'objet d'un document de présentation qui comportera notamment les informations suivantes :

- Un plan de situation, sur fond de plan IGN au 1/25 000ème ;
- Les extraits de matrices cadastrales ou toute autre preuve de propriété ;
- Les plans parcellaires où seront figurés les boisements compensateurs ;
- Le descriptif du boisement compensateur envisagé : la superficie de bois à créer, essence(s), densité, types de plants, types de travaux ;
- Le programme des premiers entretiens pour une durée de 3 années.

Le projet de boisement / reboisement devra être établi par un homme de l'art agréé, et devra s'inscrire dans le cadre de la note concernant les boisements compensateurs établie par la D.D.T. de la Charente et jointe en annexe 2 de la présente convention.

Le plan de mise en œuvre des compensations au défrichement à réaliser lors de la saison à venir sera transmis au plus tard le 30 août au Préfet (DDT), qui le validera au plus tard avant le 30 septembre précédant la campagne de plantation correspondante.

Les conventions liant, le cas échéant, COSEA et les propriétaires des terrains devront être transmises à l'administration. Ces conventions devront prévoir un engagement de maintien de l'état boisé sur les parcelles objets des boisements compensateurs pendant une durée minimale de 20 ans.

Titre 6–Suivi et contrôle de la mise en œuvre des boisements compensateurs au défrichement

COSEA est tenu pour la réalisation des boisements compensateurs par une obligation de résultats.

Afin d'assurer le suivi et le contrôle de la mise en œuvre des boisements compensateurs, le maître d'ouvrage de l'infrastructure établira deux fois par an à compter de

l'autorisation préfectorale, un compte-rendu faisant état de l'avancement du plan de mise en œuvre des boisements compensateurs au défrichement : un premier avant le 30 avril, après la saison de plantation, un second après contrôle des taux de reprise, au plus tard au 30 novembre.

Ces états d'avancement identifieront ce qui est « fait » et ce qui « reste à faire ». Ils seront illustrés par des cartographies et des reportages photos des travaux de mise en œuvre des compensations au défrichement, réalisés et en cours. Ils seront diffusés pour attribution à la Préfète (DDT).

L'établissement et la diffusion des états d'avancement semestriels ne cesseront que lorsque l'ensemble des boisements compensateurs auront été installés et entretenus pendant 3 années de végétation.

3 ans après la plantation, le peuplement devra présenter les caractéristiques suivantes :

- une répartition homogène des plants sur toute la surface de l'îlot ;
- une absence de vide supérieur à 10 ares ;
- des plants indemnes ou peu atteints par le gibier ;
- un taux de reprise supérieur au seuil définis dans le tableau suivant :

Type de plantation	Densité initiale minimale	Densité après une saison de végétation	Densité après 3 saisons de végétation
Boisements à base de chênes autochtones	**2000 plants** Dont au minimum 800 chênes (selon la station : sessiles / pédonculés / pubescents) Le reste en feuillus d'accompagnement (charme, érable champêtre, tilleul,...) ou de diversification (feuillus précieux).	1600 plants/ha	1500 tiges/ha dont au minimum 600 chênes
Boisements feuillus en station alluviale	**1400 plants avec mélange d'essences :** au maximum 800 plants de l'essence principale (tilleul, érables, chêne pédonculé,...)	1200 plants/ha	1100 tiges/ha
Boisements résineux	**Essences concernées :** Pins laricio de Corse ou de Calabre **(1 600 plts/ha)** Cèdres de l'Atlas **(1 100 plts/ha)** Douglas **(1 100 plts/ha)** (avec une diversification feuillue obligatoire pouvant varier entre 200 et 500 plants /ha).	1280 plants/ha 900 plants/ha	1 200 plants/ha 825 plants/ha
Autres boisements	A définir avec le Préfet (DDT)	80 % reprise	75 % reprise

Les éventuels recrus ligneux spontanés d'essences forestières pourront être pris en compte dans le calcul du taux de reprise.

A la fin de la saison de végétation suivant la mise en place des boisements compensateurs, un contrôle contradictoire sera effectué, à la charge du maître d'ouvrage de l'infrastructure, avec la Préfète (DDT), sur les boisements compensateurs afin d'en vérifier la réalisation conforme et le taux de reprise.

Un contrôle identique devra être réalisé, au moins par échantillonnage, à l'issue de la 3ème année de végétation pour chaque unité de boisement compensateur.

Titre 7 - Durée et suivi

La présente convention est valable à compter de sa date de signature et jusqu'à la mise en œuvre totale des boisements compensateurs (plantation et premiers entretiens) soit jusqu'en décembre 2018.

Le contrôle de l'administration sur les terrains boisés dans le cadre de ces boisements compensateurs se poursuivra pendant une durée de 20 ans après leur implantation.

Faute par COSEA d'effectuer les boisements compensateurs prévus dans le délai prescrit par la décision administrative, il y sera pourvu à ses frais par l'administration qui arrêtera le mémoire des travaux faits et le rendra exécutoire contre COSEA (art L. 313-3 du code forestier).

Titre 8 – Règlement des litiges

En cas de litiges, le Tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de POITIERS

Fait à Angoulême, le 18 DEC. 2012

En trois exemplaires originaux

Le représentant de COSEA

Bernard GODINOT

P.o. J. LEVEUVE

La Préfète

Danièle POLVE-MONTMASSON

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AB/Ad@/HT/LC/JG
Coseu

PRÉFET DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES

Secrétariat général
pour les affaires régionales

N° 295 / SGAR

Poitiers, le 23 MARS 2012

REÇU le
27 MARS 2012
Rép: PREF86-2120744

Monsieur le Président,

Après consultation du Conseil National de la Protection de la Nature et signature de l'arrêté ministériel d'autorisation à déroger aux interdictions de destruction des espèces protégées d'intérêt communautaire et de leurs habitats, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, l'arrêté interdépartemental relatif aux autres espèces ou activités figurant dans le dossier de demande de dérogation présenté par la société LISEA.

Afin de permettre un démarrage des travaux de dégagement d'emprise de la LGV SEA dans un calendrier compatible avec la période d'interdiction de défrichement fixée par ces deux arrêtés, l'arrêté interdépartemental a été signé simultanément dans les six départements concernés le 29 février 2012, selon la procédure de contreseing simultané. Vous trouverez ainsi la signature de chaque préfet apposée sur une page séparée.

Cet arrêté va à présent être publié dans le recueil des actes administratifs de chaque préfecture.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

LE PRÉFET DE RÉGION,

Par délégation,
Le Secrétaire Général
Pour les affaires régionales,

Eric ETIENNE

Monsieur Hervé TRICOT.
Président de LISEA
Rue Caroline Aigle
CS 60484
86012 POITIERS Cedex

ADRESSE : PLACE ARISTIDE BRIAND – 86021 POITIERS CEDEX
Accueil sur rendez-vous
TELEPHONE : 05 49 55 70 00 – TELECOPIE : 05 49 47 24 74 – MAIL : sgar@poitou-charentes.pref.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

PRÉFECTURE DE LA VIENNE

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE

PRÉFECTURE DES DEUX-SÈVRES

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

PRÉFECTURE DE L'INDRE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ du 24 février 2012

Arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE
PRÉFET DE LA GIRONDE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES
PRÉFET DE LA VIENNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LA PRÉFÈTE DE LA CHARENTE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LA PRÉFÈTE DES DEUX-SÈVRES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LA PRÉFÈTE DE LA CHARENTE-MARITIME
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

LE PRÉFET DE L'INDRE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 411-2 et R. 411-1 à R. 411-14,

VU l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 modifié, relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national,

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 1988 fixant la liste des espèces végétales protégées sur le territoire de la région Poitou-Charentes et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté ministériel du 12 mai 1993 fixant la liste des espèces végétales protégées sur le territoire de la région Centre et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté ministériel du 8 mars 2002 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Aquitaine complétant la liste nationale,

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 1988 fixant la liste des poissons protégés sur l'ensemble du territoire national,

VU l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté ministériel du 7 octobre 1992 fixant la liste des mollusques protégés sur le territoire métropolitain,

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4°de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,

VU la circulaire DNP n° 98-1 du 3 février 1998 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles,

VU la circulaire DNP n° 00-2 du 15 février 2000 relative à la déconcentration de décisions administratives individuelles relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement dans les domaines de chasse, de la faune et de la flore sauvages (complément de la circulaire DNP N° 98-1 du 3 février 1998),

VU la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages (complément des circulaires DNP n°98-1 du 3 février 1998 et DNP n°00-02 du 15 février 2000),

VU l'arrêté ministériel du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de de destruction d'individus et d'habitats d'espèces protégées dans le cadre des opérations de déboisement et d'archéologie préventive préalables à la construction et à l'exploitation de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux,

VU l'arrêté inter-préfectoral du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de destruction d'individus et d'habitats d'espèces protégées dans le cadre des opérations de déboisement et d'archéologie préventive préalables à la construction et à l'exploitation de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux,

VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces, déposée par LISEA le 20 juillet 2011,

VU le dossier « Addendum suite aux observations restituées par les services au 18 octobre 2011 » déposé par LISEA le 14 novembre 2011,

VU le dossier « Eléments d'argumentaire suite aux commissions CNPN faune et flore », déposé par LISEA le 15 décembre 2011,

VU le dossier « Eléments complémentaires en vue de la levée des réserves du comité permanent du CNPN », déposé par LISEA le 20 janvier 2012,

VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature du 15 décembre 2011 complété par l'avis du 2 février 2012,

CONSIDERANT que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou à la dégradation des aires de repos et des sites de reproduction ainsi qu'à la destruction et à la perturbation intentionnelle de spécimens de ces espèces ;

Table des matières

TITRE 1 OBJET ET NATURE DE LA DEROGATION

Article 1 : Objet de la dérogation

Article 2 : Nature de la dérogation

TITRE 2 PRESCRIPTIONS

✔ Section 1 - Prescriptions spécifiques à la phase chantier

Article 3 : Durée de la phase chantier

Article 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisement et premiers terrassements) et les travaux en cours d'eau

Article 5 : Plan et planning du chantier

Article 6 : Périodes d'interventions pour l'aménagement des ouvrages hydrauliques dans les cours d'eau à Vison d'Europe

Article 7 : Organisation particulière du chantier
Article 7-1 : Ouverture des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques
Article 7-2 : Abattage des arbres favorables aux chiroptères et/ou aux insectes saproxyliques
Article 7-3 : Maintien des secteurs décapés dans un état défavorable pour la faune protégée
Article 7-4 : Autres modalités particulières concernant la faune

Article 8 : Mise en défens
Article 8-1 : Petite faune
Article 8-2 : Stations botaniques

Article 9 : Protection des milieux au sein de l'emprise chantier et remise en état

Article 10 : Zones de dépôts et carrières d'emprunts
Article 10-1 : Pour les sites hors emprise mais ayant fait l'objet d'inventaires lors de l'état initial du projet
Article 10-2 : Pour les sites hors emprise et hors périmètre des inventaires réalisés lors de l'état initial du projet

Article 11 : Déplacements d'individus
Article 11-1 : Avant travaux
Article 11-1-1 : Spécimens piégés dans l'emprise chantier (petite faune)
Article 11-1-2 : Populations de Grande mulette et Mulette épaisse
Article 11-1-3- : Pêche de sauvegarde pour les populations d'écrevisse à pieds blancs
Article 11-1-4 : Populations de Cistude
Article 11-1-5 : Populations d'insectes saproxyliques
Article 11-1-6 : Transplantations
Article 11-1-7 : Récoltes conservatoires
Article 11-1-8 : Valorisation de la banque de semences des sols
Article 11-2 : Durant le chantier

Article 12 : Gestion des espèces invasives

Article 13 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

✔ Section 2 - Prescriptions spécifiques des ouvrages

Article 14 : Aménagements pour le rétablissement de la continuité écologique
Article 14-1 : Ouvrages hydrauliques bénéficiant à la faune sauvage

Article 14-2 : Autres ouvrages
Article 14-3 : Suivi de la fonctionnalité des ouvrages de transparence
Article 14-4 : Franchissement du marais de la Virvée

✔ **Section 3 – Prescriptions spécifiques en phase d'exploitation**

Article 15 : Clôtures et aménagements définitives

Article 16 : Aménagement paysager

Article 17 : Entretiens des voies et des abords

✔ **Section 4 – Mesures de compensation**

Article 18 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

Article 19 : Modalités de validation d'un site de compensation

Article 20 : Calendrier de mise en œuvre

Article 21 : Cas des secteurs de compensation issus des arrêtés ministériel et inter-préfectoral du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées dans le cadre des travaux de défrichement et d'archéologie préventive pour la construction de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux

✔ **Section 5 - Mesures d'accompagnement**

Article 22 : Assistance environnementale

Article 23 : Suivi

Article 24 : Etudes permettant d'améliorer la connaissance sur certaines espèces
Article 24-1 : Espèces végétales directement impactées
Article 24-2 : Espèces végétales non directement impactées

TITRE 3 DISPOSITIONS GENERALES

Article 25 : Comité interpréfectoral de suivi

Article 26 : Comité technique

Article 27 : Dossier de récolement

Article 28 : Caractère de l'autorisation

Article 39 : Durée de l'autorisation

Article 30 : Cohérence entre les différents dossiers déposés par LISEA

Article 31 : Déclaration des accidents ou des incidents

Article 32 : Sanctions et contrôle

Article 33 : Voies et délais de recours

Article 34 : Exécution

ARRÊTENT

TITRE I – OBJET DE LA DEROGATION

ARTICLE 1 : Objet de la dérogation

Le bénéficiaire de la dérogation est LISEA, dont le siège social est situé 1 cours Ferdinand de Lesseps à Rueil Malmaison (92500), dans le cadre du projet de la ligne ferroviaire à grande vitesse Sud Europe Atlantique entre Saint-Avertin (Tours) et Ambarès et Lagrave (Bordeaux) dit projet « LGV SEA ».

Ce projet comprend les opérations suivantes :

– la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse sur un linéaire de 301 km dont les ouvrages en terre (remblais, déblais), les ouvrages de franchissement (ouvrages d'arts, ouvrages hydrauliques et autres ouvrages de rétablissement) et les équipements ferroviaires (voies, ballasts, alimentations en énergie ...),

– les raccordements au réseau ferroviaire existant,

– les installations permettant la construction et l'exploitation de la ligne (bases travaux, bases de maintenance, les ouvrages d'accès aux ouvrages et équipements, les sous-stations d'alimentation électriques),

– les éléments connexes d'insertion dans l'environnement (rétablissement et voies latérales, voies de désenclavement, mesures de protection de la ressource en eau, protections acoustiques, aménagements paysagers, mesures de génie écologique, mesures environnementales compensatoires),

– l'exploitation de la ligne pendant la durée de la concession liant Réseau Ferré de France (RFF) à LISEA.

Cette dérogation complète celles accordées à Réseau Ferré de France visées dans le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature de la dérogation

Au sein de l'emprise travaux d'une surface de 5 033,23 ha, telle que présentée dans le dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (Pièce 02 / Volume 05 – Atlas cartographique flore 2/2 - GCENV 21107 C0 et Pièce 03 / Volume 10 – Atlas cartographique flore 2/2 -GCENV 21110 B0), la société LISEA est autorisée, et sous réserve des conditions énoncées aux articles suivants, à déroger :

* aux interdictions suivantes :
- destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos (espèces animales) ;
- capture ou enlèvement, destruction, perturbation intentionnelle (espèces animales) ;
- coupe, cueillette, arrachage, enlèvement (espèces végétales) ;

* pour les espèces protégées listées dans le tableau joint en annexe n°1.

Lorsque la demande de dérogation porte sur des espèces et des activités visées à l'article R. 411-8 du code de l'environnement, les dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont délivrées par le ministre chargé de la protection de la nature.

TITRE II. PRESCRIPTIONS

SECTION 1 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A LA PHASE CHANTIER

Durant la phase chantier, LISEA est tenu de mettre en oeuvre les mesures de réduction d'impact conformément aux dossiers relatifs à la demande de dérogation, déposés les 20 juillet, 14 novembre, 15 décembre 2011 et 20 janvier 2012, notamment les mesures suivantes.

ARTICLE 3 : Durée de la phase chantier

La phase de construction de la Ligne à Grande Vitesse pourra se dérouler jusqu'au le 31 décembre 2017.

ARTICLE 4 : Périodes d'intervention pour les libérations d'emprises (déboisements et premiers terrassements) et les travaux en cours d'eau

La planification des opérations de défrichement et de libération des emprises (décapage des sols, destruction de la végétation, premiers terrassements) tiendra compte de toutes les composantes biologiques des espèces protégées inféodées aux habitats concernés. Les interventions seront programmées hors périodes de repos et/ou de reproduction de la faune.

Pour l'Ecrevisse à pieds blancs et la Cistude d'Europe, au sein des sites où leur présence a été identifiée dans le dossier de demande du 20 juillet 2011, la période d'intervention devra être validée par la DREAL concernée dans les conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté.

Les interventions sur les cours d'eau à Vison d'Europe font l'objet de l'article 6 du présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions applicables pour le démarrage des travaux au cours du mois de mars 2012, le tableau suivant précise, pour les interventions susceptibles de présenter des impacts sur les populations des espèces faisant l'objet de la dérogation (défrichement, libération des emprises, ...) et par grands types de milieux, les périodes d'interdiction et de vigilance, conditionnant la réalisation ou non des travaux et justifiant, le cas échéant, des modalités particulières d'intervention.

Milieux concernés	Espèces ou cortège d'espèces concernés	Activités visées	Janvier	Février	Mars	avril	Mai	juin	juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Boisements	Ensemble des espèces inféodées aux milieux forestiers et aux arbres	Dégagement des emprises incluant l'exploitation des arbres, le défrichement et les premiers terrassements												
Bocages, vallées alluviales, zones humides	avifaune dont Râle des genêts, batraciens, reptiles, mammifères	Dégagement des emprises (abattage des arbres isolés et des haies, décapage des sols, comblement des mares, terrassements)												
Plaines agricoles avec intérêt patrimonial identifié (cultures, prairies, jachères, vignes)	Outarde Canepetière, Oedicnème criard, busards, cortège des espèces des milieux ouverts	Dégagement des emprises (décapage des sols, terrassements)												
Autres secteurs de plaines agricoles (cultures, prairies, jachères)	cortège des espèces des milieux ouverts	Dégagement des emprises (abattage d'arbres isolés, de haies, décapage des sols, terrassements)												
secteurs urbanisés	cortège des espèces ubiquistes	Dégagement des emprises (décapage des sols, terrassements)												
Cours d'eau abritant le Castor d'Europe	Castor d'Europe	Dégagement des emprises incluant le défrichement des milieux boisés												
Cours d'eau abritant le Vison d'Europe	Vison d'Europe	Dégagement des emprises incluant le défrichement des milieux boisés												
Autres cours d'eau	poissons	Interventions directes sur le lit mineur et les berges												

période favorable à la réalisation des travaux

période de vigilance pour les travaux : intervention obligatoire d'un écologue sur chacun des sites et si nécessaire mise en œuvre de protocoles d'intervention particuliers

période d'interdiction des travaux : grande sensibilité des espèces.

Ce calendrier s'applique également aux interventions sur des terrains ayant déjà fait l'objet d'une libération des emprises mais présentant suite à une interruption des travaux une végétation favorable à l'installation de la faune sauvage protégée et notamment à la nidification des oiseaux.

Cas particulier du démarrage des travaux en 2012 :

1 - En dehors du cas particulier des travaux concernant des cours d'eau abritant le Vison d'Europe, pour les milieux suivants : boisements / bocages, vallées alluviales, zones humides, LISEA est autorisé à conduire les opérations de libération des emprises (défrichement, décapage des sols, premiers terrassements) sur l'ensemble des milieux naturels inclus au sein des emprises travaux à compter de la date de signature du présent arrêté, le plus tôt possible au cours du mois de mars 2012 et sous réserve que ces interventions n'aient pas d'incidence sur la reproduction des espèces considérées.
A cet effet, LISEA ne peut réaliser ces interventions que si à l'aide d'une surveillance appropriée réalisée par des experts écologues, il est établi qu'elles n'auront pas d'incidence sur la reproduction des espèces considérées. En tout état de cause, ces interventions ne pourront avoir lieu après le 23 mars 2012 pour les milieux bocagers, les vallées alluviales et zones humides, et après le 31 mars pour le milieu "boisements" en référence au tableau précédent.

2 – S'agissant des interventions sur les cours d'eau favorables au Vison d'Europe, LISEA est autorisé à procéder aux travaux de libération des emprises jusqu'au 23 mars 2012 et selon la procédure qu'il a établie « travaux de déboisement - procédure d'intervention zone vison » et qu'il a transmise à l'Administration. Les travaux s'effectuent selon le document fourni à l'administration « planning prévisionnel des interventions dans les secteurs d'habitats du vison d'Europe » étant entendu que par rapport à ce document, en fonction des deux types de sensibilité définies dans ce document (1 : milieu attractif pour la reproduction de l'espèce ; 2 : tête de bassin, milieu dégradé, fossé agricole, absence de ripisylve ou ripisylve clairsemée), les périodes d'intervention sont ainsi modifiées :
- les interventions dans les secteurs relevant d'une sensibilité de type « 1 » ne peuvent s'effectuer après le 15 mars;
- les interventions dans les secteurs relevant d'une sensibilité de type « 2 » peuvent s'effectuer jusqu'au 23 mars.
Les modalités de suivi définies au 1 ci-dessus s'appliquent.

Pour les autres espèces, le calendrier ci-dessus s'applique dès le démarrage des travaux en 2012.

ARTICLE 5 : Plan et planning du chantier

Le planning mensuel prévisionnel des interventions (mise en défens, défrichements, interventions sur les cours d'eau, terrassements, gestion des espèces invasives, interventions des écologues, ...) sera transmis aux DREAL concernées, pour validation préalable au regard du respect des périodes d'intervention prévues à l'article 4 du présent arrêté.

Concernant plus particulièrement les interventions sur les cours d'eau, le planning sera accompagné d'un tableau synthétisant, par cours d'eau, les enjeux relatifs aux espèces protégées et la période d'intervention retenue.

Les interventions sur les cours d'eau à Vison d'Europe font l'objet de l'article 6 du présent arrêté.

Ce planning sera accompagné de plans localisant de façon précise les différentes opérations.

Les délais de transmission de ces documents seront de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre,** pour que les DREAL puissent formuler leur avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Pour les opérations de démarrage des travaux en février et mars 2012, les obligations de transmission des documents s'opèrent au plus tôt après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Planning d'intervention pour l'aménagement des ouvrages hydrauliques dans les cours d'eau à Vison d'Europe

Le planning mensuel des interventions (mise en défens, défrichements, dérivations, réalisation des ouvrages hydrauliques, ...) sur les cours d'eau concernés par le Vison d'Europe sera transmis, pour validation

préalable, aux DREAL concernées au regard du respect des périodes d'intervention prévues à l'article 4 du présent arrêté. Ces cours d'eau sont listés dans le document figurant à l'**annexe n°2** au présent arrêté.

Afin d'élaborer ce planning, LISEA devra communiquer préalablement aux DREAL une note méthodologique explicitant les critères utilisés pour planifier les interventions sur les cours d'eau à Vison d'Europe : distance entre cours d'eau, linéaire ou surface d'habitats favorables en amont et en aval de l'ouvrage par cours d'eau intersecté, présence de corridors de déplacement d'un même côté de l'ouvrage permettant au Vison, le cas échéant, de se reporter sur un autre cours d'eau.

Chaque planning mensuel sera accompagné d'une note d'analyse basée sur cette méthodologie, démontrant que le Vison d'Europe dispose d'un domaine vital suffisant (en termes d'importance, de répartition et de fonctionnalité des habitats favorables) durant la phase de construction des ouvrages hydrauliques.

Une analyse sera également fournie a posteriori pour apprécier, sur l'ensemble de la période des travaux, l'impact cumulé des travaux sur le Vison d'Europe et la pertinence des choix d'organisation.

L'ensemble de ces documents (note méthodologique, planning d'intervention, analyse par ouvrage, analyse globale) sera soumis à la validation des DREAL concernées. Les délais de transmission des divers documents seront de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre,** afin que les DREAL puissent formuler leur avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Pour les opérations de démarrage des travaux en février et en mars 2012, les obligations de transmission de documents s'opèrent au plus tôt après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Organisation particulière du chantier

7.1 Ouvertures des zones humides favorables aux mammifères semi-aquatiques

Lorsque le chantier intercepte des habitats favorables aux mammifères semi-aquatiques, les préconisations dans la mise en œuvre des premières étapes du chantier ont pour objectif d'éviter que des animaux ne soient tués lors de l'enlèvement de la végétation hygrophile ou qu'ils ne reviennent sur place. Deux possibilités sont proposées et sont mises en œuvre en fonction des surfaces concernées :

Dans le cas de petites surfaces ou linéaires de fossés de drainage, d'écoulements de type « crastes » ou petits ruisseaux :

- phase 1, débroussaillage de la zone à la débroussailleuse à dos pour dégager la végétation dense qui peut servir de gîte ;
- phase 2, un abattage des arbres à la tronçonneuse est effectué sur l'ensemble de l'emprise chantier avant toute intervention d'engins de terrassements ;
- phase 3, tous les bois sont enlevés immédiatement de la zone humide de manière à éviter que l'entassement ne devienne un gîte potentiel pour le Vison ou la Loutre ;
- phase 4, La zone totalement déboisée, les dessouchages peuvent commencer. Les souches sont également extraites de la zone inondable pour éviter qu'elles ne deviennent une zone de gîte ;
- phase 5, une fois ces étapes franchies, les terrassements peuvent être engagés.

Les phases 1 à 5 doivent être opérées dans des délais relativement courts pour éviter qu'entre chaque phase, la végétation basse hygrophile ne repousse. Le degré d'hygrométrie de la zone permet une revégétalisation très rapide.

Dans le cas de surfaces unitaires de plus grande importance, des modalités mécaniques adaptées sont mises en place.

La délimitation des zones devant faire l'objet de ce phasage et les modalités fines de sa mise en œuvre doivent être définies par un spécialiste de ces espèces. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de l'intervention de ce spécialiste et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

7.2 Abattage des arbres favorables aux chiroptères ou/et aux insectes saproxyliques

L'abattage des arbres dans les secteurs comportant des arbres gîtes potentiels pour les chiroptères ou les insectes saproxyliques feront l'objet de modalités particulières définies ci-après. Ces secteurs comprennent tous les boisements situés au sein des habitats identifiés pour ces espèces ainsi que des arbres de plus de 50 cm de diamètre.

Les arbres, gîtes potentiels pour les chiroptères, seront identifiés par un chiroptérologue au préalable des opérations de défrichement. Dans le cas où ils seraient recouverts de lierre, celui-ci devra être enlevé 1 à 2 semaines avant l'abattage de l'arbre. Avant tout abattage d'arbre jugé favorable aux chiroptères, le chiroptérologue vérifiera à l'aide d'un détecteur et/ou d'un endoscope, dans les 24 heures précédant l'abattage, l'absence d'individus. Si la présence de chauve-souris est affirmée, et hors période de parturition, il faudra attendre l'envol complet des individus partant chasser avant de couper l'arbre. Une heure après l'envol, un colmatage de l'entrée du gîte avec un matériau solide sera réalisé. L'abattage de l'arbre pourra être ensuite réalisé sous la surveillance du chiroptérologue. En période de parturition, l'arbre devra être maintenu sur pied jusqu'à la dispersion de la colonie.

Les arbres colonisés par le grand Capricorne du chêne (*Cerambyx cerdo)* ou la Rosalie des Alpes (*Rosalie alpina*) seront identifiés. Ils feront alors l'objet d'un marquage et les grumes seront déposées au soleil en bordure de haie ou de lisière, à proximité des emprises jusqu'au mois de juin suivant pour le grand Capricorne et août pour la Rosalie des Alpes. Ces grumes devront être isolées du sol en les posant, perpendiculairement, sur deux autres grumes non habitées par l'espèce.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximun 15 jours après l'intervention.

7.3 Maintien des secteurs décapés dans un état défavorable pour la faune protégée

Les décapages de libération des emprises devront intervenir selon le calendrier fixé à l'article 4 du présent arrêté.

Après cette libération des emprises, le pétitionnaire prendra toutes les mesures nécessaires pour que le milieu ne devienne pas favorable à la réinstallation d'espèces animales et notamment de l'avifaune protégée.

Ce point de vigilance concerne particulièrement les secteurs défrichés (repousse ligneuse favorable à l'installation d'espèces fréquentant les clairières comme l'Engoulevent d'Europe) ou les secteurs de plaine agricole (développement de faciès de friches herbacées très attractives pour de nombreuses espèces de l'avifaune de plaine).

Le pétitionnaire devra communiquer un protocole de gestion de ces emprises (gestion mécanique de la végétation à un rythme et des dates adaptées au contexte local) pour validation aux DREAL concernées. Ce protocole devra être transmis dans un délai de un mois à compter de la signature du présent arrêté.

La localisation des secteurs ainsi gérés devra figurer dans le journal de bord prévu à l'article 13 du présent arrêté.

7.4 Autres modalités particulières concernant la faune

Des nichoirs spécifiques pour la Bergeronnette des ruisseaux seront mis en place, à proximité des ouvrages hydrauliques, au niveau des cours d'eau fréquentés par cette espèce.

Des nichoirs spécifiques pour la Chouette Athéna seront mis en place au niveau des prairies bocagères de Sauzais-Vaussais / Londigny (86), conformément à la page 477 du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (Pièce 02 / Volume 03 – Dossier faune 2/2 -GCENV 21106 B0).

De la même façon, des gîtes à chiroptères seront installés dans les ouvrages hydrauliques des cours d'eau fréquentés par ces espèces, comme indiqué dans le dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (pages 266 à 293 de la Pièce 02 / Volume 03 – Dossier faune 2/2 -GCENV 21106 B0 et pages 192 à 194 de la Pièce 02 / Volume 02 – Dossier faune 1/2 -GCENV 21100 B0).

En outre, des hibernaculum seront mis en place pour les reptiles.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximun 15 jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures seront en outre portées au journal de bord du chantier, conformément à l'article 13 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Mise en défens

8.1 Petite faune

L'emprise chantier sera limitée par la mise en place d'un balisage et la mise en défens des zones sensibles, notamment le long des cours d'eau, dans les secteurs d'habitats favorables aux amphibiens et reptiles cartographiés dans l'Atlas cartographique faune 1/2 (Pièce 02 / Volume 04 – GCENV 21101 – B0) dans le dossier de demande de dérogation. Un linéaire de bâche sera posé afin d'empêcher la pénétration d'amphibiens sur l'emprise. Il sera implanté en moyenne sur 50 m de part et d'autre du site devant être détruit pour toute la durée des travaux en attendant la pose des clôtures définitives. La longueur de cette clôture sera adaptée au cas par cas en fonction de la topographie, du contexte du cours d'eau, des accessibilités, de la visibilité et du risque pour les ouvriers lors de la circulation. Ces bâches en géotextile ou géomembranes devront être remplacées dès qu'elles n'assureront plus leur rôle de barrière étanche. Elles devront présenter une hauteur minimale de 30 cm et être enterrrées sur 10 cm minimum. Un bourrelet de terre assurera l'étanchéité. Un écologue devra s'assurer du bon entretien de ces bâches et devra transférer les éventuels individus piégés à l'intérieur de l'emprise vers des milieux propices. Ces déplacements seront réalisés dans les conditions fixées à l'article 11 du présent arrêté.

Dans les secteurs fréquentés par la Cistude d'Europe, une clôture de 80 cm de hauteur, dont 60 cm hors sol, avec bavolet de 10 cm, et 10 cm enterrés, à maille de 5 mm x 5 mm sera mise en œuvre.

Des mises en défens seront également réalisées dans les secteurs favorables aux espèces suivantes :
- insectes, notamment saproxyliques et papillons;
- Alouette lulu, Traquet motteux, Bouscarle de Cetti, Cisticole des joncs.

En outre, des filets de protections seront installés, entre avril et septembre, à proximité des zones de construction des ouvrages hydrauliques, en cas de présence avérée de Râle des genêts ou de Grèbe castagneux.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximun 15 jours après l'intervention.

L'ensemble de ces mesures seront en outre portées au journal de bord du chantier, conformément à l'article 13 du présent arrêté.

8.2 Stations botaniques

Afin de garantir la préservation et la pérennité des stations d'espèces végétales protégées, listées à l'article 2, situées sur et en bordure de l'infrastructure, LISEA est tenue d'assurer la mise en défens des stations botaniques figurant dans l'Atlas cartographique flore 1/2 (du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 - Pièce 3 / Volume 09 – GCENV 21103 – B0).

Le confinement des stations sera réalisé par la mise en place :
- de barrières de chantier (de type fil de fer et/ou grillage de 1,50 à 1,80 m de hauteur). Ces barrières seront installées en limite d'emprise de travaux ou en limite de la station d'espèce suivant les cas ;
- de panneaux de signalisation de la station botanique.

Aucun engin de travaux et aucun personnel de chantier ne sera autorisé à pénétrer dans les stations botaniques.

L'ensemble de ces mesures seront en outre portées au journal de bord du chantier, conformément à l'article 13 du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Protection des milieux au sein de l'emprise chantier et remise en état

Au sein de l'emprise définie au dossier, les installations de chantier principales, notamment les accès et pistes, le réseau d'assainissement, les espaces de rétablissement temporaires ou la reconstitution définitive des sections de cours d'eau déviés, les zones de stockage de matériaux, les bases travaux, éviteront au maximum les impacts sur les zones d'habitats d'espèces protégées, telles que définies dans l'Atlas cartographique faune 1/2 (Pièce 02 / Volume 04 – GCENV 21101 – B0) et dans l'Atlas cartographique flore 1/2 (Pièce 03 / Volume 09 – GCENV 21103 – B0) du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011.

Cette limitation de l'emprise se traduira par la mise en place de dispositifs de protection conformément à l'article 8 et installés dès le début du chantier.

En outre, la mise en œuvre de cette mesure sera intégrée aux plans et planning de travaux, selon les conditions fixées par les articles 4 et 5.

Dans les stations les plus sensibles, en particulier landes humides, boisements hygrophiles, pelouses et landes calcicoles, pour tous les travaux en dehors de l'emprise de la future plate-forme ferroviaire, la DREAL pourra prescrire la pose d'un géotextile sur les milieux naturels pour protéger la strate sous-jacente et permettre une réelle extraction totale de tous les matériaux extérieurs.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire enlèvera tous les décombres, terres, dépôts de matériaux provisoires et déchets qui pourraient subsister.

Pour tous les ouvrages temporaires (piste d'accès, passage busé provisoire sur cours d'eau) dont l'implantation a été autorisée provisoirement dans les zones inondables des cours d'eau ou les zones humides, il est exigé de remettre en état les sites à l'issue de la phase de chantier en rétablissant les fonctionnalités optimales de ces zones humides ou inondables des berges et lits mineurs impactés, conformément aux recommandations de l'ONEMA.

Les thalwegs et cours d'eau feront également l'objet d'une remise en état à l'issue des travaux permettant de retrouver, conformément aux recommandations de l'ONEMA, les conditions optimales de pente, de profil en long et en travers et de granulométrie du fond de thalweg.

ARTICLE 10 : Zones de dépôts et carrières d'emprunt

Pour les matériaux autres que ceux utilisés pour les ballasts, il sera fait appel en priorité aux extractions directement liées au projet (déblais), et aux carrières existantes à proximité. La provenance des matériaux sera spécifiée dans les documents prévus à l'article 5.

La liste actualisée des carrières sollicitées par COSEA puis retenues pour les besoins de la construction de la LGV SEA sera portée à la connaissance des DREAL par LISEA tous les 6 mois.

Les zones de dépôts de matériaux et les installations de chantier qui ne sont pas comprises dans les emprises du projet faisant l'objet de la présente demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces ou d'habitats d'espèces protégées, devront être localisées dans des sites non concernés par la présence d'espèces protégées : le principe d'évitement sera appliqué.

10.1 Pour les sites hors emprise du projet mais ayant fait l'objet d'inventaires lors de l'état initial

La connaissance des espèces protégées établie à partir des inventaires réalisés pour constituer l'état initial de référence du projet LGV SEA sur le plan environnemental, permet une première sélection des sites les plus adaptés à la réalisation des dépôts et des installations de chantier. Des prospections de terrain devront

être conduites par un écologue à une saison adaptée aux enjeux potentiels pour vérifier l'absence d'enjeux ponctuels non détectés au préalable.

Pour chaque zone de dépôt située en dehors des emprises faisant l'objet de la présente dérogation, une demande devra être formulée auprès de la DREAL concernée **au moins 3 mois** avant le début d'utilisation de ces zones. Ce délai est porté à 6 mois si l'état initial identifie des habitats ou des spécimens d'espèces protégées.

Ce dossier devra comprendre :

- un plan de localisation précis (sur carte au 1/25 000 ème);
- une cartographie des habitats naturels présents (à l'échelle du 5000ème) dont les haies, arbres isolés et éléments fixes du paysage (mares, murets de pierres, fossés...);
- une note démontrant l'absence d'impact de ce dépôt pour les populations locales d'espèces protégées.

La DREAL pourra soit valider l'absence d'impact sur les espèces protégées soit demander la production d'un dossier spécifique de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées.

10.2 Pour les sites hors emprise du projet et hors périmètre des inventaires réalisés lors de l'état initial du projet

S'il devient nécessaire de rechercher des sites en dehors des zones investiguées et connues dans le cadre de la conception de la présente demande, de nouveaux inventaires, exhaustifs, seront réalisés afin de choisir les sites les plus appropriés.

Au vu de ces inventaires, une demande devra être formulée auprès de la DREAL concernée selon les modalités décrites à l'article 10.1.

ARTICLE 11 : Déplacements d'individus

11.1 Avant travaux

11.1.1 Spécimens piégés dans l'emprise chantier (petite faune)

Le pétitionnaire mettra en place des mesures de sauvetage en phase chantier pour les reptiles et les amphibiens. Les animaux seront transférés dans des sites existants favorables, ou dans des mares ou plans d'eau de substitution. Les déplacements seront programmés avant les travaux, en période favorable pour ces espèces. Le pétitionnaire informera la DREAL concernée avant chaque opération de sauvetage.

Concernant le Castor, si un terrier est mis en évidence au démarrage des travaux, la sauvegarde des individus peut requérir leur délocalisation temporaire des individus, le temps d'artificialiser la zone du terrier. Les opérations de repérage seront menées juste avant le démarrage des travaux sur zone. Le terrier repéré sera détruit à la main de façon progressive en permettant aux individus de s'enfuir, avec une intervention une à deux heures avant le coucher du soleil afin que les animaux puissent rechercher un nouveau gîte au cours de la nuit. La zone environnante sera alors artificialisée en suivant pour limiter un retour des animaux sur place. Une telle opération sera encadrée par le "Réseau Castor" de l'ONCFS.

Seules les personnes listées en **annexe n°3** seront autorisées à réaliser ces transferts. D'autres personnes pourront être admises après obtention d'une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

11.1.2 Population de grande Mulette et Mulette épaisse

Sur les sites de présence d'individus vivants de Grande mulette et Mulette épaisse, LISEA mettra en oeuvre les protocoles de déplacements établis par le bureau d'études Biotope. Le marquage individuel des individus l'année n-1 doit maximaliser l'efficacité de ce déplacement l'année n et permettre une cartographie des individus, ainsi que leur suivi sur la zone d'accueil et la définition des conditions de leur éventuel retour dans leur site initial. Ces interventions seront réalisées par une équipe d'ingénieurs écologues, spécialisés dans l'écologie des bivalves d'eau douce. Chacun des intervenants devra être avoir été autorisé par un arrêté préfectoral nominatif à déroger à l'interdiction de transport de spécimens d'espèces protégées.

Le protocole détaillé des opérations sera soumis à la validation de la DREAL concernée. Son délai de transmission est de 8 semaines afin que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

De même, le pétitionnaire informera, avant chaque opération de sauvetage, les DREAL, l'ONEMA et l'ONCFS qui seront également rendus destinataires des comptes-rendus de ces opérations dans un délai maximun de 15 jours après l'intervention.

✔ Grande Mulette :
Il s'agit des individus situés sur la Vienne (Nouâtre, Ports-sur-Vienne) aux abords immédiats de la zone travaux, soit une quarantaine d'individus. Les mollusques seront déplacés vers la station de Rhonne, sur la Creuse.

Afin de suivre l'acclimatation des individus, un suivi de ceux-ci dans la nouvelle station sera réalisé au moins une fois par semaine pendant 2 mois. Une veille sur la Creuse et l'Esves (affluents de la Creuse en amont de la station) permettra de prévenir toute pollution du secteur. En cas de pollution, un barrage flottant sera mis en place. Cette surveillance permettra également de suivre les niveaux d'eau en période d'étiage.

✔ Mulette épaisse :
Il s'agit des individus situés sur la Vienne (estimés à 8 000), ainsi que d'une centaine d'individus sur l'Auxance, la Boivre, le Palais et la Longère. Les sites de prélèvements, les caractéristiques des stations d'accueil favorables et leur suivi seront notamment précisés dans le protocole évoqué dans le présent article.

11.1.3 Pêches de sauvegarde pour les populations d'Ecrevisse à pieds blancs

Les captures pourront être réalisées selon les modalités suivantes :
- pose préalable de nasses, la veille du déplacement ;
- pêche « à vue », de nuit, permettant des captures à l'épuisette à l'aide de lampes torches, lorsque les individus sont en activité ;
- pêches électriques complémentaires, permettant de capturer la totalité des individus dans leurs caches diurnes.

Les individus capturés seront placés dans des glacières contenant de l'eau du cours d'eau de prélèvement et équipées d'un bulleur pour oxygéner l'eau si nécessaire.

Les protocoles de pêche, les sites d'accueil et les modalités de suivi seront soumis à la validation préalable de la DREAL concernée. Leur délai de transmission est de 8 semaines afin que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des opérations.

De même, le pétitionnaire informera, avant chaque opération de sauvetage, les DREAL, l'ONEMA et l'ONCFS qui seront également rendus destinataires des comptes-rendus de ces opérations dans un délai maximun de 15 jours après l'intervention.

Seules les personnes listées en **annexe n°3** seront autorisées à réaliser ces transferts. D'autres personnes pourront être admises après obtention d'une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

11.1.4 Populations de Cistude d'Europe

Des sessions de piégeage seront réalisées dans la zone en chantier (ruisseau ou étang) pour replacer les Cistudes dans les zones sécurisées, dés le début des travaux.
Des filets aquatiques barrant l'accès à la zone de chantier seront installés, ainsi que des grillages sur les berges afin d'éviter le retour de la faune sur la zone en travaux.
Afin de ne pas couper complètement les connexions entre les parties amont et aval des ruisseaux les plus fréquentés, les filets pourront être remplacés par des filets verveux. Ces derniers permettront la capture des individus en déplacement sur le linéaire et le relâché d'un côté ou de l'autre de la zone en travaux. Dans ce cas, le relevé des pièges est journalier.

Le protocole détaillé de capture, relâcher et suivi sera soumis à la validation préalable de la DREAL concernée. Son délai de transmission est de 8 semaines afin que la DREAL puisse formuler son avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des opérations.

Les services de la DREAL, de l'ONEMA et de l'ONCFS seront rendus destinataires du compte-rendu mensuel de ces opérations.

Ces actions seront assurées par les membres de l'association Nature Environnement 17. Ces intervenants devront être bénéficiaires d'une dérogation spécifique les autorisant à transporter des spécimens de Cistude d'Europe.

11.1.5 Populations d'insectes saproxyliques

Les arbres sénescents, habitats favorables à certaines espèces d'insectes saproxyliques seront repérés avant les travaux et préservés par mise en défens dans les conditions fixées aux articles 6.2 et 7.1.

11.1.6 Transplantations

Parmi les espèces végétales protégées, seuls l'Ail rose et la Fritillaire pintade (espèces à bulbes) feront l'objet de transplantation.

Le protocole de recueil de terrain et de conservation, le calendrier prévisionnel ainsi que le choix du site et les modalités d'implantation seront fournis au préalable pour validation, à la DREAL concernée.

Les délais de transmission des divers documents seront de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre,** afin que les DREAL puissent formuler leur avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

De même, le pétitionnaire informera, avant chaque opération de transplantation, les DREAL, l'ONEMA et l'ONCFS qui seront également rendus destinataires des comptes-rendus de ces opérations dans un délai maximun de 15 jours après l'intervention.

Seules les personnes listées en **annexe n°3** seront autorisées à réaliser ces transplantations. D'autres personnes pourront être admises après obtention d'une dérogation les autorisant à transporter des spécimes d'espèces protégées.

11.1.7 Récoltes conservatoires

Des récoltes conservatoires de graines ou de boutures pourront être entreprises pour la Crapaudine de Guillon, le Lin des collines, la Fritillaire pintade, la Germandrée des marais, la Globulaire de Valence, le Lupin à feuilles étroites, le Nerprun des rochers, l'Odontite de Jaubert, l'Orchis à fleurs lâches, la Samole de Valerand.
Ces opérations, à la charge du pétitionnaire, pourront être réalisées par le Conservatoire Botanique National territorialement compétent.

11.1.8 Valorisation de la banque de semences des sols

Les terres superficielles provenant du décapage des stations botaniques remarquables seront identifiées et bénéficieront d'un stockage adapté. Elles devront être réutilisées en couche de couverture sur des terrains proches du lieu de prélèvement pour les travaux de remise en état paysagère ou biologique.

Les modalités fines de mise en œuvre de ces opérations (repérage des stations botaniques concernées, type et réalisation du stockage, site d'utilisation, calendrier) doivent être définies par des botanistes. Les DREAL seront informées au moins 15 jours à l'avance de l'intervention de ces spécialistes et seront rendues destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'intervention.

11.2 Durant le chantier

Pour les secteurs identifiés comme habitats d'espèces protégées dans l'Atlas cartographique faune 1/2 (Pièce 02 / Volume 04 – GCENV 21101 – B0) et dans l'Atlas cartographique flore 1/2 (Pièce 03 / Volume 09 – GCENV 21103 – B0) du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011, le pétitionnaire mettra en place des mesures de sauvetage en phase chantier pour la petite faune terrestre (mammifères, reptiles et amphibiens). Les animaux seront transférés dans des sites existants favorables. ou dans des

mares ou plans d'eau de substitution, au plus près de la zone d'impact. Les déplacements seront programmés avant les travaux, en période favorable pour ces espèces.

Le protocole de recueil de terrain, le calendrier prévisionnel ainsi que le choix du site et les modalités d'implantation seront fournis au préalable pour validation aux DREAL. Les délais de transmission seront de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre,** afin que les services puissent formuler leurs avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance des opérations planifiées et seront rendus destinataires des comptes-rendus de terrain au maximum 15 jours après l'opération.

Pour les autres secteurs, les déplacements non prévus de spécimens protégés, en cas de nécessité apparaissant au cours du chantier, seront réalisés selon les modalités définies pour les déplacements planifiés.

Les DREAL seront informées mensuellement de ces opérations n'ayant pu être planifiées en début de chantier.

Seules les personnes listées en **annexe 3** seront autorisées à réaliser ces transferts. D'autres personnes pourront être admises après obtention d'une dérogation les autorisant à transporter des spécimens d'espèces protégées.

L'ensemble des déplacements de spécimens protégés sera reporté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 13 du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Gestion des espèces invasives

Toutes les dispositions de prévention, éradication et confinement seront prises pour éviter une dissémination d'espèces invasives, notamment végétales, dans l'aire des travaux :

- formation du personnel de chantier à la reconnaissance des plantes invasives et aux mesures de prévention permettant de lutter contre la dissémination des espèces exotiques envahissantes.

- interdiction d'utiliser les herbicides pour maîtriser la dissémination des espèces concernées.

- balisage des zones de présence d'espèces invasives :
  - Zones identifiées avant le démarrage des travaux : Les secteurs concernés par la présence d'espèces invasives seront identifiés et matérialisés au préalable par un écolologue. Un périmètre de sécurité de 10 m sera établi et une clôture physique ou des panneaux signalétiques, conformément aux modalités précisées à l'article 8, seront mis en place avant toute autre activité. Aucun engin ou véhicule ne pénétrera dans ces zones sans l'accord du chargé d'environnement.
  - Zones identifiées en cours de travaux : en cas d'apparition d'espèces invasives en cours de travaux ou de détection d'une zone non préalablement identifiée, la zone sera mise en défens selon les modalités présentées à l'article 8. Les informations seront en outre transmises au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

- interdiction de mélange ou de transfert de terres entre les secteurs contaminés de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes.

- pour limiter au maximum l'apparition d'espèces envahissantes, les ensemencements et plantations seront réalisés au plus tôt après les terrassements.

- modalités particulières pour les espèces à diffusion par graines, telle que l'Ambroisie :
  - Sur les sites où ce type d'espèce est présente dans les emprises de chantier avant les travaux : fauchage ou arrachage avant la floraison,
  - Concernant les stocks de terre végétale : en fonction de la durée du stockage, soit enherbement temporaire soit surveillance régulière de l'apparition de pousses de ce type d'espèce et arrachage au fur et à mesure.

- modalités particulières pour les espèces à diffusion par multiplication végétative par rhizomes et boutures (exemples : Renouée du Japon, Berce du Caucase, Jussies...) :

  – Jussies et autres plantes aquatiques : les transferts d'eau, de végétation et de sédiments sont interdits dans les secteurs infestés lors de la création de mares.
    Par précaution, avant le début des travaux sur un cours d'eau, les produits végétaux seront arrachés avec précaution, puis éliminés par un procédé rigoureux évitant tout risque de diffusion (séchage, mise en décharge, incinération, compostage).
  – Renouée du Japon :
    - pour les terres nouvellement et faiblement contaminées : arrachage des pieds;
    - pour les terres fortement contaminées en zone de déblais : décapage de la couche superficielle (sur une épaisseur maximum de 3 m selon les besoins du déblai), évacuation immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non contaminés pour éviter toute reprise des plantes;
    - pour les terres fortement contaminées en zone de remblais : couverture des terres contaminées laissées en place par des matériaux sains sur une hauteur d'au moins 4 m. Si les conditions géotechniques ne le permettent pas, décapage de la couche superficielle devant être purgée, évacuation immédiate dans un engin de transport et stockage en fond de dépôt définitif sous plusieurs mètres de matériaux non contaminés pour éviter toute reprise des plantes.

- nettoyage au jet d'eau haute pression des engins et matériels de chantier ayant participé aux travaux de terrassement en zone contaminée, suivi d'une inspection visuelle pour s'assurer de l'absence de fragments de végétaux et de sédiments susceptibles de contaminer d'autres sites.

La liste, non exhaustive, des espèces concernées est la suivante : *Ambrosia artemisiifolia* (Ambroisie), *Fallopia japonica* (Renouée du Japon), *Phytolacca americana* (Raisin d'Amérique), *Ailanthus altissima* (Ailante), *Ludwigia sp.* (Jussies), *Phelypaea ramosa* (Orobanche rameuse), *Heracleum mantegazzianum* (Berce du Caucase), *Buddleja davidii* (Arbre à papillon) et *Robinia pseudoacacia* (Robinier faux-acacia).
Cette liste sera complétée, en lien avec les Conservatoires Botaniques Nationaux, en fonction des données issues de la bibliographie et collectées sur le terrain.

Ces modalités fines de mise en œuvre doivent être définies par des spécialistes des espèces concernées. Les services de l'État (ONEMA, ONCFS, DREAL) seront informés au moins 15 jours à l'avance de la date et du lieu d'intervention de ces spécialistes et seront rendus destinataires de leurs comptes-rendus de terrain au maximun 15 jours après l'intervention.

Un protocole précis et actualisé de gestion des espèces invasives à l'échelle du chantier LGV SEA sera fourni aux DREAL pour validation la première année. Par la suite, un bilan annuel sera également fourni.

ARTICLE 13 : Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

Le pétitionnaire est tenu d'établir et de transmettre aux DREAL, mensuellement, un journal de bord des travaux, précisant notamment le planning et le plan du chantier, les enjeux relatifs aux espèces, l'enchainement des phases et les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté.

Ce document (journal de bord) indiquera, en outre, tout accident ou incident survenu sur le chantier et susceptible de porter atteinte aux espèces protégées et/ou à leurs habitats.

SECTION 2 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES DES OUVRAGES

ARTICLE 14 : Aménagements pour la transparence écologique de l'infrastructure

La transparence de l'infrastructure sera assurée par différents types d'ouvrages, souterrains ou aériens, mis en place par LISEA :

- ouvrages de franchissement des vallées;
- ouvrages hydrauliques;
- passages grande faune et tranchées couvertes;

- passages petite faune;
- aménagement spécifique pour les chauves-souris "hop-over";
- ouvrages mixtes voirie agricole ou randonnée / grande faune.

La liste de ces ouvrages et de leurs principales caractéristiques est fournie en **annexe n°4**. Les caractéristiques techniques des aménagements des ouvrages avec une astérisque dans ce tableau seront soumises à la validation des DREAL concernées.

Des buses sèches supplémentaires devront être mises en place au niveau de dix buses hydrauliques présentes sur des cours d'eau prioritaires pour le Vison d'Europe. Le pétitionnaire devra présenter pour le 1er avril 2012 la liste des ouvrages concernés et la méthodologie employée. L'ensemble de ces éléments sera soumis à validation de la DREAL Aquitaine et de la DREAL Poitou-Charentes.

Certains ouvrages pourront faire l'objet d'adaptations mineures en phase de travaux, liées à la topographie ou aux contraintes de chantier. Ces adaptations peuvent porter, par exemple, sur le calage fin de l'ouvrage, sur sa pente, sa longueur ou sa forme. Ces adaptations ne devront jamais être de nature à remettre en cause les principes de dimensionnement retenus, la continuité écologique et, dans le cas des ouvrages hydrauliques, le transport sédimentaire.
Ces adaptations devront être validées au préalable par la DREAL concernée (et le cas échéant par le service en charge de la Police de l'Eau).

14-1 Ouvrages hydrauliques bénéficiant à la faune sauvage :

En complément de leur fonction hydraulique, ces ouvrages doivent assurer une transparence de la ligne LGV SEA pour la faune aquatique, les mammifères semi-aquatiques ainsi que pour la petite voire grande faune sauvage. Ils font donc l'objet d'aménagements spécifiques listés dans **l'annexe n° 4** (banquettes latérales, recontitution de berges, ...).
L'implantation des ouvrages et travaux doit être adaptée aux caractères environnementaux des milieux aquatiques. Ceux-ci doivent être de nature à éviter ou, à défaut, à limiter autant que possible les perturbations sur les milieux tant terrestres qu'aquatiques présentant un intérêt floristique et/ou faunistique.
Dans le cas d'une modification du lit, les travaux de reconstitution seront orientés vers un objectif de restauration physique des cours d'eau : création d'un lit d'étiage, respectant les caractéristiques hydro-morphologiques de référence (pente naturelle du cours d'eau, section hydraulique, hauteurs de rives pour débit de débordement, granulométrie des fonds notamment), une diversification des profils en travers, des profils en long et des écoulements ainsi que la reconstitution du substrat.
Des mesures d'accompagnement ayant pour objectif la renaturation des berges reprofilées seront réalisées afin de restaurer la diversité des habitats et d'éviter la colonisation des rives par des espèces exotiques envahissantes. Ces travaux seront complétés par la plantation d'une ripisylve diversifiée constituée d'essences locales d'arbres de plein vent (aulnes, saules, frênes, tremble, peuplier noir, chênes,...) participant à la consolidation des berges et d'une strate arbustive (aubépines, églantiers, cornouillers, fusains, prunelliers,...), cet ensemble participant par ailleurs à la structuration du paysage et assurant un refuge et une source de nourriture pour la faune terrestre et semi-aquatique.
Les espèces végétales doivent être choisies parmi les espèces naturellement présentes sur les berges et les rives des cours d'eau. Les plantations de végétation à système racinaire peu profond ne permettant pas une bonne stabilité de berges et pouvant entraîner des perturbations importantes de l'écoulement des eaux en cas de déracinement, notamment les peupliers de culture, sont proscrites.

Mise en place d'un gradient de luminosité progressif au niveau des ouvrages : pour les cours d'eau abritant une faune piscicole, une implantation ou une reconstitution de la ripisylve aux deux extrémités des ouvrages devra être réalisée pour éviter un passage brutal ombre / lumière.

14- 2 Autres ouvrages :

Il s'agit des passages grande faune (PGF), des passages petite faune (PPF), des ouvrages mixtes et des Hop -Over.
Les abords de ces ouvrages devront faire l'objet d'un réaménagement biologique de qualité (nature du couvert végétal, implantation de haies, ...) afin de favoriser le passage de la faune sauvage et diriger celle-ci vers les ouvrages. Des aménagements annexes (pose et entretien de clôtures à mailles fines) seront également mis en oeuvre conformément à l'article 15 du présent arrêté).

La transparence écologique de l'infrastructure sera améliorée vis à vis des chiroptères pour les ouvrages suivants :

– au PK 6,309 : mise en place d'écrans (panneaux déflecteurs de vol) et traitements paysagers au niveau de l'ouvrage hydraulique (gîte temporaire recensé au niveau de l'ouvrage hydraulique);
– au PK 38,921 : implantation de traitements paysagers (plantations de haies de part et d'autre de l'infrastructure) guidant les chiroptères vers l'ouvrage de franchissement du chemin de fer;
– au PK 39,548 : mise en place de pallissades le long du pont;
– au PK 81,835 : installation d'écrans au niveau de l'ouvrage hydraulique.

Par ailleurs, pour les oiseaux, les modalités de réduction du risque de collision proposées au dossier devront être mises en oeuvre.

14-3 Suivi de la fonctionnalité des ouvrages de transparence :

Un suivi devra être appliqué par le pétitionnaire pour démontrer le fonctionnalité des ouvrages installés (recueil des indices de passage, pièges à sable, ...). Les DREAL devront valider les protocoles de suivi retenus.

Le pétitionnaire devra entretenir pendant la durée de la concession les abords des ouvrages dans un état compatible avec la transparence écologique. Les clôtures installées aux abords des ouvrages pour éviter le passage des animaux sur la ligne devront faire l'objet d'une attention régulière.

Ce suivi de la fonctionnalité des ouvrages de transparence écologique devra être réalisé au fur et à mesure de l'achèvement des ouvrages en phase de construction, tous les ans pendant les 3 premières années suivant la mise en service de la ligne, puis tous les 5 ans.

Le compte rendu de ces suivis et de l'entretien des ouvrages de transparence écologique devra être fourni annuellement au Comité de suivi défini à l'article 25. Des mesures correctives devront être mises en oeuvre en cas d'insuffisance fonctionnelle de ces ouvrages.

14-4 Franchissement du marais de la Virvée

La transparence de l'infrastructure au niveau du marais de la Virvée devra être améliorée par l'ajout d'ouvertures d'une longueur et d'une hauteur adaptées sur les passages en remblais sur les sections suivantes :
– section entre le viaduc de l'ancien estey Julien (ouvrage VIA 2948) et le viaduc du marais de la Virvée (ouvrage VIA 2950), au minimum un ouvrage ;
– section entre le viaduc du marais de la Virvée (ouvrage VIA 2950) et l'estey Verdun, au minimum 3 ouvrages.
Les ouvrages proposés seront soumis à validation de la DREAL Aquitaine.

SECTION 3 - PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES EN PHASE EXPLOITATION

Durant la phase exploitation, LISEA est tenu de mettre en oeuvre les mesures de réduction d'impact conformément au dossier, notamment les mesures suivantes.

ARTICLE 15 : Clôtures et aménagements définitifs

Conformément au dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (p 195 dossier faune 1/2 - Pièce 2 / Volume 02 – GCENV 21100 – B0, des clôtures définitives devront être mises en place tout au long de la ligne, selon les modalités suivantes en fonction des espèces animales potentielles aux abords de la voie :

1/ implantation d'une clôture de taille et de maille standard délimitant simplement les emprises en dehors de tout secteur à enjeu faunistique.

2/ implantation d'une clôture "grande et moyenne faune" de 2,50 m, dont 40 cm enterrés :
- avec bavolet 3 rangs de fils barbelés de 40 cm en présence du cerf ;
- sans bavolet en présence du chevreuil ou du sanglier

3/ installation d'une clôture "petite faune" :

- en déblai, la clôture sera positionnée en limite de l'emprise ;
- en remblai, la clôture sera calée selon la position des ouvrages de traversée pour la petite faune. Pour les ouvrages en bas de talus, la clôture faune sera calée au pied du remblai. Pour ceux en haut de talus, elle sera calée en tête de buse sur le linéaire concerné ;
- et sur les territoires suivants:

✔ aux abords des zones ayant été cartograhiées dans le dossier de demande comme présentant des habitats favorables aux amphibiens et reptiles (dont Cistude d'Europe) ainsi qu'aux abords de tout autre secteur se révélant utilisé par les amphibiens et les reptiles, la clôture sera complétée par un grillage à maille fine, installé de part et d'autre des ouvrages et sur tout le linéaire identifié comme sensible. Ces clôtures auront les caractéristiques suivantes : 80 cm de hauteur dont 60 cm hors sol, bavolet de 10 cm et 10 cm enterrés, grillage semi-rigide à mailles 5mm x 5mm ;

✔ aux abords des secteurs d'habitats favorables aux mammifères semi-aquatiques tels que cartographiés dans le dossier de demande de dérogation (Pièce 02 / Volume 04 – Atlas cartographique faune 1/2 - GCENV 21101 – B0) ainsi qu'aux abords de tout autre secteur se révélant utilisé par les mammifères semi-aquatiques, la clôture sera complétée par une clôture d'une hauteur de 1 m, dont 60 cm hors sol, bavolet de 10 cm et 30 cm enterrés, grillage semi-rigide à mailles 25mm x 25mm.

Pour l'ensemble des clôtures, le maître d'ouvrage devra s'assurer qu'aucun interstice n'existe au niveau des différents raccordements (grillage à grillage, grillage à ouvrage de franchissement, ...).

La cartographie définitive des installations sera transmise sous format papier et numérique aux DREAL concernées.

Le pétitionnaire devra inspecter et entretenir régulièrement ces clôtures pour maintenir leur efficacité.

ARTICLE 16 : Aménagement paysager

A l'issue des travaux de construction de la ligne, la remise en état des sites passera par la mise en œuvre d'un projet de plantations prenant en compte les enjeux écologiques. Ces réaménagements seront réalisés au sein de l'emprise travaux en excluant l'infrastructure stricte et ses composantes.

L'aménagement paysager portera notamment sur :

- les lisières de boisements traversés le long de l'emprise, en recréant successivement une strate herbacée rase, un ourlet herbacé, des fourrés arbustifs et le peuplement forestier;
- les abords d'emprise et les délaissés de manière à reconstituer des habitats pouvant être utilisés par des espèces animales remarquables impactées par le projet (insectes, chiroptères...).

Parallèlement, des plantations seront mises en œuvre de manière à rétablir les couloirs de vol des chiroptères. Ces aménagements présenteront les spécificités suivantes :

- des linéaires de haies seront installés perpendiculairement au tracé;
- les massifs arborés/arborescents seront supprimés de chaque côté à proximité de la zone de remblais (éclaircies préventives);
- aucune plantation ne sera réalisée sur la pente ou en haut de talus de remblais;
- la hauteur des haies sera toujours largement inférieure au bas du tablier du viaduc. Il sera procédé à un abaissement progressif de ces haies aux abords des ouvrages, la hauteur de vol des animaux se calant sur leur profil.

Les modalités détaillées de mise en œuvre de ces aménagements seront fournis aux DREAL pour validation au préalable. Les délais de transmission seront de 8 semaines, afin que les services de la DREAL puissent formuler leurs avis au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Cet aménagement sera réalisé en laissant s'exprimer autant que possible les colonisations spontanées de la flore locale. A ce titre, la valorisation de la végétation des friches, pour obtenir des semences d'espèces

réellement locales et bien adaptées aux conditions écologiques du site, sera envisagée pour ensemencer les talus en déblais/remblais.

Les plantations seront réalisées au moyen de plants d'espèces indigènes au territoire traversé et de provenance locale.

Pour chaque petite région agricole, la liste des espèces retenues, en fonction de leur écologie et des conditions stationnelles, ainsi que les protocoles de prélèvement (secteurs de prélèvement, modalités techniques...), de multiplication (choix des pépinières, contrat de culture, ...), de plantation et d'entretien (modalités techniques, périodicité, gestion des invasives...) seront soumis à la validation préalable des DREAL concernées.

L'utilisation du Robinier (*Robinia pseudoacacia*) et de l'Erable negundo (*Acer negundo*), du Faux Vernis du Japon (*Ailanthus altissima*) et de l'Arbre aux papillons (*Buddleia davidii*), espèces invasives est en particulier proscrite.

Les DREAL seront régulièrement informées de l'avancée de cette mesure.

ARTICLE 17 : Entretiens des voies et des abords

Pour l'entretien des voies et des abords de la LGV-SEA, les moyens mécaniques seront systématiquement privilégiés à l'usage des produits chimiques. Toutefois, considérant que l'entretien des voies, y compris par la mise en œuvre de produits phytopharmaceutiques s'impose au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire pour d'impératives raisons techniques et de sécurité, eu égard, néanmoins, à la sensibilité et à la qualité des milieux naturels et des ressources en eau, l'utilisation des produits phytopharmaceutiques se fera dans le respect des dispositions suivantes :

- les traitements ne seront appliqués, ni en période de hautes eaux, ni en période de pluie;
- l'entretien courant des ouvrages hydrauliques se fera sans utilisation de désherbants et ne doit pas permettre le développement des espèces végétales adventices;
- la programmation du traitement exclura les zones d'alimentation des captages pour l'eau potable, les écoulements et zones humides à enjeu majeur et fort, ainsi que les stations botaniques d'intérêt, telles que définies dans l'Atlas cartographique flore 1/2 du dossier de demande de dérogation déposé le 20 juillet 2011 (Pièce 03 / Volume 09 – GCENV 21103 – B0).

Chaque année, les dates de traitements et la cartographie des zones exclues du traitement seront fournies aux DREAL pour validation préalable. Les délais de transmission seront de 8 semaines, portés à 10 semaines pour les opérations à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre, afin que les services puissent se prononcer au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Les zones d'exclusion de traitements chimiques figurent à l'**annexe n°5**.

SECTION 4 – MESURES DE COMPENSATION

LISEA est tenu de mettre en œuvre les mesures de compensation telles que décrites dans le dossier du 20 janvier 2012 dont :

ARTICLE 18 : Sécurisation foncière et gestion de sites de compensation

Le bénéficiaire devra réaliser la sécurisation foncière de sites de compensation de surfaces telles que détaillées dans le tableau joint en **annexe n°6**.

Par espèce, la surface sécurisée globale sera détaillée pour chaque entité (échelle de la Petite Région Agricole ou du bassin versant hydrographique selon les espèces visées) du territoire impacté telle que présentée dans l'annexe 1 du dossier du 20 janvier 2012.

La sécurisation foncière pourra être réalisée par acquisition ou conventionnement. Le pourcentage des acquisitions devra a minima être le suivant pour les différentes espèces ou groupes d'espèces :

Espèce ou groupe d'espèces	Pourcentage minimal des surfaces en acquisition au sein de la compensation *Ces pourcentages constituent une base minimale et n'exonèrent pas de la prise en compte des engagements plus précis figurant aux arrêtés du 5 février 2010*
Mammifères semi aquatiques	20 %
dont Vison d'Europe	200 ha minimum
Mammifères terrestres	Non défini
Chiroptères	20 % (minimum de 200 ha)
Oiseaux de plaine	20 %
dont Outarde canepetière	160 ha
Oiseaux des milieux arborés	20 %
Poissons	Non défini
Reptiles	Non défini
Amphibiens	20 %
Insectes	20 %
Mollusques et crustacés	Non défini
Flore	50 %

Les sites sécurisés devront faire l'objet d'une gestion conservatoire pendant la durée de la concession de la LGV Tours-Bordeaux.

ARTICLE 19 : Modalités de validation d'un site de compensation

Un site proposé par le bénéficiaire ne pourra être éligible pour la compensation qu'après validation des DREAL concernées. Pour cela, le maître d'ouvrage devra présenter un diagnostic écologique réalisé selon un cahier des charges préalablement approuvé par chaque DREAL.

Une fois l'éligibilité du site approuvé, le maître d'ouvrage devra réaliser un plan de gestion. Celui-ci s'appuiera sur les cahiers des charges des mesures de gestion prévus dans le dossier "Eléments complémentaires en vue de la levée des réserves du comité permanent du CNPN". Ces cahiers des charges ainsi que le plan de gestion devront avoir été validés par chaque DREAL.

Au cas par cas, un site pourra être comptabilisé pour la compensation d'une à plusieurs espèces. Afin d'assurer le suivi de cette mutualisation, le bénéficiaire transmettra l'outil présenté dans le dossier "Eléments complémentaires en vue de la levée des réserves du comité permanent du CNPN" sous un délai de un mois à compter de la signature du présent arrêté.

En particulier, la cartographie sous Système d'Information Géographique de chaque site de compensation devra être transmise aux différentes DREAL dès validation d'un site.

ARTICLE 20 : Calendrier de mise en oeuvre

Les cahiers des charges liés aux modes de gestion pour les différents types de milieux et espèces devront être établis pour les trois régions impactées par le projet en concertation avec les acteurs de la protection de la nature et du monde agricole ou forestier.

Ils devront être validés par les DREAL avant le 15 octobre 2012.

A l'exception des surfaces de compensation de l'Outarde canepetière et du Vison d'Europe, la sécurisation foncière du reste de la surface de compensation devra être réalisée dans un délai de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté.

Espèce ou groupe d'espèces	**Calendrier de mise en œuvre de la compensation** (taux minimal cumulé de réalisation à la fin de chaque période)					
	mi- 2012	fin 2012	fin 2013	fin 2014	fin 2015	fin 2016
Mammifères semi aquatiques	-	40 %	85 %	100 %		
dont Vison d'Europe	25 %	50 %	75 %	100 %		
Mammifères terrestres	-	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %
Chiroptères	-	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %
Oiseaux de plaine	-	50 %	75 %	100 %		
dont Outarde canepetière	25 %	50 %	75 %	100 %		
Oiseaux des milieux arborés	-	20 %	40 %	60 %	80 %	100 %
Poissons	-	50 %	85 %	100 %		
Reptiles	-	30 %	60 %	100 %		
Amphibiens	-	50 %	85 %	100 %		
Insectes	-	40 %	70 %	100 %		
Mollusques et crustacés	-	30 %	70 %	100 %		
Flore	-	30 %	70 %	100 %		

Article 21 : Cas des secteurs de compensation issus des arrêtés ministériel et interpréfectoral du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées dans le cadre des travaux de défrichement et d'archéologie préventive pour la construction de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux

Les obligations résultant des arrêtés du 5 février 2010 précités sont portées à la charge de LISEA.

De manière à ce que l'Administration s'assure de la bonne articulation des obligations résultant de ces arrêtés avec celles résultant du présent arrêté, LISEA apportera toutes les justifications nécessaires à cet effet. Les DREAL concernées devront valider l'articulation proposée. LISEA sera tenu de se conformer aux prescriptions établies le cas échéant par les DREAL. Des arrêtés prescriront si nécessaire, en particulier sur la base des contrôles réalisés sur le terrain et sur la base des éléments transmis par LISEA, les obligations de LISEA .

SECTION 5 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

ARTICLE 22 : Assistance environnementale

LISEA mettra en œuvre un suivi environnemental du chantier organisé afin que soient assurées les opérations suivantes :

- intégrer les prescriptions du présent arrêté dès la phase étude :

- Déployer ces engagements jusqu'au niveau opérationnel par l'élaboration de Procédures Particulières Environnementales (PPE). Ces procédures sont spécifiques à chaque activité susceptible d'avoir une incidence et constituent, dans leur ensemble, un cahier des charges imposant un mode opératoire précis ;
- Suivre la bonne exécution des prescriptions spécifiques à la phase travaux et des aménagements pour la transparence écologique de l'infrastructure ;
- Caler les emprises sur le terrain et notamment piqueter les milieux à préserver ;
- Former le personnel technique de LISEA/COSEA et des entreprises sous-traitantes ;
- Suivre la remise en état (vérification de la bonne conduite des plantations, de la suppression des pistes chantier...).

Un plan, consignant les modalités de mise en œuvre de ces opérations, devra être réalisé sous la conduite de plusieurs ingénieurs écologues expérimentés dans les programmes de restauration écologique et le suivi de chantiers.

Les PPE devront être transmis aux DREAL tous les mois.

Le pétitionnaire impose aux entreprises réalisant les travaux d'appliquer les dispositions du présent arrêté. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (PRE).

ARTICLE 23 : Suivi

Un suivi des populations et des habitats d'espèces protégées impactées par la construction et l'exploitation de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux devra être réalisé pendant la durée de la concession.

Au niveau du marais de la Virvée, le suivi portera sur l'évolution des habitats par une étude phytosociologique ainsi que du contexte hydrologique par la pose et le relevé de piézomètres. Ces piézomètres devront être mis en place dans un délai de un mois à compter de la signature du présent arrêté.

Les protocoles de suivi seront soumis à la validation préalable des DREAL.

En particulier, un suivi de la fonctionnalité des ouvrages de transparence écologique devra être réalisé. Celui-ci devra être réalisé tous les ans en phase de construction et pendant les 3 premières années suivant la mise en service de la ligne. Il sera ensuite réalisé tous les cinq ans.

Le compte rendu de ces suivis et de l'entretien des ouvrages de transparence écologique devra être fourni annuellement au Comité de Suivi défini à l'article 25. Des mesures correctives devront être mises en oeuvre en cas d'insuffisance fonctionnelle de ces ouvrages.

ARTICLE 24 : Etudes permettant d'améliorer les connaissances sur certaines espèces

24.1 Espèces végétales directement impactées

Le pétitionnaire engagera, avant fin 2015, des études visant à l'amélioration des connaissances sur l'état de conservation et la biologie de plusieurs espèces impactées.

La liste de ces études et des espèces concernées est définie comme suit.

- Etudes phytosociologiques :
  - Crapaudine de Guillon;
  - Odontite de Jaubert.

- Inventaires :
  - Globulaire de Valence : inventaire et hiérarchisation des stations en Charente;
  - Lin des collines : inventaire et hiérarchisation des stations en Charente;
  - Gaillet boréal : inventaire et hiérarchisation des stations dans la Vienne et les Deux-Sèvres;
  - Piment royal : inventaire et hiérarchisation des stations en Charente et Charente-Maritime,
  - Odontite de Jaubert : inventaire et hiérarchisation des stations dans la Vienne, la Charente, la Charente-Maritime et la Gironde;

- Crapaudine de Guillon : inventaire et hiérarchisation des stations en Charente et Charente-Maritime.

Les protocoles d'études seront fournis au préalable pour validation aux DREAL.

24.2 Espèces végétales non directement impactées

Le pétitionnaire engagera, avant fin 2015, sur les sites concernés par le projet, les études suivantes :

- Etoile d'eau (37 et 86) : Suivi scientifique de l'espèce et de son habitat ainsi que du niveau d'eau des mares concernées par le projet;
- Œnanthe de Foucaud et Angélique des estuaires (33) : Suivi scientifique de l'espèce et de son habitat;
- Grande Douve, Pilulaire à globules, Gesse des marais, Œnanthe à feuilles de Silaüs (33) : suivi scientifique des espèces et de leurs habitats ainsi que du niveau d'eau de l'ensemble du marais de la Virvée;
- Gratiole officinale (37 et 33) : suivi scientifique de l'espèce et de son habitat ainsi que du niveau d'eau de l'ensemble du marais (Les Giraudières et marais de la Virvée).

En outre, LISEA s'engage à restaurer la station de Lupin à feuilles étroites de Nouâtre (37, présente dans la zone travaux, ainsi que le délaissé compris entre l'A10, la LGV et l'aire de repos de Maillé sur environ 4,5 ha, avec récupération de la banque de graines des sols).

Les protocoles d'études et de restauration seront fournis au préalable pour validation aux DREAL.

24.3 Espèces animales

Pour la Grande Mulette (dossier de demande – pièce 2/volume 3/dossier faune p831/919), LISEA participera à la réalisation d'actions préconisées dans le Plan National d'Actions pour les Margaritiferidae (approuvé en mars 2011) et à des programmes de reconquête de la qualité des eaux menés par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. LISEA participera également, au titre des actions transverses, au plan de restauration de l'Esturgeon d'Europe.

Pour les poissons, LISEA participera au PLAGEPOMI et à des études scientifiques améliorant l'état de connaissance des espèces.

D'une manière générale, LISEA orientera de l'ordre de 30 % des actions de sa Fondation d'entreprise LISEA -Biodiversité vers des espèces relevant de Plans Nationaux d'Actions.

TITRE 3 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 25 : Comité interdépartemental de suivi

Il est mis en place sous la présidence du Préfet de Région Poitou Charentes, Préfet de la Vienne, un comité inter-départemental de suivi des mesures de compensation aux destructions de spécimens et d'habitats d'espèces protégées. Ce comité composé de représentants des services de l'Etat chargés de la protection de la nature, de représentants du demandeur, des établissements publics de l'Etat, des conseils régionaux, des conseils généraux, des associations naturalistes agréées, et, en tant que de besoin, d'experts désignés par l'Etat, est chargé du contrôle de la mise en œuvre effective des différentes mesures prescrites par le présent arrêté.

Pendant le chantier, puis en phase d'exploitation, ce comité devra suivre la réalisation des mesures de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi conditionnant la présente dérogation.

Le comité se réunit au moins une fois par an pendant la phase de construction et de mise en œuvre des mesures de compensation, puis annuellement pendant la période d'exploitation de la ligne.

LISEA devra présenter un bilan annuel devant ce comité.

Ce rapport, en s'appuyant notamment sur le journal de bord visé à l'article 13, devra établir le bilan de l'avancement du chantier et de l'avancement de la mise en œuvre des différentes prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 26 : Comité technique

Un ou des comité(s) technique(s) composé(s) d'une ou de plusieurs DREAL et de LISEA se réuniront au minimum tous les 3 mois en phase chantier et tous 6 mois en phase exploitation de la ligne. Ils auront pour objet la vérification de la mise en œuvre et de la bonne application des différentes mesures prescrites par le présent arrêté. Les Directions Départementales des Territoires (et de la Mer), les services départementaux de l'ONCFS et de l'ONEMA et leurs échelons régionaux pourront y être associés si nécessaire.

ARTICLE 27 : Dossier de récolement

Dès l'achèvement de la phase travaux et au plus tard 3 mois après cet achèvement, le pétitionnaire adresse aux DREAL et en cinq exemplaires un dossier de récolement.

Ce dossier sera présenté sous la forme de fichiers électroniques établis à partir de logiciels standards et sera en outre constitué :

- d'un exemplaire papier des plans de récolement au 1/5.000ème indiquant l'implantation des ouvrages relevant de la présente autorisation en précisant les coordonnées géoréférencées des ouvrages;
- d'un tableau synthétique des caractéristiques de ces aménagements et une cartographie définitive;
- un plan de récolement spécifique pour les grands franchissements;
- toutes les pièces techniques et graphiques nécessaires à la parfaite connaissance des ouvrages tels qu'ils ont été réalisés et de leur mode de fonctionnement;
- un compte rendu de chantier établi au fur et à mesure de l'avancement de celui-ci, dans lequel le pétitionnaire retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures prises pour respecter les prescriptions précédentes ainsi que les effets identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Ce compte rendu doit être gardé à la disposition des services chargés de la police de l'eau. Il peut être structuré selon les différentes phases de réalisation des travaux.

ARTICLE 28 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le pétitionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

ARTICLE 29 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour la durée de la concession à compter de la date de début du contrat de concession fixée au 30 juin 2011. Elle cesse d'avoir effet dans le cas où il s'écoule un délai de plus de 7 ans entre la notification du présent arrêté et la mise en service des installations.

ARTICLE 30 : Cohérence entre les différentes dossiers déposés par LISEA

En cas d'incompatibilité entre les divers dossiers déposés par LISEA visés dans le présent arrêté, les mesures les plus favorables aux espèces protégées seront retenues.

ARTICLE 31 : Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le pétitionnaire est tenu de déclarer au Préfet du département et à la DREAL concernés les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, LISEA devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 32 : Sanctions et contrôle

Sous réserve de souscrire aux règles de sécurité imposées par les services de sécurité dans le cadre des travaux, les agents chargés de la police de la nature auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Les DREAL, les DDT, et les services départementaux de l'ONEMA et de l'ONCFS peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels, cartographiques. Le pétitionnaire permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

ARTICLE 33 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, la contribution pour l'aide juridique de 35 euros prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée, sauf justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 34 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde,
Le Secrétaire Général de la préfecture de la Vienne,
Le Secrétaire Général de la préfecture de la Charente,
Le Secrétaire Général des Deux-Sèvres,
Le Secrétaire Général de la préfecture de la Charente-Maritime,
Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Indre-et-Loire,
Le Directeur Régional de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement de l'Aquitaine,
La Directrice Régional de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement de Poitou-Charentes,
Le Directeur Régional de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement du Centre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde, de la Vienne, de la Charente, des Deux-Sèvres, de la Charente-Maritime et de l'Indre-et-Loire, qui sera notifié au pétitionnaire, et dont une copie sera transmise pour affichage aux maires visés à cet article et pour information à :

- M. le Préfet de Gironde,
- M. le Préfet de la Vienne,
- Mme. la Préfète de Charente,
- M. le Préfet des Deux-Sèvres,
- Mme. la Préfète de Charente-Maritime,
- M. le Préfet de l'Indre-et-Loire,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de l'Aquitaine,
- Mme. la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Poitou-Charentes,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Indre-et-Loire,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Charente,
- M. le Directeur Départemental des Territoires des Deux-Sèvres,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Charente-Maritime
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Gironde,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Vienne,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de l'Indre-et-Loire,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Charente,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage des Deux-Sèvres,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage de la Charente-Maritime,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Gironde,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Vienne,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Indre-et-Loire,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Charente,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Deux-Sèvres,
- M. le chef de service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Charente-Maritime
- Mme. la Déléguée Inter-régionale de l' Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
- M. le Délégué Inter-Régional de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

Fait le 24 FEV. 2012

Le Préfet de la Gironde

Le Préfet de la Vienne

Yves DASSONVILLE

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire

La Préfète de la Charente

La Préfète des Deux-Sèvres

Fait le 24 FEV 2017

Le Préfet de la Gironde

Le Préfet de la Vienne

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire

La Préfète de la Charente

La Préfète des Deux-Sèvres

Fait le 24 FEV. 2012

Le Préfet de la Gironde

Le Préfet de la Vienne

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire

La Préfète de la Charente

La Préfète des Deux-Sèvres



Fait le

24 FEV. 2012

Le Préfet de la Gironde

Le Préfet de la Vienne

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire

La Préfète de la Charente

La Préfète des Deux-Sèvres

Fait le 24 FEV. 2012

Le Préfet de la Gironde

Le Préfet de la Vienne

La Préfète de la Charente-Maritime

Le Préfet de l'Indre et Loire

La Préfète de la Charente

La Préfète des Deux-Sèvres

Christiane BARRET

Annexe n°1 à l'arrêté interpréfectoral du 24 février 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales protégées et de leurs habitats et d'espèces végétales protégées

LISTE des ESPECES VEGETALES OBJET de la PRESENTE DEROGATION			
Espèces		**Impact du projet : phase construction**	
NOM VERNACULAIRE	***NOM SCIENTIFIQUE***	**SURFACE (Ha)**	**SPECIMENS**
Ail rose	*Allium roseum*	0,54	100
Amarante de Bouchon	*Amaranthus bouchonii*	Non quantifié (enjeu faible)	Non quantifié (enjeu faible)
Renoncule à feuilles d'ophioglosse	*Ranunculus ophioglossifolius*	4,59	20 pieds / 1 population
Céphalanthère à longues feuilles	*Cephalanthera longifolia*	-	24 pieds, 2 populations
Crapaudine de Guillon	*Sideritis peyrei*	2,20	28 pieds, 2 populations
Fritillaire pintade	*Fritillaria meleagris*	1,09	220 pieds
Gaillet boréal	*Galium boreale*	0,08	Quelques tiges
Germandrée des marais	*Teucrium scordium*	-	516 tiges / 2 populations
Globulaire de Valence	*Globularia valentina*	2,44	516 tiges, 2 populations
Hélianthème en ombelle	*Halimium umbellatum*	6,00	Quelques pieds
Hottonie des marais	*Hottonia palustris*	0,06	Indéterminé (quelques pieds)
Lin d'Autriche	*Linum austriacum*	1,00	Quelques pieds
Lupin à feuilles étroites	*Lupinus angustifolius*	-	présence potentielle
Nerprun des rochers	*Rhamnus saxatilis*	1,25	82 pieds / 2 populations
Odontite de Jaubert	*Odontites jaubertianus*	5,60	Indéterminé
Orchis à fleurs lâches	*Anacamptis laxiflora*	3,75	51 pieds / 1 population
Pigamon jaune	*Thalictrum flavum*	4,59	102 pieds / 2 populations

Annexe n°1 à l'arrêté interpréfectoral du 24 février 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales protégées et de leurs habitats et d'espèces végétales protégées

LISTE des ESPECES VEGETALES OBJET de la PRESENTE DEROGATION			
Espèces		**Impact du projet : phase construction**	
NOM VERNACULAIRE	***NOM SCIENTIFIQUE***	**SURFACE (Ha)**	**SPECIMENS**
Piment royal	*Myrica gale*	7,35	524 pieds / 3 populations
Pulicaire Commune	*Pulicaria vulgaris*	0,02	84 pieds / 1 population
Rossolis à feuilles rondes	*Drosera rotundifolia*	0,07	32 pieds / 1 population
Rossolis intermédiaire	*Drosera intermedia*	0,07	154 pieds / 2 populations
Sabline des chaumes	*Arenaria controversa*	1,00	Quelques individus (non observés)
Samole de Valerand	*Samolus valerandi*	-	40 pieds / 1 population
Sérapias à labelle allongé	*Serapias vomeracea*	1,50	30 pieds / 1 population

LISTE des ESPECES ANIMALES OBJET de la PRESENTE DEROGATION									
	Espèces		Impact du projet						
	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	CERFA Faune Habitats	CERFA Faune Specimens	SURFACE (Ha)	LINEAIRE (ml)	SPECIMENS	phase construction	phase exploitation
Mammifères semi-aquatiques	Castor d'Eurasie	*Castor fiber*	Oui	Oui	10,13	111,73	Risque très limité, qq indiv.	X	/
	Loutre d'Europe	*Lutra lutra*	Oui	Oui	136,18	12156,87	Risque très limité, qq indiv.	X	/
	Musaraigne aquatique	*Neomys fodiens*	Oui	Oui	1,38 (avéré) + 74,43 (potentiel)	1 372 (avéré) + 15 000 (potentiel)	Risque limité, qq indiv.	X	/
	Vison d'Europe	*Mustela lutreola*	Oui	Oui	79,52	2422,88	Risque infime	X	/
Mammifères terrestres	Ecureuil roux	*Sciurus vulgaris*	Oui	Oui	659,93	-	Non quantifiable	X	/
	Genette commune	*Genetta genetta*	Oui	Oui	347,77	-	Non quantifiable	X	/
	Hérisson d'Europe	*Erinaceus europaeus*	Oui	Oui	1820,39	-	Non quantifiable	X	/
	Muscardin	*Muscardinus avellanarius*	Oui	Oui			Non quantifiable	X	/
Chiroptères	Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*	Oui	Oui	387,26	8523,19	Non quantifiable	X	X
	Grand / Petit murin	*Myotis myotis*	Oui	Oui	252,65	1887,80	Non quantifiable	X	X
	Grand rhinolophe	*Rhinolophus ferrumequinum*	Oui	Oui	145,45	3398,17	Non quantifiable	X	X
	Minioptère de Shreibers	*Miniopterus schreibersii*	Non	Oui	-	-	Non quantifiable	X	X
	Noctule commune	*Nyctalus noctula*	Oui	Oui	201,21	680,75	Non quantifiable	X	X
	Noctule de Leisler	*Nyctalus leisleri*	Oui	Oui	275,21	2546,17	Non quantifiable	X	X
	Noctule sp.		Oui	Oui	139,88	276,50	Non quantifiable	X	X
	Oreillard gris	*Plecotus austriacus*	Oui	Oui	5,26	276,50	Non quantifiable	X	X
	Oreillard roux	*Plecotus auritus*	Oui	Oui	86,91	0,00	Non quantifiable	X	X
	Oreillard sp.		Oui	Oui	222,08	2105,45	Non quantifiable	X	X
	Petit murin	*Myotis blythii*	Oui	Oui	Cf.Murin sp	Cf.Murin sp	Non quantifiable	X	X
	Petit rhinolophe	*Rhinolophus hipposideros*	Oui	Oui	291,70	4091,97	Non quantifiable	X	X
	Pipistrelle commune	*Pipistrellus pipistrellus*	Oui	Oui	507,59	1181,90	Non quantifiable	X	X
	Pipistrelle de Kuhl	*Pipistrellus kuhlii*	Oui	Oui	272,71	5984,82	Non quantifiable	X	X
	Pipistrelle de Nathusius	*Pipistrellus nathusii*	Oui	Oui	133,12	0,00	Non quantifiable	X	X
	Kuhl/Nathusius		Oui	Oui	83,85	3504,33	Non quantifiable	X	X
	Sérotine commune	*Eptesicus serotinus*	Oui	Oui	323,92	1965,28	Non quantifiable	X	X
	Vespertilion à moustaches	*Myotis mystacinus*	Oui	Oui	136,80	3595,90	Non quantifiable	X	X
	Vespertilion à oreilles échancrées	*Myotis emarginatus*	Oui	Oui	109,62	744,28	Non quantifiable	X	X
	Vespertilion à moustaches / à oreilles échancrées		Oui	Oui	2,81	728,19	Non quantifiable	X	X
	Vespertilion d'Alcathoe	*Myotis alcathoe*	Oui	Oui	14,03	562,86	Non quantifiable	X	X
	Vespertilion de Bechstein	*Myotis bechsteinii*	Oui	Oui	121,06	245,32	Non quantifiable	X	X
	Vespertilion de Daubenton	*Myotis daubentoni*	Oui	Oui	350,51	5073,32	Non quantifiable	X	X
	Vespertilion de Natterer	*Myotis nattereri*	Oui	Oui	267,94	6505,69	Non quantifiable	X	X

LISTE des ESPECES ANIMALES OBJET de la PRESENTE DEROGATION									
	Espèces		Impact du projet						
	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	CERFA Faune Habitats	CERFA Faune Specimens	SURFACE (Ha)	LINEAIRE (ml)	SPECIMENS	phase construction	phase exploitation
Oiseaux	Accenteur mouchet	*Prunella modularis*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Alouette lulu	*Lullula arborea*	Oui	Oui	5,41	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Autour des palombes	*Accipiter gentilis*	Oui	Oui	15,62	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Balbuzard Pêcheur	*Pandion haliaetus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Bergeronnette grise	*Motacilla alba*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Bergeronnette des ruisseaux	*Motacilla cinerea*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X

LISTE des ESPECES ANIMALES OBJET de la PRESENTE DEROGATION									
	Espèces		Impact du projet						
	NOM VERNACULAIRE	*NOM SCIENTIFIQUE*	CERFA Faune Habitats	CERFA Faune Specimens	SURFACE (Ha)	LINEAIRE (ml)	SPECIMENS	phase construction	phase exploitation
	Bergeronnette printanière	*Motacilla flava*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Bondrée apivore	*Pernis apivorus*	Oui	Oui	59,97	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Bouscarle de Cetti	*Cettia cetti*	Non	Oui	-	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Bouvreuil pivoine	*Pyrrhula pyrrhula*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Bruant des roseaux	*Emberiza schoeniclus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Bruant jaune	*Emberiza citrinella*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Bruant ortolan	*Emberiza hortulana*	Non	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Bruant proyer	*Emberiza calandra*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Bruant zizi	*Emberiza cirlus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Busard cendré	*Circus pygargus*	Oui	Oui	430,87	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Busard Saint-Martin	*Circus cyaneus*	Oui	Oui	496,37	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Buse variable	*Buteo buteo*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Chardonneret élégant	*Carduelis carduelis*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Chevalier sylvain	*Tringa glareola*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Chevêche d'Athéna	*Athene noctua*	Oui	Oui	24,40	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Choucas des tours	*Corvus monedula*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Chouette effraie	*Tyto alba*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Chouette hulotte	*Strix aluco*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Cigogne blanche	*Ciconia ciconia*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Circaète Jean-le-Blanc	*Circaetus gallicus*	Oui	Oui	44,25	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Cisticole des joncs	*Cisticola juncidis*	Non	Oui	-	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Cochevis huppé	*Galerida cristata*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Coucou gris	*Cuculus canorus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Engoulevent d'Europe	*Caprimulgus europaeus*	Oui	Oui	379,65	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Epervier d'Europe	*Accipiter nisus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Faucon crécerelle	*Falco tinnunculus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Faucon émerillon	*Falco columbarius*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Faucon hobereau	*Falco subbuteo*	Oui	Oui	9,64	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Faucon pèlerin	*Falco peregrinus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X

LISTE des ESPECES ANIMALES OBJET de la PRESENTE DEROGATION									
	Espèces		Impact du projet						
	NOM VERNACULAIRE	*NOM SCIENTIFIQUE*	CERFA Faune Habitats	CERFA Faune Specimens	SURFACE (Ha)	LINEAIRE (ml)	SPECIMENS	phase construction	phase exploitation
	Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Fauvette des jardins	*Sylvia borin*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Fauvette grisette	*Sylvia communis*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X

LISTE des ESPECES ANIMALES OBJET de la PRESENTE DEROGATION									
	Espèces		Impact du projet						
	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	CERFA Faune Habitats	CERFA Faune Specimens	SURFACE (Ha)	LINEAIRE (ml)	SPECIMENS	phase construction	phase exploitation
	Fauvette pitchou	*Sylvia undata*	Oui	Oui	15,66	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Grèbe huppé	*Podiceps cristatus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Gobemouche gris	*Muscicapa striata*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Gobemouche noir	*Ficedula hypoleuca*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Goéland argenté	*Larus argentatus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Goéland leucophée	*Larus michahellis*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Grand cormoran	*Phalacrocorax carbo*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Grande aigrette	*Casmerodius albus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Grèbe castagneux	*Tachybaptus ruficollis*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Grimpereau des jardins	*Certhia brachydactyla*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Grosbec casse-noyaux	*Coccothraustes coccothraustes*	Oui	Oui	0,01	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Grue cendrée	*Grus grus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Héron pourpré	*Ardea purpurea*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Hibou des marais	*Asio flammeus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Hibou moyen-duc	*Asio otus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Hirondelle de fenêtre	*Delichon urbica*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Hirondelle rustique	*Hirundo rustica*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Huppe fasciée	*Upupa epops*	Oui	Oui	49,11	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Hypolaïs polyglotte	*Hippolais polyglotta*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Linotte mélodieuse	*Carduelis cannabina*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Locustelle luscinoïde	*Locustella luscinioides*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Loriot d'Europe	*Oriolus oriolus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Martinet noir	*Apus apus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Martin-pêcheur d'Europe	*Alcedo atthis*	Oui	Oui	0,70	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Mésange à longue queue	*Aegithalos caudatus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Mésange bleue	*Parus caeruleus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Mésange charbonnière	*Parus major*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Mésange huppée	*Parus cristatus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Mésange noire	*Parus ater*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Mésange nonnette	*Parus palustris*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Milan noir	*Milvus migrans*	Oui	Oui	114,58	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Milan royal	*Milvus milvus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X
	Moineau domestique	*Passer domesticus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Moineau friquet	*Passer montanus*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque limité (collision)	X	X
	Moineau soulcie	*Petronia petronia*	Oui	Oui	Non quantifiable	-	Risque très limité (collision)	X	X

LISTE des ESPECES ANIMALES OBJET de la PRESENTE DEROGATION									
	Espèces		Impact du projet						
	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	CERFA Faune Habitats	CERFA Faune Specimens	SURFACE (Ha)	LINEAIRE (ml)	SPECIMENS	phase construction	phase exploitation
Amphibiens	Grenouille de Graf (grenouilles vertes s.l) Grenouille de Lessona (grenouilles vertes s.l) Grenouille de Perez (grenouilles vertes s.l) Grenouille rieuse (grenouilles vertes s.l) Grenouille verte (grenouilles vertes s.l)	*grenouilles vertes s.l*	Oui	Oui	22,6 (repro) + 453,6 (gagn/hiv)	-	Non quantifiable	X	/
	Pélodyte ponctué	*Pelodytes punctatus*	Non	Oui	1,00 (repro) + 37,33 (gagn/hiv)	-	Non quantifiable	X	/
	Rainette méridionale	*Hyla meridionalis*	Oui	Oui	(repro) + 113,52 (gagn/hiv)	-	Non quantifiable	X	/
	Rainette verte	*Hyla arborea*	Oui	Oui	1,1 (repro) + 265,38 (gagn/hiv)	-	Non quantifiable	X	/
	Salamandre tachetée	*Salamandra salamandra*	Non	Oui	(repro) + 218,04	-	Non quantifiable	X	/
	Triton crêté	*Triturus cristatus*	Oui	Oui	0,43 (repro) + 48,71 (gagn/hiv)	-	Non quantifiable	X	/
	Triton marbré	*Triturus marmoratus*	Oui	Oui	(repro) + 172,88 (gagn/hiv)	-	Non quantifiable	X	/
	Triton palmé	*Lissotriton helveticus*	Non	Oui	(repro) + 324,66 (gagn/hiv)	-	Non quantifiable	X	/
Libellules	Agrion de mercure	*Coenagrion*	Non	Oui	7,24	11000,59	Non quantifiable	X	/
	Cordulie à corps fin	*Oxygastra curtisii*	Oui	Oui	0,82	807,57	Non quantifiable	X	/
	Gomphe à pattes jaunes	*Gomphus flavipes*	Oui	Oui	0,73	-	Non quantifiable	X	/
	Gomphe de Graslin	*Gomphus graslinii*	Oui	Oui	2,24	-	Non quantifiable	X	/
Papillons	Azuré du serpolet	*Maculinea anon*	Oui	Oui	15,07	-	Non quantifiable	X	/
	Bacchante	*Lopinga achine*	Oui	Oui	5,68	-	Non quantifiable	X	/
	Cuivré des marais	*Lycaena dispar*	Oui	Oui	12,41	-	Non quantifiable	X	/
	Damier de la Succise	*Euphydryas aurinia*	Non	Oui	11,85	8156,75	Non quantifiable	X	/
	Fadet des laîches	*Coenonympha oedippus*	Oui	Oui	55,29	-	Non quantifiable	X	/
	Sphinx de l'épilobe	*Proserpinus proserpina*	Oui	Oui	0,71	-	Non quantifiable	X	/
Coléoptères	Grand capricorne	*Cerambyx cerdo*	Oui	Oui	15,01	493,90	Non quantifiable	X	/
	Rosalie des alpes	*Rosalia alpina*	Oui	Oui	1,94	56,59	Non quantifiable	X	/
Crustacés	Ecrevisse à pieds blancs	*Austropotamobius pallipes*	Oui	Oui	-	649,99	Non quantifiable	X	/
Mollusques	Grande mulette	*Margaritifera*	Oui	Oui	0,56	-	Risque très limité, dépl. +8000 indiv.	X	/
	Mulette épaisse	*Unio crassus*	Oui	Oui	0,87	552,29		X	/

Annexe 2 à l'arrêté du 24 février 2012 autorisant la dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales protégées et de leurs habitats et d'espèces végétales protégées

Liste des cours d'eau concernés par la prise en compte du Vison d'Europe

Projet SEA - Demande de dérogation à la législation sur les espèces et habitats d'espèces protégées
Ecoulements (ou milieux) concernés par le Vison d'Europe

Départ.	Commune	PK	Ecoulement (ou milieu) concerné	Caractéristique Vison : - Réparition : potentielle / avérée - Habitat : principal / secondaire
16	Londigny	153,551	Bief de la Péruse	Vison - potentielle - principal
16	Londigny	153,700	La Péruse	Vison - potentielle - principal
16	Courcôme	166,186	Le Bief (Fontiaud)	Vison - potentielle - principal
16	Charmé	170,253	Le Puymarteau	Vison - potentielle - principal
16	Charmé	170,884 / 172,570 / 172,620	Le Bief	Vison - potentielle - principal
16	Luxé	173,414 / 174,200	Chalançon	Vison - potentielle
16	Luxé	173,848 / 174,2	Joncasses	Vison - potentielle - principal
16	Luxé	175,964	Les Acourants	Vison - potentielle - principal
16	Luxé	177,000	La Charente Nord	Vison - avérée - principal
16	Villognon	180,35/ 180,490	Ruisseau de la Brangerie	Vison - potentielle - principal
16	Xambes	181,000	Ruisseau de Verrières	Vison - secondaire
16	Vouharte	189,270 à 190	La Charente Médiane	Vison - avérée - principal
16	Saint-Genis-d'Hiersac	190,270	Les Godinauds	Vison - principal
16	Linars	203,400	La Nouère + Le Jenses	Vison - potentielle - principal
16	Linars	203,400	La Nouère bief	Vison - potentielle - principal
16	Linars	205,150 à 205,450	La Charente Sud	Vison - avérée - principal
16	La Couronne	207,77 / 212	La Boëme	Vison - avérée - principal
16	Roullet-Saint-Estèphe	210,040	Les Buffe-Ajasses	Vison - principal
16	Roullet-Saint-Estèphe	212,000	Le Vacher	Vison - principal
16	Roullet-Saint-Estèphe	212,000	La Vieille Boëme	Vison - avérée - principal
16	Roullet-Saint-Estèphe	212,000	La Petite Boëme	Vison - avérée - principal
16	Roullet-Saint-Estèphe	212,000	La Font Bertin	Vison - principal
16	La Couronne	212,000	Le Moulin de la Courade	Vison - avérée - principal
16	Roullet-Saint-Estèphe	212,000	Les Balluts	Vison - principal
16	Claix	215,000	Le Claix	Vison - avérée - principal
16	Claix	216,690	Chez Papin	Vison - secondaire
16	Champagne-Vigny	219,690	L'Ecly	Vison - avérée - principal
16	Bécheresse	221,92 / 222,020	Chez Boutrit	Vison - avérée - principal
16	Blanzac-Porcheresse	222,38 / 222,890 / 223,150	Fontaine Ladre	Vison - avérée - principal
16	Blanzac-Porcheresse	223,100	Le Talus	Vison - avérée - principal
16	Blanzac-Porcheresse	222,890	Le Debaud	Vison - principal
16	Blanzac-Porcheresse	223,500	Le Né	Vison - avérée - principal
16	Blanzac-Porcheresse	223,700	Le Né (bras secondaire)	Vison - avérée - principal
16	Pérignac	224,360	La Flerade	Vison - secondaire
16	Saint-Léger	225,110	Fontaine des Filles	Vison - avérée - principal
16	Blanzac-Porcheresse	227,120	La Grande Eau	Vison - avérée - principal
16	Cressac-Saint-Genis	228,560	La Tache	Vison - avérée - principal
16	Cressac-Saint-Genis	229,470	Le Journaud	Vison - avérée - principal
16	Cressac-Saint-Genis	229,700	L'Arce	Vison - avérée - principal
16	Deviat	230,430	La Faye	Vison - avérée - principal
16	Deviat	231,670	Chez Papillaud	Vison - avérée - principal
16	Poullignac	233,750	La Gorre	Vison - avérée - principal
16	Sainte-Souline	237,010 / 237,36	Les Hautes Lunettes	Vison - avérée - secondaire
16	Passirac	238,08 / 238,150	Fontaine de Chez Boucherie	Vison - secondaire
16	Chatignac	239,320	La Maury	Vison - avérée - principal
16	Brossac	240,980	La Viveronne	Vison - avérée - principal
16	Brossac	241,440	Pompinier 1	Vison - avérée - principal
16	Brossac	242,460	La Fontaine de Barret	Vison - avérée - principal
16	Brossac	244,940	Ruisseau des Lorettes (branche Nord)	Vison - avérée - principal

Projet SEA - Demande de dérogation à la législation sur les espèces et habitats d'espèces protégées
Ecoulements (ou milieux) concernés par le Vison d'Europe

Départ.	Commune	PK	Ecoulement (ou milieu) concerné	Caractéristique Vison : - Réparition : potentielle / avérée - Habitat : principal / secondaire
16	Saint-Vallier	245,4 / 245,670	Chez Gruet	Vison - principal
16	Saint-Vallier	245,900	Ruisseau des Lorettes (branche Sud)	Vison - avérée - principal
16	Saint-Vallier	246,090	Rabouin Sud	Vison - principal
16	Saint-Vallier	246,500	Thalweg	Vison - principal
16	Saint-Vallier	247,340	Chez Balais	Vison - avérée - principal
16	Saint-Vallier	247,57 / 247,720	Chez Périou	Vison - secondaire
16	Saint-Vallier	248,210	La Fontenelle	Vison - avérée - secondaire
16	Saint-Vallier	250,480	La Cabourne	Vison - avérée - principal
16	Saint-Vallier	250,700	Le Palais	Vison - avérée - principal
16	Saint-Vallier	250,700	Le Pigeonnier	Vison - principal
17	Boresse-et-Martron	251,792	La Nauve du Merle	Vison - avérée - principal
17	Boresse-et-Martron	252,475	Le Martron	Vison - avérée - principal
17	Boresse-et-Martron	252,913	Ruisseau de l'Agrière	Vison - avérée - principal
17	Neuvicq	253,601	Les Enclos / La Randée	Vison - principal
17	Neuvicq	253,936	Ruisseau de Chateauroux	Vison - avérée - principal
17	Neuvicq	253,936	Les Effets	Vison - principal
17	Neuvicq	254,637	Les Quatre Puits	Vison - avérée - principal
17	Neuvicq	255,358	La Maisonnette	Vison - principal
17	Montguyon	255,866	La Goujonne	Vison - avérée - principal
17	Montguyon	256,775	Ricot / La Butte	Vison - avérée - principal
17	Montguyon	257,534	Le Gat	Vison - avérée - principal
17	Montguyon	258,422	La Bourgette / Le Marquet	Vison - avérée - principal
17	Montguyon	259,840	Le Mouzon	Vison - avérée - principal
17	Montguyon	260,589	La Nauve	Vison - avérée - principal
17	Clérac	261,820	Le Ramard	Vison - principal
17	Clérac	262,425 à 262,5	Le Lary	Vison - avérée - principal
17	Clérac	262,917 / 263,836 / 265,383 / 265,430	L'Espie	Vison - avérée - principal
17	Clérac	263,100	Ruisseau de la gare	Vison - principal
17	Clérac	264,338 / 264,370	La Faiencerie	Vison - principal
17	Clérac	264,7 / 264,720	Le Petit Jard	Vison - principal
17	Clérac	265,393 / 265,430	L'Espie	Vison - principal
17	Clérac	267,105	Les Marais	Vison - principal
17	Clérac	267,100	La Tourmoure	Vison - principal
17	Clérac	267,798 / 274,850 / 277,700 /	Le Meudon	Vison - avérée - principal
17	Clérac	268,084	Ruisseau de la Fontaine de Mazaubert	Vison - avérée - principal
17	Clérac	268,364	La Chaume	Vison - principal
17	Clérac	268,897	Le Terrier du Peu	Vison - principal
17	Clérac	270,112 / 270,130	Les Nauves de Frouin	Vison - principal
33	Lapouyade	270,871	Ruisseau Pas de Lapouyade	Vison - avérée - principal
33	Laruscade	274,000	Ruisseau Le Bois Noir	Vison - avérée - principal
33	Laruscade	275,607 / 275,620	Les Sables	Vison - principal
33	Laruscade	276,861 / 276,880	La Grange	Vison - principal
33	Laruscade	278,154	Caboche	Vison - avérée - principal
33	Laruscade	279,620	La Saye	Vison - avérée - principal
33	Cavignac	279,889	Le Baudet	Vison - avérée - principal
33	Marsas	281,827	Ruisseau de Fontgerveau	Vison - avérée - principal
33	Marsas	283,000	La Virvée	Vison - avérée - principal
33	Marsas	283,633	Guillem Marceau / Le Launay	Vison - principal
33	Gauriaguet	284,050	La Devine	Vison - principal
33	Gauriaguet	284,986	Meillier (1) + Gueymard	Vison - secondaire
33	Gauriaguet	285,26 / 285,272	Meillier / Baillargeau	Vison - principal
33	Peujard	286,200	Ruisseau du Riou Long	Vison - avérée
33	Aubie-et-Espessas	287,13 : 287,236	Ruisseau Le Polu	Vison - principal
33	Saint-André-de-Cubzac	289,469 / 289,560	Ruisseau Lafont	Vison - avérée - principal
33	Saint-André-de-Cubzac	289,933	Seignan	Vison - avérée - principal

**Projet SEA - Demande de dérogation à la législation sur les espèces et habitats d'espèces protégées
Ecoulements (ou milieux) concernés par le Vison d'Europe**

Départ.	Commune	PK	Ecoulement (ou milieu) concerné	Caractéristique Vison : - Réparition : potentielle / avérée - Habitat : principal / secondaire
33	Cubzac-les-Ponts	294,560	Ancien Estey Saint Julien	Vison - avérée - principal
33	Cubzac-les-Ponts	295,095	Marais de la Virvée + Estey Saint-Julien	Vison - avérée - principal
33	Cubzac-les-Ponts	295,500	Estey Verdun	Vison - avérée - principal
33	Cubzac-les-Ponts	296,330	La Virvée	Vison - avérée - principal
33	Saint-Romain-la-Virvée	296,840	La Dordogne	Vison - avérée - principal
33	Sain-Loubès / Saint-Vincent-de-Paul	297,9 à 298,5	Gravières	Vison - principal
33	Ambarès-et-Lagrave	301,38	Estey du Gua dérivation	Vison - principal
33	Ambarès-et-Lagrave	301,4	Estey du Gua	Vison - principal

Annexe n°3 à l'arrêté interpréfectoral du 24 février 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales protégées et de leurs habitats et d'espèces végétales protégées

Liste des personnes habilitées pour le déplacement exceptionnel de spécimens d'amphibiens, de reptiles et de hérison piégés dans l'emprise travaux.

Secteurs du tracé	Chargés Environnement de la Direction Opérationnelle	Lots correspondants	Chargés Environnement du Sous-groupement Infrastructure
Secteur 1 PK 0.0 PK 42.4	Emmanuelle PIOT	**Lots 1 et 2** PK 0.0 PK 42.4	Richard Brun et Tiphaine DEHEUL
Secteur 2 PK 42.4 PK 122.2	Magali ROMAND et Cécile DAVAL	**Lots 3 et 4** PK 42.4 PK 89.0	Sylvain GIRARD
		Lots 5 et 6 PK 89.0 PK 122.2	Nicolas FAYET
Secteur 3 PK 122.2 PK 205.5	Arianne GLEIZE et Brice WEBER	**Lots 7 et 8** PK 122.2 PK 161.3	Marjolaine WOCH
		Lots 9 à 11 PK 161.3 PK 205.5	Amandine AUCERNE et Stéphanie POTAGE
Secteur 4 PK 205.5 PK 301.6	Cynthia GOTRAND et Sylvie BOISSIER	**Lots 12 et 13** PK 205.5 PK 251.0	Vincent DORNIER, Ludovic DUMAS et Eve OLYMPIE
		Lots 14 et 15 PK 251.0 PK 301.6	Emmanuel DELFOSSE et Cécile CANTENOT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 411-2 et R. 411-1 à R. 411-14,

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4°de l'article L 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté ministériel du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de de destruction d'individus et d'habitats d'espèces protégées dans le cadre des opérations de déboisement et d'archéologie préventive préalables à la construction et à l'exploitation de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux,

VU l'arrêté inter-préfectoral du 5 février 2010 autorisant Réseau Ferré de France à déroger à l'interdiction de destruction d'individus et d'habitats d'espèces protégées dans le cadre des opérations de déboisement et d'archéologie préventive préalables à la construction et à l'exploitation de la Ligne à Grande Vitesse Tours-Bordeaux,

VU l'arrêté ministériel du 24 février 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 24 février 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées ;

VU le dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées – Modifications et compléments – déposé par LISEA le 10 octobre 2012,

VU le dossier « Addendum au dossier modificatif », déposé par LISEA le 08 novembre 2012,

VU l'avis du comité permanent du Conseil National de Protection de la Nature, réuni le 14 novembre 2012 ;

VU les compléments apportés par LISEA le 21 décembre 2012 répondant à plusieurs observations formulées par le comité permanent du CNPN, dont un atlas cartographique consolidé des modifications d'emprises (pièce n°2 GCENV21201 A1) ;

CONSIDERANT que les emprises actualisées n'engendrent pas une augmentation des impacts pour la majorité des espèces protégées et leurs habitats et que les mesures compensatoires seront renforcées au prorata des surfaces nouvelles impactées pour les autres espèces ;

CONSIDERANT que le complément à la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou à la dégradation des aires de repos et des sites de reproduction ainsi qu'à la destruction et à la perturbation intentionnelle de spécimens de ces espèces ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté ministériel du 24 février 2012 est complété comme suit.

- L'article 2 de l'arrêté ministériel du 24 février 2012 est complété après son premier alinéa par :

« Concernant l'emprise travaux de la LGV SEA, la prise en compte du dossier du 10 octobre 2012 et de son addendum du 08 novembre 2012 conduit à un périmètre actualisé de 5309 hectares dont le détail est précisé dans l'atlas cartographique (pièce n°2 GCENV21201 A1).

Un constat de non intervention sur les reliquats d'emprise (zones exclues des emprises visées à l'arrêté du 24 février 2012), devra être fourni aux DREAL à la fin des travaux de construction du génie civil afin d'attester de l'absence d'impacts liés au chantier LGV SEA sur les espèces protégées et leurs habitats. »

- Le première alinéa de la section 1 de l'arrêté ministériel du 24 février 2012 est remplacé par :

« Durant la phase chantier, LISEA est tenu de mettre en œuvre les mesures de réduction d'impacts conformément aux dossiers relatifs à la demande de dérogation déposés les 20 juillet, 14 novembre et 15 décembre 2011, et 20 janvier, 10 octobre et 8 novembre 2012. »

- L'article 10 de l'arrêté ministériel du 24 février 2012 est modifié comme suit:

L'intitulé de l'article est complété et remplacé par : « zones de dépôts, carrières d'emprunt et dégagements d'emprises: prise en compte des nouvelles données faunistiques et floristiques acquises au cours de la phase travaux »

Un article 10.3 intitulé « Pour les sites dans l'emprise complémentaire du projet » est ajouté .

Il est ainsi rédigé :

« Avant travaux de dégagement des emprises, pour les 155 secteurs ayant fait l'objet d'une fiche de suivi des excédents (emprises complémentaires), conformément à la pièce 4 du dossier déposé le 10 octobre 2012, et pour l'ensemble des autres excédents d'emprise d'une surface supérieure à 5 hectares, les éléments issus de l'analyse cartographique fournie au dossier de demande feront l'objet d'une confrontation avec des informations issues d'observations de « terrain » plus récentes, principalement sur les habitats d'espèces.

Ces éléments d'information doivent permettre la mise en œuvre en phase chantier des mesures de réduction d'impact prévues aux articles 7, 8, 9 et 11.

Lorsque seront constatés des discordances ou des éléments nouveaux modifiant significativement les informations initiales, LISEA informera la DREAL concernée avant le début des travaux et établira un rapport présentant les mesures mises en œuvre pour éviter ou réduire les impacts complémentaires. Les impacts résiduels potentiels découlant seront pris en compte pour évaluer les besoins de compensation précisés à la section 4 de l'arrêté ministériel du 24 février 2012. »

Un article 10.4 intitulé : « Pour les sites dans l'emprise du projet et faisant l'objet d'informations floristique et faunistiques nouvelles » est rajouté.

Il est ainsi rédigé :
« Tout élément de connaissance nouveau intervenant pendant la phase travaux relatif à des espèces protégées ou leurs habitats, fera l'objet d'une information à la DREAL. Lorsque ces informations mettront en avant des impacts potentiels non pris en compte dans les dossiers de demande de dérogation déposés, LISEA présentera les mesures pour éviter les impacts complémentaires et permettre la mise en œuvre des mesures de réduction d'impact prévues aux articles 7, 8, 9 et 11 .

S'ils existent, les impacts résiduels potentiels découlant seront pris en compte pour évaluer les besoins de compensation précisés à la section 4 .

Les travaux pourront être exécutés si les modifications apportées aux mesures de compensation initialement validées dans l'arrêté du 24 février 2012 garantissent le maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces protégées concernées et ne remettent pas significativement en cause la conservation de ces espèces dans leur globalité. »

- Le première alinéa de la section 4 de l'arrêté ministériel du 24 février 2012 est complétée par :

Le premier alinéa est supprimé et remplacé par :
« LISEA est tenu de mettre en œuvre les mesures de compensation telles que décrites dans le dossier du 20 janvier 2012, complété par le dossier du 10 octobre 2012 et son addendum du 08 novembre 2012. »

- L'article 18 de l'arrêté ministériel du 24 février 2012 est complété par :

Le premier alinéa est complété par :
« Au vu des évolutions d'emprise et du niveau d'impact constaté, le tableau des mesures compensatoires de cette **annexe n°4** devra être réactualisé par LISEA tous les ans pour intégrer les évolutions (à la hausse ou à la baisse) de niveau d'impacts constatées en phase chantier et dans le cadre des dispositions prévues à l'article 10 . Le tableau actualisé des mesures compensatoires devra faire l'objet d'une validation par les DREAL. A l'achèvement de la phase travaux, un état définitif des impacts sera établi et le niveau de compensation définitif, espèce par espèce, sera validé par les DREAL. »

L'annexe 4 mentionnée au deuxième alinéa est supprimée et remplacée par une version consolidée jointe au présent arrêté.

- L'article 23 de l'arrêté ministériel du 24 février 2012 est complété par :

L'alinéa 3 est complété et remplacé par :
« Les protocoles de suivi pour les mesures de compensation et la fonctionnalité des ouvrages de transparence écologique, fondés notamment sur des indicateurs biologiques seront soumis avant le 31 décembre 2013 à la validation des DREAL.

En phase chantier, LISEA devra présenter un bilan annuel des mesures de réduction, d'accompagnement et de suivi et un bilan semestriel de la mise en œuvre des mesures de compensation définies dans les différents arrêtés. Ce rapport, devra s'appuyer notamment sur le journal de bord visé à l'article 13 , et établira le bilan de l'avancement du chantier et de la mise en œuvre des différentes prescriptions des arrêtés et de l'avancement de la compensation. Après analyse par les DREAL, il sera présenté au comité permanent du CNPN. »

ARTICLE 2 :

En dehors des éléments de l'article 1 du présent arrêté, les prescriptions définies dans l'arrêté ministériel du 24 février 2012 ne sont pas modifiées.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, la contribution pour l'aide juridique de 35 euros prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée, sauf justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 4 : Exécution

Le directeur de l'Eau et de la Biodiversité, les préfets de la Gironde, de la Vienne, de la Charente, des Deux-Sèvres, de la Charente-Maritime et de l'Indre-et-Loire, les Directeurs Régionaux de l'Aménagement, de l'Environnement et du Logement de l'Aquitaine, de Poitou-Charentes et du Centre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, de la Vienne, de la Charente, des Deux-Sèvres, de la Charente-Maritime et de l'Indre-et-Loire.

Fait le 21 DEC. 2012

Pour la ministre et par délégation
Le Directeur de l'eau et de la biodiversité

Laurent ROY

ANNEXE 4 à l'arrêté ministériel du 24 février 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces animales protégées et de leurs habitats actualisée à la date du 21 décembre 2012

Espèces animales		Quantification et caractérisation des mesures compensatoires actualisées au 21/12/2012						
Nom vernaculaire	Nom latin	Surfaces (ha)	Linéaires (mètres)	Ratio	Échelle géographique prioritaire de recherche	Échelle géographique élargie de recherche	Nature de la compensation	Exigence particulière (habitat ou biogéographie)
Vison	*Mustela lutreola*	718,44 ha	19153 ml	2 et 10	bassin versant hydrographique	Aire du PNA Vison	Restauration / Gestion des habitats avérés ou potentiels à moyen terme -Reconnection de noyaux patrimoniaux	Restauration / Gestion des habitats avérés ou potentiels à moyen terme -Reconnection de noyau patrimoniaux
Loutre	*Lutra lutra*	559,71 ha	43243 ml	2 à 5	bassin versant hydrographique	bassin versant hydrographique	Restauration / Gestion des habitats avérés ou potentiels à moyen terme -Reconnection de noyaux patrimoniaux	-
Outarde canepetière	*Tetrax tetrax*	702,00 ha	-	Destruction : 5 Perturbation ZPS : 40 ha/km Si jumelage : 20 ha/km	plaine à outardes canepetière (dans et hors ZPS)	plaine à outardes canepetière (dans et hors ZPS)	Création et gestion d'un couvert herbacé favorable - création de corridors alimentaires	-
Râle des genets	*Crex crex*	35,00 ha	-	spécifique hors ratio	Unité bocagère	Petite région agricole	Restauration et gestion de prairies inondables / humides	-

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE CHARENTE

Arrêté n °2012059-0013

signé par Le Préfet
le 28 Février 2012

Préfecture de Charente
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'utilité publique et des procédures environnementales

portant autorisation des installations de la ligne à grande vitesse Sud- Europe Atlantique au titre de la loi sur l'eau - Bassin versant de la Charente

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE

PRÉFET DES DEUX-SEVRES

ARRETE INTER PREFECTORAL N°

portant autorisation des installations de la ligne à grande vitesse Sud-Europe Atlantique (LGV-SEA) au titre de la loi sur l'eau (articles L. 214-1 à L214-11 du code de l'environnement) - Bassin versant de la Charente

Sur le territoire des communes de : ASNIERES SUR NOUERE, BECHERESSE, BESSAC, BIGNAC, BLANZAC PORCHERESSE, BROSSAC, CELLETTES, CHAMPAGNE VIGNY, CHARME, CHATIGNAC, CLAIX, COULONGES, COURCOME, CRESSAC SAINT GENIS, DEVIAT, FLEAC, JUILLE, LA CHEVRERIE, LA COURONNE, LA FAYE, LIGNE, LINARS, LONDIGNY, LUXE, MARSAC, MONTIGNAC CHARENTE, MONTJEAN, NERSAC, NONAC, PASSIRAC, PERIGNAC, PLASSAC-ROUFFIAC, POULLIGNAC, RAIX, ROULLET ST ESTEPHE, SAINT AMANT DE BOIXE, SAINT FRAIGNE, SAINT LEGER, SAINT SATURNIN, SAINTE SOULINE, ST GENIS D HIERSAC, ST MARTIN DU CLOCHER, TROIS PALIS, VERVANT, VILLEFAGNAN, VILLIERS LE ROUX, VILLOGNON, VOUHARTE, XAMBES dans le département de la Charente

et celui des communes de LIMALONGES, PLIBOU et SAUZE VAUSSAIS dans le département des Deux-Sèvres

La Préfète de la Charente
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du mérite

La Préfète des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu la directive 2008/32/CE du 11 mars 2008 du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, en ce qui concerne les compétences d'exécution conférées à la Commission

Vu la directive européenne 2009/147/CEE du 30 novembre 2009, concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

Vu le code de l'environnement et notamment le livre II Titre 1er ainsi que le livre IV Titre 1er ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'expropriation et notamment les articles R.11-14-1 à R.11-14-15 ;

Vu le code civil, et notamment son article 640 ;

Vu le décret n° 94-354 du 29 avril 1994 modifié, relatif aux zones de répartition des eaux ;

Vu le décret du 18 juillet 2006 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation entre les communes de Villognon et d'Ambarès-et-Lagrave du tronçon Angoulême–Bordeaux de la ligne ferroviaire à grande vitesse Sud-Europe-Atlantique et emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols des communes de Saint-Genis-d'Hiersac, Marsac, Asnières-sur-Nouère, Fléac, Linars,Nersac, La Couronne, Roullet-Saint-Estèphe et Claix dans le département de la Charente, Saint-Martin-d'Ary, Montguyon et Clérac dans le département de la Charente-Maritime, Lapouyade, Cavignac, Aubie-et-Espessas, Saint-Antoine, Saint-André-de-Cubzac, Cubzac-les-Ponts, Saint Romain-la-Virvée, Saint-Loubès, Saint-Vincent-de-Paul et Ambarès-et-Lagrave dans le département de la Gironde ;

Vu le décret du 10 juin 2009 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation entre les communes de Saint-Avertin et de Nambes du tronçon Tours–Angoulême de la ligne ferroviaire à grande vitesse Sud Europe Atlantique et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Saint-Avertin, Veigné, Montbazon, Monts, Sorigny, Villeperdue, Sainte-Catherine-de-Fierbois, Sepmes, Draché, La Celle-Saint-Avant, Nouâtre et Antogny-le-Tillac dans le département d'Indre-et-Loire, des communes de Saint-Gervais les-Trois-Clochers, Saint-Genest-d'Ambière, Thuré, Scorbé-Clairvaux, Colombiers, Marigny-Brizay, Jaunay Clan, Chasseneuil-du Poitou, Migné-Auxances, Poitiers, Biard, Vouneuil-sous-Biard, Fontaine-le-Comte, Ligugé, Coulombiers, Marigny-Chemereau, Celle-Lévescault, Payré et Chaunay dans le département de la Vienne, de la commune de Sauzé-Vaussais dans le département des Deux-Sèvres, de la commune de Villefagnan dans le département de la Charente et du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du Seuil du Poitou ;

Vu le décret n°2011-761 du 28 juin 2011 approuvant le contrat de concession passé entre Réseau Ferré de France et la société LISEA pour le financement, la conception, la construction, la maintenance et l'exploitation de la ligne ferroviaire à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LGV SEA) entre Tours et Bordeaux et des raccordements au réseau existant ;

Vu l'arrêté du Préfet Coordonnateur de Bassin en date du 18 novembre 2009, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures et vu les dispositions du SDAGE du bassin Loire-Bretagne ;

Vu l'arrêté du Préfet Coordonnateur de Bassin en date du 1er décembre 2009, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures et vu les dispositions du SDAGE du bassin Adour-Garonne ;

Vu l'arrêté de prescriptions générales du 13 février 2002 applicable aux IOTA relevant de la rubrique 3.1.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0, 1.1.2.0, 1.2.1.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités ayant un impact sur la luminosité soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature définies par l'article R.214-1 du code de l'environnement modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006 ;

Vu l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de

l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006 ;

Vu l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature définie par l'article R.214-1 du code de l'environnement modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006 ;

Vu l'arrêté du 13 février 2002 de prescriptions générales pour les installations, ouvrages, travaux ou remblais en lit majeur soumis à déclaration ;

Vu l'arrêté du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 1999 portant application du décret no 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration (ou à autorisation suivant la surface totale cumulée) en application des articles L.214 1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret no 93-743 du 29 mars 1993 modifié par l'arrêté du 27 juillet 2006 paru le 25 août 2006 ;

Vu l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de délimitation et de définition des zones humides et l'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural qui fixe de nouvelles dispositions concernant la mise sur le marché et l'utilisation de ces produits et qui modifient ou complètent les prescriptions en vigueur, notamment celles figurant dans leurs décisions d'autorisation de mise sur le marché et sur leurs étiquetages ;

Vu l'arrêté ministériel portant désignation du site FR5412021 (zone de protection spéciale) « Plaine de Villefagnan » en date du 6 juillet 2004 ;

Vu l'arrêté ministériel portant désignation du site FR5412006 (zone de protection spéciale) « Vallée de la Charente en amont d'Angoulême » en date du 6 juillet 2004 ;

Vu l'arrêté ministériel portant désignation du site FR5400405 (zone spéciale de conservation) « Coteaux calcaires entre les Bouchauds et Marsac» en date du 9 août 2006 ;

Vu l'arrêté ministériel portant désignation du site FR5400422 (zone spéciale de conservation) « Landes de Touverac - Saint Vallier » en date du 9 août 2006 ;

Vu l'arrêté ministériel portant désignation du site FR5402009 (zone spéciale de conservation) « Vallée de la Charente entre Angoulême et Cognac et ses principaux affluents Soloire, Boëme, Echelle » en date du 21 août 2006 ;

Vu l'arrêté ministériel portant désignation du site FR5402010 (zone spéciale de conservation) « Vallées du Lary et du Palais » en date du 21 août 2006 ;

Vu l'arrêté ministériel portant désignation du site FR5400417 (zone spéciale de conservation) « Vallée du Né et ses principaux affluents » en date du 22 août 2006 ;

Vu l'arrêté ministériel portant désignation du site FR5400420 (zone spéciale de conservation) « Coteaux du Montmorélien » en date du 27 mai 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel portant désignation du site FR5400411 (zone spéciale de conservation) « Chaumes du Vignac et de Clérignac » en date du 27 mai 2009 ;

Vu l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement

Vu l'arrêté ministériel du 24 février 2012 du 24 février 2012 et l'arrêté inter-préfectoral du 24 février 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées,

Vu l'arrêté du préfet de région aquitaine du 17 décembre 2008 approuvant le plan de gestion des poissons migrateurs 2008-2012 du bassin de la Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 1995 définissant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux sur le département de la Charente ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1995 définissant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux situées dans les bassins Loire-Bretagne et Adour Garonne sur le département des Deux-Sèvres ;

Vu les arrêtés cadre en vigueur délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoires des usages de l'eau dans les départements de la Charente et des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mai 2008 portant règlement particulier de la police de la navigation intérieure ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2000 approuvant le plan de prévention du risque inondation du bassin de la Charente, agglomération d'Angoulême ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 approuvant le plan de prévention du risque inondation du bassin de la Charente, agglomération de Jarnac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 07 août 2001 approuvant le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Charente, de Linars à Bassac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 07 août 2001 approuvant le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Charente, de Montignac à Balzac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 février 2002 approuvant le plan de prévention du risque inondation de la vallée du Bandiat, modifié par arrêté préfectoral du 14 septembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mars 2002 approuvant le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Tardoire, modifié par arrêté préfectoral du 14 septembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02 septembre 2002 approuvant le plan de prévention du risque inondation du bassin de la Charente, de Montignac à Mansle, modifié par arrêté préfectoral du 14 septembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 09 décembre 2002 approuvant le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Charente et de l'Argentor ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 2003 approuvant le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Vienne, modifié par arrêté préfectoral du 12 mai 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2009 relatif à l'interdiction d'application de produits phytopharmaceutique à proximité des milieux aquatiques en Charente,

Vu l'arrêté préfectoral du 08 juin 2009 relatif à l'interdiction d'application de produits phytopharmaceutique à proximité des milieux aquatiques en Deux-Sèvres,

Vu le Plan départemental pour la protection du milieu aquatique et la gestion des ressources piscicole de la Charente établi en avril 2006 par la fédération de la pêche et de la protection du milieu aquatique de la Charente,

Vu « le dossier des engagements de l'état » - phase 1 Angoulême – Bordeaux de mars 2007 et phase 2 Tours – Angoulême de juillet 2009 ;

Vu la demande d'autorisation déposée, au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement, reçue le 11 mars 2011, par la Société LISEA, relative à la construction de la ligne à grande vitesse (LGV-SEA) Sud Europe Atlantique entre Tours et Bordeaux, pour sa partie située dans **l'emprise du bassin versant de la Charente ;**

Sur le département de la Charente, sur le territoire des communes de :

Asnières Sur Nouère, Becheresse, Bessac, Bignac, Blanzac-Porcheresse, Brossac, Cellettes, Champagne-Vigny, Charmé, Chatignac, Claix, Coulonges, Courcôme, Cressac-Saint-Genis, Deviat, Fléac, Juillé, La Chèvrerie, La Couronne, La Faye, Ligné, Linars, Londigny, Luxé, Marsac, Montignac-Charente, Montjean, Nersac, Nonac, Passirac, Pérignac, Plassac-rouffiac, Poullignac, Raix, Roullet-St-Estèphe, Saint-Amant-De-Boixe, Saint-Fraigne, Saint-Léger, Saint-Saturnin, Sainte-Souline, St-Genis-D'hiersac, St-Martin-Du-Clocher, Trois-Palis, Vervant, Villefagnan, Villiers-Le-Roux, Villognon, Vouharte, Xambes

Sur le département des Deux-Sèvres, sur le territoire des communes de :

Limalonges, Pliboux et Sauzé-Vaussais ;

Vu les demandes de compléments de la Direction départementale des territoires de la Charente en date du 6 mai 2011 ;

Vu les avis des services consultés, à savoir : la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Poitou-Charentes du 1er juillet 2011, l' Agence Régionale de Santé en date du 2 mai 2011 et du 29 juin 2011, la délégation inter-régionale Centre Poitou Charente de l'Office National de l'Eau et des milieux aquatiques du 28 avril 2011 et son service départemental Charente du 14 avril 2011, de la Direction départementale des territoires des Deux-Sèvres du 12 avril 2011 ;

Vu la déclaration de recevabilité du dossier de demande d'autorisation suite aux demandes de compléments en date du 1er juillet 2011 ;

Vu la demande d'autorisation complète et régulière déposée, au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement, reçue le 20 juillet 2011, par la Société LISEA, relative à la construction de la ligne à grande vitesse (LGV-SEA) Sud Europe Atlantique entre Tours et Bordeaux, pour sa partie située dans l'emprise du bassin versant de la Charente ;

Vu l'avis de Monsieur Yves LEMORDANT, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département des Deux-Sèvres, en date du 30 mars 2011 et relatif à la traversée des périmètres de protection du captage de la Foncaltrie par la LGV Sud Europe Atlantique ;

Vu l'avis de Monsieur Yves LEMORDANT, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département de la Charente, en date du 6 août 2011 et relatif à la traversée du bassin d'alimentation du captage de la Mouvière (Aunac) par la LGV Sud Europe Atlantique ;

Vu l'avis de Monsieur Yves LEMORDANT, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département de la Charente, en date du 23 août 2011 et relatif au passage à proximité des périmètres de protection du captage du Ponty par la LGV Sud Europe Atlantique

Vu l'arrêté d'ouverture d'enquête publique inter-départementale en date du 27 juillet 2011 ;

Vu l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 29 août 2011 au 30 septembre 2011 inclus ;

Vu le rapport de la commission d'enquête en date du 17 novembre 2011 déposé à la préfecture de la Charente (siège de l'enquête) ;

Vu le rapport rédigé par le service Eau Environnement Risques de la direction départementale des territoires de la Charente en date du 17 janvier 2012 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Charente et des Deux-Sèvres en date respectivement du 31 janvier et du 27 janvier 2012 ;

V u l'arrêté du 16 février 2012 fixant un délais supplémentaire pour l'instruction de la demande ;

Vu le projet d'arrêté adressé à LISEA en date du 20 février 2012 ;

Vu la réponse formulée par le pétitionnaire reçue le 27 février 2012 ;

Considérant que l'opération projetée relève, au regard du dossier présenté par le pétitionnaire, du régime d'autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau définie à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux dispositions de l'article L.211-1 du Code de l'Environnement, en particulier :

– en assurant *la prévention des inondations et la protection des eaux [superficielles et souterraines] [ainsi que] la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs et indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître [leur] dégradation en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques,*

– en satisfaisant *les exigences de l'alimentation en eau potable de la population [ainsi que celles] de la conservation et du libre écoulement des eaux ;*

Considérant que les recindements, les dérivations de cours d'eau et les protections des berges par enrochement soit sont renaturés, soit donnent lieu à compensation ;

Considérant que les remblais en lit majeur, bien que limités sont de nature à générer des incidences significatives qui donnent lieu à des mesures compensatoires ;

Considérant que les travaux de construction de la ligne LGV étant de nature à entraîner des impacts sur la végétation des zones humides ainsi que sur la circulation des eaux superficielles et dans les nappes souterraines peu profondes, ils imposent la mise en place de mesures correctives telles que des dispositifs pour rétablir la circulation des eaux ;

Considérant la nécessité de mettre en place des mesures compensatoires en contrepartie de l'impact de la LGV-SEA sur le milieu, dont, en particulier, les zones humides et que les orientations du SDAGE Adour-Garonne conduisent à compenser les zones humides impactées au taux minimal de 200% et prévoient des mesures de compensation pour atteinte à tous les milieux à forts enjeux environnementaux (zones humides, cours d'eau en très bon état, cours d'eau jouant le rôle de réservoir biologique et/ou d'axe à grands migrateurs amphihalins, habitats d'espèces remarquables) ;

Considérant que l'orientation 8B2 du SDAGE Loire-Bretagne conduit à compenser la destruction de zones humides dans un même bassin versant, par la recréation ou la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la qualité de la biodiversité les zones humides impactées ; à défaut, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200% de la surface supprimée.

Considérant que les points d'eaux et les nappes souterraines sont susceptibles d'être impactées quantitativement et qualitativement tant par les travaux que par l'exploitation de la LGV-SEA, et que les mesures de prévention et de protection appropriées seront mises en œuvre, telles que notamment les mesures de suivi à moyen et long terme de ces points d'eau et, en tant que de besoin, la réalisation en enceinte étanche (tubage métallique des pieux de fondation) des fondations des ouvrages d'art pour éviter tout risque de pollution ;

Considérant que les objectifs d'atteinte du bon état écologique et de non dégradation des milieux aquatiques fixés par la Directive Cadre sur l'Eau nécessitent de pouvoir suivre les impacts à moyen et long terme des aménagements liés à la LGV-SEA et donc la mise en place d'un suivi des différents ouvrages et des milieux concernés ;

Considérant les sites Natura 2000 présents sur l'ensemble du tracé de la ligne LGV et notamment ceux situés sur le bassin versant de la Charente ;

Considérant la prise en compte des mesures complémentaires et compensatoires mises en œuvre sur les sites Natura 2000 ;

Considérant que la Préfète de la Charente coordonne pour le bassin versant de Charente l'instruction du dossier de demande d'autorisation, la mise en œuvre et le suivi de la présente autorisation ;

Sur proposition des secrétaires généraux de la préfecture de la Charente et des Deux-Sèvres,

ARRETENT

Table des matières

Article 1 Objet de l'autorisation....9
Article 2 Sensibilité des milieux aquatiques....13
Article 3 Stations écologiques à enjeux....13
Article 4 Ouvrages hydrauliques de franchissement....14
Article 4.1 Ouvrages de franchissement provisoires....15
Article 4.2 Ouvrages de franchissement définitifs....16
Article 4.3 Mesures spécifiques aux franchissements des vallées alluviales et humides des cours d'eau notables et de la Charente....17
Article 5 Dérivation et restauration de cours d'eau....18
Article 6 Ripisylve et Protection de berges des cours d'eau....19
Article 7 Remblais....20
Article 7.1 Remblais hors zones inondables et hors zones humides....20
Article 7.2 Remblais en zones inondables et en zones humides....20
Article 8 La gestion des eaux de la plateforme ferroviaire ou routière....21
Article 8.1 Réseau de Collecte....21
Article 8.2 Traitement des eaux de la plate-forme....22
Article 9 Eaux souterraines et plans d'eau....22
Article 10 Ouvrages hydrauliques de franchissement....23
Article 10.1 Ouvrages de franchissement provisoires (cf. article 4.1)....24
Article 10.2 Dérivations de cours d'eau et protection des berges par enrochement....25
Article 10.3 Préservation des espèces piscicoles lors d'intervention sur cours d'eau,....25
Article 10.4 Mesures relatives à la navigation sur la Charente....25
Article 11 Assèchement et remblais de zones humides....25
Article 12 Gestion des eaux de ruissellement en phase chantier....26
Article 13 Espèces invasives....29
Article 14 - Bases-vie et zones de chantier....29
Article 15 Prélèvements pour les besoins des chantiers....30
Article 15.1 Conditions de prélèvements dans les eaux souterraines....30
Article 15.2 Conditions de prélèvements dans les eaux superficielles....31
Article 15.3 Restriction en cas d'arrêté sécheresse....31
Article 15.4 Conditions d'implantation et d'exploitation des installations de prélèvement....31
Article 15.5 Entretien....32
Article 15.6 Conditions d'arrêt des installations de prélèvement....32
Article 16 Mares et Plans d'eau....33
Article 17 Organisation du chantier....33
Article 17.1 Période de réalisation des travaux....33
Article 17.2 Plan et planning du chantier....34
Article 18 pilotage et suivi des travaux....34
Article 18.1 Pilotage interne....34
Article 18.2 Pilotage externe....34
Article 18.3 Informations des Services de Police de l'Eau et des tiers....35
Article 18.4 Remise en état à l'issue des travaux....35
Article 19 Suivi des eaux superficielles en phase chantier....36
Article 19.1 Suivi de la qualité des eaux rejetées....36
Article 19.2 Suivi de la quantité des eaux prélevées....39
Article 20 Suivi quantitatif et qualitatif des puits, forages et points d'eau en nappe à usages privés ou publiques et mesures d'accompagnement....39
Article 20.1 Modalités de suivi des puits et des points d'eau....40
Article 20.2 Suivi des points d'eau à usage d'eau potable collectifs ou privés....42
Article 21 Entretien et Suivi en phase d'exploitation....46
Article 21.1 Entretien....46

Article 21.2 Suivi....47
Article 21.2.1 Suivi de la qualité des eaux et des sédiments....47
Article 21.2.2 Suivi des points d'eau sensibles....48
Article 21.2.3 Suivi des ouvrages hydrauliques....48
Article 22 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident....49
Article 22.1 En phase de travaux....49
Article 22.2 En phase d'exploitation....50
Article 23 Mesures pour la faune terrestre associés aux cours d'eau....51
Article 23.1 En phase chantier....51
Article 23.1.1 Limitation des emprises chantier....51
Article 23.1.2 Restauration des milieux dégradés par le chantier....51
Article 23.1.3 Périodes d'interventions pour les déboisements et premiers terrassements....51
Article 23.1.4 Organisation particulière du chantier lors de l'ouverture des milieux humides....52
Article 23.2 En phase d'exploitation....52
Article 23.2.1 Engrillagement....52
Article 23.2.2 Optimisation dans la localisation des bassins de rétention des eaux pluviales....53
Article 23.2.3 Rétablissement de la transparence de connexion pour la faune semi-aquatique....53
Article 24 Mesures pour la faune aquatique....53
Article 24.1 En phase chantier....53
Article 24.2 En phase d'exploitation....53
Article 25 Mesures compensatoires sur les milieux aquatiques et les habitats, faune, flore et associés....55
Article 25.1 Milieux aquatiques et des zones humides....55
Article 25.2 Prescriptions complémentaires liées aux sites Natura 2000....56
Article 25.3 Mesures de sauvegarde et de préservation pour les reptiles et les amphibiens....57
Article 25.4 Mares de substitutions....58
Article 25.5 Mesures relatives aux insectes inféodés à l'eau....59
Article 25.6 Mesures relatives aux oiseaux....59
Article 25.7 Mesures relatives aux poissons, à la continuité écologique et aux zones de frayères....59
Article 25.8 Mesures relatives aux chiroptères....61
Article 25.9 Mesures relatives aux mollusques....62
Article 25.10 Mesures permanentes en faveur de la flore inféodée à l'eau....63
Article 25.11 Modalités de suivi des mesures....63
Article 26 Dossier de récolement....65
Article 27 Durée de l'autorisation....65
Article 28 Conformité au dossier et modifications....65
Article 29 Caractère de l'autorisation....66
Article 30 Déclaration des incidents ou accidents....66
Article 31 Conditions de renouvellement de l'autorisation....66
Article 32 Transmission de l'autorisation à une autre personne....67
Article 33 Cessation et Remise en état des lieux....67
Article 34 Accès aux chantiers et aux installations....67
Article 35 Droits des tiers....67
Article 36 Autres réglementations....67
Article 37 Publication et information des tiers....67
Article 38 Voies et délais de recours....68
Article 39 Exécution....69
ANNEXES....70

Titre I – Objet de l'autorisation

Article 1 Objet de l'autorisation

En application de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement, LISEA représentée par Hervé TRICOT, président, dûment habilité à l'effet des présentes, est autorisée, aux conditions du dossier de demande d'autorisation présenté par le pétitionnaire et sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les travaux de construction de la ligne à grande vitesse (LGV-SEA) Sud-Europe-Atlantique qui relie Tours à Bordeaux.

La présente autorisation vaut pour le tronçon dénommé "Bassin versant de la Charente"soit du PK 146,7 à PK 240 sur le district Adour-Garonne et du PK 145,7 à 146,7 sur le district Loire-Bretagne.

Le tronçon est situé sur le territoire des communes de :

Sur le département de la Charente :

ASNIERES SUR NOUERE, BECHERESSE, BESSAC, BIGNAC, BLANZAC PORCHERESSE, BROSSAC, CELLETTES, CHAMPAGNE VIGNY, CHARME, CHATIGNAC, CLAIX, COULONGES, COURCOME, CRESSAC SAINT GENIS, DEVIAT, FLEAC, JUILLE, LA CHEVRERIE, LA COURONNE, LA FAYE, LIGNE, LINARS, LONDIGNY, LUXE, MARSAC, MONTIGNAC CHARENTE, MONTJEAN, NERSAC, NONAC, PASSIRAC, PERIGNAC, PLASSAC ROUFFIAC, POULLIGNAC, RAIX, ROULLET ST ESTEPHE, SAINT AMANT DE BOIXE, SAINT FRAIGNE, SAINT LEGER, SAINT SATURNIN, SAINTE SOULINE, ST GENIS D'HIERSAC, ST MARTIN DU CLOCHER, TROIS PALIS, VERVANT, VILLEFAGNAN, VILLIERS LE ROUX, VILLOGNON, VOUHARTE, XAMBES

Sur le département des Deux-Sèvres :

LIMALONGES, PLIBOU et SAUZE VAUSSAIS.

La présente autorisation porte sur les ouvrages, installations et travaux liés aux aménagements suivants :

- la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse du PK 145,7 au PK 240 dont les ouvrages en terre et les ouvrages de franchissement (ouvrages d'arts, ouvrages hydrauliques et autres ouvrages de rétablissement), les équipements ferroviaires (voie, ballast, …),
- les raccordements au réseau existant,
- les installations permettant la construction et l'exploitation de la ligne (bases travaux, bases de maintenance, les ouvrages d'accès aux ouvrages et équipements, les sous stations d'alimentation électriques), les installations de chantier,
- les dépôts provisoires et définitifs de matériaux excédentaires,
- les éléments connexes d'insertion dans l'environnement (rétablissement et voies latérales, voies de désenclavement, mesures de protection de la ressource en eau, protections acoustiques, aménagements paysagers, mesures de génie écologique, mesures environnementales compensatoires).

Ces ouvrages peuvent présenter un caractère définitif (ouvrages hydrauliques, ouvrages de traitement des eaux, remblais en zones humides, dérivations de cours d'eau...) ou provisoire-(durée de présence estimée de 6 mois à 2 ans) nécessaires à la construction de ces derniers (ouvrages hydrauliques provisoires, pompages pour les besoins du chantier...).

La présente autorisation s'inscrit dans la nomenclature de l'article R.214-1 au titre des rubriques suivantes :

Rubriques	Intitulé des rubriques (Art. R.214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT) concernées par le projet SEA	Régime	Remarques
	Titre Ier : Prélèvements		
1.1.1.0	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un ouvrage domestique exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'affecter un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Déclaration	Phase études, travaux et suivis : - pompages d'eaux souterraines pour les besoins en eau du chantier - piézomètres de suivi - ouvrages de suivi qualitatif - réalisation d'ouvrages en compensation (demande de dossier au cas par cas)
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	Autorisation	Phase travaux et exploitation : effet de drainage des eaux souterraines par les déblais. Phase travaux : prélèvements d'eaux souterraines pour les besoins en eau du chantier. (1.3.1.0)
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m3 / h (A)	Autorisation	Phase travaux : pompages d'eaux superficielles pour les besoins en eau du chantier, pompage dans les gravières existantes. (1.3.1.0)
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m3 / h (A) ;	Autorisation	Les prélèvements d'eau pour les besoins du chantier du bassin Charente sont concernés par la Zone de Répartition des Eaux Charente et sont soumis à autorisation dès 8 m3/h.
	Titre II : Rejets		
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Les eaux usées des aires d'installations du chantier seront : soit raccordées à l'assainissement collectif, soit traitées par un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation locale. Dans ce dernier cas, les flux de pollution seront conformes aux normes en vigueur.
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;	Autorisation	Des rejets d'eaux pluviales auront lieu en phase travaux et en phase d'exploitation. La superficie du projet et des bassins versants naturels interceptés par le projet est supérieure à 20 ha.

2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 (Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol) ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 (Station d'épuration ou dispositif d'assainissement non collectif) et 2.1.2.0 (Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées), la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 2° Supérieure à 2 000 m3 / j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m3 / j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D)	Déclaration	Rejets d'eaux en phase travaux et exploitation. Les eaux souterraines drainées par les déblais humides seront rejetées dans les eaux superficielles.
Titre III : Impacts sur le milieu aquatique ou sur la sécurité publique			
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ;	Autorisation	Ouvrages provisoires de franchissement de cours d'eau en lit mineur, et aménagements nécessaires à la construction des ouvrages définitifs en lit mineur (phase travaux). Ils constituent un obstacle à l'écoulement des crues (A)
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 (Consolidation ou protection des berges), ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;	Autorisation	Ouvrages provisoires ou définitifs de franchissement de cours d'eau, aménagements nécessaires à la construction des ouvrages définitifs en lit mineur et dérivations provisoires et définitives de cours d'eau. Le linéaire cumulé est supérieur à 100 m en phase travaux et en phase exploitation.
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) ;	Autorisation	Ouvrages provisoires de franchissement de cours d'eau, supérieurs à 10 m de longueur (phase travaux). Ouvrages définitifs de franchissement de cours d'eau supérieurs à 10 m, voire supérieurs à 100 m dans certains cas.
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ;	Autorisation	En entrée et sortie d'ouvrages hydrauliques, ou sur le linéaire de dérivation des cours d'eau soumis à risque d'érosion : consolidation ou protection des berges par des techniques autres que végétales vivantes (enrochements par exemple).
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens , ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A) ;	Autorisation	L'emprise des travaux et ouvrages provisoires et définitifs sur les cours d'eau sont de nature à détruire les frayères.

3.2.1.0	3.2.1.0. Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1- Supérieur à 2 000 m³ ; (A) 2- Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 ; (A) 3- Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D)	Déclaration	Les opérations et travaux sur cours d'eau peuvent nécessiter le curage de portion de cours d'eau relevant au minimum du régime déclaratif : cette rubrique pourra s'appliquer en fonction des seuils
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m2 (A) ;	Autorisation	Ouvrages provisoires ou définitifs et modification des zones d'expansion des crues : création de remblais, plateformes, construction de piles, construction de pistes, etc. dans le lit majeur d'un cours d'eau.
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ;	Autorisation	Ouvrages provisoires ou définitifs : création de bassins provisoires ou définitifs, considérés comme « plans d'eau permanents ou non ». Création de milieux de substitution pour les amphibiens.
3.2.4.0	2° Autres vidanges de plans d'eau dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors pisciculturres mentionnées à l'article L. 431-6, hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 431-7 (D).	Déclaration	Rejets d'eaux en phase travaux et d'exploitation. Vidange des bassins provisoires ou définitifs, considérés comme « plans d'eau » (Cf. rubrique 3.2.3.0 ci-avant). Vidange de plans d'eau avant comblement.
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ;	Autorisation	Ouvrages provisoires ou définitifs et mesures de compensation hydraulique : destruction de zones humides sur des surfaces supérieures à 1 ha.
3.2.5.0	Barrage de retenue et digues de canaux : 1° De classes A, B ou C (A) ; 2° De classe D (D).	D	Les bassins sont susceptibles d'avoir des hauteurs de digues supérieures à 2m.
3.3.2.0	Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie : 1° Supérieure ou égale à 100 ha (A) ;	Autorisation	Création ou rétablissement de réseaux de drainage (fossés latéraux de collecte des eaux par exemple).

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages travaux ou activités relevant de ces rubriques **et en particulier les suivantes :**

1.1.1.0 Déclaration : Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

1.1.2.0, 1.2.1.0 et 1.3.1.0 Autorisation : Arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

3.1.2.0 Autorisation : Arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration conduisant à modifier le profil ou à dériver un cours d'eau

3.1.3.0 Autorisation : Arrêté du 13 février 2002 de prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités ayant un impact sur la luminosité

3.1.4.0 Autorisation : Arrêté du 13 février 2002 de prescriptions générales pour les protections de berges.

3.2.2.0 Autorisation : Arrêté du 13 février 2002 de prescriptions générales pour les installations, ouvrages, travaux ou remblais en lit majeur

3.2.3.0 Autorisation : Arrêté du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau

3.2.4.0 Déclaration : Arrêté du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration.

3.3.1.0 Autorisation : Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de délimitation et de définition des zones humides. Arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008.

Article 2 Sensibilité des milieux aquatiques

Le tableau **annexe 1** présente la liste des principaux cours d'eau interceptés par le projet selon leur enjeu. Ces cours d'eau assortis d'une bande de 250 m de large de part et d'autre du lit, sont considérés comme :

- cours d'eau à enjeux très forts s'ils sont concernés par une de ces catégories : réservoir biologique du SDAGE, axe grand migrateurs, zone action prioritaire anguille, en très bon état écologique, classés au titre du 1432-6 ou au titre du L 214-17 du code de l'environnement, cours d'eau accueillant une "espèce remarquable"(espèces soumises à réglementation, espèces d'intérêts communautaires, espèces rares ou menacées au niveau national ou régional, espèces patrimoniales, habitats remarquables de la directive "habitat", habitats d'espèces),

- cours d'eau à enjeux forts : affluent d'un cours d'eau classé à enjeux très forts, ou cours d'eau où la présence d'une frayère est avérée,

- cours d'eau à enjeux moyens : présence potentielle de frayères ; s'il apparaît au cours des travaux que la présence de frayères est confirmée, le cours d'eau passe en enjeu "fort".

Les zones à enjeux très forts concernent également :

- les eaux souterraines correspondant à des secteurs où des forages d'adduction d'eau potable publics ou privés sensibles sont proches de la voie, les périmètres de protection des captages AEP et les aires d'alimentation des captages prioritaires.

Article 3 Stations écologiques à enjeux

Les prospections écologiques réalisées dans le cadre de l'élaboration des dossiers d'incidences NATURA 2000 et de demande de dérogation ont permis d'identifier des secteurs à enjeux écologiques (**annexe 2**) dont les zones humides aux abords du fuseau de la LGV-SEA et des zones d'emprises d'accès et d'installations de chantiers.

Une fiche par site Natura 2000 figure dans **l'annexe 20**.

Titre II - Prescriptions

Section 1 - Prescriptions spécifiques aux ouvrages

Certains IOTA (installations, ouvrages, travaux ou activités) peuvent faire l'objet d'adaptations mineures en phase de travaux, liées à la topographie ou aux contraintes de chantier. Elles doivent faire l'objet d'une information des services de police de l'eau. Ces adaptations peuvent porter, par exemple, sur la pente exacte de l'ouvrage, la longueur de l'ouvrage ou la forme de l'ouvrage. Ces adaptations ne sont jamais de nature à remettre en cause les principes de dimensionnement retenus, les modalités de circulation d'eau, la continuité écologique et le transport sédimentaire.

L'implantation des ouvrages et travaux doit être adaptée aux caractères environnementaux des milieux aquatiques ainsi qu'aux usages de l'eau. Les conditions d'implantation doivent être de nature à éviter ou, à défaut, à limiter les perturbations sur les zones du milieu tant terrestre qu'aquatique présentant un intérêt pour la santé et la sécurité publique ainsi que floristique et/ou faunistique. Elles ne doivent ni engendrer de perturbations significatives du régime hydraulique des cours d'eau permanents et intermittents, ni aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont, ni modifier significativement la composition granulométrique du lit mineur.

Une fois réalisés, les ouvrages ne doivent pas avoir d'autres impacts que ceux identifiés dans le dossier.

L'ensemble des prescriptions qui suivent, hors rétablissement de la ripisylve, vaut tant pour les busages et dérivations définitifs que pour les ouvrages provisoires situés dans l'emprise du présent tronçon et fuseau qui pourraient avoir des effets notables sur les eaux ou le milieu aquatique.

Pour tous les ouvrages sur couts d'eau, les techniques végétales vivantes sont privilégiées en utilisant des espèces végétales adaptées et naturellement présentes sur les berges et les rives des cours d'eau (à l'exception des espèces invasives), ou écologiquement adaptées (hélophytes, aulnes, saules...).Le pétitionnaire doit donc chercher à limiter l'utilisation des techniques d'enrochements aux secteurs où aucune autre solution alternative végétale ne permet d'assurer la stabilité des ouvrages dans le temps.

La qualité des rejets est compatible avec les objectifs de bon état écologique et chimique des cours d'eau fixés par la directive cadre sur l'eau (DCE).

Article 4 Ouvrages hydrauliques de franchissement

Sont concernés les ouvrages de franchissement permanents ou provisoires, sur la voie et les ouvrages secondaires et connexes.

Pour tout ouvrage permanent ou provisoire, si, après réalisation, le contrôle du fonctionnement de l'ouvrage, par un agent de la police de l'eau et une expertise de l'ONEMA, après une visite contradictoire avec LISEA sur site, montre son inefficacité par rapport à l'obligation de continuité écologique, (en cas, par exemple, d'une chute de plus de 20 cm, de vitesse trop élevée dépassant la capacité de nage des espèces de poissons présentes, ou d'une lame d'eau trop faible du fait d'un lit mineur inadapté au débit d'étiage au niveau de l'ouvrage ou des dérivations associées ou de l'absence de banquettes reconstituées), le pétitionnaire prendra toutes les mesures nécessaires pour corriger ces impacts.

Dans les franchissements et sur les tronçons modifiés de façon provisoire ou définitive, les rectifications ponctuelles du tracé des cours d'eau sont réalisées ou aménagées pour ne pas entraîner de perturbation des écoulements superficiels.

La continuité hydraulique et biologique est assurée pour tous les ouvrages situés sur des cours d'eau qu'ils soient permanents ou non.

L'implantation des ouvrages respecte le plus possible les conditions topographiques initiales (pente, longueur de thalweg, calage du radier, lame d'eau suffisante ...) et est adaptée de façon à garantir la continuité écologique, la libre circulation des poissons et le transit sédimentaire.

Les ruptures de pente et chutes présentes au sein, en amont ou en aval immédiat de certains ouvrages sont aménagées afin de rétablir la circulation piscicole. Le choix des dispositifs (pré-barrages, passes à poissons, autres) et leur dimensionnement sont adaptés aux capacités de nage et de saut des espèces de poissons présentes et à la hauteur de chute concernée. L'installation de déflecteurs dans les ouvrages ne doit pas engendrer de chutes supérieures à 0,1 m.

Le raccordement entre l'ouvrage et le lit aval est, si nécessaire, stabilisé par l'aménagement de dispositifs de dissipation de l'énergie au sein ou en sortie de l'ouvrage pour contenir les risques d'érosion progressive ou régressive en maintenant et assurant la continuité écologique.

Les cours d'eau identifiés à enjeux très fort (cf. article 2 - annexe 1) sont franchis par des ouvrages dégageant le lit et les berges.

Article 4.1 Ouvrages de franchissement provisoires

Pour assurer la continuité des écoulements les aménagements prévus sont de type ouvrage temporaire, passage à gué, dérivations.

Les ouvrages provisoires (**cf. annexe 3a**) sont dimensionnés pour des crues de périodes de retour proportionnelles à la durée des travaux :

- occurrence 2 ans pour les travaux de durée inférieure à 2 ans

- occurrence 5 ans pour les travaux supérieurs à 2 ans

et le dimensionnement ne doit pas engendrer de remous supérieurs à 1 cm sur les habitations.

Le dimensionnement de l'ouvrage doit préserver le libre écoulement des eaux à la surface et ne pas entraîner une aggravation des risques pour la sécurité des biens et des personnes implantées à l'amont et à l'aval.

Les ouvrages provisoires rétablissant les écoulements des différents cours d'eau, fossés et thalwegs dans l'attente des dérivations définitives, sont positionnés, avec les caractéristiques suivantes :

- Les ouvrages de type "enjambant le lit mineur et les berges" sont favorisés sur les milieux à très forts enjeux au sens de l'article 2 ;
- Pour les autres cours d'eau et fossés, le franchissement provisoire est assuré par des ouvrages calés à la même pente que celle du couts d'eau afin d'éviter toute rupture de pente et maintenir la circulation des poissons.
- pour une durée de travaux supérieure à 6 mois sur les cours d'eau à enjeux (annexe 1) , les caractéristiques de la dérivation provisoire intègre en plus une dimension environnementale : réalisation de profils en travaux variés, respect du profil en long moyen, diversification des berges.
- Évitement des zones de frai avérées ou potentielles des espèces de poissons, écrevisses ou amphibiens ;
- Évitement des zones humides en lit majeur de proximité immédiate ;
- Mise en place de bâches de protection sur les milieux identifiés à l'article 3.

Une réunion de calage est organisée avec le groupe technique "loi sur l'eau" afin de s'assurer des dispositions prises sur les modalités de franchissements provisoires et sur le calendrier d'intervention conformément à l'article 18.3.

En cas de modification en phase chantier, le pétitionnaire s'assure grâce à des études hydrauliques spécifiques de l'absence d'impact découlant de cette modification. Des mesures spécifiques ou compensatoires adaptées sont prévues et présentées pour validation conformément à l'article 18.3.

Article 4.2 Ouvrages de franchissement définitifs

Le dimensionnement des ouvrages définitifs (cf. annexe 3b) rétablissant les écoulements des différents cours d'eau, fossés et thalwegs interceptés par le projet permet d'assurer la « transparence hydraulique » vis-à-vis des écoulements superficiels extérieurs à la plate-forme ferroviaire, par un dimensionnement de tous les ouvrages et aménagements hydrauliques sous la section courante de la LGV SEA pour une période de retour de 100 ans (Q100) ou pour une crue de débit supérieure connue. Cette disposition permet de ne pas perturber significativement l'écoulement des cours d'eau et de ne pas aggraver les conséquences éventuelles des crues à l'amont de la LGV-SEA.

Ils sont conçus pour limiter le niveau d'exhaussement de la ligne d'eau en amont, aux valeurs adaptées au cours d'eau et aux situations locales. Aucun exhaussement de la ligne d'eau de plus de 1 cm n'est admissible dans les zones bâties et 20 cm sur les secteurs non bâtis.

Les ouvrages ne doivent pas être de nature à modifier le régime hydraulique et la morphologie des cours d'eau (caractéristiques morphologiques, débits, pente, section hydraulique, largeur moyenne, hauteur des berges, composition granulométrique du substrat, reconstitution d'un fond naturel...).

Dans chaque ouvrage, un lit est aménagé pour garantir à la fois une hauteur d'eau et une rugosité suffisante permettant la circulation piscicole entre le $QMNA_5$ et 2,5 fois le module.

Des dispositions sont prises pour éviter les pertes hydrauliques.

Les modifications de berges sont strictement limitées à l'emprise de l'ouvrage et aux protections nécessaires dans les secteurs soumis à des pressions érosives fortes.

Des dispositions sont prises pour éviter les érosions significatives en aval, en amont et à l'intérieur de l'ouvrage. Le dimensionnement de l'ouvrage doit permettre de préserver le libre écoulement des eaux à la surface et ne pas entrainer une aggravation des risques pour la sécurité des biens et des personnes implantées à l'amont et à l'aval.

Les ouvrages assurent, par leurs modalités de construction, un éclairement naturel (tirant d'air suffisant, évasement des extrémités). La transition entre la luminosité extérieure et celle de l'ouvrage doit être adaptée et progressive avec mise en place si besoin d'un rideau de végétation permettant cette transition.

Sur les cours d'eau, toute disposition est prise à l'intérieur des ouvrages neufs de franchissement pour :

- disposer le radier au minimum 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau,
- maintenir ou reconstituer un fond naturel sur une hauteur de 30 cm (pouvant être porté à la demande de la police de l'eau à 50 cm en fonction des enjeux). Le fond est recouvert d'un substrat de même nature que celui du cours d'eau et garantit la transparence hydraulique de projet,
- assurer la libre circulation des espèces piscicoles ainsi que le passage de la petite faune terrestre ou semi-aquatique susceptible de se déplacer le long des rives ; des fosses de repos en sortie d'ouvrages sont équipées.

A l'intérieur des ouvrages définitifs l'écoulement est à surface libre avec un taux de remplissage permettant à la fois l'évacuation du débit de plein bord du cours d'eau et de prévenir le risque de dysfonctionnement en cas d'embâcles.

Tous les cours d'eau sont rétablis par des ouvrages de type dalot, cadre ou pont, et seuls les ouvrages de décharge peuvent être de type buse.

Les petits écoulements sont rétablis par des ouvrages de dimension minimale 800 mm.

Le dimensionnement des ouvrages (Bassins Versant Naturel < 10 km²) en dalots dégage un tirant d'air minimum de 50 cm calculé pour la crue centennale ou un taux de remplissage de 90% (en hauteur) pour les buses. Le contrôle de la hauteur d'eau à l'amont de l'ouvrage ne doit pas excéder 1,2 fois le diamètre nominal de la conduite ou de la hauteur du dalot lorsqu'il n'y a pas d'enjeux d'inondation. Dans le cas d'un enjeu inondation à l'amont la hauteur d'eau ne doit pas avoir d'incidence.

Article 4.3 Mesures spécifiques aux franchissements des vallées alluviales et humides des cours d'eau notables et de la Charente

Le dimensionnement et la spécificité des ouvrages sur les cours d'eau majeurs (3 franchissements sur la Charente) et notables (Bassins Versant Naturel > 10 km²) figurent dans le tableau en annexe 3c. Les ouvrages retenus pour les axes migrateurs dégageant le lit et les berges y sont spécifiés.

En plus des spécificités établies ci-dessus ils doivent se conformer aux éléments suivants :

Pour le franchissement de la Charente Nord à Luxé (PK 176.97) :

Q100 – 520 m3/s - 10 piles - aucune implantée dans le lit mineur.

L'ouvrage de franchissement présente une ouverture minimale de 480 m (largeur moyenne des travées = 47 m), associée à une mesure d'accompagnement : décaissement (1 m de profondeur - 170 m de long - 110 m de large) en rive droite du lit majeur d'un volume de 18 400 m3.

L'ouvrage ne doit pas avoir une incidence supérieure à 1 cm au droit des bâtiments des Moulin Neuf et Moulin de la Grave.

Pour le franchissement de la Charente médiane à Basse (PK 189.600) au niveau de Bignac et Montignac Charente :

Q100=560 m3/s

L'ouvrage (VIA 1989) franchissant la Charente médiane présente une longueur de 522 m (répartie entre les piles avec les travées suivantes 37 m - 3* 47 m - 4 * 41,5 m 3 * 47 m - 37 m) afin d'éviter le bras de la Charente situé au Sud. Il est composé de 12 travées. La pile P8 est dans le lit mineur en amont immédiat d'une île.

Le projet est complété par un ouvrage de décharge (45 m) au niveau du remblai en rive gauche de la Charente. Il est constitué de 9 cadres de 5 m de largeur et 2,8 m de hauteur.

Au niveau du Moulin de Bréchignac , la rehausse du niveau d'eau est inférieure à 1 cm.

Pour le franchissement de la Charente sud (PK 205.500) au niveau de Linars et Nersac

Q100 = 640 m3/s

L'ouvrage est constitué par un viaduc de 180 m d'ouverture qui repose sur 3 piles dont 1 est implantée au milieu du lit mineur du cours d'eau . La largeur moyenne des travées est de 45 m.

Le viaduc est complété par deux ouvrages de décharge de type cadre (5 m de largeur - 3,10 m de hauteur) dans les culées nord et sud pour assurer la transparence hydraulique : un ouvrage de 12 cadres dans la culée nord d'une largeur de 60 m environ et un ouvrage de 20 cadres dans la culée sud d'une largeur d'environ 100 m.

L'ouverture totale est de 340 m au niveau du franchissement.

Sur les enjeux constitués par le moulin de Fleurac, les maisons situées le long de la Charente en rive droite au droit de Fleurac ainsi que les maisons situées dans le thalweg de la Nouère, aucune incidence hydraulique ne doit être constatée sur les niveaux (< 1cm de rehaussement) ou sur les vitesses d'écoulement pour la crue centennale.

Des protections sont mises en place à l'amont et à l'aval immédiat des ouvrages de décharge afin d'assurer leur stabilité. Les zones décaissées sont immédiatement revégétalisées afin d'éviter toute érosion du sol.

Un tirant d'air de 1 m est prévu pour les grands ouvrages. Sur la "Charente Sud", le tirant d'air minimum est de 3,5 m au dessus de la limite des eaux qualifiées de navigables, c'est à dire la cote de 3,6 m mesurée à l'échelle de mesure des crues à Angoulême Saint-Cybard.

Pour les cours d'eau notables, une fiche par ouvrage précisant les modalités de réalisation et les mesures associées est fournie aux services de police de l'eau et à l'ONEMA conformément à l'article 18.3.

Article 5 Dérivation et restauration de cours d'eau

L'ensemble des travaux de dérivation **(cf. annexe 4)** est orienté vers un objectif de restauration des fonctionnalités physiques et biologiques des cours d'eau. Les tronçons de cours d'eau dérivés pour une durée supérieure à 6 mois sont reconstitués de façon à retrouver les caractéristiques et fonctionnalités initiales du lit avant dérivation.

Chaque dérivation et ouvrage hydraulique est stabilisé pour assurer la tenue des terres et un bon entonnement.

En cas de modifications du profil en long et du profil en travers, de dérivation ou de restauration du cours d'eau, le permissionnaire doit :

- rétablir les caractéristiques hydromorphologiques de référence du cours d'eau (section hydraulique, pente, reconstitution d'un lit mineur d'étiage, hauteurs de berges pour débit de débordement, reconstitution du substrat, granulométrie du substrat notamment) ;

- dans le cas où le cours d'eau initial est "dégradé", le cours d'eau n'est pas restauré à l'identique mais doit présenter des caractéristiques hydromorphologiques optimisées,

- recréer une diversification des écoulements, des profils en long et en travers et reconstituer des portions de faciès comparables ;

- rétablir le cours d'eau au point le plus bas de la vallée ;

-conserver la diversité des écoulements, et celle des profils en travers et en long ;

- ne pas créer d'érosion progressive ou régressive ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval ni accroître les risques de débordement ;

- empêcher toute perte hydraulique en maintenant la totalité des écoulements superficiels amont le long de l'ensemble du linéaire dérivé et aval ainsi que la rugosité du thalweg naturel ;

- proscrire les reconstitutions du fond du lit mineur du cours d'eau trop lisses et appliquer les techniques qui permettent d'obtenir la même rugosité que celle des tronçons existants conservés pour éviter les risques d'affouillement directement à l'aval et, d'autre part, l'accélération des eaux.

Pour les dérivations du lit mineur telles que la coupure d'un méandre, une attention particulière est apportée aux points de raccordement amont et aval du nouveau lit qui ne doivent pas constituer de points singuliers.

Les hauteurs d'eau et vitesses d'écoulement résultant de ces travaux doivent être compatibles avec la capacité de nage des espèces de poissons et d'écrevisses présentes afin de ne pas constituer un obstacle à la continuité écologique.

Dans tous les cas où l'espace le permet, des méandres adaptés à la dimension du cours d'eau sont créés au sein des dérivations, afin d'éviter toute rupture de pente, accélération de la vitesse d'écoulement et chute préjudiciables au bon fonctionnement hydromorphologique et à la circulation des poissons.

La différence de linéaire du cours d'eau suite au détournement est indiquée au service de police de l'eau.

Dans les cas de modification localisée liée à un ouvrage transversal de franchissement de cours d'eau, le positionnement longitudinal de l'ouvrage est conforme à l'article 4.

La fonctionnalité finale du milieu doit être équivalente à celle du milieu initial.

Le permissionnaire établit une description des modalités de réalisation envoyée au service de police de l'eau et à l'ONEMA pour validation conformément à l'article 18.3 avant le démarrage des travaux comprenant notamment la description précise des étapes, la composition granulométrique du lit mineur, les profils en

travers, les profils en long, la diversification des berges, les plans, cartes et photographies adaptés au dimensionnement du projet.

Les dérivations provisoires dont la durée est inférieure à 6 mois peuvent faire l'objet d'aménagements allégés adaptés après avis des services de police de l'eau conformément à l'art.18.3.

Article 6 Ripisylve et Protection de berges des cours d'eau

Sur les cours d'eau, les techniques végétales vivantes, seules ou mixtes en combinaison avec l'enrochement du pied de berge, sont privilégiées lors des interventions en stabilisation des rives rectifiées. Elles utilisent des espèces végétales adaptées et naturellement présentes sur les berges et les rives des cours d'eau (à l'exception des espèces invasives), ou écologiquement adaptées (hélophytes, aulnes, saules...). Les systèmes d'implantation de scions d'arbustes aux systèmes racinaires développés tels que les saules sont utilisés de façon privilégiée y compris sous la forme de tressage longitudinal en pied de berge.

Lorsque les vitesses d'écoulement, pour le débit de référence des ouvrages hydrauliques, sont importantes (> 1,5 m/s environ), des protections des berges adaptées et efficaces et des dispositifs de dissipation de l'énergie sont mis en place. Les principes d'aménagement sont validés préalablement par le groupe technique "loi sur l'eau" conformément au 18.3.

Afin de garantir la pérennité des ouvrages en cas de crues notamment, les berges et le fond du lit sont protégés en tant que de besoin par des techniques végétales et /ou par des enrochements dans les zones sujettes à érosion (zones de jonction des lits des principaux cours d'eau et de leurs berges avec les talus et l'ouvrage hydraulique).

Dans les zones où un seuil enroché doit être aménagé en tête de l'ouvrage, les aménagements et protections des berges et du lit sont réalisés en assurant une continuité hydraulique et écologique avec le seuil. Si nécessaire, des dispositifs dissipateurs d'énergie peuvent être réalisés pour éviter toute érosion des berges et ainsi limiter la turbidité des eaux.

La protection de berges, tant à l'amont qu'à l'aval des ouvrages, ne doit pas réduire la section d'écoulement naturelle du cours d'eau ni conduire à créer une digue et à rehausser le niveau du terrain naturel. Les travaux et les ouvrages ne doivent pas créer d'érosion régressive ni de risques de formation d'embâcles ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval.

En cas de mise en œuvre d'enrochements de berges, dûment justifiés par les vitesses calculées sur la base des épisodes de crue, les blocs sont de dimensions hétérogènes, dimensionnés en tenant compte des contraintes auxquelles ils devront résister (vitesse, profondeur ...) et des interstices sont aménagés au contact de l'eau afin de créer des abris pour les poissons.

Les enrochements reposeront sur des géotextiles ou équivalents formant des filtres afin de limiter la migration des sédiments fins des berges.

Si les travaux sont destinés à contrôler une érosion de pied, ils sont réalisés en descendant la protection de talus avec une butée, ou en créant un tapis de pied qui permettra aux enrochements de s'enfoncer et de s'adapter.

Les plantations de végétation à système racinaire peu profond ne permettant pas une bonne stabilité de berges et pouvant entraîner des perturbations importantes de l'écoulement des eaux en cas de déracinement, notamment le peuplier, sont proscrites.

D'une manière générale, les protections de berge trop lisses sont proscrites et les techniques qui permettent d'obtenir la même rugosité que celle des tronçons existants conservés sont privilégiées pour éviter, d'une part, les risques d'affouillement directement à l'aval et, d'autre part, l'accélération des eaux.

Des mesures d'accompagnement ayant pour objectif d'assurer la pérennité des plantations et des dispositifs mis en place et notamment la renaturation des berges reprofilées sont réalisées afin de restaurer la diversité des habitats et d'éviter la colonisation des rives par des espèces exotiques envahissantes : protection des plantations contre le broutage, suivi des reprises végétales et le cas échéant, replantation de certaines essences.

Ces travaux comprennent la plantation d'une ripisylve diversifiée constituée d'essences locales d'arbres de haut jet (aulnes, saules, frênes, chênes,...) participant à la consolidation des berges et de buissons fleuris et à

baies (aubépines, églantiers, cornouillers, fusains, prunelliers,...), cet ensemble participant par ailleurs à la structuration du paysage et assurant un refuge et une source de nourriture pour la faune terrestre et semi-aquatique.

Article 7 Remblais

Article 7.1 Remblais hors zones inondables et hors zones humides

Cet article concerne aussi bien les remblais dans l'emprise que les dépôts hors emprise. Les remblais doivent être effectués avec des matériaux inertes.

Le stockage temporaire ou définitif des matériaux (déchets inertes) est réalisé en conformité avec les codes de l'urbanisme et de l'environnement ainsi que dans le respect des règlements d'urbanisme locaux.

L'intégration paysagère des remblais est particulièrement soignée, que ces remblais soient justifiés pour le franchissement de cours d'eau ou d'ouvrages existants, ou qu'ils concernent le stockage définitif de matériaux.

Leur traitement paysager est conduit par le pétitionnaire en concertation tant avec les communes riveraines, qu'avec celles sur le bord desquelles ils sont implantés.

Le coût des études et travaux correspondants est entièrement pris en charge par le bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 7.2 Remblais en zones inondables et en zones humides

Afin de préserver tant les champs d'inondation que les zones humides, l'emprise des remblais est optimisée et limitée.

Les zones humides et inondables existantes, en dehors des emprises soustraites prévues dans le dossier déposé, doivent être intégralement préservées.

Les remblais en zones humides sont constitués par l'implantation d'ouvrages hydrauliques et de l'infrastructure ferroviaire elle même.

Les surfaces soustraites aux zones inondables sont listées dans le tableau **annexe n°5a** du présent arrêté.

La plus grande transparence hydraulique est demandée dans la conception et l'implantation des installations, ouvrages de franchissement hydraulique ou remblais afin de ne pas réduire les capacités naturelles d'expansion des crues dans le lit majeur, de ne pas aggraver les conséquences des inondations et de ne pas constituer de danger pour la sécurité publique en cas de crue.

Pour les ouvrages définitifs cette transparence hydraulique doit être recherchée, au minimum, jusqu'aux conditions hydrauliques de la plus forte crue historique connue ou celle de la crue centennale si celle-ci lui est supérieure.

Les installations, ouvrages ou remblais sont conçus ou implantés de façon à réduire au maximum la perte de capacité de stockage des eaux de crue, l'augmentation du débit en aval de leur implantation, la surélévation de la ligne d'eau ou l'augmentation de l'emprise des zones inondables à l'amont de leur implantation.

L'implantation de l'installation, de l'ouvrage ou du remblai doit prendre en compte et préserver les fonctionnalités qui existent entre le cours d'eau et les milieux terrestres adjacents et notamment les écoulements annexes des eaux, le chevelu des cours d'eau, les infiltrations dont l'existence de certains milieux naturels comme les zones humides, ou de nappes souterraines, peut dépendre. L'implantation d'une installation, d'un ouvrage ou d'un remblai, doit tenir compte des chemins préférentiels d'écoulement des eaux et les préserver.

Le pétitionnaire met en place des mesures de compensation des volumes soustraits en phase définitive à hauteur de 1 volume créé pour un volume réduit.

Les volumes compensés au niveau hydraulique sont identifiés en **annexe 5b.**

Le pétitionnaire adresse au plus tard 2 mois avant les travaux au service de Police de l'Eau pour validation la localisation, les caractéristiques et le planning de mise en œuvre des mesures envisagées. Les compensations respectent les principes suivants :

- elles sont placées en amont du projet ou en aval au droit d'une zone où des problèmes d'inondations ont été identifiés ; en dehors de zones d'intérêt écologique (absence d'espèces protégées, en dehors de zone Natura 2000…), de façon à ne pas engendrer des incidences sur les habitats et les espèces.

- elles portent préférentiellement sur un site, répondant aux critères précédents, ou lorsque ce n'est pas possible, prendront la forme d'un financement, partiel ou global, d'un projet en cours de montage sur le territoire concerné.

Les remblais en zone humide dont la surface soustraite est définie dans l'annexe 5 font l'objet d'une mesure compensatoire défini dans l'article 25.1.

Article 8 La gestion des eaux de la plateforme ferroviaire ou routière

Les eaux superficielles engendrées par la plate-forme ferroviaire et ses installations annexes et abords immédiats sont rejetées dans le milieu récepteur après écrêtement éventuel.

Le réseau d'assainissement des eaux pluviales recueille les eaux de la plateforme uniquement et éventuellement les eaux de ruissellement des bassins versants naturels interceptées en déblais. Les eaux transitent dans des bassins d'écrêtement (BRS et BRI annexe 6).

Les eaux des plateformes routières rétablies ont un réseau de collecte spécifique indépendant dimensionné pour une pluie de retour 10 ans.

En phase d'exploitation seul le bassin de Villognon correspondant à la plate forme de maintenance (BMS 1789 A) est un bassin multi-fonction assurant la régulation des débits pour une pluie d'occurrence décennale, l'abattement de la pollution chronique par décantation, et le confinement d'une pollution accidentelle.

La gestion des eaux de ruissellement en phase chantier est traitée dans l'article 12.

Les bassins d'écrêtement définitifs sont implantés (**liste en annexe 6**) :

- systématiquement : quand le ratio de la superficie de l'impluvium repris dans le réseau de la plateforme en sortie de déblai sur la superficie du bassin versant à l'exutoire au droit du rejet est supérieur ou égal à 6% ou quand une zone vulnérable aux inondations a été identifiée à l'aval ;
- au cas par cas quand ce ratio est compris entre 1 et 6%.

L'exutoire de chaque point de rejet est identifié et géolocalisé.

Ils ne doivent entraîner aucune aggravation préjudiciable ou incompatible avec la section d'écoulement des cours d'eau.

Article 8.1 Réseau de Collecte

Le réseau est séparatif : un réseau de collecte spécifique doit être mis en place pour les eaux de ruissellement de la plate-forme et dimensionné pour un évènement pluvieux décennal. Les ouvrages de collecte sont généralement des cunettes ou des fossés, enherbés ou bétonnés.

En déblai, la collecte des eaux de ruissellement de la plate-forme est constituée de fossés de terre, enherbés . Une attention particulière est portée dans les zones à risque d'érosion, où la pente est faible, à risques géotechniques ou dans la zone karstique sensible et dans les périmètres de protection de captage AEP.

La collecte des eaux des bassins versants naturels est assurée par des fossés en crête de déblais dimensionnés pour un évènement centennal.

En remblai, le réseau est constitué de fossés situés en pieds de remblai, qui reprennent les bassins versants naturels.

Article 8.2 Traitement des eaux de la plate-forme

Les bassins sont implantés en dehors des zones inondables et en dehors des zones à enjeux écologiques (annexe 2) sauf en cas de contraintes techniques particulières. Dans ce cas une validation du service de police de l'eau est conforme au 18.3.

Les ouvrages sont dimensionnés sur la base d'un débit de fuite de 3 l/s/ha intercepté si la surface interceptée est supérieure à 7 ha et de 20 l/s, sous réserve de la non-incidence à l'aval d'un débit de 20 l/s. Le pétitionnaire transmet au service de police de l'eau une note technique justifiant l'absence d'incidence significative des rejets issus des bassins sur le débit des exutoires conformément à l'article 18.3. Une attention particulière est requise au droit des zones habitées.

Les bassins 1610 Ai et 1634Ai sont des bassins d'infiltration.

Dans les thalwegs secs la restitution de l'écoulement en lame se fait par une raquette de diffusion. Les zones de restitution font l'objet d'une information de la commune concernée pour affichage.

Les bassins sont composés des éléments suivants :

– dissipateur d'énergie amont (en enrochement),

– by-pass amont,

– bassin de décantation à fond plat,

Une lame résiduelle de 0.3 m environ est maintenue en fond (volume mort), limitant la remise en circulation des particules décantées lors des phases de marnage naturel des bassins.

– système de surverse (déversoir de crue dimensionnés pour une pluie au moins centennale sans endommagement des digues),

– dispositif aval comprenant une lame de déshuilage et un pertuis de sortie permettant la régulation du débit de fuite (de type cloison syphoïde), et un dispositif d'obturation,

– matériaux assurant une perméabilité de 10^{-9} m/s au minimum.

Les deux derniers points s'appliquent aux bassins multifonctions.

Les bassins fonctionnent en système ouvert. Le confinement d'une pollution nécessite une intervention humaine.

Les bassins sont clôturés.

Le principe de non dégradation de l'état écologique et chimique de la masse d'eau est respecté. L'ensemble des ouvrages permet un abattement au minimum de 80% pour les MES avec une concentration maximale de 50 mg/l et 5 mg/l en Hydrocarbures totaux au niveau du rejet. La température des eaux rejetées est < 21,5 °C dans les eaux salmonicoles et < 25,5°C dans les eaux cyprinicoles. L'écart de température entre le rejet et le milieu est < 3°C. Le PH des eaux rejetées est compris entre 6 et 9 avec un écart inférieur à 2.

Les ouvrages sont entretenus de manière à en garantir le bon état de fonctionnement. L'entretien consiste notamment en la récupération des corps flottants piégés, la reprise des huiles et des hydrocarbures, le curage et l'évacuation des boues décantées conformément à la réglementation en vigueur. Les bassins sont desservis par un accès permettant leur entretien courant et l'intervention en cas de pollution accidentelle.

Article 9 Eaux souterraines et plans d'eau

Toute infiltration directe d'eaux polluées ou non polluées dans la nappe est proscrite. Toutefois, les bassins d'infiltration 1610 Ai et 1634 Ai sont autorisés.

Le pétitionnaire prend toutes les précautions et mesures nécessaires pour que la conception et la réalisation des ouvrages n'entrainent pas une pollution des eaux souterraines notamment en phase préparatoire (fondations et terrassements).

Aucun déversement direct dans un plan d'eau n'est autorisé.

Section 2 - Prescriptions spécifiques pour la phase chantier

Les travaux s'étalent sur plusieurs années et constituent une période critique pour les milieux aquatiques et les eaux souterraines. Ils sont conduits de manière à écarter tout risque de pollution directe ou indirecte des eaux superficielles et de l'aquifère.

Le périmètre du projet est concerné par de nombreuses zones aux milieux sensibles. Ces zones sont signalées et matérialisées de façon pérenne et durable à la suite de leur repérage. Le dispositif à mettre en œuvre pour en interdire l'accès aux entreprises est adapté aux enjeux en concertation avec le service chargé de la police de l'eau et/ou l'ONEMA préalablement au démarrage des travaux conformément à l'article 18.3.

Aucune intervention en lit mineur sur des secteurs autres que ceux définis dans le dossier d'autorisation n'est autorisée sans validation préalable du Service Police de l'Eau.

La planification des travaux, dans et au droit des cours d'eau, tient compte de toutes les composantes de la vie aquatique. Les interventions sont faites conformément aux prescriptions de l'article 17.1. et aux prescriptions de l'arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées.

Sur la base de l'évaluation des incidences faites au titre des Zone Spéciale de Conservation et Zone de Protection Spéciale des sites Natura 2000, le pétitionnaire impose aux maîtres d'œuvre et entreprises le respect des mesures prévues dans le dossier afin de réduire, voire de supprimer les impacts sur certains habitats et espèces, notamment les espèces piscicoles, les amphibiens, et la macrofaune benthique, ainsi qu'à un certain nombre d'espèces d'oiseaux et de chiroptères.

Si en cours de chantier, le déplacement d'espèces protégées (plantes, batraciens,...) est entrepris, il y a lieu de le réaliser dans le respect des conditions associées à la demande de dérogation au titre du I. 411-1 du code de l'environnement.

Tout apport de polluant immédiat ou différé est proscrit pendant la durée des travaux. Les eaux rejetées après traitement dans le milieu naturel doivent permettre de respecter la norme de qualité fixée pour le milieu récepteur et compatible avec l'objectif de bon état chimique et écologique des masses d'eau conformément à la DCE.

Des précautions spécifiques sont prises en zone Karstique à proximité des captages AEP :

- le dessouchage par extraction des souches est remplacé par le broyage sur place sans désorganisation du sol lorsque le calcaire karstique n'est pas recouvert par une couche importante de sol fin de protection,

- limiter le décapage superficiel des terrains ; en cas de nécessité des précautions sont prises pour éviter l'entraînement de fines vers la nappe,

réalisation des remblais : après vérification de la couche d'argile, si cette dernière est inférieure à 0,6m les remblais sont construits sur un "tapis" constitué d'un géotextile anti-contaminant,

- pour la réalisation des déblais, les pentes de la plateforme, les fossés latéraux temporaires ou définitifs, revêtus de géotextile et le système de collecte limitent l'entraînement de fines vers la nappe. Les déblais dont le fond est en contact direct avec le calcaire fissuré sont réalisés en "gradin" en débutant par l'aval.

- les bassins sont étanchés.

Toute cavité karstique rencontrée ou indice de cavité doit faire l'objet d'une information des services de police de l'eau et de l'ARS. Une procédure adaptée est alors engagée et le cas échéant des mesures compensatoires spécifiques peuvent être prises.

Article 10 Ouvrages hydrauliques de franchissement

Le pétitionnaire met en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des personnes et des biens et éviter tout désordre hydraulique. En particulier, il respecte obligatoirement les mesures suivantes :

- aucun dépôt provisoire et installation de chantier dans les zones inondables et les points bas du terrain naturel chaque fois que cela est techniquement possible. Les installations de la phase chantier ne doivent pas constituer d'obstacle à l'écoulement des crues,

- la mise en place dans le lit majeur des cours d'eau des plates-formes ou pistes provisoires submersibles, démontables ou fusibles pour les crues de période de retour supérieures à 2 ans ou 5 ans, il s'assure au préalable que ces installations n'ont aucun impact sur le plan quantitatif et qualitatif. Dans le cas contraire il présente au service de police de l'eau pour validation dans les délais définis au 18.3 les mesures envisagées pour y remédier et garantir la protection des personnes et des biens,

- un remous maximum de 1 cm sur les habitations les plus proches. Dans le cas contraire le pétitionnaire présente au service de police de l'eau pour validation conformément au 18.3 les mesures envisagées pour y remédier et garantir la protection des personnes et des biens.

Afin de limiter les impacts en phase travaux, la construction ou la réfection des ouvrages se fait principalement « à sec » par batardage.

En cas d'impossibilité de travail « à sec », toutes dispositions sont prises pour éviter une pollution des milieux récepteurs, et notamment :

– Absence de stockage de matériaux (dépôts provisoires) à proximité immédiate des cours d'eau et des zones humides (**annexe 2**), afin de limiter les risques d'apport de matières en suspension dans les eaux et la destruction d'habitats humides.

– Dispositifs filtrants à l'aval des zones de chantier.

– Approvisionnement, entretien et réparation des engins de chantier sur des aires spécialement aménagées à cet effet, à l'écart des cours d'eau et des zones humides. Concernant les engins ou matériels peu ou pas mobiles (ou en cas de panne), réalisation des opérations avec protection du sol (tissus et produits absorbants et bacs de rétention), récupération et évacuation des produits éventuellement recueillis.

– Une attention particulière est apportée au coulage des bétons afin que tout écoulement ou ressuyage de laitance de ceux-ci ne polluent pas les eaux et au traitement des matières en suspension et saut de pH avant rejet au milieu. Les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés hors d'atteinte de celles-ci. Les matières en suspension issues des différentes phases de travaux font l'objet d'un traitement particulier.

– Afin de limiter les risques d'apport de matières en suspension dans les cours d'eau, les dérivations sont mises en eau de manière progressive, adaptée au site et de préférence par la partie aval. Pendant toute la durée de ces opérations, un débit est maintenu à l'aval immédiat des dérivations afin d'empêcher toute rupture d'écoulement.

– des précautions renforcées sont prises pour les secteurs sensibles (**annexe 2**) ou dans les cours d'eau à enjeux très forts ou forts (**annexe 1**).

– Tout apport de charge solide (Matières En Suspension, COD,...) est strictement inférieur aux valeurs définies dans la section 3.

– Les périodes d'intervention, la chronologie et le phasage sont compatibles avec la préservation des milieux et des espèces.

Article 10.1 Ouvrages de franchissement provisoires (cf. article 4.1)

Les éventuels ouvrages de franchissement provisoires à mettre en place dans des tronçons de cours d'eau dérivés, sont systématiquement installés avant la mise en eau de la dérivation, de manière à ne pas créer de mise en suspension de particules fines liées à la pose des ouvrages.

Lors d'interventions dans le lit d'un cours d'eau nécessitant l'isolement de la zone de chantier, le débit est systématiquement rétabli dans le cours d'eau en aval immédiat de cette zone, et ce pendant toute la durée du chantier.

Article 10.2 Dérivations de cours d'eau et protection des berges par enrochement

Lors de la construction des ouvrages, la continuité des écoulements est assurée par la mise en œuvre de dérivations provisoires dont le gabarit est identique au lit mineur en place ou à défaut laisse transiter une crue biennale.

Le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires à la préservation de l'environnement et des milieux aquatiques. Il établit une description des modalités de réalisation envoyée au service de police de l'eau et à l'ONEMA pour validation conformément à l'article 18.3 avant le démarrage des travaux comprenant notamment la description précise des étapes, la composition granulométrique du lit mineur, les profils en travers, les profils en long, la diversification des berges, les plans, cartes et photographies adaptés au dimensionnement du projet.

La liste des dérivations provisoires de cours d'eau est fixé à l'**annexe 4**.

Article 10.3 Préservation des espèces piscicoles lors d'intervention sur cours d'eau,

Il est procédé à une pêche électrique de sauvetage du poisson à la charge du permissionnaire sur les cours d'eau pour lesquels un enjeu piscicole est identifié dans le dossier ou par la Police de l'Eau ou l'ONEMA.

Les pêches sont possibles après l'obtention d'un arrêté d'autorisation délivré par le Service de la direction départementale des territoires concerné. Elles sont réalisées le jour de l'isolement du chantier avant la pose d'ouvrages et d'intervention dans le lit du cours d'eau, pour les dérivations à une date la plus proche du basculement des eaux.

Elles sont réalisées par un organisme agréé ou la fédération de pêche et en présence si possible d'un agent technique du service départemental de l'ONEMA concerné. Les poissons ainsi capturés sont relâchés sur le même bassin versant du cours d'eau et si possible à l'amont de la zone de chantier.

Le planning de ces pêches de sauvetage est envoyé dans le respect des délais fixés à l'article 18.3 au Service de Police des Eaux, au Service Départemental de l'ONEMA et à la fédération de pêche concernés. Les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (invasives, indésirables ou nuisibles...) sont détruites.

De plus, la pêche de sauvetage a lieu systématiquement sur les cours d'eau dérivés de façon provisoire (une pêche avant chaque dérivation soit deux au total), et de façon définitive (une pêche avant la dérivation).

Un compte-rendu des pêches électriques est transmis au Service Police de l'Eau et au Service Départemental de l'ONEMA concernés.

Article 10.4 Mesures relatives à la navigation sur la Charente

A l'aval d'Angoulême, le chantier et les ouvrages associés sur le fleuve doivent respecter le règlement particulier de la navigation du fleuve Charente. Avant toute intervention une décision relative à la navigation et notamment à la signalisation doit être sollicitée auprès du service en charge de la police de la navigation à la direction départementale des territoires de la Charente en concertation avec le Département de la Charente, propriétaire du domaine public fluvial.

Sur les franchissements amont, une demande relative à la circulation des embarcations non motorisées doit être sollicitée auprès du service en charge de la police de la navigation.

Article 11 Assèchement et remblais de zones humides

Le pétitionnaire porte un soin particulier à l'organisation des phases de chantiers en zone humide. Afin de réduire les impacts directs ou indirects sur les zones humides en phase travaux, il respecte les dispositions suivantes :

– la localisation des pistes de chantier hors des zones humides d'intérêt écologique (elles sont localisées dans les emprises LGV-SEA ou sur les chemins existants - cf. annexe 2) et l'utilisation de matériaux inertes pour la constitution des pistes provisoires dans les zones dépressionnaires,

– en cas de traversée de cours d'eau dans une zone humide il est privilégié des ouvrages enjambant le lit du cours d'eau,

– l'interdiction de dépôts dans les zones humides autres que ceux mentionnés dans la présente autorisation,

– un balisage strict des zones de chantier par pose de clôtures provisoires interdisant l'accès aux secteurs les plus remarquables. Ces clôtures sont posées avant tous travaux de terrassement sur ces secteurs, à l'exception des travaux de réalisation des pistes d'accès à ces secteurs et lorsque la nature des terrains ne permet pas un accès direct des engins de fonçage des piquets de clôture,

– la limitation au strict minimum de l'emprise des chantiers dans les zones remarquables,

– la limitation au strict minimum du stationnement d'engins à proximité des zones remarquables,

– la limitation au minimum du déboisement et des décapages,

– la limitation des envols de poussière en période sèche par arrosage régulier,

– la végétalisation dès que possible des talus de remblai de la LGV-SEA,

– la mise en place, dès le début du chantier, des dispositifs d'assainissement qui doivent être immédiatement fonctionnels,

– la mise en œuvre de dispositifs sous les remblais s'il y a lieu permettant de réduire l'effet de concentration des eaux souterraines à faible profondeur. Ces dispositifs peuvent être selon les cas :

- substitution des argiles organiques, limons et tourbes sous les remblais de faible hauteur (H < 2,5 m environ) par des matériaux drainants et portants ;
- mise en place de tranchées drainantes peu profondes (ou de profondeur identique à l'existant), dans les fonds de thalwegs humides.
- mise en place de solutions adaptées proposées par le permissionnaire et validées conformément au 18.3.

Des précautions renforcées sont prises pour les secteurs sensibles et les cours d'eau à enjeux très forts et forts (**annexes 1 et 2**).

Les dépôts, en dehors des emprises définies dans le dossier loi sur l'eau et dans le présent arrêté, sont localisés hors des zones d'espèces et d'habitats protégés, hors zone humide et hors zone boisée. En cas de dépôt à proximité d'un milieu sensible un dispositif d'assainissement provisoire dimensionné pour une crue au minimum biennale est mis en place. La pente est adaptée afin de ne pas favoriser le ruissellement et l'entraînement de matières en suspension. L'identification des sites de dépôts est envoyé aux services de police de l'eau conformément au délais fixés dans le 18.3.

En outre, le plan de chantier précise la destination des déblais et remblais éventuels ainsi que les zones temporaires de stockage. Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire enlève tous les décombres, terres, dépôts provisoires de matériaux qui peuvent subsister.

Article 12 Gestion des eaux de ruissellement en phase chantier

En phase chantier, la gestion des eaux de ruissellement, et des éventuelles coulées boueuses en résultant, qu'elles soient collectées sur les pistes d'accès aux zones de travaux ou issues des ouvrages en construction, décapage et remblais inclus, font l'objet d'études et de mesures spécifiques prenant en compte les débits susceptibles de ruisseler des différents bassins versants.

Les dispositifs concernent les fossés provisoires, les bassins de gestion des eaux de ruissellement provisoires et les ouvrages de régulation et sont dimensionnés pour permettre une décantation des matières en

suspension suffisante et une régulation du débit rejeté compatible avec le milieu récepteur et un confinement d'une pollution éventuelle.

Sauf impossibilité technique majeure à justifier et à compenser, l'implantation de ces bassins et de leur desserte se fait en dehors des milieux à préserver (**articles 2 et 3**) qui ont été préalablement repérés et en dehors des zones inondables.

Le pétitionnaire doit mettre en œuvre tous les moyens techniques disponibles pour respecter les obligations suivantes :

– les eaux claires des bassins versants naturels ne doivent pas être reprises par le système de traitement provisoire des eaux de chantier ; des aménagements sont disposés dans les fossés des "bassins versants naturels" afin d'intercepter et de ralentir les écoulements et de limiter les phénomènes d'érosion et la mobilisation du transport de particules,

– toutes les eaux ruisselantes sur le chantier doivent être traitées avant rejet au milieu,

– Les systèmes de traitement provisoires sont dimensionnés pour traiter toutes les eaux :

pour une période de retour 2 ans pour les travaux dont la durée est inférieure à 2 ans et en l'absence d'enjeux particuliers,

pour une période de retour 5 ans pour les travaux en présence d'enjeu environnemental particulier et pour les travaux dont la durée est supérieure à 2 ans,

pour une période de retour 5 ans et 10 ans pour les travaux réalisés sur des sites extrêmement sensibles (cf.tableau ci-dessous) : au sein du bassin versant de la Charente ces sites sont au nombre de 8 dont les 2 franchissements de la Charente,

Secteurs	Occurrence	PK début	PK fin	Distance
Charente Nord	P10	176,2	178	1,8
Charente Médiane	P10	188,7	192	3,3
La Nouère	P5	201,2	204,2	3
Charente Sud	P5	204,2	207	2,8
La Boême	P5	207,1	209,2	2,1
La Vieille et la petite Boême	P5	0,9	2,4	1,5
L'Arce	P5	228,6	230,3	1,7
La Faye	P5	230,3	230,8	0,5

– les bassins provisoires sont fixes, stables et peu sujets aux ruptures. Ils doivent être disposés autant que possible en lieu et place des futurs bassins définitifs ; ils sont réalisés afin de favoriser les phénomènes de décantation : le rapport longueur/largeur est au minimum égal à 6 ; ils sont équipés en tête de systèmes permettant de briser l'énergie, d'un volume mort (au minimum de 0,3 m) pour la décantation et d'un ouvrage de régulation du débit ; des filtres sont positionnés en sortie des réseaux d'assainissement avant rejet dans le milieu naturel,

– un dispositif d'obturation permet de cantonner la pollution accidentelle,

– le débit de fuite des bassins doit être limité à 3 l/s/ha de surface interceptée pour les impluviums supérieurs à 7 ha ou à enjeux forts (habitation, zone à enjeux naturels), et au maximum à 20 l/s pour les impluviums inférieurs à 7 ha. Pour chaque bassin le ratio volume utile / impluvium traité est transmis au service de police de l'eau avec une justification pour un ratio inférieur à 150 m3/ha et les mesures d'accompagnements mises en place. La valeur retenue pour le débit de fuite doit garantir la sécurité des personnes et des biens, et ne pas engendrer d'érosion en aval ; en sortie, un orifice calibré et un clapet d'obturation permet d'assurer le débit de fuite et le confinement d'une pollution,

le principe de non dégradation de l'état écologique et chimique de la masse d'eau est respecté. L'ensemble des ouvrages permet un abattement au minimum de 80% pour les MES ou une concentration maximale du rejet de 50 mg/l et 5 mg/l en Hydrocarbures totaux ; la température des eaux rejetées est < 21,5 °C dans les eaux salmonicoles et < 25,5°C dans les eaux cyprinicoles. L'écart de température entre le rejet et le milieu est < 3°C. Le PH des eaux rejetées est compris entre 6 et 9 avec un écart inférieur à 2.

– Les ouvrages de déversement (débit de fuite et surverse) dans le milieu récepteur ne font pas obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes les dispositions sont prises pour prévenir l'érosion du fond, des berges et éviter la formation des dépôts. Pour la réalisation de ces protections, il y a lieu d'utiliser autant que possible les techniques végétales,

– un ouvrage de surverse est prévu en cas de pluie supérieure à la pluie de référence. Toutes dispositions doivent être prises pour s'assurer que les bassins ne constituent pas des obstacles à l'écoulement du ruissellement ni des embâcles dans le cours d'eau en aval,

– les points de rejet sont identifiés et géolocalisés, les points de rejets sont communiqués aux communes pour information,

– l'ouvrage de gestion des eaux est contrôlable visuellement et permet une intervention pour faire cesser le dysfonctionnement pour toutes les pluies d'occurrences inférieures ou égales à la pluie de référence : un événement quinquennal pour les travaux d'une durée supérieure à 2 ans et jusqu'à un événement biennal pour les travaux de durée inférieure à 2 ans,

– préalablement au début du chantier, ces dispositifs sont installés et fonctionnels : pour chaque zone du chantier, un dossier présentant l'ensemble des caractéristiques du réseau et système d'assainissement provisoire (dimensionnement, localisation, plans ...) est transmis au services de police de l'eau et à l'ONEMA conformément à l'article 18.3. Le dimensionnement des ouvrages est justifié et cohérent avec les principes définis ci dessus,

– en zone de déblais, dans les zones fissurées, des mesures spécifiques peuvent être prises pour ralentir les écoulements directs vers la nappe,

– - les ouvrages sont entretenus de manière à en garantir le bon état de fonctionnement. L'entretien consiste notamment en la récupération des corps flottants piégés, la reprise des huiles et des hydrocarbures, le curage et l'évacuation des boues et sables décantés conformément à la réglementation en vigueur. Les bassins sont desservis par un accès permettant leur entretien courant et l'intervention en cas de pollution accidentelle.

– les bassins sont desservis par un accès permettant leur entretien courant et l'intervention en cas de pollution accidentelle,

– l'ensemble des observations, dysfonctionnements et interventions effectuées sur ces bassins sont notés dans un cahier de suivi de chaque bassin,

– les bassins provisoires sont conservés, jusqu'à complet engazonnement efficace des talus de façon à éviter l'entraînement de MES dans les cours d'eau et les Zones Humides,

– pour les bassins implantés dans les zones propices à la présence de batraciens, le cas échéant après concertation avec l'ONEMA, une clôture est mise en place sur leur périmètre pour empêcher la pénétration des animaux de ces espèces, compte tenu de la toxicité que peuvent présenter ces milieux.

Ces conditions sont aussi valables pour les ouvrages temporaires en phase chantier et les rejets des bases travaux.

En parallèle, les cours d'eau situés à l'aval font l'objet d'une surveillance accrue pour s'assurer de l'efficacité du dispositif et pallier tout dysfonctionnement pouvant aboutir au colmatage des fonds des cours d'eau du fait de départ régulier de matières en suspension.

Article 13 Espèces invasives

Toutes les dispositions sont prises pour éviter une dissémination d'espèces invasives (végétales et animales) présentes dans l'aire des travaux : aucun mélange de terres et transfert de terre ou d'engins sans nettoyage n'est autorisé entre les secteurs contaminés et les secteurs indemnes. Un écologue à la charge du pétitionnaire suit l'ensemble des travaux inscrits dans le présent arrêté et définit ces différents secteurs. Un protocole, basé sur les dispositions ayant fait leur preuve est mis en œuvre (en concertation avec le Conseil général et l'ONEMA) et fait l'objet d'une validation par la DREAL. Une attention particulière est portée sur la non utilisation des produits phytosanitaires.

En cas de contamination avérée pendant ou après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires à la non-dissémination et à l'éradication des espèces invasives.

Article 14 - Bases-vie et zones de chantier

Dans le cadre de l'installation des "bases-vie", l'eau destinée à la consommation humaine telle que définie par le Code de la Santé Publique (cf. article R.1321-1, à savoir : boisson, préparation des aliments, hygiène corporelle et buccale ...) doit respecter, avec ou sans traitement, les exigences réglementaires de qualité applicables.

En parallèle, pour des raisons de salubrité publique et de préservation des milieux, les eaux usées font l'objet d'une collecte et d'un traitement approprié conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, l'installation du dispositif ayant préalablement fait l'objet d'une demande régulière.

La conformité réglementaire est également exigée pour l'installation des plates-formes, spécialement équipées à cet effet de dispositifs de confinement, destinées à la fabrication des bétons, aux stockages d'hydrocarbures, huiles, graisses ou de tout produit polluant, à l'entretien ou au lavage des engins sur le site, au stockage des déchets qui seront en outre évacués dans une décharge autorisée à recevoir ces produits.

Les plans des installations de chantier et des équipements temporaires indiquant les dispositifs visant à éviter les risques de pollution sont transmis au service chargé de la police de l'eau dans le respect des délais fixés à l'article 18.3 ci-après.

Pendant la phase de préparation des travaux, afin de prévenir tout incident ou accident, les entreprises, en concertation avec le pétitionnaire, définissent les mesures préventives et de contrôle, voire correctives, destinées à préserver l'environnement ; le pétitionnaire est en outre chargé d'en vérifier l'efficacité.

L'emprise des pistes de chantier sur toute zone humide doit être prise en compte en matière de compensation.

Les pistes et les accès de chantier mis en place en zone inondable sont réalisées afin d'être "fusibles" en cas de crue.

Pour prévenir la survenue de pollutions accidentelles et la contamination des milieux par les matières en suspension et hydrocarbures ou tout produit susceptible d'engendrer une pollution des eaux, le pétitionnaire met en œuvre les dispositions suivantes en phase chantier :

- les installations de chantier à risques, les aires d'entretien et de lavage des engins de chantier et les stockages sont situés en dehors des zones inondables des cours d'eau chaque fois que cela est techniquement possible et en dehors des abords immédiats des cours d'eau ou de toute autre zone identifiée comme sensible (zones humides, zones où la protection du terrain naturel n'est pas suffisante pour garantir l'absence d'infiltration vers les nappes souterraines, ...) ;

- les plate-formes des ateliers mécaniques sont imperméabilisées et leurs eaux de ruissellement sont collectées dans un débourbeur-deshuileur (Hydrocarbures < 5 mg/l) avant de rejoindre les bassins de décantation ;

- les eaux collectées sont envoyées vers un bassin, dimensionné pour une pluie biennale, quinquennale ou décennale qui permet la décantation des MES (caractéristiques dimensionnelles favorisant la décantation). Le rejet du système de traitement en MES ne doit pas dépasser 50 mg/l et 5 mg/l pour les hydrocarbures. La température des eaux rejetées est < 21,5 °C dans les eaux salmonicoles et < 25,5°C dans les eaux

cyprinicoles. L'écart de température entre le rejet et le milieu est < 3°C. Le PH des eaux rejetées est compris entre 6 et 9 avec un écart inférieur à 2.;

- les modalités constructives sont définies dans l'art.12 ;

- l'ouvrage de rejet est équipé d'un filtre permettant d'abattre le taux de MES des eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel ;

- les zones d'entretien, de stockage et de lavage sont obligatoirement étanches ;

- les installations de groupes électrogènes et de cuves d'hydrocarbures sont aménagées dans des bacs de rétention étanches placés au-dessus du niveau des plus hautes eaux, ainsi que tout autre stockage de produits susceptibles de polluer les eaux et respectent la réglementation en vigueur ; En cas d'impossibilité technique de placer le bac au dessus des plus hautes eaux, le pétitionnaire le justifie et en informe par écrit le service de police de l'eau.

- les talus ainsi que la périphérie des bassins, fossés et dépôts sont ensemencés dès la fin des opérations de terrassement pour chaque ouvrage ou partie d'ouvrage, afin d'assurer une stabilité des terrains et d'éviter leur érosion ;

- les surverses des bassins sont équipées (empierrements , géotextiles) afin d'éviter toute érosion.

Article 15 Prélèvements pour les besoins des chantiers

Des prélèvements d'eau (annexe 7) sont nécessaires pour le terrassement (2 230 000 m3 sur l'ensemble du trajet de la LGV SEA et 900 000 m3 sur le bassin versant Charente), comprenant la mise en œuvre des matériaux, les traitements aux liants hydrauliques et l'arrosage des pistes ; pour l'arrosage nécessaire à l'enherbement et aux plantations ; pour le lavage des engins et matériels.

Les besoins sont variables en fonction de l'état hydrique des matériaux et de la climatologie pendant le chantier.

Le volume maximal journalier prélevé est de 700 m3 pour les prélèvements par forage et est adapté à la ressource disponible.

Les prélèvements nécessaires aux besoins du chantier s'effectuent en priorité sur les volumes utilisables des bassins, provisoires ou définitifs, comprenant les volumes "morts".

Dans le cas où des prélèvements s'avèrent nécessaire dans les nappes d'accompagnement des cours d'eau, une étude précise de leur incidence sur le débit de ces nappes et de ces cours d'eau est demandée chaque année. L'autorisation éventuelle de prélèvement est subordonnée au maintien d'un débit suffisant dans le cours d'eau concerné pour garantir en permanence les usages d'eau potable, la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux, mais également pour préserver les droits d'eau et autorisations liés aux installations hydroélectriques et à l'irrigation, voire aux autres usages méconnus à ce jour.

Un bilan annuel identifiant les volumes prélevés par ouvrage, et par bassin est transmis au service de police de l'eau avant le 15 février de l'année n+1. Chaque année avant le 15 mars le pétitionnaire présente le bilan et il identifie les besoins et la localisation des prélèvements envisagés (liste et localisation des points de prélèvement, identification des besoins (débit horaire et volume) et acceptabilité de la ressource par bassin et incidence sur les usages).

Des stockages tampons permettent de limiter le prélèvement horaire et la pression sur le milieu.

Article 15.1 Conditions de prélèvements dans les eaux souterraines

La réalisation des ouvrages et les prélèvements sur forages et puits doivent faire l'objet d'une procédure spécifique auprès du service de Police de l'Eau compétent (rubriques 1110, 1210, et 1310 de la nomenclature de l'article R214-1 du CE) et d'une inscription à la banque du sous-sol (code BSS°).

Le bassin versant de la Charente est en Zone de répartition des eaux. Tout prélèvement supérieur à 8m3/h est soumis à autorisation et ceux inférieurs à 8 m3/h à déclaration.

Aucun prélèvement en eau souterraine n'est autorisé dans les périmètres de protection rapprochée des captages AEP (excepté Coulonge) définis dans les arrêtés de DUP de mise en œuvre des périmètres de protection des captages AEP et nécessite un avis d'hydrogéologue agréé sur les périmèttes éloignés et sur les aires d'alimentation des captages grenelle.

Les prélèvements sont limités en débit et volumes à proximité des captages AEP privés, points d'eau à usage industriel ou autres points d'eau afin de limiter le rabattement. Une surveillance piézométrique est mise en place.

Article 15.2 Conditions de prélèvements dans les eaux superficielles

Conformément à l'article L214-18 du Code de l'Environnement, un débit minimum biologique est maintenu dans les cours d'eau et est égal au minimum à 10% du module augmenté des usages aval ou au débit à l'amont immédiat si celui-ci est inférieur.

Aucun rinçage de cuve de transport d'eau avec déversement direct dans un cours d'eau n'est autorisé.

La matérialisation du débit minimal au dessous duquel aucun prélèvement n'est réalisé se fait par la pose d'une échelle limnimétrique. Des piges indiquent le niveau de pompage autorisé.

Les accès aux prélèvements en eaux superficielles font l'objet de protections adaptées (protection du sol et de la végétation).

- Pour les cours d'eau ayant un module supérieur à 50 l/s, le pompage sera direct en limitant le prélèvement :

- aux périodes de débit supérieur au dixième du module (débit réservé), pour des cours d'eau présentant un module supérieur à 100 l/s ;
- à 10l/s, pour les cours d'eau présentant un module compris entre 50 et 100 l/s (ce qui représente donc de 10 à 20 % du module).

- Pour les cours d'eau ayant un module entre 25 et 50 l/s, le pompage est indirect en arrêtant le pompage lorsque le débit du cours d'eau atteint le cinquième du module.
Les pompes ont une capacité inférieure à 10 m3/h. En aucun cas le débit dans le cours d'eau ne devra être inférieur à 10l/s après prélèvement.

- Pour les cours d'eau ayant un module inférieur à 25 l/s, aucun prélèvement ne sera effectué.

Article 15.3 Restriction en cas d'arrêté sécheresse

Les conditions de prélèvements respectent la réglementation en vigueur. En particulier, les Préfectures des Deux sèvres et de Charente peuvent, sans que le bénéficiaire de l'autorisation puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre du décret n°92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ainsi, dans le cas de la promulgation d'un arrêté « sécheresse », le pétitionnaire est tenu de se conformer aux préconisations de restriction ou d'interdiction d'usage le cas échéant. LISEA est associé aux réunions du comité " sécheresse " (observatoires de l'eau).

S'il est envisagé un raccordement sur le réseau public, il doit faire l'objet d'une autorisation préalable du syndicat d'eau potable concerné.

Dans tous les cas, une optimisation de la consommation en eau du chantier est recherchée afin d'éviter tout gaspillage inutile.

Article 15.4 Conditions d'implantation et d'exploitation des installations de prélèvement

Le site d'implantation des ouvrages et installations de prélèvement est choisi en vue de prévenir toute surexploitation ou dégradation significative de la ressource en eau, superficielle ou souterraine, déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages dans le cadre d'activités régulièrement exploitées.

Le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les hydrocarbures et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage et notamment les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, s'il y a lieu.

Lorsque les ouvrages ou installations de prélèvement sont situés en zone fréquemment inondable et qu'ils sont fixes ou que des prélèvements sont susceptibles d'être effectués lors de périodes de crues, le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires afin que les réserves de carburant et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage, en particulier les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage, soient situés hors d'atteinte des eaux ou stockés dans un réservoir étanche ou évacués préalablement en cas de survenue de la crue.

Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute.

Les valeurs du débit instantané et du volume annuel maximum prélevables et les périodes de prélèvement sont proposées par le pétitionnaire en tenant compte des intérêts mentionnés à l'article L.211-2 du code de l'environnement.

Elles doivent en particulier :

–permettre de prévenir toute surexploitation significative ou dégradation de la ressource déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages régulièrement exploités ;

–respecter les orientations, restrictions ou interdictions applicables dans les zones d'expansion des crues et les zones concernées par un plan de prévention des risques naturels, un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, un périmètre de protection des sources d'eaux minérale naturelle, un périmètre de protection des stockages souterrains, un arrêté de restriction ;

–pour les prélèvements dans les eaux de surface : permettre le maintien en permanence de la vie, la circulation, la reproduction des espèces piscicoles qui peuplent le cours d'eau et ne pas porter atteinte aux milieux aquatiques et zones humides en relation avec le cours d'eau concerné par le prélèvement ;

Ces valeurs du débit et du volume doivent par ailleurs être compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du ou des schémas d'aménagement et de gestion des eaux concernant la zone où s'effectue le ou les prélèvements s'ils existent.

– Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le bénéficiaire prend, si nécessaire, des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.

Article 15.5 Entretien

Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé. Il sécurise et s'assure de l'entretien régulier des ouvrages de prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Article 15.6 Conditions d'arrêt des installations de prélèvement

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement mis hors service afin d'éviter toute pollution des eaux ou tout prélèvement intempestif. Les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés dans un local étanche.

En cas de cessation définitive des prélèvements, le bénéficiaire de l'autorisation en fait la déclaration auprès du préfet concerné au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive d'évacuer le site de prélèvement. Les travaux prévus pour la remise en état des lieux sont portés à la connaissance du préfet un mois avant leur démarrage.

Le comblement des forages est réalisé après exploitation conformément à la réglementation par des techniques appropriées permettant notamment de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes et l'absence de transfert de pollution.

L'autorisation de prélèvement cesse à la mise en service de la ligne.

Article 16 Mares et Plans d'eau

Un état zéro de référence est réalisé avant le début des travaux pour chaque plans d'eau.

Les plans d'eau et mares susceptibles d'être comblés ou asséchés, du fait de leur implantation vis à vis de l'emprise du projet, font l'objet à charge du pétitionnaire :

- D'une sauvegarde des espèces présentes et leur déplacement vers un autre lieu de vie favorable,
- De création de mares de substitution, favorables aux espèces sauvegardées des mares et plans d'eau détruits, accompagnée d'un suivi par un organisme gestionnaire,
- D'une indemnisation versée pour le préjudice subi aux propriétaires selon la législation en vigueur.

Les nouveaux plans d'eau créés respectent les procédures et les prescriptions en vigueur.

La vidange d'un plan d'eau avant sa destruction par le projet est visé par la rubrique 3.2.4.0 au titre de la police de l'eau et conforme à l'arrêté de prescription général.

La liste des plans d'eau impactés se trouve en **annexe 8.**

Une synthèse annuelle récapitulant les interventions sur les plans d'eau (suppression, vidanges, créations ...) avec les plans associés est envoyée aux services de Police de l'eau et à l'ONEMA avant le 15 février de l'année n+1.

Article 17 Organisation du chantier

Article 17.1 Période de réalisation des travaux

Les travaux directs dans les cours d'eau sont proscrits pendant les périodes de reproduction des espèces protégées présentes dans les milieux. Sur les cours d'eau où les espèces migratrices sont présentes, les migrations sont préservées lors des travaux.

Les périodes de réalisation des travaux en cours d'eau sont obligatoirement prises dans les intervalles suivants :

–Pour les cours d'eau à dominante salmonidés (truite,...) du 1er avril au 30 novembre,

–Pour les cours d'eau à dominante cyprinidés du 15 juillet au 15 février (si le brochet est présent la période d'autorisation est du 1 juin au 30 janvier).

En cas d'impossibilité de respecter ces prescriptions une demande argumentée de dérogation est transmise au Service de Police de l'Eau et à la DREAL dans le cas d'impact sur les espèces protégées, avec copie à

l'ONEMA dans le respect des délais fixés à l'article 18.3 avant l'intervention envisagée avec les mesures de correction prévues pour limiter les effets néfastes sur le milieu et les peuplements.

Les travaux situés sur les bassins versants (en dehors des lits mineurs) des cours d'eau sont autorisés toute l'année sauf pour les secteurs présentant des habitats d'espèces protégées pour lesquelles les périodes de travaux respectent les préconisations prévues dans les arrêtés de dérogation.

Une vigilance accrue est demandée sur un entretien impératif des dispositifs de traitement de rejet au niveau des milieux à forte vulnérabilité et pendant les périodes de reproduction des espèces.

Article 17.2 Plan et planning du chantier

Le pétitionnaire établit un plan de chantier et un planning visant, le cas échéant, à moduler dans le temps et dans l'espace l'activité en fonction :

–Des conditions hydrodynamiques, hydrauliques ou météorologiques ;

–De la sensibilité et des enjeux associés à l'écosystème et des risques de perturbation de son fonctionnement ;

–De la nature et de l'ampleur des usages et activités professionnelles et de loisirs présents sur l'emprise des chantiers

–Des prescriptions relatives aux ouvrages et activités de chantiers

L'ensemble de ces éléments sont transmis au service chargé de la police de l'eau pour approbation avant tout début d'exécution et ce dans le respect des délais fixés à l'article 18.3.

Une réunion préalable au démarrage des travaux est organisée avec le groupe technique "loi sur l'eau" défini à l'article 18.2. Un calendrier et plan prévisionnel des travaux sur l'ensemble de la ligne est fourni aux services de police de l'eau.

Article 18 pilotage et suivi des travaux

Article 18.1 Pilotage interne

Le groupement auquel LISEA confie la réalisation des travaux est organisé de manière à assurer un contrôle strict en matière d'environnement. Chaque Lot de travaux (20-25 km) est spécifiquement suivi par un chargé Environnement. Un service central de LISEA est en charge de l'établissement des procédures cadres, des guides utilisés et des formations de chaque intervenant sur l'ensemble du linéaire.

Le pétitionnaire impose aux entreprises réalisant les travaux de mettre en œuvre les mesures de protection des eaux et des milieux aquatiques nécessaires à leur préservation dans le respect de la présente autorisation et des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement et d'un schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (PRE) : elles sont conformes aux dispositions de la présente autorisation.

Pour le suivi et le contrôle du chantier, le pétitionnaire veille à faire prendre en compte les aspects environnementaux dans la conduite du chantier selon une organisation qu'il doit définir pour chacune des phases du chantier. Il doit transmettre au Service de Police de l'Eau concerné dans le respect des délais fixés à l'article 18.3 avant le début de chacune des phases de travaux les documents demandés dans les sections correspondantes.

Un plan de management de la qualité et de l'environnement est mis en place et présenté au groupe technique Loi sur l'eau défini à l'article 18.2.

Un plan d'organisation et d'intervention (POI) en cas de pollution accidentelle est mis en place et définit les procédures à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle.

Article 18.2 Pilotage externe

Un groupe technique « Loi sur l'eau » assure des contrôles nécessaires en particulier la conformité des travaux et ouvrages à la présente autorisation. Ce Groupe Technique est composé des services de Police de l'Eau et des services régionaux et départementaux de l'ONEMA des Deux-Sèvres, de la Charente. Il se fait assister en tant que de besoin par d'autres services de l'État (DREAL, ARS,...), d'autres organismes comme l'EPTB Charente, les SIAH des cours d'eau concernés, les Fédérations de pêche ou par des experts dont les frais de missions sont à la charge du pétitionnaire.

Le groupe technique, associe le pétitionnaire et se réunit en tant que de besoin.

Un bilan annuel, des problèmes rencontrés et des synthèses demandées dans l'arrêté, est réalisé par le permissionnaire et présenté au groupe technique avant le 15 février de l'année n+1.

Article 18.3 Informations des Services de Police de l'Eau et des tiers

Pour permettre les échanges entre les différents services, et avant tout démarrage de la phase de chantier correspondante, le permissionnaire transmet aux Services Police de l'Eau et de l'ONEMA un tableau récapitulatif des aménagements et travaux prévus, des dérivations projetées provisoires ou définitives, des mesures correctives, d'accompagnement et compensatoires associées ; ce récapitulatif est accompagné des plans détaillés et des descriptifs des projets correspondants, des phases et le planning de réalisation. Ces éléments permettent au service de police de l'eau et à l'ONEMA de définir les ouvrages ou travaux qui nécessitent un accord préalable avant démarrage ou des réunions de calage.

Les délais de transmission sont de **8 semaines, portés à 10 semaines pour les ouvrages à démarrer entre le 1er août et le 30 octobre,** de façon que le service chargé de la police de l'eau puisse formuler ses observations éventuelles au plus tard 4 semaines avant le commencement des travaux.

Une réponse favorable des services vaut accord pour l'opération sollicitée sans attendre l'expiration du délai initialement fixé.

Ces délais s'appliquent également à tous les articles du présent arrêté faisant référence à l'article 18.3 pour la transmission ou la validation d'éléments auprès des services de Police de l'eau ou d'un autre service de l'État.

Les dispositions retenues doivent correspondre à la mise en œuvre des prescriptions énoncées dans la présente autorisation.

Le pétitionnaire en adresse également un document au Maire de la commune pour information sur laquelle les travaux sont réalisés, aux fins de mise à disposition du public (identification du type de travaux, localisation, calendrier).

Des réunions de suivi de chantiers sont organisées par le pétitionnaire de façon régulière de manière à permettre des rectifications éventuelles par rapport aux prescriptions générales et particulières prévues par l'autorité administrative.

L'organisation du suivi de chantier entre le permissionnaire et le groupe technique "Loi sur l'eau" est calé lors d'une première réunion avant le démarrage des travaux.

Article 18.4 Remise en état à l'issue des travaux

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire enlève tous les décombres, terres, dépôts de matériaux provisoires et déchets qui pourraient subsister. Pour tous les ouvrages provisoires (piste d'accès, passage busé provisoire sur cours d'eau) dont l'implantation a été autorisée dans les zones inondables des cours d'eau ou les zones humides, il est exigé de remettre en état les sites à l'issue de la phase de chantier en rétablissant les fonctionnalités initiales de ces zones humides ou inondables des berges et lits mineurs impactés.

Les thalwegs et cours d'eau font également l'objet d'une remise en état à l'issue des travaux permettant de retrouver les conditions initiales de pente, profils en long et en travers et granulométrie du fond de thalweg, décompactage des sols.

Les dispositifs de traitement des eaux de ruissellement du chantier sont déconnectés en toute fin de chantier après avis des services de police de l'eau, une fois que les dispositifs de traitement des eaux définitifs sont connectés et fonctionnels et que l'ensemble des talus est végétalisé.

Section 3 - Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle) En phase Chantier et en phase d'exploitation

L'ensemble des suivis visent à s'assurer que le pétitionnaire respecte ses engagements en terme d'obligation de résultats. La référence applicable est le critère de respect du bon état écologique et physique en application de la Directive Cadre européenne sur l'Eau à l'échéance 2015. En conséquence, les Installations, ouvrages, travaux et aménagements autorisés par le présent arrêté ne doivent pas avoir un effet déclassant sur les milieux aquatiques concernés.

Le pétitionnaire doit respecter la Directive Cadre européenne sur l'Eau, dans le cas de rejets au milieu et les objectifs d'atteinte ou de maintien du bon état des cours d'eau.

Les ouvrages, installations ou remblais sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection des intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements et au suivi du milieu aquatique. Ils doivent être compatibles avec les différents usages du cours d'eau.

Article 19 Suivi des eaux superficielles en phase chantier

Article 19.1 Suivi de la qualité des eaux rejetées

Deux types de suivis de qualité sont mis en place sur l'ensemble de la zone d'étude lors de la phase travaux :

- Un suivi de la qualité des eaux des différents cours d'eau avec un seul point de prélèvement clairement identifié au préalable pour lequel le programme dépend principalement de la sensibilité du milieu aquatique (espèces recensées)

- Un suivi de la qualité des rejets dans les cours d'eau afin d'évaluer l'efficacité des systèmes de traitement et au besoin de modifier les aménagements mis en place (bassins ou filtres) en fonction de l'évolution du chantier. Les prélèvements ont lieu en deux points au cours de périodes pluviométriques représentatives, plus précisément en amont et en aval du point de rejet. Le pétitionnaire réalise un suivi sur les rejets ainsi que les analyses dans les cours d'eau en aval des points de rejet en cas de dépassement des seuils définis dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ils sont particulièrement suivis en période d'étiage, après une pluie séparant une période sèche de huit jours consécutifs.

Les mesures de suivi sont comparées à l'état initial de référence, qui est repris avant le démarrage des travaux afin d'être conforme à l'analyse des paramètres demandés par l'arrêté du 25 janvier 2010.

Les eaux rejetées après traitement dans le milieu naturel respectent la norme de qualité fixée pour le milieu récepteur : cette norme est fixée dans le respect de la Directive-Cadre sur l'Eau.

Le tableau suivant présente les valeurs à ne pas dépasser dans le milieu récepteur :

Paramètres	Limites
COD	<7 mg/l
DBO5	< 6 mg/l

Paramètres	Limites
MES	< 50 mg/l
NH4+	<0,5 mg/l
DCO	<30mg/l
Ptot	<0,2
O_2 dissous	> 6 mg/l
Taux de saturation en O_2 dissous	> 70 %
Conductivité	Stabilité/état initial
pH	6<pH<9 et variation PH <2
Température eaux salmonicoles eaux cyprinicoles	 < 21,5 < 25,5 L'écart de température entre le rejet et le milieu est < 3°C pour les eaux cyprinicoles et 1,5°C pour les eaux salmonicoles

Pour les métaux, les valeurs à respecter sont en moyenne annuelle

Paramètres	Limites
Plomb et ses composés	7,2 µg / l
Zinc	Bruit de fond + 7,8 µg / l

Si la qualité des eaux du milieu récepteur en amont du rejet n'est pas conforme aux valeurs ci-dessus, la qualité des rejets des ouvrages de la LGV-SEA est telle que la qualité du milieu récepteur ne soit pas dégradée.

Les différents systèmes de traitement sont dimensionnés en considérant que les rejets se font directement dans le cours d'eau drainant le bassin versant où ils se situent, quel que soit leur emplacement dans ce bassin versant et en cumulant les rejets fonctionnant en même temps.

Pour chaque point de rejet le pétitionnaire présente un tableau indiquant le débit de rejet maximal du système de traitement ainsi que la concentration maximale en sortie du système pour les différents paramètres listés dans le tableau ci dessus, selon les délais spécifiés à l'article 18.3.

Le protocole de suivi doit comporter **à minima** :

A) Mesures de suivi de la qualité des cours d'eau

- Un état zéro de référence est réalisé avant le début des travaux pour chaque cours d'eau comprenant les paramètres listés à l'arrêté du 25 janvier 2010 :

- les paramètres biologiques : l'Indice Biologique Invertébré (IBGN), l'Indice Diatomée (IBD), l'Indice Poisson Rivière (IPR) ;
- les paramètres physico-chimiques généraux : O2d , taux de saturation en O2d , DBO 5 , COD, température, PO 43-, P tot , NH 4+, NO 2-et NO 3-
- les polluants spécifiques : arsenic (As), chrome (Cr), cuivre (Cu) et zinc (Zn) ;
- en complément MES, DCO et pH
- Le débit est mesuré lors des prélèvements.

Une analyse complète (paramètres d'état zéro) est réalisée annuellement, à une période similaire à celle de l'état zéro et pour la durée des travaux. Ce suivi s'inscrit dans un objectif de suivi de la non-dégradation des masses d'eau.

- Un prélèvement en amont et en aval de chaque point de rejet du chantier ou de chaque zone de dérivation ou de terrassement en bordure de cours d'eau, ciblé sur les paramètres susceptibles d'être modifiés par les rejets de la phase travaux, c'est-à-dire : MES, DCO, DBO 5, O2 dissous, pH, température et hydrocarbures.

La fréquence d'analyse est fixée dans l'annexe 9 (tableau de suivi de la qualité des cours d'eau en phase chantier). La fréquence d'analyse est renforcée sur les cours d'eau qui présentent un objectif de bon état à l'horizon 2015.

Les cours d'eau qui n'ont pu être mesurés lors des campagne 2009-2010 font l'objet d'un suivi mensuel.

B) **Mesures des rejets d'eaux de ruissellement des systèmes de traitement** dans les conditions suivantes :

—a) suivi mensuel pour les MES, pH et conductivité,

- b) suivi mensuel pour les hydrocarbures sur les sites à proximité d'un atelier mécanique, de bases travaux, en cas de fuite d'hydrocarbures. Les sites sont validés par le service de police de l'eau.

—c) bisannuelle en recherche de résidus des traitements herbicides éventuellement appliqués.

Le pétitionnaire s'efforce de réaliser ces mesures lors d'une pluie intervenant après une période de temps sec et en tout cas en période de fonctionnement du débit de fuite. Les mesures doivent mentionner la date et l'heure de prélèvement et être accompagnées du relevé des pluies établi par météo France au pas de temps horaire et 24h précédant le prélèvement.

C) Mesures de suivi des plans d'eau

Un état zéro de référence est réalisé avant le début des travaux pour chaque plan d'eau comprenant les paramètres listés à l'arrêté du 25 janvier 2010 complétés de certains paramètres MES et DCO.

Un suivi mensuel de la qualité des eaux des plans d'eau situés à proximité des installations de chantier et notamment des hydrocarbures est mis en place.

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration.

Les points de prélèvement (rejet/amont-aval rejet) avec géolocalisation sont transmis au service de Police de l'Eau. Le protocole et les modalités de suivi et prélèvements sont transmis au Service de Police de l'eau concerné dans le respect des délais fixés à l'article 18.3.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé et sous accréditation COFRAC pour ces opérations.

Les dispositions sont prises pour disposer d'un prélèvement représentatif acheminé et traité dans de bonnes conditions et notamment :

- les prélèvements sont réalisés de jour, aux points définis via des coordonnées GPS avec communication immédiate en cas de changement ;
- Le flaconnage employé doit être adapté aux recherches effectuées et étiqueté pour faire apparaître les identifiants de prélèvement. Le transport des échantillons depuis son prélèvement jusqu'à son arrivée au laboratoire doit se faire dans une enceinte frigorifique dans les conditions suivantes : 5°C +/-3°C à l'abri de la lumière. Si la température de l'enceinte frigorifique est supérieure à 8°C à son arrivée au laboratoire, le prestataire doit en avertir le donneur d'ordre et s'engager à mettre en place les mesures adéquates pour corriger cette anomalie pour les prochains échantillons.
- Le prélèvement en eaux superficielles est fonction, pour une même station, des conditions hydrologiques au moment du passage. Cependant pour chacune des stations, il est réalisé dans le chenal d'écoulement principal, et par ordre de préférence décroissante : dans le cours d'eau, face au courant, environ 30 cm sous la surface de l'eau, et sans utilisation de matériel intermédiaire ; depuis un pont, avec de préférence

l'utilisation d'un porte bouteille lesté, ou à défaut l'utilisation d'un seau en matériau inerte ; depuis la berge avec une canne de prélèvement, lorsque le chenal principal n'est atteignable ni à pied ni d'un pont.
- pour les prélèvements en forage, ils sont réalisés après pompage au minimum de 4 fois le volume de l'ouvrage ou pour les ouvrages équipés de pompes après un fonctionnement de 15 à 30 minutes.
- sur sédiment, le substrat étant de nature hétérogène, 3 prélèvements minimum par site, espacés de quelques mètre sont effectués et seule la couche supérieure du sédiment (2 à 5 cm) est prélevé.
- Le délai entre l'heure de prélèvement et le début de l'analyse ne doit pas excéder 24H.

En cas d'anomalie constatée, des analyses complémentaires sont réalisées aux frais du pétitionnaire et le service de police de l'eau en est informé. Un état des lieux contradictoire est réalisé dans les mêmes délais. Si l'origine des anomalies provient des travaux, des mesures doivent être prises pour retrouver la qualité initiale des eaux.

Les analyses font l'objet d'une synthèse annuelle transmise au service de police de l'eau avant le 15 février de l'année n+1.

Article 19.2 Suivi de la quantité des eaux prélevées

Un dossier technique est fourni au service chargé de la Police de l'Eau concerné avant le 15 février pour la période estivale de l'année (avant le 1er avril pour 2012) dans les délais fixé par le 18.3 et précise : l'emplacement exact des points de pompage ; les usages aval ; les dispositifs de protection du lit et des berges du cours d'eau contre les perturbations associées au pompage ; le dispositif de comptage ; les solutions d'approvisionnement alternatives retenues au cas où les pompages mentionnés ci-dessus sont insuffisants ; le mode de prélèvement garantissant le respect du débit réservé dans le cours d'eau et du débit maximal prélevable dans le cours d'eau (création d'un bassin tampon, pompe à débit limité,...).

Un dispositif de type échelle limnigraphique est installé avant tout prélèvement, à l'aval du point de pompage. Il est calibré en débit et permet par simple vérification sur le site, de s'assurer du respect du débit réservé dans le cours d'eau.

Toute modification ou tout changement de type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre doit être préalablement porté à la connaissance du préfet concerné.

Le pétitionnaire s'assure qu'en permanence le respect du débit réservé à l'aval du point de prélèvement est respecté.

Tout prélèvement d'eau effectué par pompage dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement, puits ou forage, doit être équipée d'un compteur volumétrique ou d'un mode de comptage conforme à l'article R214-57 ou validé par le service de police de l'eau dans un délais conforme au 18.3. Le compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

–les volumes prélevés mensuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque mois et sur la période où il a été sollicité ;

–les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;

–les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés du contrôle ; les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le pétitionnaire. Un bilan annuel est envoyé au service de police de l'eau avant le 15 février de l'année n+1.

Article 20 Suivi quantitatif et qualitatif des puits, forages et points d'eau en nappe à usages privés ou publiques et mesures d'accompagnement

Si, malgré les précautions qui sont prises pour la préservation des ressources existantes, que celles-ci soient publiques ou privées, un impact sur le volume ou sur la qualité des eaux prélevées devait être détecté, le bénéficiaire de la présente autorisation, prend à sa charge la continuité de l'approvisionnement en eau, la qualité délivrée devant satisfaire les exigences du code de la santé publique pour l'alimentation humaine. Pour les ouvrages industriels ou agricoles, la contrepartie peut prendre la forme d'une indemnisation libératoire.

Dans le cas d'impacts avérés sur des points d'eau souterrain le pétitionnaire doit financer des mesures compensatoires liées aux incidences quantitatives et/ou qualitatives du projet sur les points d'eau privés.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des dommages de travaux publics. En fonction des usages et de la nature des incidences, les mesures compensatoires peuvent consister en l'une ou plusieurs des actions suivantes, en cas de baisse de débit ou de tarissement ou bien en cas de dégradation de la qualité :

–indemnisation financière pour perte de jouissance du point d'eau ;

–raccordement au réseau AEP communal ;

–déconnexion des eaux du captage pour ce qui concerne l'usage domestique ;

–recherche d'une alimentation de substitution si nécessaire (déplacement de l'ouvrage, approfondissement, réservoirs d'eau de pluie ...)

Le pétitionnaire doit fournir une étude complémentaire exhaustive de recensement des points d'eau intégrant les points d'eau identifiés dans l'enquête publique susceptibles d'être affectés avant le début des travaux. Il doit également préciser la nature du suivi qui est réalisé pour chacun des nouveaux points en accord avec le propriétaire de l'ouvrage.

Tout nouveau puits non mentionné dans les annexes de la présente autorisation ou non-identifié dans l'étude complémentaire peut faire l'objet d'un suivi à la demande du propriétaire ou du service de police de l'eau et après examen de sa situation par rapport à la zone d'incidences du projet Ils bénéficient des mêmes suivis et des mêmes compensations que ceux identifiés dans le dossier initial.

Pour les mesures nécessitant le comblement des forages ou puits situés dans l'emprise des travaux, celui-ci est réalisé conformément à la réglementation par des techniques appropriées permettant notamment de garantir l'absence de circulation d'eau entre les nappes et l'absence de transfert de pollution est porté à la connaissance du préfet conformément à la réglementation.

Une mise à jour des ouvrages impactés, des suivis et mesures compensatoires est adressée chaque année au service de police de l'eau avant le 15 février de l'année n+1.

Article 20.1 Modalités de suivi des puits et des points d'eau

Des suivis sont réalisés sur les points d'eau identifiés en annexe 13 et, le cas échéant, en cas d'incidence, des compensations sont mises en place sur tous les points d'eau recensés dans le dossier (complétés par les ouvrages portés à connaissance lors de l'enquête publique ou lors du chantier) ainsi que les forages agricole ou autres.

Les terrassements peuvent affecter qualitativement les nappes par une pollution due aux matières en suspension. Le pétitionnaire prend toutes les précautions nécessaires pour s'affranchir de ce risque.

LISEA met en œuvre un observatoire de la qualité des eaux souterraines chargé de suivre les incidences qualitatives et quantitatives des travaux.

Le suivi des ressources souterraines est effectué à la fois sur les aspects quantitatifs et qualitatifs, en phase travaux et exploitation (première année d'exploitation, pouvant être étendue à 5 ans par décision du service de Police de l'Eau) selon les modalités suivantes :

- l'intégration du suivi de la qualité de l'eau des aquifères profonds assuré par des organismes publics (BRGM, réseaux de surveillance publics)
- l'intégration du suivi de la qualité de l'eau des captages AEP publics réalisé par les exploitants de ce service (cf. article 20.2)
- le renforcement du suivi de la qualité de l'eau des ouvrages à usages eau potable ou agro-alimentaire privés par LISEA (cf. article 20.2)

- le suivi de la qualité de l'eau des aquifères profonds dont le toit se trouve près de la surface (< 25m) est assuré par le pétitionnaire : mesures régulières du niveau de l'eau et prélèvements suivis d'analyses de la qualité physico chimique de l'eau. Les zones de captages AEP publics et les points d'eau déjà surveillés sont privilégiés,

- un suivi des niveaux des eaux souterraines au droit des déblais humides est réalisé, avant, pendant et après la phase travaux. A cette fin, des piézomètres sont implantés en amont et en aval des déblais. La périodicité des mesures sera de l'ordre du mois et font l'objet d'une déclaration au titre de la rubrique 1.1.0.

- le suivi du niveau d'eau dans les puits et forages proches est réalisé au minimum deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux, avant et pendant la phase travaux et la première année d'exploitation de la ligne. Au besoin, la période de surveillance sera étendue à cinq ans pour des points d'eau particuliers.

Ce suivi concerne : les points déjà surveillés, les captages AEP situés à moins de 300 m de l'axe dont la LGV traverse le Périmètre de Protection Rapproché ; les sources, puits et forages situés à proximité des grands déblais humides et à moins de 300 m de l'axe du tracé et identifiés en **annexe 13** et dans le tableau ci-dessous. Des ouvrages témoins hors zone d'influence sont également surveillés.

Des mesures et analyses sont effectuées avant les travaux. Elles servent de référence pour celles réalisées ultérieurement, au cours des travaux.

Les drainages et rabattements de nappes sont listés en **annexe 10**

Les points d'eau potentiellement impactés par le rabattement de nappe d'un déblai humide, proches du déblai (situés à moins de 100m) et avec un usage avéré sont surveillés. Ils sont listés dans le tableau ci-dessous :

N° du Point d'Eau	Département	Commune	Type	Usage	Pk proche	Distance / emprise (m)	Mesures
0749-79307	79	SAUZE-VAUSSAIS	Puits	Aucun	150.3	84	
0759-79307	79	SAUZE VAUSSAIS	Puits	Domestique	152.6	74	Surveillance
0772-16189	16	LONDIGNY	Puits	Aucun	154.6	36	
0951-16113	16	LA COURONNE	Puits	Domestique	208.2	61	Surveillance
0954-16287	16	ROULLET SAINT-ESTEPHE	Puits	Domestique	209.1	52	Surveillance
0955-16287	16	ROULLET SAINT-ESTEPHE	Puits	Aucun	209.1	49	
1053-16258	16	PERIGNAC	Puits	Aucun	224.7	83	
1054-16258	16	PERIGNAC	Puits	Agricole	224.7	32	Surveillance
1055-16332	16	SAINT-LEGER	Puits	Domestique	224.9	58	Surveillance
1064-16046	16	BLANZAC-PORCHERESSE	Source	Agricole	226.5	56	Surveillance

N° du Point d'Eau	Département	Commune	Type	Usage	Pk proche	Distance / emprise (m)	Mesures
1097-16118	16	DEVIAT	Puits	Domestique	231.6	92	Surveillance
1112-16267	16	POULLIGNAC	Puits	Domestique	232.9	84	Surveillance

Les tableaux de suivi sont mis à jour chaque année (la première année il intègre les éléments de l'enquête publique) et porté à connaissance du service de police de l'eau avant le 15 février de l'année n+1.

En cas de signes de rabattement, les mesures de réduction ou de compensation font l'objet d'une expertise hydrogéologique. Le niveau de l'eau des points d'eau marqués « surveillance » est suivi et intégré dans le dispositif de surveillance.

Une synthèse de l'ensemble du suivi est adressé chaque année au service de police de l'eau avant le 15 février de l'année n+1.

Article 20.2 Suivi des points d'eau à usage d'eau potable collectifs ou privés

Pendant la phase de réalisation des travaux, le pétitionnaire veille à préserver l'ensemble des ouvrages d'alimentation en eau destinée à la consommation, que ceux-ci soient publics ou privés, qu'ils soient destinés à la consommation humaine, à un usage domestique, à une utilisation agricole ou industrielle, voire réservés à un usage "thérapeutique".

Les captages d'alimentation en eau potable traversés par la LGV-SEA et qui font l'objet de mesures spécifiques sont les suivants :

- La source de Foncaltric sur la commune de Sauzé Vaussais pour laquelle le projet traverse les périmètres de protection rapprochée et éloignée,
- Le captage de Coulonge sur la commune de Saint-Savinien pour lequel le projet traverse les périmètres de protection rapprochée,
- La source du Ponty sur la commune de Mouthiers sur Boême pour laquelle le projet passe à proximité du périmètre de protection rapprochée,
- Le bassin d'alimentation de la Source de la Mouvière sur la commune d'Aunac pour laquelle le projet traverse le bassin d'alimentation.

Les autres points d'eau collectif à usage « eau potable » privés et industriels potentiellement impactés quantitativement et qualitativement par le projet sont listés ci-dessous :

Commune	Nom du captage	PK proche	Dist. à la LGV (m)	Incidence Quantitative	Incidence qualitative NC non cumulatif, C : cumulatif
ASNIERES-SUR-NOUERE	0907-16019	196.28	322	Non	NC
LA COURONNE	0942-16113	207.0	202	Rabattement : 0.76m. Impact mineur	Non
ROULLET-SAINT-ESTEPHE	0954-16287	209.07	77	Rabattement : 1.1m. Impact mineur	Non
LA COURONNE	0959-16287	209.9	58	Non	Non
CLAIX (Laiterie Lescure)	1020-16101	214.74	676	Non	NC
CHAMPAGNE-VIGNY	1032-16075	219.0	260	Non	Non
SAINT-LEGER	1055-16332	224.92	120	Rabattement probable	Non
DEVIAT	1105-16118	231.86	173	Non	NC

Commune	Nom du captage	PK proche	Dist. à la LGV (m)	Incidence Quantitative	Incidence qualitative NC non cumulatif, C : cumulatif
POULLIGNAC	1112-16267	**232.86**	**156**	**Rabattement : puits asséché - Impact fort Pas de raccordement au réseau d'eau potable Difficulté de refaire un forage.**	Non
CHATIGNAC	1137-16091	239.15	71	Rabattement : 0.3 à 0.4m. Impact mineur	NC
BROSSAC	1140-16066	239.27	84	Non	NC

Une étude de compensation sur l'ouvrage de Poullignac est fournie au service de police de l'eau avant la réalisation des travaux dans la zone de PK 156 conformément à l'article 18.3.

Les zones où l'utilisation de produits chimiques est interdite est définie dans le tableau ci-dessous.

Id captage	Commune	PK	Désherbage non chimique PK début	Désherbage non chimique PK fin	Longueur (km)
0907-16019	Asnieres-Sur-Nouere	196.28	195.3	196.8	1.50
1020-16101	Claix	214.74	213.5	217	3.50
1105-16118	Deviat	231.86	231.8	232.2	0.40
1137-16091	Chatignac	239.15	238.85	239.5	0.65
1140-16066	Brossac	239.27			
Sauzé-Vaussais	Source de la Foncaltrie	152. 8	150.15	153.5	3.35
Moutonneau	Source de la Mouvière	174	160.5	169.0	8.5
Ligné	Source de Font de Frêne	174	Absence d'incidence		
Luxé	Basse Terne	177	Absence d'incidence		
St Savinien	Coulonge sur Charente	-	Absence de désherbage chimique pour les accès aux 3 ouvrages de traversée de la Charente PK 176.5 à 177.1 – PK 189.1 à 190.0 – PK 205.0 à 205.6.		2.1 (incluant les viaducs)
Mouthiers sur Boëme	Source du Ponty	214.0	213.5	214.7	1.3

Ces points de prélèvement sont très vulnérables tant en phase travaux qu'en phase d'exploitation. Aussi le pétitionnaire avertit l'agence régionale de santé compétente ainsi que la personne responsable de la production et la distribution de l'eau 15 jours avant l'intervention sur la zone et de tout incident pouvant entraîner une pollution de ces captages.

Les points d'eau utilisés et susceptibles de subir un impact, que ce soit une sensibilité à un tarissement en phase chantier ou une vulnérabilité aux pollutions pendant le chantier ou en phase d'exploitation font l'objet de mesures de précaution ou de suivis selon les modalités définies à l'article 20.1.

Il respecteront également les principes suivants :

Au niveau quantitatif :

- relevé du débit ou de la piézométrie des points d'eau une fois tous les 3 mois pendant la phase travaux et une fois tous les 6 mois en phase d'exploitation.

Au niveau qualitatif

–fréquence des mesures : mensuelle pendant la phase des travaux puis semestrielle en phase d'exploitation

Les points retenus pour le suivi font l'objet d'un suivi semestriel avant travaux.

Lorsque les travaux se déroulent dans le périmètre de protection rapproché d'un captage AEP ou se rapprochent d'un point d'eau sensible (AEP ou point d'eau à usage industriel/agricole situé à moins de 50 m) le suivi qualitatif et quantitatif est renforcé avec une périodicité bi-mensuelle.

Le suivi de la qualité de l'eau de l'ensemble des captages AEP privés inventoriés est assuré par LISEA,

Des campagnes de mesures et d'analyses sont réalisées avant le démarrage des travaux et lors de la première année d'exploitation de la ligne.

–relevé du débit ou de la piézométrie des points d'eau ;

–analyse des paramètres physico-chimiques pour les points d'eau à usage de consommation humaine.

Les paramètres suivants sont analysés : turbidité, HAP, Hct et bactériologie. Une fois par mois les analyses porteront, en plus, sur les paramètres bactériologiques et physico-chimiques (hors pesticides) fixés par les articles R1321-1 et suivant du Code de la Santé Publique et par l'arrêté du 11 janvier 2007 lors que les travaux se déroulent dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage AEP ou d'un point d'eau sensible (AEP à usage industriel /agricole situé à moins de 50 m de l'emprise).

L'**annexe 13** précise les points qui font l'objet d'un suivi qualitatif et quantitatif.

Le captage de Foncaltrie est équipé d'un dispositif de mesure automatique et continu pour surveiller le pH, la conductivité et la turbidité de l'eau avant, au cours des travaux et durant 5 ans.

Le pétitionnaire propose un protocole de suivi des ouvrages (bénéficiant d'un arrêté préfectoral pour l'utilisation de l'eau à consommation humaine ou agro-alimentaire), à l'ARS concerné pour validation dans le respect des délais fixés à l'article 18.3 : ces contrôles sont consignés dans un registre tenue à la disposition de l'ARS. Les résultats sont communiqués à l'ARS et pour information au service de police de l'eau.

La liste des points d'eau collectifs et privés devant faire l'objet d'un suivi en phase d'exploitation est communiqué au Service Police de l'Eau concerné dans le respect des délais fixés à l'article 18.3 avant la mise en service de la LGV-SEA.

En cas de pollution, un plan d'alerte et de traitement spécifique aux captages AEP est établi et mis au point préalablement aux travaux en concertation avec les services de l'Etat compétents dont l'ARS.

<u>Mesures spécifiques concernant le Captage de la Foncaltrie (commune de Sauzé Vaussais) dont le maître d'ouvrage est le Syndicat "4B" :</u>

- Un plan d'alerte est mis au point en préalable aux travaux en concertation avec les services de l'état et l'ARS, et l'exploitant.
- Un suivi qualitatif doit être opérationnel avant la phase travaux et se poursuit en début d'exploitation de la LGV en concertation avec l'exploitant et avec l'ARS : le captage de La Foncaltrie est équipé d'un dispositif de mesure automatique et continu pour surveiller le PH et la turbidité avant (état initial) et au cours des travaux et fait l'objet de contrôles renforcés selon des modalités à définir préalablement au lancement des travaux.
- Le suivi des niveaux d'eau dans les puits et forages proches du captage de La Foncaltrie est réalisé au minimum deux fois par an, en période de hautes eaux et de basses eaux avant et pendant la phase travaux selon des modalités à définir avant la phase travaux.

<u>En phase travaux</u>

- préservation de la couche argileuse lorsqu'elle est présente (décapage minimum)
- mise en œuvre de mesures spécifiques de protection de la nappe au cours des travaux : géotextile anti-contaminant sous les remblais - dispositifs de collecte des eaux renforcé dans les déblais – surveillance de la

turbidité de l'eau du captage -interdiction de ravitaillement en carburant et de stationnement des engins dans le PPR,
- dès lors que des cavités sont repérées et que les travaux à réaliser sont susceptibles d'impacter sur la circulations des eaux, des traçages techniquement adaptés visant à déterminer les modifications de circulations d'eau induites par ces travaux sont réalisés,
- traitement des éventuelles cavités découvertes selon la procédure mise au point par RFF pour les LGV : diagnostic sur site - investigations visuelles, géophysiques, hydrogéologiques et géotechniques spécifiques dont le volet impact sur le captage - définition des travaux de traitement des cavités - analyse de l'impact des travaux sur le captage - travaux avec le contrôle de l'impact sur l'aquifère.
- programmation d'investigations géotechniques complémentaires (sondages et essais de laboratoire) dont reconnaissance des couches superficielles qui peuvent constituer une protection de l'aquifère : objectif de détermination de l'épaisseur de ces couches avec une reconnaissance sur une profondeur maximale de deux mètres.
- absence de dessouchage par extraction des souches en l'absence de couche argileuse de surface,
- limitation de la longueur des fondations profondes des ponts. Les fondations n'ont pas d'incidence quantitative ou qualitative (pollution) sur les eaux en phase d'exploitation : Le forage des pieux n'est pas poursuivi au-delà de 3 mètres au-dessus de la nappe exploitée.
- absence de dépôt de déchets et de matériaux susceptibles de contaminer les eaux dans les périmètres de protections rapprochée et éloignée du captage de La Foncaltrie.
- dans la mesure du possible, les forages à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée se font à l'air comprimé avec ou sans tubage à l'avancement. En cas de mauvaise tenue du forage, l'utilisation d'une boue bentonique simple est suffisante. Les produits ou adjuvants complémentaires mis en jeu ne doivent pas être toxiques ou ne pas entraîner de toxicité des eaux distribuées aux populations.
- le syndicat "4B" est prévenu immédiatement de tout dysfonctionnement technique potentiel susceptible d'impacter sur la qualité des eaux avec pour objectif de ne pas enregistrer de dysfonctionnement qualitatif des eaux captées et distribuées en lien avec la création de la LGV.
- interdiction d'entretien et de réparation des véhicules de travaux dans les périmètres de protections rapprochée et éloignée du captage de La Foncaltrie. Dans le périmètre de protection éloignée de telles opérations peuvent être acceptées si une surface étanche permettant la récupération d'éventuelles fuites est mise en œuvre.
- LISEA informe la cellule de suivi (qui comprend au moins le syndicat "4B" et l'ARS) de l'évolution du chantier et de toutes les difficultés particulières rencontrées et sans délai de tous les accidents ou incidents survenus sur le chantier et susceptibles de porter atteinte aux eaux du captage de La Foncaltrie.
- le chantier doit être équipé d'un kit de sécurité composé d'absorbant et de bâches pour récupérer la terre contaminée, avant évacuation,

En phase exploitation :
- dans le périmètre de protection éloignée, tout produit potentiellement polluants doivent être stockés dans des cuves à double enveloppe placés sous abris, sur des bacs de rétention dont le volume est égal au volume du plus gros contenant,
- absence de puits ou forage pour le prélèvement d'eau dans l'aquifère
- des dispositions constructives spécifiques pour la réalisation des fondations d'ouvrages sont mises en œuvre dans la mesure du possible le forage à l'intérieur du périmètre de protection rapproché doit se faire à l'air comprimé, avec ou sans tubage à l'avancement
- mise en œuvre des fossés revêtus
- interdiction du ravitaillement en carburant et du stationnement et de l'entretien des engins de maintenance dans le PPR
- le désherbage chimique est interdit du PK150,15 au PK 153.50 (dans le PPR et dans le PPE)
- le suivi quantitatif (niveaux) et qualitatif (analyses physico-chimiques) des eaux souterraines est poursuivi en première année de la phase exploitation avec une extension possible à 5 ans selon des modalités à préciser préalablement au lancement des travaux; ce suivi est également assuré au travers d'un observatoire de la qualité des eaux souterraines dont les objectifs sont définis préalablement au lancement des travaux et qui comprendra au moins le Syndicat "4B" et l'ARS.
Les rythmes des surveillances quantitative et qualitative sont au moins équivalents à ceux réalisés pendant la phase travaux.

- absence de dépôts d'ordures et de déchets industriels et de matériaux susceptibles de contaminer les eaux de la nappe pendant la phase d'exploitation.
- à l'achèvement des travaux, LISEA organise une visite de contrôle final des différents ouvrages et dispositifs mis en place à laquelle les services de l'Etat sont conviés.
- un plan de gestion des pollutions accidentelles est mis en place et élaboré par LISEA au plus tard avant le lancement de la phase travaux.
- la maintenance des ouvrages hydrauliques et de drainage de la voie est assurée par LISEA. elle se décompose en surveillance, maintenance préventive systématique et conditionnelle, maintenance corrective. La maintenance des ouvrages est formalisée dans le plan de maintenance et sa déclinaison en programme de maintenance : ces formalisations interviennent préalablement au lancement des travaux.

Mesures spécifiques concernant le captage de « la Mouvière » sur la commune d'Aunac (SIAEP de la région d'Aunac)

Tout traitement chimique est interdit dans la totalité de la traversée du bassin de « la Mouvière », sur le secteur où affleurent les calcaires du Callovien mais également à la traversée du bassin versant du Bief entre les lieux-dits « le Bois de Raix » (PK 160,5) et « Bois Maurin » (PK 169).

Mesures spécifiques concernant la source du Ponty sur la commune de Mouthiers-sur-Boême (SIAEP de la Boême)

Tout traitement chimique est interdit entre le PK 213,5 et le PK 214,7.

Article 21 Entretien et Suivi en phase d'exploitation

Les services chargés de l'exploitation de la ligne assurent la surveillance et l'entretien des aménagements visés par la présente autorisation.

L'ensemble du réseau d'assainissement pluvial et des ouvrages hydrauliques est conçu pour être contrôlable ; le gestionnaire de la voie s'assure de la fonctionnalité de ces équipements tout au long de l'année, en particulier après chaque épisode pluvieux et/ou de crue important. De plus, il procède à une vérification de l'ensemble des ouvrages au cours d'une visite annuelle puis des visites "détaillées" quinquennales par un personnel habilité. Les ouvrages de la base de Villognon font l'objet d'une visite approfondie tous les ans.

Les points de rejet dans les cours d'eau sont particulièrement surveillés, les talus reconstitués en cas de besoin et leur protection renforcée si nécessaire.

Article 21.1 Entretien

Les bassins et les dispositifs de traitement des eaux sont soumis aux mêmes règles de contrôle et d'entretien ; les défauts éventuels des ouvrages sont réparés sans délai de façon à conserver la fonctionnalité et, si nécessaire l'étanchéité, requises pour la préservation du milieu naturel. Une piste d'accès aménagée sur le pourtour des bassins, ainsi qu'une rampe d'accès au fond, facilite l'entretien de ce dernier.

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon écoulement des eaux et notamment le maintien du débit, la continuité écologique (faune terrestre et aquatique), le transport sédimentaire et le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux destinés à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements et déversements. Ils doivent être compatibles avec les différents usages des cours d'eau.

La fréquence minimale de visite est de 10 semaines et/ou après chaque pluie de fréquence décennale.

Les opérations de maintenance ou d'entretien de la LGV s'effectuent grâce à des techniques qui limitent au maximum la dispersion de polluants dans l'environnement.

Pour l'entretien des voies et des abords de la LGV-SEA, les moyens mécaniques sont systématiquement privilégiés à l'usage des produits chimiques.

L'utilisation de produits phytosanitaires est réduite au strict nécessaire pour l'entretien de la voie.

L'utilisation de produits phytopharmaceutiques se fait dans le respect des principes de l'accord cadre MEDAD-MAP-SNCF-RFF du 16 mars 2007.

Les opérations de désherbage sont réalisées en moyenne tous les ans pour les pistes et tous les 2 à 3 ans pour les voies ballastées. Elles ne visent à traiter que le ballast et les pistes. En aucun cas les fossés et talus ne sont traités ; leur entretien est mécanique.

Les produits phytosanitaires utilisés sont homologués. Les quantités et la nature des produits utilisés sont conformes aux normes en vigueur.

La programmation des zones de traitement est numérique et suit les points kilométriques. Ces opérations ne seront pas effectuées en période pluvieuse.

Dans les zones sensibles, tout traitement est exclu, sur la ligne SEA, 100 km de linéaire sont traités grâce à des techniques alternatives. Les traitements chimiques sont interdits sur toutes les traversées de cours d'eau.

Les zones sensibles comprennent les abords des cours d'eau, conformément à la réglementation en vigueur. En particulier, les distances des zones non traitées (ZNT) réglementaires au voisinage des eaux superficielles seront respectées : les distances sont de 5 m, 20 m, 50 m, le cas échéant 100 m ou plus en fonction du produit phytosanitaire utilisé.

A noter que les zones de périmètres de protection et d'aire d'alimentation de captage, ainsi que les abords des captages utilisés en agro-alimentaire ou dans les laiteries, des zones humides, les surfaces exploitées en agriculture biologique situées à proximité immédiate des emprises (phase chantier et exploitation) sont également exclues du traitement selon les conditions énoncées dans le dossier d'autorisation. A charge pour le gestionnaire de la ligne de faire des recherches auprès des organismes compétents. Pour les parcelles plus éloignées en agriculture biologique, le permissionnaire veille à éviter tout risque de contamination des parcelles cultivées en agriculture biologique en utilisant des pratiques adaptées (mise en place de haies, zones tampons ...). Il respecte le principe d'application au sol, afin d'éviter toute dissémination.

Sur les périmètres de protection rapprochée et éloignée de la Foncaltrie, de la source du Ponty et le bassin d'alimentation de la Mouvière, l'emploi de produits phytopharmaceutiques est interdit.

Dans un délai de deux mois avant la mise en œuvre de ce programme, le dossier détaillé récapitulant les zones non traitées (avec cartographie associée) est soumis au service de police de l'eau et à l'ARS pour avis ; il comporte en outre le nom des matières actives et la marque commerciale des produits qu'il est envisagé de mettre en œuvre, leur dosage ainsi que les dates prévues pour leur application.

Ces dispositions sont applicables tant pour la phase chantier que pour la phase exploitation.

Article 21.2 Suivi

Article 21.2.1 Suivi de la qualité des eaux et des sédiments

Le pétitionnaire, en partenariat avec RFF, s'engage à mettre en place un suivi en phase d'exploitation visant à établir l'absence de polluants dans les eaux de ruissellement de la plateforme.

Ce suivi est réalisé selon un protocole qui doit être défini dans les 2 années suivant la signature de l'arrêté. Il est soumis aux services instructeurs pour validation.

Ce protocole prévoit la présentation d'un rapport annuel faisant notamment apparaître les incidents ayant pu générer des impacts, même secondaires, sur le milieu.

Concernant les eaux superficielles et souterraines, il inclut leur suivi pendant une durée de cinq ans après la mise en service de la ligne ; ce suivi comporte des analyses annuelles pour vérifier l'incidence de la construction de la ligne sur le milieu.

Un protocole de suivi de la qualité des eaux à l'aval du projet, pour les cours d'eau situés à proximité de points de rejet est mis en place à la charge du pétitionnaire. Ce suivi est effectué par prélèvements d'eau en amont et en aval des points de rejet et concerne l'ensemble des cours d'eau. Un ou plusieurs points de suivi

concernent les eaux issues de la plateforme avant rejet au milieu naturel sur un ou des tronçons où les surfaces de bassin versant naturel interceptées par le réseau eaux pluviales de la ligne sont nulles ou minimales.

Les modalités de suivi proposés par le pétitionnaire peuvent être modifiées et des prescriptions complémentaires peuvent être imposées par arrêté inter-préfectoral, si nécessaire.

Il porte la première année sur les points identifiés dans la phase travaux (article 19).

Un programme de suivi de la qualité des eaux superficielles, de la qualité et du niveau des eaux souterraines est mis en œuvre en concertation avec les services de l'Etat pour la première année de mise en service.

Au minimum, les mesures suivantes sont effectuées :

–Une analyse physico chimique sur les paramètres suivants : DCO, COD, DBO5, MES, NH4+, O2dissous, taux de saturation en O2 dissous, température, conductivité, pH, Pb, Zn, Cu, Cr, Cd et hydrocarbures totaux sur l'eau et les sédiments,

–Une analyse phytosanitaire (herbicides) sur eau et sédiment est réalisée à l'aval des bassins d'écrêtements choisis en concertation avec le service de police de l'eau.

–Un indice biologique global normalisé IBGN (à faire au printemps ou en automne),

–Un indice biologique diatomique IBD,

–Une étude de la composition et de la structure des peuplements de poissons

–un suivi hydromorphologique d'une section de cours d'eau de 500 mètres, incluant la portion où se situe l'ouvrage de franchissement (200 mètres amont et 300 mètres aval),

Ces analyses sont effectuées à partir de la mise en service de la section à raison de deux mesures par an (en période de basses et de hautes eaux) la première année pouvant être porté à 5 ans par simple décision du service de police de l'eau soit la durée du bilan environnemental,

Un bilan est à fournir au service de police de l'eau à la fin de la première année.

Les valeurs seuils de références sont les suivantes :

Paramètres	Limites
COD	<7 mg/l
DBO5	< 6 mg/l
MES	< 50 mg/l
NH4+	<0,5 mg/l
O_2 dissous	> 6 mg/l
Taux de saturation en O_2 dissous	> 70 %
Conductivité	Stabilité/état initial

Pour les métaux et hydrocarbures, les valeurs à respecter sont en moyenne annuelle

Paramètres	Limites
Plomb et ses composés	7,2 µg / l
Zinc	Bruit de fond + 7,8 µg / l
Cuivre	Fond géochimique + 1.4 µg / l
Chrome	Fond géochimique + 3.4 µg / l
Cadmium	Voir annexe 11 du guide technique actualisant les règles d'évaluation de l'état des eaux douces de surface de métropole – mars 2009.

Le suivi physico-chimique des teneurs en éléments traces métalliques lourds (plomb, zinc, chrome,cadmium, cuivre), et autres polluants organiques dans les sédiments est étalé sur la durée de la concession à fréquence suivante : une mesure par an pendant 5 ans puis tous les 5 ans sur la durée de la concession (1, 2, 3, 4, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 50 ans).

Article 21.2.2 Suivi des points d'eau sensibles

Les points d'eau représentatifs (**cf. annexe 13**) susceptibles d'être affectés quantitativement (réduction de débit ou assèchement de sources) et/ou qualitativement par le projet LGV-SEA font l'objet d'un suivi tel que défini au point 20 au travers de l'observatoire de la Qualité des Eaux Souterraines.

Article 21.2.3 Suivi des ouvrages hydrauliques

Un suivi de tous les ouvrages hydrauliques devant assurer la continuité écologique est mis en place annuellement pendant les cinq années suivant leur réalisation et intégrant en tout état de cause un événement hydrologique significatif. Il inclut notamment la description de la composition granulométrique des sédiments, des mesures des chutes d'eau éventuelles, de la hauteur d'eau à l'étiage, des vitesses d'écoulement en amont, dans l'ouvrage et en aval. Il vise à valider la pertinence des mesures mises en œuvre pour assurer la continuité écologique et permettre l'ajustement de celles-ci en cas de défaillance.

Des prescriptions complémentaires sont prises par arrêté si le suivi ou l'expertise des services de l'Etat (ONEMA, ONCFS, DREAL) font apparaître des insuffisances en terme de continuité écologique (libre circulation, transport sédimentaire)

Un suivi des dérivations à 1, 3 et 5 ans permet de réajuster les mesures correctives mises en œuvre si besoin est, notamment la reprise des végétaux, avec :

–le suivi de développement des espèces invasives et le contrôle de leur prolifération ;

–le contrôle de la diversité des pentes et des formes de berges, des faciès d'écoulement, des sédiments et des habitats.

Le pétitionnaire assure un suivi des remblais sur zones humides afin de s'assurer de leur stabilité et de la non–prolifération d'espèces invasives. Il établit un bilan de l'impact des remblais sur les différentes zones humides (référencées en **annexe 2**) à la fin des travaux et 2 ans après.

Dans le cas où les zones humides sont impactées sur des surfaces supérieures à celles estimées dans le dossier initial, des mesures compensatoires supplémentaires (notamment restauration de zones humides) sont demandées par arrêté complémentaire.

En fonction des résultats des différents suivis, les protocoles de suivi peuvent être allégés à l'issue des périodes initiales. Les résultats de tous les suivis sont communiqués au service chargé de la police de l'eau concerné.

Article 22 Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au préfet concerné par le bénéficiaire de l'autorisation dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet concerné, le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

Article 22.1 En phase de travaux

En cas de pollutions diffuses ou accidentelles dues à des produits de fonctionnement et d'entretien des engins (essence, fuel, graisses, laitiers de ciments, ...)ou de tout incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le pétitionnaire doit immédiatement interrompre les travaux ou l'incident provoqué et prendre les dispositions

afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux afin d'éviter qu'il ne se reproduise.

Il doit informer également dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de l'Eau et le Service Départemental de l'ONEMA concernés de l'incident et des mesures prises pour y faire face ainsi que les collectivités locales conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement.

En phase chantier, dans le cas d'une pollution accidentelle, un plan d'alerte est mis en place par LISEA : le Plan d'Organisation et d'Intervention (POI).

Ce plan d'alerte précise l'organisation définie pour mobiliser de manière efficace, dans l'espace et dans le temps, l'ensemble des moyens techniques et humains à mettre en œuvre afin de prévenir les conséquences d'une pollution accidentelle. Il est constitué de procédures à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle lors de la phase chantier. Il décrit la chaîne d'alerte mais aussi le matériel à disposition permettant d'intervenir immédiatement et de limiter une éventuelle pollution.

Le POI est proposé par les entreprises avant le démarrage du chantier en prenant en compte les aspects généraux et spécifiques à leur activité.

Il est ensuite évalué et validé en collaboration avec les services de secours, les collectivités, les personnes compétentes en matière de santé publique et de préservation de la ressource en eau. Les services chargés de la Police de l'eau et de l'ONEMA en reçoivent un exemplaire pour information.

Le POI veille à répondre aux impératifs suivants :

Alerter selon le plan d'alerte et de secours validé avant le démarrage du chantier ;
Identifier la source et l'origine de la pollution ;
Neutraliser la pollution avec des moyens physiques et humains ;
Traiter la pollution selon le risque
Tracer le devenir des déchets ;
Remettre en état les milieux et ouvrages atteints ;
Informer des démarches suivies ;
Établir rapidement et intégrer un retour d'expérience

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le pétitionnaire doit immédiatement interrompre les travaux ou l'incident provoqué et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et afin d'éviter qu'il ne se reproduise.

Le pétitionnaire doit indemniser la victime dans le cadre des dommages de travaux publics.

Pendant la durée des travaux, le pétitionnaire veille à ne pas entraver l'écoulement des eaux. Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude notamment pour les pistes d'accès aux différents ouvrages.

Article 22.2 <u>En phase d'exploitation</u>

Le Maître d'ouvrage de l'opération a détaillé dans son dossier l'ensemble des moyens de surveillance et d'intervention qu'il prévoit de mettre en œuvre.

En phase exploitation, un plan de gestion des pollutions accidentelles est mis en place et élaboré par LISEA. Il sera transmis pour information aux services chargés de la Police de l'eau intervenant sur le projet.

Il comprend :

–Un volet prévention :

–L'analyse préalable des risques environnementaux pour chaque type d'opération de maintenance ;

–L'obligation d'emporter dans les engins routiers et ferroviaires des kits de dépollution adaptés ;

–La sensibilisation et formation des personnels aux premiers gestes de dépollution ;

–La prévention auprès des sous-traitants avec des clauses de pénalités contraignantes en cas de pollution accidentelle dans les marchés.

–Un volet intervention :

–Fiches réflexes : Par typologie de pollution accidentelles, celles-ci préciseront l'organisation retenue afin de mobiliser au mieux, dans l'espace et dans le temps, l'ensemble des moyens techniques et humains à mettre en œuvre afin de prévenir les conséquences des pollutions accidentelles liées aux travaux de maintenance ou aux circulations commerciales ;

–Fiches d'appel : Régulièrement mises à jour, elles permettront de rentrer le plus rapidement en contact avec les détenteurs des compétences spécialisées dans la lutte anti-pollution.

–Un volet retour d'expérience

Section 4 - Prescriptions spécifiques pour la fa faune terrestre et aquatique

Article 23 Mesures pour la faune terrestre associés aux cours d'eau

L'ensemble des dispositions prises pour la ressource en eau pendant le chantier doit permettre de limiter l'impact des travaux sur la faune. Cependant, les mesures suivantes sont également prises afin de minimiser l'impact du chantier sur les espèces protégées.

Conformément aux arrêtés du 24 février 2012, les interventions ne peuvent avoir lieu après le 23 mars 2012 pour les milieux bocagers, les vallées alluviales et zones humides moyennant certaines procédures. Pour les cours d'eau favorables au Vison d'Europe les interventions dans les secteurs relevant d'une sensibilité de type 1 (milieu attractif pour la reproduction de l'espèce) ne peuvent s'effectuer après le 15 mars.

Article 23.1 En phase chantier

Article 23.1.1 Limitation des emprises chantier

Les limitations d'emprises sont optimisées dans le cadre de la conception du projet. Cette mesure doit se traduire par une approche spécifique pour la préparation du chantier aux abords des milieux humides :

•assistance d'un expert spécialisé sur ces milieux ou espèces pour définir, lors de la phase conception, la localisation des pistes et des plateformes techniques ;

•délimitation physique des zones à protéger ;

•suivi des milieux lors de la réalisation du chantier.

Une clôture de maille fine (25*25 mm) doit être installée autour du site de chantier afin de limiter l'accès au site. ces dispositifs de protection sont installés le plus tôt possible au niveau de chacun des écoulements franchis par le projet.

Les installations de chantier à risques, les aires d'entretien et de lavage des engins de chantier et les stockages sont situées en dehors des zones inondables des cours d'eau et en dehors des abords immédiats des cours d'eau ou de tout autre zone identifiée comme sensible (zone humide, zone où la protection du terrain naturel n'est pas suffisante pour garantir l'absence d'infiltration vers les nappes souterraines).

Article 23.1.2 Restauration des milieux dégradés par le chantier

Des pistes temporaires pour le chantier restent indispensables dans des milieux remarquables malgré l'optimisation des emprises. Dans les stations les plus sensibles la mise en place systématique de géotextiles déroulés sur les milieux naturels pour protéger la strate sous-jacente et permettre une réelle extraction totale de tous les matériaux extérieurs.

Compte tenu des enjeux locaux, une attention toute particulière doit être portée sur les landes humides et les boisements hygrophiles ainsi qu'à tous les fonds de vallées

Article 23.1.3 Périodes d'interventions pour les déboisements et premiers terrassements

L'annexe 11 précise les périodes d'interventions favorables par zone et par espèce ciblée pour le dégagement des emprises, conformément aux engagements de l'Etat.

Les périodes d'intervention doivent également être conformes aux prescriptions relatives aux sites Natura 2000 définies dans l'annexe 20.

Enfin les opérations doivent prendre en compte les périodes d'interventions fixées dans les arrêtés de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées et être conformes à celles-ci, s'agissant d'une procédure distincte de l'instruction au titre de la loi sur l'eau qui fait l'objet du présent arrêté. Les périodes d'interventions doivent être compatibles avec la section 1 de l'arrêté du 24 février 2012.

En cas d'impossibilité de respecter ces prescriptions, une demande argumentée de dérogation est transmise au service de police de l'eau, à l'ONEMA et à la DREAL dans le délais fixé à l'article 18.3 avant l'intervention envisagée et les mesures de corrections prévues pour limiter les effets néfastes sur le milieu et les peuplements.

Article 23.1.4 Organisation particulière du chantier lors de l'ouverture des milieux humides

Lorsque le chantier intercepte des habitats favorables au Vison d'Europe ou la Loutre, les préconisations dans la mise en œuvre des premières étapes du chantier ont pour objectif d'éviter que des animaux ne soient tués lors de l'enlèvement de la végétation hygrophile et qu'ils ne reviennent sur place.

Deux possibilités sont proposées et sont mises en œuvre en fonction des surfaces concernées.

Dans le cas de petites surfaces ou de linéaires de fossés de drainage ou petits ruisseaux :

•phase 1, débroussaillage de la zone à la débroussailleuse à dos pour dégager la végétation dense qui peut servir de gîte ;

•phase 2, un abattage des arbres à la tronçonneuse est effectué sur l'ensemble de l'emprise chantier avant toute intervention d'engins de terrassements ;

•phase 3, tous les bois sont enlevés au plus vite de la zone humide de manière à éviter que l'entassement ne devienne un gîte potentiel pour le Vison ou la Loutre ;

•phase 4, La zone totalement déboisée, les dessouchages peuvent commencer. Les souches sont également extraites de la zone inondable pour éviter qu'elles ne deviennent une zone de gîte ;

•phase 5, une fois ces étapes franchies, les terrassements peuvent être engagés.

Les phases 1 à 5 doivent être opérées dans des délais relativement courts pour éviter qu'entre chaque phase, la végétation basse hygrophile ne repousse. Le degré d'hygrométrie de la zone permet une revégétalisation très rapide.

Dans le cas de surfaces unitaires de plus grande importance, des modalités mécaniques adaptées sont mises en place.

La délimitation des zones devant faire l'objet de ce phasage et les modalités fines de mise en œuvre de ce phasage doivent être définies par un spécialiste des espèces concernées. Une information préalable des services de l'état, de l'ONEMA ONCFS, DREAL est faite 15 à l'avance de l'intervention de ces spécialistes.

Article 23.2 En phase d'exploitation

Article 23.2.1 Engrillagement

L'ensemble de LGV-SEA est clôturé pour la grande faune, tout le long de l'infrastructure.

Des clôtures grillagées spécifiques à la petite faune sont mises en place dans les secteurs fréquentés par ces espèces, en bordure d'emprise, pour éviter leur intrusion et limiter le risque de collisions avec les trains ou avec les véhicules routiers circulant sur les rétablissements de voirie à proximité. Elles permettent également les franchissements (Vison d'Europe) vers les ouvrages créés à cet effet.

Afin de ne pas rendre la clôture inefficace, il est nécessaire de mettre en place des dispositifs qui empêchent les petits mammifères (vison, genette…) de passer tout en permettant un bon écoulement des eaux.

Une attention particulière est portée à sa jonction au sol et aux ouvrages pour limiter le risque de détérioration, notamment par les sangliers. Un suivi régulier des clôtures est réalisé par le concessionnaire en phase d'exploitation afin de s'assurer de leur efficacité.

Sur le côté des ouvrages de franchissement (ponts routiers ou hydrauliques, passages à faune...) ainsi qu'au niveau des portails d'accès, les nappes de grillage doivent être raccordées avec beaucoup de soin à chacune de leurs extrémités, au centimètre près pour éviter que les animaux ne puissent se faufiler.

Article 23.2.2 Optimisation dans la localisation des bassins de rétention des eaux pluviales

Une attention particulière vis-à-vis de l'implantation des bassins doit être portée, afin qu'elle soit la moins impactante pour les milieux naturels et les espèces.

Article 23.2.3 Rétablissement de la transparence de connexion pour la faune semi-aquatique

Des ouvrages sont aménagés afin de restaurer la transparence pour la Loutre et le Vison d'Europe entre les têtes de bassin versants à l'amont de l'infrastructure et le chevelu hydraulique situé en aval du franchissement de l'infrastructure. Ces ouvrages concernent l'ensemble des ruisseaux sur lesquels un enjeu de connexion a été identifié.

La base de dimensionnement d'ouvrages perméables à la petite faune terrestre est au minimum de 800 mm jusqu'à un ouvrage de 30 m de long et de 1200 mm jusqu'à un ouvrage de 60 m. Les ouvrages sont connectés au terrain naturel. Le ratio d'ouverture doit se situer aux alentours de 0,02. Des compensations sont proposées par le permissionnaire et validées par le groupe technique loi sur l'eau.

Certains aménagements sont couplés avec des travaux liés à la restauration des connexions hydrauliques aquatiques, intéressant les poissons.

Le tableau **annexe n°12** récapitule pour chaque écoulement aménagé le type d'aménagement choisi.

Article 24 Mesures pour la faune aquatique

Article 24.1 En phase chantier

Les périodes d'intervention dans les cours d'eau à enjeu sont calées en fonction des enjeux piscicoles (périodes de migrations et de ponte) et des enjeux hydrauliques. La continuité piscicole des cours d'eau répertoriés comme axes à migrateurs amphihalins est préservée par des interventions hors période de migration.

Les interventions sur les ouvrages existants s'effectuent selon trois cas possibles, du plus favorable au plus impactant :

1- en basculant l'écoulement alternativement d'un demi-ouvrage à l'autre dans le cas d'ouvrages hydrauliques de traversée doubles ;

2- à sec pour les écoulements intermittents présentant des périodes d'étiage à débit nul suffisamment longues pour permettre la réalisation des travaux ;

3 en mettant à sec temporairement l'ouvrage hydraulique par la mise en place de batardeau et pompage .

Pour les cours d'eau accueillant des espèces aquatiques protégées, il est préconisé une intervention entre août et décembre (définie en fonction des espèces présentes) visant à éviter les périodes de migrations et de pontes des espèces sensibles. La période d'étiage est favorisée. Cette approche est approfondie dans les phases ultérieures du projet afin de caler au mieux les périodes d'interventions et les modalités en concertation avec les services de l'ONEMA et tout autre organisme le cas échéant.

Pendant cette période de travaux optimisée, un ouvrage de canalisation est installé (même de petite taille) afin de relier l'amont et l'aval de la zone de travaux du cours d'eau à enjeu afin de maintenir une liaison, de préférence sans pompage, et faciliter la montaison et la dévalaison notamment des anguilles.

Par ailleurs, des mesures veillent à ne pas entraver l'écoulement des eaux en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

Article 24.2 En phase d'exploitation

Les caractéristiques des aménagements projetés ne portent pas atteinte à la continuité piscicole des cours d'eau en créant un seuil infranchissable. Le service de police de l'eau peut considérer le caractère franchissable ou non d'un obstacle sur expertise de l'ONEMA après une phase contradictoire avec LISEA.

Des ouvrages font l'objet d'aménagements afin de restaurer ou d'améliorer la continuité piscicole des cours d'eau traversés (reprises de seuils existants, aménagement d'un lit d'étiage par création d'un seuil en amont d'un ouvrage double…). Ces ouvrages sont contrôlés, surveillés et entretenus par le pétitionnaire.

La lumière dans les ouvrages de franchissement, défini par le rapport entre la section de l'ouvrage sur sa longueur (openess ratio) doit être supérieure à 0,25. Le linéaire fortement impacté est compensé en concertation avec l'ONEMA et le service de police de l'eau.

Section 5 – Mesures Correctives et Compensatoires.

Pour les espèces concernées par la demande de dérogation au régime de protection des espèces, les mesures applicables sont définies dans l'arrêté ministériel du 24 février 2012 et l'arrêté inter-préfectoral du 24 février 2012 portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées.

Article 25 Mesures compensatoires sur les milieux aquatiques et les habitats, faune, flore et associés .

Indépendamment des prescriptions ou mesures déjà prévues dans les autres sections du présent arrêté, et dans le dossier d'autorisation loi sur l'eau déposé par le pétitionnaire, cette section précise les mesures compensatoires générales et certaines mesures particulières envisagées pour les zones humides, les milieux aquatiques et les habitats, faune, et flore associés, les plans d'eau et les cours d'eau.

En compensation des incidences de toute nature sur les milieux aquatiques et humides, le pétitionnaire doit avoir mis en œuvre les mesures compensatoires décrites dans la présente section, au fur et à mesure de l'avancement du chantier et, de façon impérative, avant la mise en service de la ligne LGV.

L'ensemble des interventions doivent en plus être compatibles avec les arrêtés du 24 février 2012 portant dérogation de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées et de destruction d'espèces végétales protégées.

L'ordonnancement des travaux se fait de manière à prendre en compte les périodes écologiques liées à la reproduction de ces espèces faunistiques sensibles.

Avant travaux un contrôle de terrain est effectué par le permissionnaire sur les zones sensibles ou à enjeux : sur une zone couvrant 50 m à l'amont et 50 m à l'aval. L'étude comprend : identification des habitats, caractérisation de la granulométrie, débit, réalisation d'un transect, étude de la connectivité des zones recensées.

Article 25.1 Milieux aquatiques et des zones humides

Les mesures compensatoires peut notamment consister en :

- La reconstitution de zones humides par suppression d'aménagements anthropiques : suppression d'une plate-forme ou d'une surélévation de terrain dans une zone initialement humide ;

- La réhabilitation de zones humides existantes ; il peut s'agir de réhabilitation de bras morts ou de noues, projet qui peut contribuer à valoriser ou restaurer des frayères ou de réhabilitation de zones fortement artificialisées en connexion hydraulique avec des milieux aquatiques existants (milieux en cultures intensives par exemple) ;

- L'amélioration écologique de milieux existants (mesures de gestion, entretien) ;

- La restauration ou création de ripisylves à condition que le rétablissement de la fonctionnalité soit garanti. La plantation d'arbres le long de cours d'eau fortement artificialisés n'est pas suffisante en terme de restauration de zones humides. De même, la création ou restauration de ripisylves trop petites ou trop isolées doit être évitée. Le projet devra porter a minima sur 10 mètres de large et être accompagné d'un plan de gestion, il doit s'inscrire dans un dispositif cohérent de recréation de ripisylves du type trame verte et bleue.

La réhabilitation et la reconstitution sont des mesures à privilégier parmi celles qui seront proposées en conformité notamment avec les préconisations de facteurs de compensation minimum de surface visées par les SDAGE Adour Garonne (facteur 2) et Loire Bretagne (facteur 1,5).

Sur le bassin versant Charente, les surfaces de zones humides à compenser (phase travaux et phase d'exploitation) sont les suivantes :

	Zones humides d'intérêt écologique						Autres Zones humides, sans intérêt écologique	TOTAL général
	Enjeu majeur	Enjeu fort	Enjeu assez fort	Enjeu moyen	Enjeu faible	Total		
Surface de zones humides impactées, en ha Charente	24,9	0,6	0,4	0	3,7	29,6	43,1	72,7

Le pétitionnaire compense à hauteur de 200% les zones humides impactées soit les 72,7 impactés (2 ha compensés pour 1 ha impacté). Toute surface supplémentaire impactée dans le cadre des travaux ou de l'exploitation, et non prévue au dossier ou dans le présent arrêté fait également l'objet d'une compensation selon le même principe.

Les zones humides abritant des espèces protégées sont compensées avec un ratio supérieur à deux, conformément aux études et aux conclusions du dossier de demande de dérogation exceptionnelle de destruction et / ou de déplacement d'espèces animales protégées déposé dans le cadre du projet LGV SEA.

Les mesures compensatoires portent sur des zones humides équivalentes en termes de fonctionnalités physiques et écologiques et d'habitats. Les mesures mises en œuvre sont les suivantes :

- Acquisition d'habitats humides. Les parcelles concernées sont confiées à un organisme compétent pour restaurer la qualité des habitats humides et assurer leur gestion durable.
- Conventions de gestion d'habitats humides avec les propriétaires ou les gestionnaires concernés (convention avec des agriculteurs par exemple). Cette convention durable de restauration-gestion (entre les propriétaires, LISEA et l'organisme qui en aura la gestion) est signée pour une durée de 25 ans.
- Recréation d'habitats humides,

Sur les cours d'eau, les travaux de restauration végétale compensent l'impact porté par les consolidations ou les protections de berges réalisées par enrochements ou techniques mixtes et, d'une manière générale, par l'impact du chantier sur les berges (création de nouveaux ouvrages…).

En corrélation avec la compensation des zones humides remblayées, le linéaire de berges restaurées par des techniques végétales vivantes est au moins égal à 200 % du linéaire de berges impactées lors du chantier et la compensation se fait sur le même cours d'eau.

Des techniques du génie végétal sont appliquées pour réaliser de la restauration de berges tout le long du projet. Ces aménagements se localisent spécifiquement au droit des franchissements des cours d'eau et sur l'ensemble des zones impactées. Ce travail paysager et de génie écologie s'étale au-delà des berges dégradées en phase travaux. Dans les secteurs offrant des potentialités écologiques fortes, des missions de réaménagements et de valorisation peuvent être engagées (réhabilitation de ripisylves…).

Une mission d'identification spécifique de ces zones doit être engagée afin de bien définir ces travaux de génie végétal. Les aménagements sont adaptés aux régimes hydrauliques de chaque cours d'eau. Le choix des espèces végétales et leur positionnement sont donc précisément définis dans les études ultérieures à fournir. Un ajustement des linéaires de berges à compenser est effectué en fin de chantier.

Le programme des mesures compensatoires de l'incidence sur les zones humides, les milieux aquatiques et les cours d'eau est soumis pour validation aux services de polices de l'eau et à l'ONEMA. Il est mis en œuvre régulièrement et au fur est à mesure de l'avancement des travaux dans le cadre d'un comité de suivi. La mise en œuvre de l'ensemble des mesures étant effective au plus tard à la mise en service de la ligne.

En phase travaux, le pétitionnaire adresse à la police de l'eau, avant le 15 février de l'année n+1, un état des lieux récapitulatif des incidences sur les zones humides, cours d'eau et des mesures mises en place dans l'année.

Article 25.2 Prescriptions complémentaires liées aux sites Natura 2000

Les prescriptions concernent les sites natura 2000 et sont établies par site sur l'ensemble de la LGV en **annexe 20**.

L'**annexe 20** récapitule et précise, en tant que de besoin, site par site, les mesures spécifiques aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés par la réalisation de la ligne. Elle vise à rendre compte de l'évaluation des incidences globale, répondant en particulier aux obligations de l'article R414-23 II CE.

Les sites plus particulièrement impactés sur le bassin Charente sont les suivants :

N° du site	Nom du site	Bassin(s) versant(s)
FR5412021	Plaine de Villefagnan	Charente
FR5412006	Vallée de la Charente en amont d'Angoulême	Charente
FR5400405	Coteaux calcaires entre les Bouchauds et Marsac	Charente
FR5402009	Vallée de la Charente entre Cognac et Angoulême et ses principaux affluents (Soloire, Boëme, Echelle)	Charente
FR5400411	Chaumes du Vignac et de Clérignac	Charente
FR5400417	Vallée du Né et ses principaux affluents	Charente
FR5400420	Coteaux du Montmorélien	Charente - Dordogne

Les mesures précisées en **annexe 20** comprennent des mesures de réduction ou suppression, des mesures compensatoire et des mesures d'accompagnement.

Les mesures ci-dessous concernent notamment les zones ne bénéficiant pas de classement Natura 2000 ou Zones de protection spéciale.

Article 25.3 Mesures de sauvegarde et de préservation pour les reptiles et les amphibiens.

Dans les secteurs fréquentés par la Cistude d'Europe, une clôture de 80 cm de hauteur, dont 60 cm hors sol, avec bavolet de 10 cm, et 10 cm enterrés, à maille de 5 mm x 5 mm sera mise en œuvre (identique à celle prévue pour les amphibiens). Pour la Cistude d'Europe, le pétitionnaire met en place les aménagements définis en **annexe 12.** La période d'intervention est validée par

Pour la phase chantier des bâches sont posés afin d'empêcher la pénétration d'amphibiens sur l'emprise.

Les mesures de préservation suivantes sont également mises en place :

	PHASE CHANTIER : MESURES SPÉCIFIQUES EN FAVEUR DES REPTILES ET DES AMPHIBIENS
Sauvetage des animaux	Pour les sites abritant des espèces de batraciens ou de reptiles directement touchés par le projet, il sera procédé au sauvetage des animaux avant travaux selon les modalités prévues dans le dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées. Les animaux seront transférés dans des sites existants favorables, ou dans des mares ou plans d'eau de substitution. Les déplacements seront programmés avant les travaux, en période favorable pour ces espèces (avant la phase de reproduction et de ponte).
Dispositifs anti-intrusion	Sur l'ensemble des sites favorables aux amphibiens et aux reptiles, un dispositif anti-intrusion provisoire sera mis en œuvre en préalable au chantier pour empêcher l'intrusion d'amphibiens sur les emprises du chantier - par exemple une bande de géotextile). Les dispositifs seront implantés de façon à guider les animaux le long des axes de déplacement (écoulements) et vers les ouvrages de franchissement provisoires.
Préservation des zones de gagnage, d'hivernage et de reproduction à l'extérieur des emprises	Les zones de gagnage, d'hivernage et de reproduction seront signalées physiquement par la mise en place de panneaux sur le chantier, de façon à éviter qu'elles ne soient impactées par le chantier en dehors des emprises autorisées.

Le pétitionnaire met en place des mesures de sauvetage en phase chantier pour les reptiles et les amphibiens. Les animaux sont transférés dans des sites existants favorables, ou dans des mares ou plans d'eau de substitution. Les déplacements sont programmés avant les travaux, en période favorable pour ces espèces . Le pétitionnaire informe avant chaque opération de sauvetage la Police de l'Eau, l'ONEMA, la DREAL et l'ONCFS selon les dispositions de l'article 18.3.

Les sauvetages sont effectués sur les secteurs suivants :

Entité mono	Dpt	Commune	Nom de la zone	PK deb	Pk fin	Espèces ciblées
M16-86	79	Plibou	Traversée du bocage de Plibou	145.8	146.2	Amphibiens – Pélodyte ponctué Alyte accoucheur Rainette verte
M17-16	16	Londigny	Vallée de la Péruse à Londigny	153.55	153.55	Rainette méridionale
M27-16	16	Blanzac Porcheresse	Etang de Maine Debaud	222.5	223.0	Rainette méridionale
M29-16	16	Sainte-Souline	Mare au lieu-dit « la Châtaigneraie »	236.4	237	Amphibiens Rainette méridionale Alyte accoucheur
M29-16	16	Châtignac	Source et étang au lieu-dit « Chez Bardon »	238.3	238.3	Amphibiens Rainette méridionale Alyte accoucheur
M29-16	16	Brossac	Etang au lieu-dit « le Bourgouin »	239	239.6	Amphibiens Rainette méridionale Alyte accoucheur Salamandre tachetée
M29-16	16	Châtignac	Franchissement de La Maury	239.0	240.0	Amphibiens Rainette méridionale
M17-16	16	Londigny, Montjean	Vallée de la Péruse	153.7	153.7	Couleuvre viperine
M18-16	16	Juillé	Lieu-dit « Bois du Roc » en bord de route	173.9	173.9	Couleuvre viperine
M19-16	16	Luxé	Vallée de la Charente	177	177	Couleuvre viperine

Article 25.4 Mares de substitutions

Pour compenser les destructions de mares, le pétitionnaire met en place les mares de substitutions suivantes:

Dpt	Commune	Localisation	Type
86	Chaunay	PK 142 - 144 Bocage de Chaunay	Engagement de l'Etat : Acquisition au minimum de 20ha de prairies et gestion écologique adaptée. Création d'une dizaine de mares prairiales ou Forestières.
79	Plibou	PK 146 Bocage de Plibou	Engagement de l'Etat : Création de mouillères de part et d'autre de l'emprise, pour fixer le Pélodyte ponctué Créations de mares de substitution de part et d'autre de l'emprise.
79	Plibou	PK 146,5	1 mare de substitution

Dpt	Commune	Localisation	Type
16	MontJean / Londigny	PK 156 - 156,5	2 mares d'attractivité
16	Villiers-le-Roux	PK 158 - 158,5	2 mares d'attractivité
16	Luxé	PK 176,5 - 177	1 mare de substitution 1 mare d'attractivité
16	Claix	PK 215	1 mare de substitution
16	Champagne-Vigny	PK 220 - 221	1 mare d'attractivité
16	Blanzac-Porcheresse	PK 223 Maine Debaud	Engagement de l'Etat Recréation d'un plan d'eau et rétrocession à un organisme gestionnaire
16	Cressac-Saint-Genis	PK 227,5 - 228	1 mare d'attractivité
16	Deviat	PK 232 – 233	1 mare d'attractivité
16	Poullignac	PK 233,5 - 234	1 mare de substitution et 1 mare d'attractivité
16	Sainte-Souline	PK 236 - 237	1 mare de substitution
16	Sainte-Souline	PK 237 - 238	1 mare d'attractivité
16	Chatignac	PK 238	1 mare de substitution
16	Chatignac	PK 239	1 mare d'attractivité
16	Brossac	PK 241	1 mare d'attractivité

Ces mares de substitution sont créées selon les dimensions guides suivantes : environ 20 mètres de long pour 15 mètres de large et une profondeur atteignant 1 à 1,5 mètre. Les berges auront une pente douce sur une portion prépondérante du périmètre. Aucun poisson ou espèce invasive n'est introduit.

Article 25.5 Mesures relatives aux insectes inféodés à l'eau

Le pétitionnaire met en œuvre les mesures génériques suivantes :

	Phase chantier : mesures d'évitement ou de réduction spécifiques en faveur des insectes
Piquetage des sites	Les zones de chantier seront précisément délimitées en prenant en compte les secteurs à enjeux mis en évidence par les inventaires. Ces zones seront clôturées de manière à limiter au maximum les impacts d'emprise.
Préservation des habitats arboricoles	Les arbres sénescents, habitats favorables à certaines espèces d'insectes (Lucane Cerf-volant notamment) seront repérés avant le début des travaux et préservés dans la mesure du possible. Si toutefois certains arbres favorables aux insectes xylophages ne peuvent être préservés, leurs souches seront laissées sur place le temps nécessaire à la révolution du cycle biologique de l'espèce. L'identification d'arbres occupés justifiera leur déplacement (déplacement des fûts) hors des emprises pour permettre l'achèvement du cycle larvaire et l'émergence des adultes.

Article 25.6 Mesures relatives aux oiseaux

Le pétitionnaire met en œuvre les mesures suivantes :

Mesures de compensation	Des zones favorables aux oiseaux nicheurs seront créées au niveau des zones défrichées, par la replantation de haies et bosquets constitués d'essences indigènes. Pour les sites abritant des espèces particulièrement sensibles, des mesures spécifiques sont prévues (acquisition de biotope, déplacement d'espèces, filets de protection).

Article 25.7 Mesures relatives aux poissons, à la continuité écologique et aux zones de frayères

Les caractéristiques des aménagements projetés sont adaptés de façon à ne pas porter atteinte à la continuité écologique en créant un seuil infranchissable pour les espèces présentes dans le cours d'eau. L'aménagement doit être efficace en période d'étiage.

Le pétitionnaire met en place les mesures suivantes :

	PHASE CHANTIER : MESURES D'ÉVITEMENT OU DE RÉDUCTION SPÉCIFIQUES EN FAVEUR DES POISSONS
Ouvrages hydrauliques provisoires	Pour diminuer les incidences du chantier sur les poissons, les franchissements provisoires de cours d'eau conçus par LISEA permettent de **maintenir la possibilité de circulation pour les poissons**. ▪ Pour les principaux cours d'eau, pour lesquels l'ouvrage définitif dégage le lit, l'ouvrage provisoire sera conçu dans le même objectif, il s'agira donc, lorsque le franchissement est indispensable, de ponts provisoires. ▪ Sur les autres cours d'eau abritant des espèces piscicoles, les buses ou dalots provisoires de faible longueur sont enterrés afin d'éviter de créer des obstacles infranchissables. Ces franchissements provisoires sont préférentiellement réalisés sur les dérivations provisoires, à sec, avant la mise en eau de celles-ci . La continuité piscicole est donc systématiquement assurée, y compris lors de la phase chantier.
Aménagements écologiques	Les dérivations provisoires sont créées en tenant compte des caractéristiques initiales du cours d'eau, de façon à maintenir la possibilité d'une fréquentation par les poissons.
Maintien d'un débit minimal dans les cours d'eau	Un débit minimal est conservé afin de garantir la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.
Préservation des zones de frayères à l'extérieur des emprises	En cas d'identification de frayères avant les travaux, le chantier est localement adapté pour minimiser autant que possible les emprises. De plus, les zones de frayères sont signalées physiquement par la mise en place de panneaux sur le chantier, de façon à éviter qu'elles ne soient impactées par le chantier en dehors des emprises autorisées.
Recréation de frayères	Les impacts temporaires du projet sur les frayères ne pouvant être évités sont compensés par une restauration de frayères fonctionnelles après les travaux.

Les impacts permanents du projet sur les frayères ne pouvant être évités sont compensés par la création ou la restauration de frayères similaires sur le même cours d'eau ou sur ses affluents. Le choix et la mise en œuvre de ces actions de compensation sont élaborés en collaboration avec les acteurs locaux (ONEMA, EPTB Charente, fédérations de pêche des départements le cas échéant). Avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire adresse à la Police de l'Eau et à l'ONEMA selon les dispositions prévues à l'article 18.3 :

- la liste des frayères impactées (phase travaux et définitive),
- le planning d'intervention et de pêche de sauvetage
- la méthodologie précise de recréation de frayères

Toute frayère supplémentaire non identifiée dans le dossier initial, mais apparaissant lors du chantier comme impactée selon le pétitionnaire, l'ONEMA, ou la police de l'eau, fait l'objet des mesures de compensation et de préservation prévues au présent article. Le Préfet peut acter ces mesures par prise d'un arrêté complémentaire. Les aménagements relatifs au franchissement des espèces (piscicoles et petite faune) des ouvrages définitifs figurent en **annexe 12** du présent arrêté.

Les emprises des frayères identifiées sont piquetées afin d'empêcher leur destruction par les engins.

Toutes les frayères impactées pendant les travaux sont recréées. Une attention particulière est portée à la frayère à Brochet du franchissement de la Charente Nord.

Des aménagements complémentaires peuvent être prescrits si l'expertise de l'ONEMA ou de la Police de l'Eau fait apparaître que la continuité écologique n'est pas garantie à l'issue des travaux, ou que les zones de frayères reconstituées n'ont pas de fonctionnalité similaire à celles détruites.

Article 25.8 Mesures relatives aux chiroptères

Le pétitionnaire met en œuvre les mesures compensatoires suivantes :

Type de mesure	Solutions mises en œuvre
Mesures de compensation	Installation de nichoirs à chauves souris Acquisition de parcelles (boisements, prairies), de gîtes (bâtiments, arbres haies) : les espèces impactées par le projet bénéficieront des mesures générales de compensation des habitats. Sécurisation foncière de superficies boisées, avec des arbres d'âge moyen à matures, avec mise en place d'îlots de vieillissement. Plantation de boisements compensatoires au titre du code forestier. Convention de gestion d'entretien de milieux. Création de points d'eau.

Les mesures sont localisées comme suit :

Commune	Nom de la zone	PK début	PK fin	Espèces ciblées	Mesures permanentes
Linars	Traversée de la vallée de la Charente, site Natura 2000 « vallée de la Charente entre Cognac et Angoulême »	205.0	206.0	Vespertilion de Daubenton	Au niveau des ouvrages hydrauliques de franchissement de la Charente, des aménagements en faveur des chiroptères seront mis en place. Des haies-corridors sont prévues au niveau de la Charente pour guider les chiroptères au droit de la LGV sur toute la traversée de la commune (zones de déblai/remblai).
La Couronne	Traversée de la Boëme, site Natura 2000 « vallée de la Charente entre Cognac et Angoulême »	207.5	208.5	Vespertilion de Daubenton	Au niveau des ouvrages hydrauliques de franchissement de la Boëme et de ses affluents, des aménagements en faveur des chiroptères seront mis en place. Des haies-corridors ont été proposées au niveau de la Boëme et de ses affluents pour guider les chiroptères au droit de la LGV sur toute la traversée de la commune (zones de déblai/remblai).
Site de Clérignac / Claix	Traversée du vallon de Claix	214.5	215.5	Vespertilion de Daubenton	Des nichoirs à chauves-souris à des fins de sites de reproduction seront mis en place au niveau du viaduc du Claix.
Cressac Saint Genis		229.5	230.0	Vespertilion de Daubenton	Au niveau de l'ouvrage hydraulique qui permet de franchir l'Arce et au niveau du passage agricole, mise en place d'aménagements en faveur des chiroptères : nichoirs et plantations. De même, des haies-corridors sont prévues au niveau de ces trois franchissements pour guider les chiroptères vers les zones de franchissement sans risque de collision.
Bessac	Bois de la Faye	232.5	232.8	Vespertilion à moustaches	Le projet traverse des boisements appartenant au Bois de la Faye (habitats de chauves-souris). Des mesures seront donc prises pour effectuer des reboisements adaptés : LISEA participera au reboisement des zones défrichées, à hauteur de la surface déboisée. Les plantations effectuées pour l'insertion paysagère du projet seront adaptées au milieu traversé, en utilisant des essences locales en concertation avec la DDT.

Commune	Nom de la zone	PK début	Pk fin	Espèces ciblées	Mesures permanentes
Bessac	Divers lieux de la commune	232.5	232.8	Vespertilion à moustaches	Au niveau de l'ouvrage hydraulique qui permet de franchir la Gorre et au niveau des ouvrages de rétablissement routier, des aménagements en faveur des chiroptères seront mis en place. De même, des haies-corridors sont prévues au droit de la LGV sur toute la commune.
Poullignac	Vallée de la Maury - la Caillère	233.0	234.0	Vespertilion à moustaches	Mise en place d'un observatoire pour vérifier l'efficacité des mesures.

La mise en œuvre de ces mesures est soumise à la validation préalable de la DREAL. A cet effet le pétitionnaire transmet une note détaillée des mesures envisagées avec leur localisation précise dans le délai indiqué à l'article 18.3.

Article 25.9 Mesures relatives aux mollusques

Le protocole des opérations est soumis à la validation de la DREAL dans les délais conformes au 18.3.

Le pétitionnaire met en œuvre les mesures génériques suivantes :

	Phase chantier : mesures spécifiques en faveur des mollusques
Mesures d'évitement	▪Piquetage des sites Les zones de chantier seront précisément délimitées en prenant en compte les secteurs à enjeux mis en évidence par les inventaires. Ces zones seront précisément délimitées par des clôtures de manière à limiter au maximum les impacts d'emprise, et à isoler au maximum le secteur des travaux.
Mesures de réduction	▪Préservation renforcée de la qualité des eaux : une attention particulière sera portée à la qualité des eaux rejetées en phase travaux dans les secteurs d'habitat de la Mulette épaisse, de la Grande Mulette et du Vertigo de Des Moulins. L'assainissement provisoire sera renforcé selon les modalités décrites en Pièce C2 Volet eaux superficielles, avec une décantation et une filtration avant rejet. Le ruissellement sera limité et le stockage de polluants en lit majeur sera interdit. Des mesures d'intervention en cas de pollution accidentelle seront prévues. ▪Mesures spécifiques au Vertigo de Des Moulins : avant tout aménagement (plate-forme, ouvrages d'art…) ou modifications structurelles (remblais et déblais) affectant les zones sensibles identifiées comme favorables au Vertigo de Des Moulins, le sol (végétations et espèces) sera déplacé de manière mécanique sur l'ensemble de la zone aménagée, sur une trentaine de centimètres de profondeur. Le sol extrait sera déplacé hors d'atteinte des menaces liées aux aménagements, soit dans une zone favorable à proximité du site de prélèvement, soit hors site dans un habitat similaire, ou le cas échéant dans un milieu qui nécessitera une gestion favorable au maintien et à la pérennisation des espèces introduites (végétales et animales). Un état initial et un suivi dans le temps seront réalisés sur les sites sélectionnés. Les déplacements seront effectués comme décrit ci-avant de manière à limiter les impacts sur les Vertigos de Des Moulins, et durant la période hivernale (hors période de reproduction) ; ils seront suivis par un ingénieur écologue. Les installations de chantier et les voies d'accès du chantier seront réalisées en dehors des cariçaies.
Accompagnement du chantier	▪Mise en place d'une assistance à maîtrise d'ouvrage.
Suivi des populations	▪Cf. Chapitre « mesures de suivi »

Les mesures spécifiques en faveur des mollusques en phase chantier sont les suivantes :

Dpt	Communes	PK	Cours d'eau	Espece(s) recensée(s)	Mesures en phase chantier
16	Vouharte, Bignac, Montignac-Charente, Saint-Genis d'Hiersac	189.4	La Charente	Grande Mulette	Précautions lors du franchissement des différents bras de la Charente pour limiter les risques de pollution.

Article 25.10 Mesures permanentes en faveur de la flore inféodée à l'eau

Les mesures génériques en faveur de la flore sont les suivantes :

Type de mesure	Solutions mises en œuvre
Mesures de réduction	Transplantations (déplacement de pieds situés sous les emprises pour les préserver) et/ou récoltes de graines, selon des protocoles spécifiques. Ces déplacements, lorsqu'ils seront réalisés, auront lieu vers des sites d'accueil favorables qui pourront être : ▪Des placettes non occupées sur des parcelles qui, elles, sont occupées, et donc a priori favorables à l'espèce déplacée ; ▪Des parcelles non occupées par l'espèce déplacée, mais faisant l'objet de mesures compensatoires visant à rendre les habitats favorables, par leur acquisition ou leur conventionnement, leur restauration, leur gestion favorable aux espèces visées.

Les mesures spécifiques en faveur de la flore sont les suivantes :

Entité mono	Dpt	Commune	Nom de la zone	PK début	Pk fin	Espèces ciblées	Mesures permanentes
M16-86	Deux-Sèvres	Plibou	Traversée du bocage de Plibou	145.8	146.2	Espèce végétale remarquable	Acquisition de 4 ha de prairies abritant le Gaillet boréal en vue d'une gestion écologique.
M19-16	Charente	Luxé	Site Natura 2000 : zone de protection spéciale de la Vallée de la Charente en amont d'Angoulême	176.3	177.1	Renoncule à feuilles d'Ophioglosse	Création de mares pour favoriser la colonisation par la Renoncule à feuilles d'Ophioglosse, espèce pionnière.

Article 25.11 Modalités de suivi des mesures

Pour toutes les mesures compensatoires ou correctives « milieu », les dispositions présentées pour chacune des mesures sont des obligations de résultats.

Un comité de pilotage stratégique mis en place par LISEA se réunit 4 fois par an. Il permet de cadrer la politique de mise en œuvre des mesures compensatoires. Il associe les services de la DREAL et de l'ONEMA.. Une commission de suivi opérationnel s'assure de la bonne mise en œuvre des mesures.

Une commission d'accompagnement scientifique présidé par LISEA et animé par LPO France assure l'accompagnement et le suivi scientifique des mesures compensatoires.

Les compte-rendu des réunions sont envoyés en copie à la DREAL , à l'ONEMA et aux services de police de l'eau.

Le programme détaillé de mise en œuvre des mesures compensatoires est transmis pour validation aux Services Police de l'Eau, à l'ONEMA et à la DREAL et concerne : la restauration de zones humides, la restauration de cours d'eau, les mesures spécifiques en faveur des espèces.

Ce programme comprend, notamment, la liste des sites retenus de façon définitive avec un argumentaire et pour chacun des sites retenus :

–les dispositions techniques de réalisation des dispositions fixées par la présente section ;

–le calendrier de réalisation et suivi environnemental des actions ;

–les modalités de suivi ;

–des indicateurs environnementaux doivent également être définis, afin de suivre l'évolution des zones humides et des milieux naturels après leur restauration et après la mise en service du projet. Ces indicateurs de suivis peuvent porter sur les surfaces des zones humides, sur les milieux naturels et sur les espèces observées ;

–les organismes experts auxquels sont éventuellement confiés la gestion de ces zones.

Les mesures sont localisées sur un plan accompagnées d'un descriptif des dispositions envisagées et de l'échéancier prévu pour leur réalisation ; leur état d'avancement fait l'objet d'un rapport régulier, à une échéance au minimum annuelle. Elles doivent se situer dans le bassin versant de la Charente et être en connexion hydraulique avec des zones humides existantes ou apporter une réelle plus-value en terme de continuités écologiques. Un point est envoyé chaque année avant le 15 février aux Services Police de l'Eau, à l'ONEMA et à la DREAL.

La réalisation de mesures compensatoires et la fonctionnalité des zones de compensation doivent être effective avant la mise en service de la LGV-SEA et de ses installations annexes.

Le pétitionnaire propose des modalités de suivi et de contrôle au Service de Police de l'Eau concerné de ces différentes zones.

Une analyse a posteriori (n+1, n+2, n+3, n+5, n+10 et tous les 10 ans jusqu'à la fin de la présente autorisation) du retour à une bonne fonctionnalité écologique des milieux est présentée par le pétitionnaire pour vérifier que le projet est efficace et conforme aux prévisions. Si au terme de 5 (cinq) ans le résultat est atteint, le bilan n'est pas exigé au-delà de cette durée; dans le cas contraire, le pétitionnaire corrige les mesures afin d'atteindre les objectifs définis dans la décision d'autorisation.

Pour assurer la viabilité à long terme de la mesure, sa présentation intègre la gestion de ces surfaces par le Conservatoire des espaces naturels , ou par une organisation similaire, qui l'a préalablement acceptée.

Titre III – Dispositions générales

Article 26 Dossier de récolement

Dès l'achèvement des travaux et **au plus tard 6 mois après cet achèvement**, le pétitionnaire adresse au Service chargé de Police de l'Eau concerné et en cinq exemplaires un dossier de récolement.

Ce dossier est présenté sous la forme de fichiers électroniques établis à partir de logiciels standards et sera en outre constitué :

–d'un exemplaire papier des plans de récolement au 1/5.000ème indiquant l'implantation des ouvrages relevant de la présente autorisation en précisant les coordonnées géo-référencées des ouvrages,

–d'un tableau synthétique des caractéristiques de ces aménagements,

–un plan de récolement spécifique pour les grands franchissements (tous les ouvrages sur les cours d'eau ayant fait l'objet d'une modélisation hydraulique, et tous les ouvrages de type viaduc, ou mixte viaduc/remblai),

–toutes les pièces techniques et graphiques nécessaires à la parfaite connaissance des ouvrages tels qu'ils ont été réalisés et de leur mode de fonctionnement,

–un compte rendu de chantier établi au fur et à mesure de l'avancement de celui-ci, dans lequel le pétitionnaire retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures prises pour respecter les prescriptions précédentes ainsi que les effets identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Ce compte rendu doit être gardé à la disposition des services chargés de la police de l'eau. Il peut être structuré selon les différentes phases de réalisation des travaux.

– un bilan du suivi environnemental du chantier,

– un dossier des ouvrages exécutés et un dossier d'intervention ultérieur sur les ouvrages.

–un dossier récapitulatif des mesures compensatoires

Il est alors procédé à des visites de récolement des ouvrages et des mesures compensatoires.

Six mois après le démarrage des travaux, le pétitionnaire adresse au Service Police de l'Eau concerné un compte rendu d'étape en cinq exemplaires, le premier à la fin des six premiers mois puis tous les six mois, ainsi qu'un bilan de suivi environnemental du chantier.

Article 27 Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de cinquante (50) ans.

Article 28 Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés réalisés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

En tout état de cause, le pétitionnaire doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour réduire l'incidence des travaux sur l'eau, les milieux aquatiques et humides en phase « chantier » et en phase « exploitation ». Les travaux et ouvrages ci-dessus mentionnés sont exécutés sous la responsabilité pleine et entière du pétitionnaire en ce qui concerne les dispositions techniques, leur mode d'exécution et le respect des consignes établies.

Si, au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation ou l'ouvrage, il en fait la demande au préfet concerné qui statue par arrêté inter-départemental conformément aux articles R.214-17 et R.214-18 du code de l'Environnement, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnée à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, le plus tôt possible et **au minimum 3 mois avant leur réalisation**, à la connaissance du préfet concerné avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet, s'il y a lieu, fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.214-17du code de l'Environnement. S'il estime que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les éléments énumérés à l'article L.211-1du code de l'Environnement, le préfet invite le bénéficiaire de l'autorisation à déposer une nouvelle demande d'autorisation. Celle-ci est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation primitive.

Il en est de même pour les ouvrages provisoires relevant des besoins propres des entreprises, au moment des travaux (pompages supplémentaires éventuels, installations de chantier...), et qui ne correspondent pas à la mise en œuvre des prescriptions de la présente autorisation. Ils doivent être portées, le plus tôt possible et au minimum 3 mois avant leur réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Si nécessaire, ils doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation ou de déclaration de la part des entreprises : il faut alors tenir compte des délais administratifs de réalisation des procédures et ne pas démarrer les travaux concernés avant l'obtention des dites autorisations.

La présente autorisation doit être notifiée par le pétitionnaire à son maître d'œuvre et aux différents entreprises intervenant sur le chantier sur toute sa durée.

Article 29 Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le pétitionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le pétitionnaire changeait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 30 Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le pétitionnaire est tenu de déclarer au Préfet de la Charente ou des deux-Sèvres les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement.

En outre, tout fait susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux du captage de Foncaltric devra être immédiatement signalé au Syndicat des "4B" et à l'Agence Régionale de la Santé (Service Santé – Environnement) Poitou-Charente.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le maître d'ouvrage doit prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 31 Conditions de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet de la Charente une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R.214-20 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 32 Transmission de l'autorisation à une autre personne

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet concerné dans les trois mois qui suivent, conformément à l'article R.214-45 du code de l'environnement.

Article 33 Cessation et Remise en état des lieux

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'activité indiquée dans l'autorisation fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation conformément à l'article R.214-45 du code de l'environnement. Il est donné acte de cette déclaration.

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement ou en cas de cessation définitive d'exploitation et d'absence prolongée d'entretien de l'ouvrage, les préfètes peuvent faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel (notamment l'isolement des ouvrages abandonnés) accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 34 Accès aux chantiers et aux installations

Sous réserve de souscrire aux règles de sécurité imposées par les services de sécurité dans le cadre des travaux, les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'Environnement. Ils peuvent demander communication de toutes pièces utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

L'aménagement ne doit pas entraver l'accès et la continuité de circulation sur les berges, en toute sécurité et en tout temps, aux agents habilités à la recherche et la constatation des infractions en application de l'article L.216-3 du code de l'environnement, ainsi qu'aux agents chargés de l'entretien, sans préjudice des servitudes pouvant découler des autres réglementations en vigueur.

Le service chargé de la police des eaux et les services départementaux de l'ONEMA peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels, cartographiques et par analyses chimiques. Le pétitionnaire permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

Article 35 Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 36 Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 37 Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation est publié à la diligence des services de la Préfecture de la Charente, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements de la Charente et des Deux-Sèvres

Une copie de la présente autorisation est transmise pour affichage pendant une durée minimale d'un mois aux maires des communes de

Sur le département de la Charente :

ASNIERES SUR NOUERE, BECHERESSE, BESSAC, BIGNAC, BLANZAC PORCHERESSE, BROSSAC, CELLETTES, CHAMPAGNE VIGNY, CHARME, CHATIGNAC, CLAIX, COULONGES, COURCOME, CRESSAC SAINT GENIS, DEVIAT, FLEAC, JUILLE, LA CHEVRERIE, LA COURONNE, LA FAYE, LIGNE, LINARS, LONDIGNY, LUXE, MARSAC, MONTIGNAC CHARENTE, MONTJEAN, NERSAC, NONAC, PASSIRAC, PERIGNAC, PLASSAC ROUFFIAC, POULLIGNAC, RAIX, ROULLET ST ESTEPHE, SAINT AMANT DE BOIXE, SAINT FRAIGNE, SAINT LEGER, SAINT SATURNIN, SAINTE SOULINE, ST GENIS D'HIERSAC, ST MARTIN DU CLOCHER, TROIS PALIS, VERVANT, VILLEFAGNAN, VILLIERS LE ROUX, VILLOGNON, VOUHARTE, XAMBES

Sur le département des Deux-Sèvres :

LIMALONGES, PLIBOU et SAUZE VAUSSAIS.

Cette formalité est justifiée par un certificat d'affichage.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation est tenu à la disposition du public pour information dans les préfectures de la Charente et des Deux Sèvres, ainsi que dans les mairies concernées et citées ci-dessus.

La présente autorisation est à disposition du public sur le site Internet des préfectures de la Charente et des Deux-Sèvres pendant une durée d'au moins 1 an.

L'arrêté d'autorisation est publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Charente et des Deux-Sèvres en application de l'article R214-19 du code de l'environnement.

Article 38 Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, à compter de sa notification pour le demandeur, ou de sa publication pour les tiers :

- soit d'un recours administratif (gracieux devant le préfet ou hiérarchique devant le ministre concerné) dans un délai de deux mois ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers :

* par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

* par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois.

Toutefois, un des deux recours administratifs, dont la réponse doit être produite dans les deux mois, prolonge le délai de recours contentieux de deux mois ; l'absence de réponse dans les deux mois vaut décision implicite de rejet.

Ces deux voies de recours ne suspendent pas l'exécution de la décision.

Sous peine d'irrecevabilité, le dépôt du recours contentieux doit être accompagné de la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts.

Article 39 Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Charente, le Secrétaire Général de la préfecture des Deux-Sèvres, le sous préfet de l'arrondissement de Cognac, le sous préfet de l'arrondissement de Confolens, le Directeur Départemental des Territoires de la Charente, le Directeur Départemental des Territoires des Deux-Sèvres, le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de La Charente, le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Deux-Sèvres, le Directeur Régional de l' Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le Directeur de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage du département de la Charente, le Directeur de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage du département des Deux-Sèvres, le délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé pour le département de la Charente, le délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé pour le département des Deux Sèvres, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Poitou-Charente, les maires des communes d'ASNIERES SUR NOUERE, BECHERESSE, BESSAC, BIGNAC, BLANZAC PORCHERESSE, BROSSAC, CELLETTES, CHAMPAGNE VIGNY, CHARME, CHATIGNAC, CLAIX, COULONGES, COURCOME, CRESSAC SAINT GENIS, DEVIAT, FLEAC, JUILLE, LA CHEVRERIE, LA COURONNE, LA FAYE, LIGNE, LINARS, LONDIGNY, LUXE, MARSAC, MONTIGNAC CHARENTE, MONTJEAN, NERSAC, NONAC, PASSIRAC, PERIGNAC, PLASSAC ROUFFIAC, POULLIGNAC, RAIX, ROULLET ST ESTEPHE, SAINT AMANT DE BOIXE, SAINT FRAIGNE, SAINT LEGER, SAINT SATURNIN, SAINTE SOULINE, ST GENIS D'HIERSAC, ST MARTIN DU CLOCHER, TROIS PALIS, VERVANT, VILLEFAGNAN, VILLIERS LE ROUX, VILLOGNON, VOUHARTE, XAMBES dans le département de la Charente et de LIMALONGES, PLIBOU et SAUZE VAUSSAIS dans le département des Deux-Sèvres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Angoulême, le 28 FEV. 2012	NIORT, le 20 FEV. 2012
La Préfète de la Charente	La Préfète des Deux-Sèvres
Danièle POLVÉ MONTMASSON	Christiane BARRET

Les annexes sont consultables :
- en préfectures de la Charente (Bureau de l'utilité publique et des procédures environnementales et des Deux-Sèvres (Bureau de l'environnement)
- en sous préfectures de Confolens et de Cognac
- en mairies précitées

CHATIGNAC

BROSSAC

PASSIRAC

SAINT-VALLIER

SC 239+000

SC 240+000

SC 241+000

SC 242+000

SC 243+000

SC 244+000

SC 245+000

SC 246+000

Ruisseau La Maury

Ruisseau La Viveronne

Pompinier 1

Pompinier 2

Pompinier

la Viveronne

la Maury

La maison

La Grelière

La Fontaine de Barret

la Fontaine de Barret

Bel Air

Maine Brun

Le Trébuchet

la Tête des Nauves

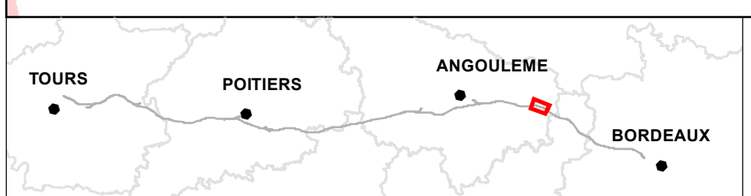
Ruisseau des Lorettes

Chez Gruet 1

Chez Gruet 2

La Sablière

Rabouin Sud



Autorisation complémentaire de défrichement
Risques naturels
Commune de : BROSSAC

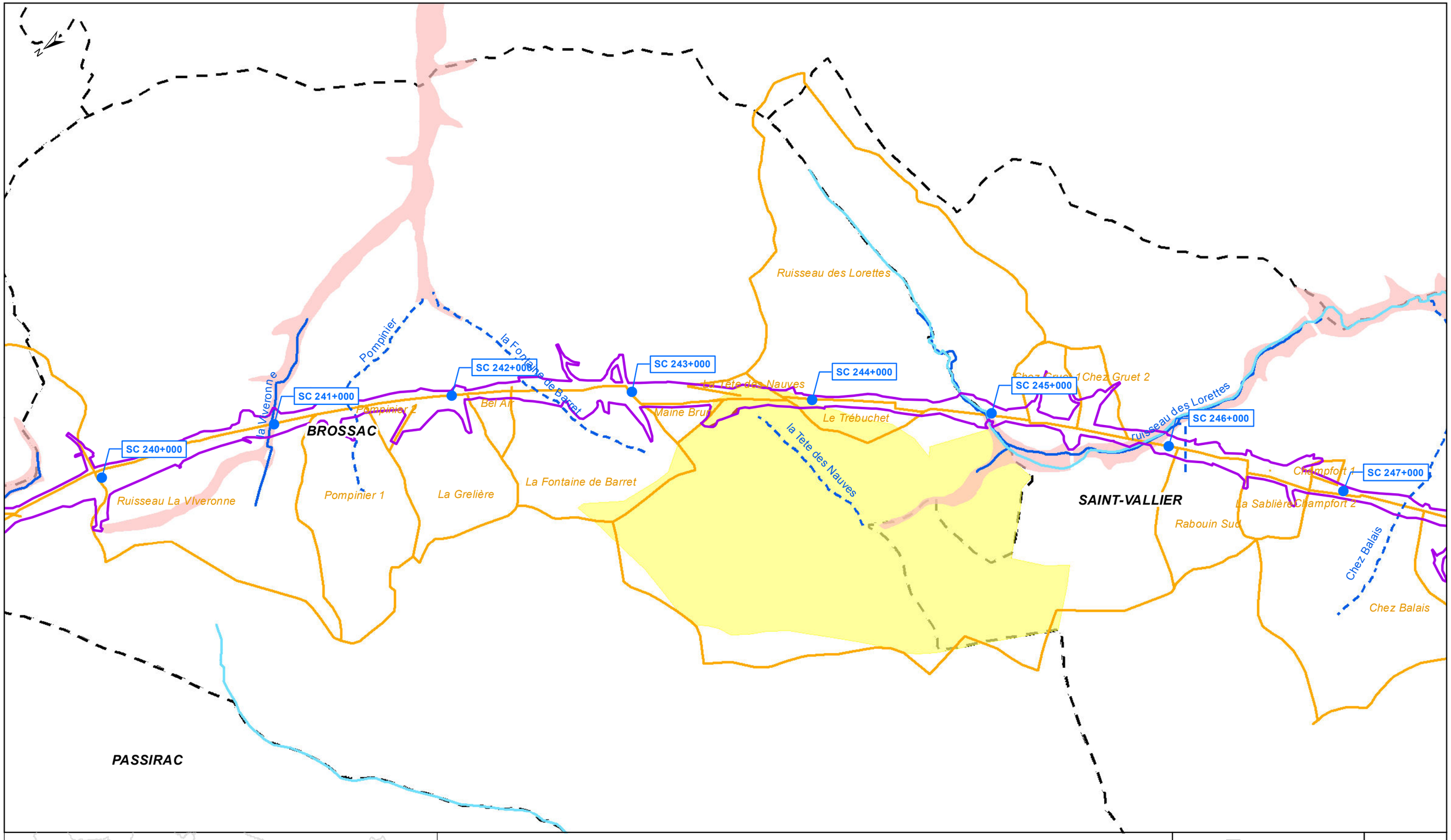
- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- UB objet de la présente demande
- Limites de commune
- Autres écoulements
- Cours d'eau
- Réseau hydrographique principal
- Bassin versant naturel
- Plan de Prévention des Risques d'Inondation
- Atlas des Zones Inondables
- Bassin d'alimentation
- Protection éloignée
- Protection éloignée sans DUP
- Protection immédiate
- Protection rapprochée
- Protection rapprochée sans DUP

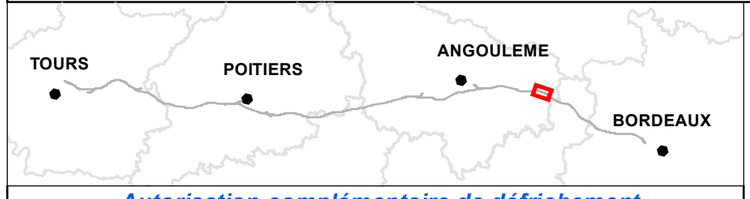
Cosea
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/20 000 0 200 400 600 800 m





Autorisation complémentaire de défrichement
Risques naturels
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- UB objet de la présente demande
- Limites de commune
- Autres écoulements
- Cours d'eau
- Réseau hydrographique principal
- Bassin versant naturel
- Plan de Prévention des Risques d'Inondation
- Atlas des Zones Inondables
- Bassin d'alimentation
- Protection éloignée
- Protection éloignée sans DUP
- Protection immédiate
- Protection rapprochée
- Protection rapprochée sans DUP

Cosea
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/20 000 0 200 400 600 800 m

Légendes de l'atlas cartographique faune du CNPN

Localisation des sites à amphibiens :

Observation ponctuelle d'amphibiens

Axe de migration d'amphibiens *(ad : adultes)*

Site de reproduction / Intérêt écologique

Majeur | Fort | Assez fort | Moyen | Faible — *(ad : adultes)*

Site de gagnage et d'hivernage / Intérêt écologique

Majeur | Fort | Assez fort | Moyen | Faible — *(ad : adultes)*

Sites à Chiroptères :

Habitat d'intérêt écologique (repos et/ou reproduction)

- Fort
- Assez fort
- Moyen
- Habitats de chasse

Autres éléments territoriaux

- Site d'hibernation
- Site de reproduction
- Site de transit
- Axe de déplacement
- Haies

Site identifié pour la mise en œuvre de mesures de réduction

- Implantation de gîte
- Traitement de lisière
- Plantation de haie
- Réalisation de Hop Over (juillet 2012)
- Réalisation de Hop Over (décembre 2012)
- Secteur de reconnectivité

Localisation des sites à poissons :

Enjeux écologiques et linéaires de rivières

- Majeur
- Fort
- Assez fort
- Moyen

Enjeux écologiques et sites de reproduction

- Majeur
- Fort
- Assez fort

Point d'observation et habitat de crustacé d'intérêt majeur :

- Ecrevisse a pieds blancs
- Habitat d'écrevisse a pieds blancs

Localisation des sites à insectes :

Point d'observation et intérêt écologique

Intérêt majeur

- Gomphe de Graslin
- Rosalie des Alpes

Intérêt fort

- Cuivré des marais
- Damier de la succise
- Fadet des laiches
- Azuré du serpolet
- Bacchante
- Gomphe de Graslin
- Agrion de Mercure
- Gomphe à pattes jaunes
- Cordulie à corps fin

Intérêt assez fort

- Cuivré des marais
- Damier de la succise
- Agrion de Mercure
- Grand Capricorne

Enjeu moyen

- Grand Capricorne

Habitat et intérêt écologique

Majeur	Majeur
Fort	Fort
Assez fort	Assez fort
	Moyen

Localisation des sites d'intérêts malacologiques :

Observations

- Grande mulette (Margaritifera auricularia) : vivantes
- Grande mulette (Margaritifera auricularia) : coquilles vides
- Mulette épaisse (Unio crassus) : individus vivants
- Mulette épaisse (Unio crassus) : coquilles vides

Habitats

- Habitat favorable à la Grande Mulette
- Habitat favorable à la Mulette épaisse

Localisation des sites à reptiles :

Point d'observation et intérêt écologique

Intérêt majeur

- Cistude d'Europe
- Lézard vivipare
- Couleuvre vipérine
- Couleuvre d'Esculape
- Couleuvre verte et jaune

Intérêt fort

- Couleuvre d'Esculape

Intérêt assez fort

- Orvet fragile

Intérêt moyen

- Orvet fragile
- Couleuvre vipérine
- Vipère aspic

Intérêt faible

- Vipère aspic
- Couleuvre verte et jaune

Habitats de la Cistude d'Europe

- Corridor de déplacement de la Cistude d'Europe
- Habitat de la Cistude d'Europe

Localisation des enjeux ornithologiques :

Point d'observation

- Hivernant
- Migrateur
- Nicheur
- Site d'hivernage, rassemblement post- ou pré-nuptial

Habitat de reproduction et d'intérêt écologique

- Assez fort
- Moyen

Majeur | Fort | Assez fort | Moyen

Outarde canepetière :

Point d'observation

- Outarde canepetière

Habitat et nidification

- Secteurs de nidification potentielle
- Zone de présence potentielle des femelles d'Outarde canepetière (zone tampon théorique de 2km autour des places de chant)
- Zone d'exclusion autour des infrastructures existantes et de l'urbanisation (500m), et des bois (200m)
- Occupation des sols potentiellement favorable à l'Outarde canepetière

Répartition :

du Vison d'Europe

- Présence avérée
- Présence potentielle

du Castor d'Europe

- Réseau hydrographique colonisé
- Recolonisation potentielle 0-5 ans
- Recolonisation potentielle 5-10 ans

de la Loutre d'Europe

- Présence avérée
- Présence potentielle à court terme

Habitats :

Habitats du Vison d'Europe	Habitats du Castor d'Europe	Habitats de la Loutre d'Europe
Principal	Principal	Principal
Secondaire	Secondaire	Secondaire
Principal	Principal	Principal
Secondaire	Secondaire	Secondaire

BROSSAC

SC 242+000

SC 243+000



Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A REPTILES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A REPTILES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

BROSSAC

SC 242+000

SC 243+000



Autorisation complémentaire de défrichement
REPARTITION DE LA LOUTRE D'EUROPE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

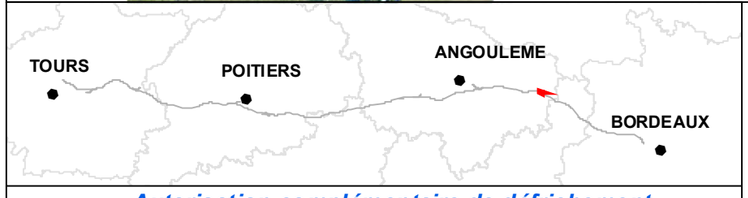
© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

SC 243+000

SC 244+000

BROSSAC



Autorisation complémentaire de défrichement
REPARTITION DE LA LOUTRE D'EUROPE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

BROSSAC

SC 242+000

SC 243+000



Autorisation complémentaire de défrichement
REPARTITION DU CASTOR OU VISON D'EUROPE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

SC 243+000

SC 244+000

BROSSAC



Autorisation complémentaire de défrichement
REPARTITION DU CASTOR OU VISON D'EUROPE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A POISSONS
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A POISSONS
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

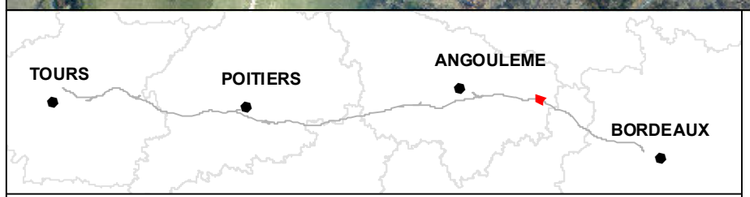
Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES ENJEUX ORNITHOLOGIQUE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

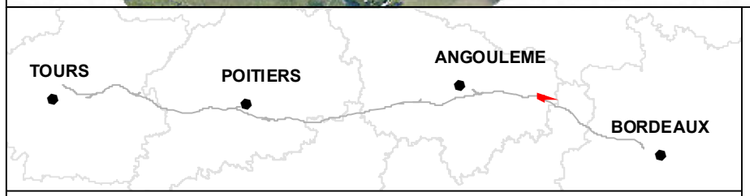
Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES ENJEUX ORNITHOLOGIQUE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

BROSSAC

SC 242+000

SC 243+000



Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES D'INTERET MALACOLOGIQUE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

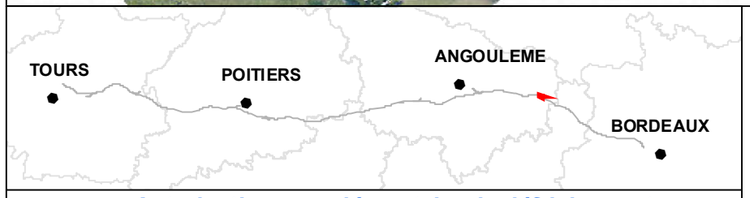
© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

SC 243+000

SC 244+000

BROSSAC



Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES D'INTERET MALACOLOGIQUE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
OUTARDE CANEPETIERE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
OUTARDE CANEPETIERE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

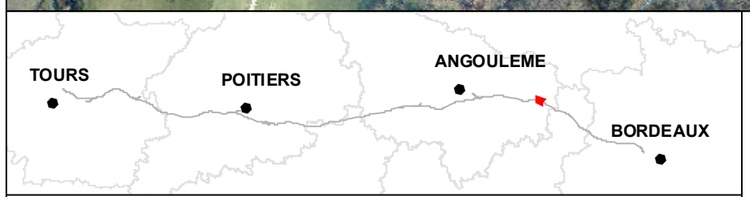
© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

BROSSAC

SC 242+000

SC 243+000



Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A INSECTES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

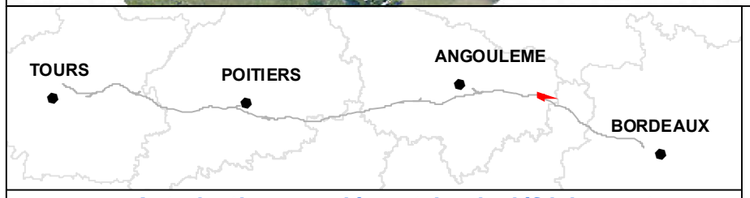
Echelle : 1/5 000

0 100 200 m

SC 243+000

SC 244+000

BROSSAC



Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A INSECTES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

BROSSAC

SC 242+000

SC 243+000



Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A ECREVISSES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000

0 100 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A ECREVISSES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

BROSSAC

SC 242+000

SC 243+000



Autorisation complémentaire de défrichement
LES ESPECES VEGETALES PROTEGEES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LES ESPECES VEGETALES PROTEGEES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

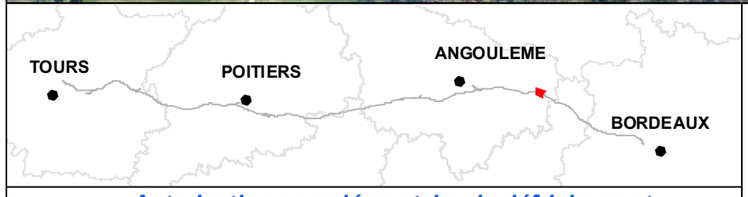
Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
HABITATS DU CASTOR OU DU VISON D'EUROPE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
HABITATS DU CASTOR OU DU VISON D'EUROPE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

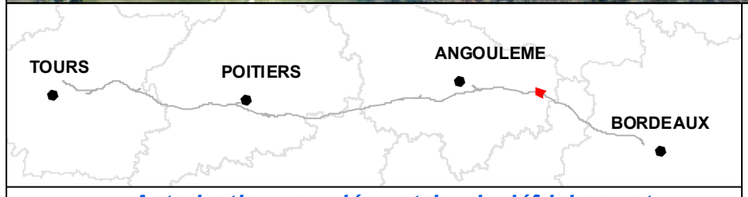
Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
HABITATS DE LA LOUTRE D'EUROPE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
HABITATS DE LA LOUTRE D'EUROPE
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

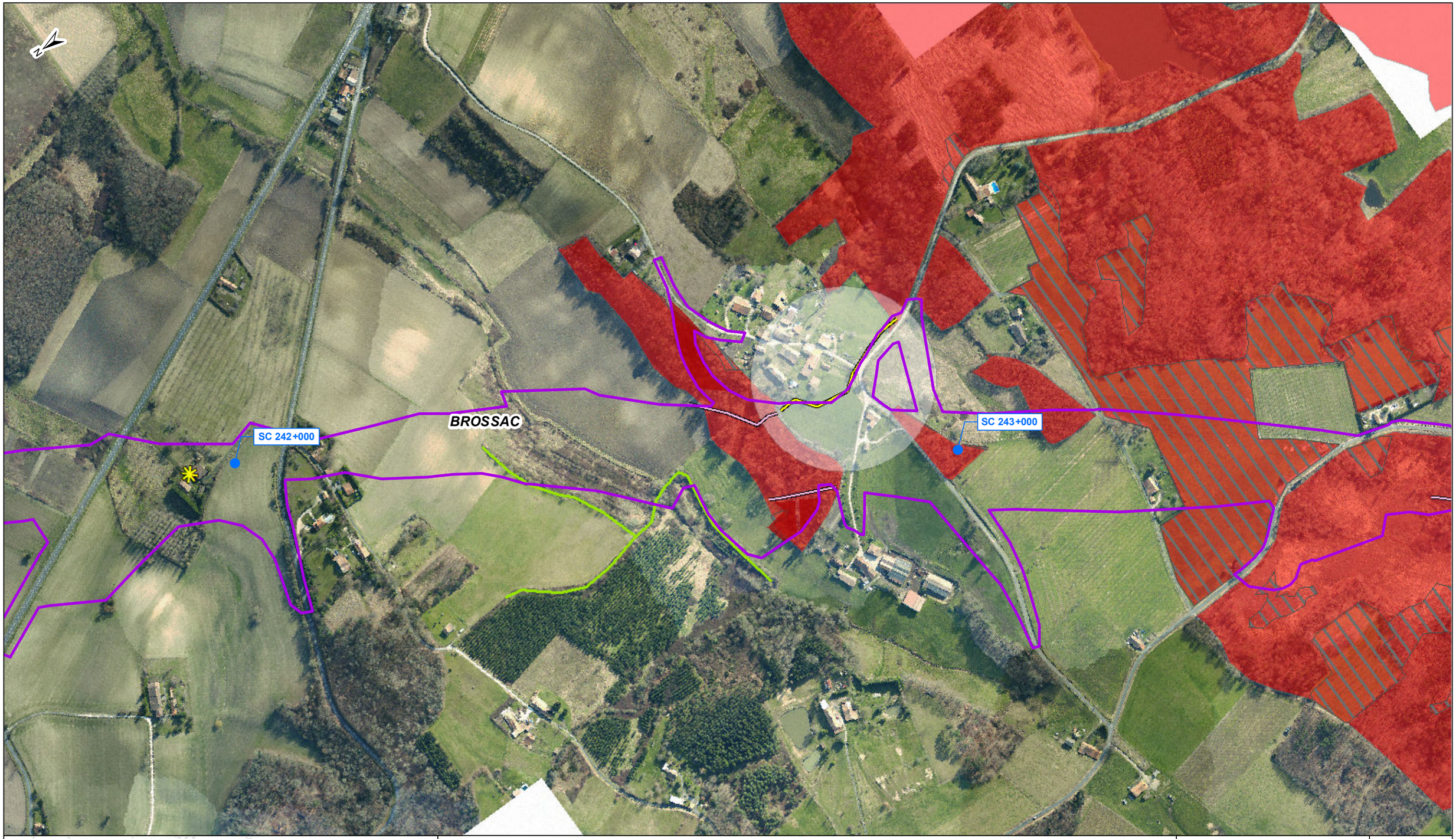
+ voir légende de la faune/flore

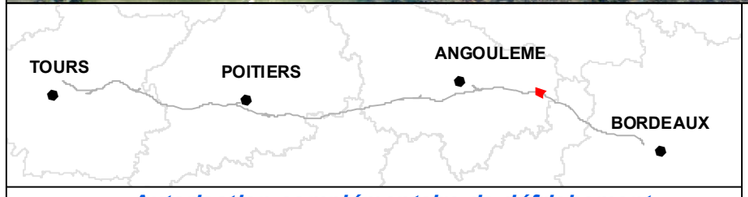
Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A CHIROPTERES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

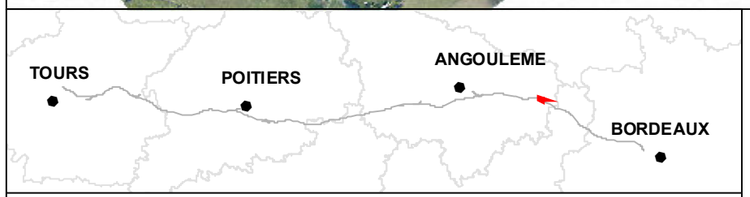
Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A CHIROPTERES
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

BROSSAC

SC 242+000

SC 243+000



Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A AMPHIBIENS
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m





Autorisation complémentaire de défrichement
LOCALISATION DES SITES A AMPHIBIENS
Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- Limites de commune
- UB objet de la présente demande

+ voir légende de la faune/flore

Cosea

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/5 000 — 0 — 100 — 200 m

SC 241+000

SC 242+000

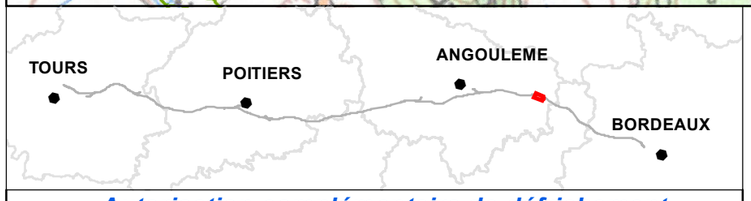
SC 243+000

SC 244+000

I

II

II



Autorisation complémentaire de défrichement

ZNIEFF la plus proche : 1,2 kms

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- UB objet de la présente demande
- ZNIEFF

Cosea

CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/10 000 0 100 200 300 400 m

SC 241+000

SC 242+000

SC 243+000

SC 244+000

I

II



Autorisation complémentaire de défrichement

ZNIEFF la plus proche : 1,5 kms

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- UB objet de la présente demande
- ZNIEFF

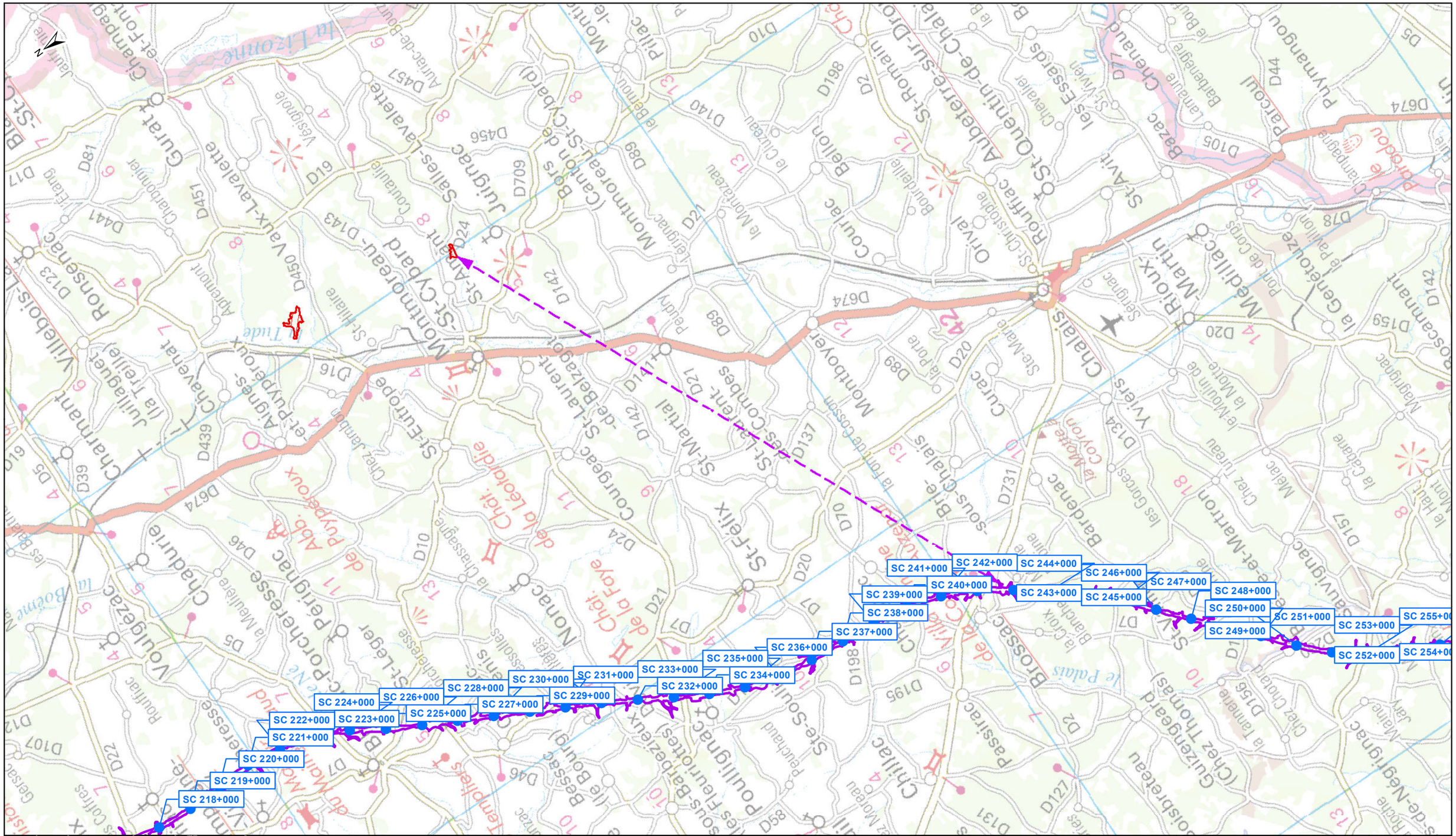
Cosea

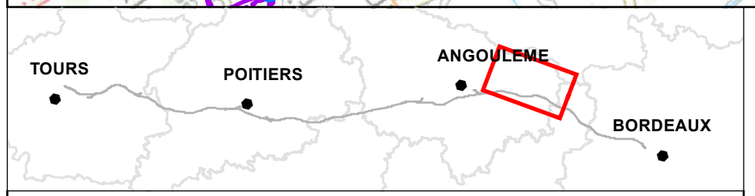
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/10 000 0 100 200 300 400 m





Autorisation complémentaire de défrichement

APPB la plus proche : 17,5 kms

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- UB objet de la présente demande
- Arrêté Préfectoral de Protection Biotope

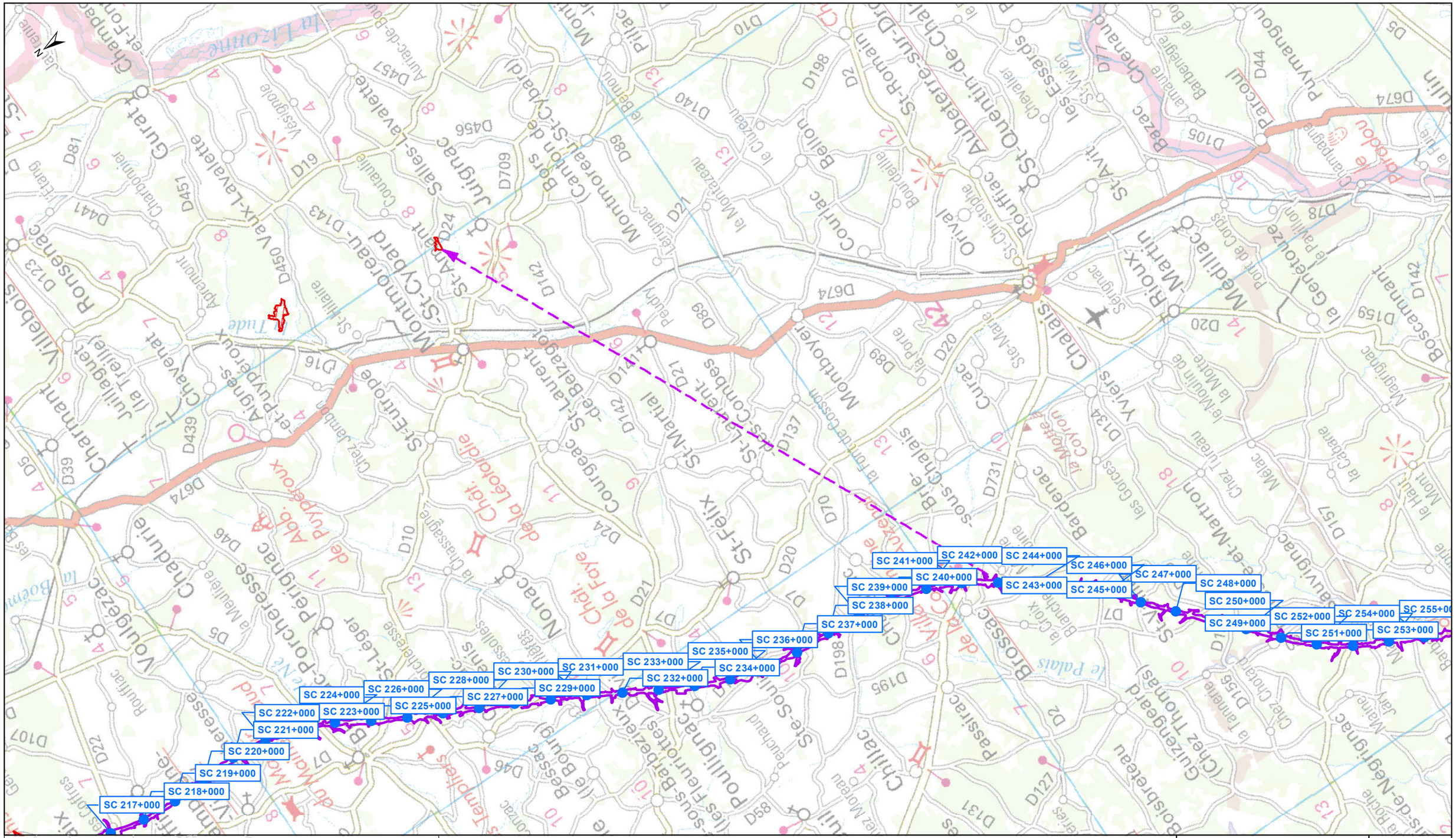
Cosea

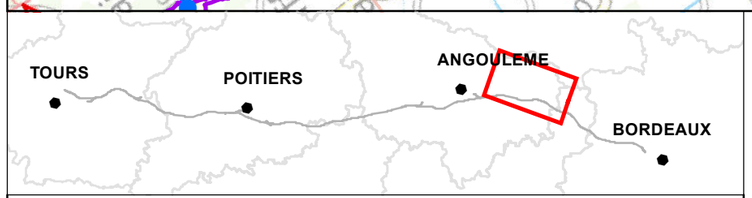
CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/100 000 0 1 000 2 000 3 000 4 000 m





Autorisation complémentaire de défrichement

APPB la plus proche : 18,4 kms

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- UB objet de la présente demande
- Arrêté Préfectoral de Protection Biotope

Cosea

CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

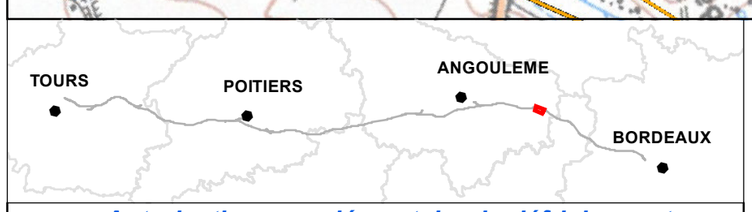
Echelle : 1/100 000 0 1 000 2 000 3 000 4 000 m

SC 241+000

SC 242+000

SC 243+000

SC 244+000



Autorisation complémentaire de défrichement

Natura2000 la plus proche : 1,8 kms

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- UB objet de la présente demande
- Zone Natura 2000

Cosea

CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

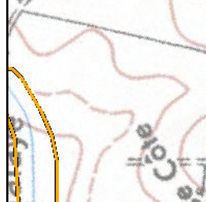
Echelle : 1/10 000 0 100 200 300 400 m

SC 241+000

SC 242+000

SC 243+000

SC 244+000



Autorisation complémentaire de défrichement

Natura2000 la plus proche : 2,2 kms

Commune de : BROSSAC

- Points kilométriques
- Emprise du projet SEA
- UB objet de la présente demande
- Zone Natura 2000

Cosea

CONSTRUCTION SEA TOURS - BORDEAUX

CREE LE	CREE PAR	VERIFIE PAR	VALIDE PAR
19/07/2013	NTON	HHER	DBEC

© IGN Reproduction Interdite

Echelle : 1/10 000 0 100 200 300 400 m